

ALEX JORDANOV

**LES GUERRES  
DE L'OMBRE  
DE LA  
DGI**

---

PLONGÉE AU CŒUR DES SERVICES  
SECRETS FRANÇAIS

---



**nouveau  
monde**  
ÉDITIONS

**Alex Jordanov**

# **LES GUERRES DE L'OMBRE DE LA DGS**

Plongée au cœur  
des services secrets français



« Les services secrets sont la seule véritable unité de mesure de la santé politique d'une nation, la seule vraie expression de son subconscient. »

John Le Carré, *La Taupe*

## **Note de l'éditeur**

Dans une démocratie adulte, les citoyens vivant au rythme du terrorisme doivent pouvoir s'informer sur le fonctionnement et l'efficacité de leurs services de sécurité. Si le secret est requis par les activités du renseignement intérieur et extérieur, cela n'empêche pas un certain niveau de contrôle parlementaire (créé en France seulement en 2007 !), et cela ne remet pas en cause la liberté d'informer.

Aujourd'hui, les anciens responsables de services sont de facto autorisés à publier des livres de mémoires. Tandis que les agents de terrain sont soumis à un rigoureux devoir de réserve et sévèrement sanctionnés s'ils s'en affranchissent. Pourtant, leur parole et leur expérience n'ont pas moins de valeur que celles « d'en haut ». Si ces agents sont jugés aptes à gérer au quotidien des dossiers hautement sensibles qui engagent la sécurité des Français, sont-ils réellement incapables de discerner ce qui peut ou non être raconté de leur travail au quotidien ?

Ce livre raconte beaucoup d'épisodes inédits pour le grand public. Cependant, il a été soigneusement relu par des spécialistes du renseignement afin de ne pas porter atteinte au travail en cours des services. Des chapitres couvrant des affaires encore en cours ont été écartés.

Ce livre n'existerait pas si certains membres des services n'avaient choisi de s'affranchir de la règle. Leur récit permet de saisir toute la difficulté de leur travail au quotidien. Mais c'est surtout une radiographie des conditions actuelles de fonctionnement, qui selon eux ne sont pas celles que les citoyens français pourraient espérer.

## Introduction

« Nous sommes rentrés dans les premières phases d'une guerre inévitable à laquelle nous ne sommes pas préparés... »

Extrait d'un texto que j'ai reçu d'un flic toulousain qui venait de terminer de lire mon livre sur l'affaire Merah<sup>(1)</sup> (12 décembre 2016).

C'est grâce à ce livre que j'ai rencontré Hatem, l'homme de la DGSI. Un rendez-vous secret dans un cabinet d'avocats.

Peu de temps après, il m'a présenté des collègues, issus de plusieurs services. À mon grand étonnement, ils ont accepté de participer à ce livre, alors qu'ils sont toujours en activité au sein des services français. Et très vite nous nous sommes entendus : d'un commun accord nous avons décidé d'en faire un carnet de bord de leurs opérations, de celles qu'ils ont bien voulu raconter, avec leur langage à eux d'hommes et de femmes de terrain. Une radiographie de la France à travers leur prisme. La narration devra reposer sur des éléments concrets (photos, PV, docs), qui seront « planqués » en lieu sûr.

Services secrets étrangers alliés, ordres dits venus « d'en haut », coups tordus, terroristes, grand banditisme, contre-espionnage, trafics, et même éliminations au nom de la raison d'État... les services sont confrontés à une longue liste d'activités.

Hatem et ses collègues ont tout vécu et ne se privent pas de faire des commentaires à chaque contour de leur récit. Ils laissent filtrer leurs états d'âme. Parfois ils se lâchent, vont trop loin à leur goût et me demandent de ne pas inclure dans mes notes ce dernier passage qui les gêne ou d'effacer un bout d'enregistrement. Même si leur identité est protégée, ils savent que si leur direction apprend l'écriture de ce livre, elle risque d'y mettre fin. À sa manière.

Hatem, la trentaine et des poussières, a l'air d'un jeune prof d'histoire-géo. Douze ans de police derrière lui. D'abord

avec les RG, avant d'être recruté comme agent secret « arabisant » à la DST et ensuite chez ses successeurs : la DCRI et la DGSI. Il a passé des années à jouer le jeu, déguisé en islamiste, à prier dans les mosquées les plus radicales et sensibles de France, à côtoyer les salafistes les plus déterminés, à partager avec eux aussi bien la prière et la *tchorba*(2) qu'à échanger des coups de feu, les écouter à leur insu, découvrir leur vie privée, leurs délires, leurs secrets intimes.

Décoré plusieurs fois par les administrations successives, avec ses collègues il a contribué à déjouer plusieurs attentats ainsi qu'à exécuter des commandes « d'ordre politique » pour le pouvoir en place. Sa vie privée, je lui laisse le soin de nous la raconter... ou pas. Il est l'un des personnages du livre. Il connaît par cœur les rouages du « French B.I. », comme ils l'appellent entre eux.

Ce livre est une succession de chapitres, organisés par thèmes ou opérations auxquelles ils ont participé, connues ou inconnues du public, mais qui font partie intégrante du puzzle. Un puzzle qui pose un regard sur la France des années à venir. Nous les appellerons Hatem, Pierre-Marie, Frédéric, Sihem, et d'autres... Eux et leurs collègues(3) racontent le monde du terrorisme, le monde de l'espionnage diplomatique, leur monde, à leur manière et avec leurs mots. Vu d'en bas, du terrain.

Au cours des quelques rencontres préliminaires, les « DGSI boys » ne peuvent s'empêcher de vouloir me révéler le dessous des cartes de chaque actu brûlante, d'exprimer leur point de vue, me montrer leur vision. Ils m'ont fait revivre leurs opérations, leurs filatures sur les lieux mêmes où cela s'est passé. Nous avons planqué dans des lavages autos, observant les va-et-vient d'une mosquée sensible, refait les parcours d'espions russes ou d'Abaaoud depuis « son buisson » jusqu'à Saint-Denis. Des banlieues éloignées comme Torcy jusqu'au cœur de Saint-Germain-des-Prés. Ils m'ont parfois inclus comme observateur sur des « dispos » dans les limites du possible, sans l'aval de la direction. Embarqué avec les services secrets.

Des conversations sans retenue avec des flics très spéciaux. Des conversations et même des engueulades, qui parfois rebondissent sur le chapitre précédent, qui sont une passerelle vers le suivant. Nous avons choisi de supprimer certains chapitres déjà « en boîte », comme sur le nucléaire iranien ou la vie privée d'un ancien président. Des affaires toujours en cours ou trop identifiables.

Des conversations en total décalage avec le spectacle de l'information proposé par les médias. Un spectacle de surface auquel nous assistons, passifs. Un spectacle qui évite de faire naître en nous la moindre question, cachant l'immobilité mentale à laquelle l'opinion publique est conditionnée.

Leur angle de vue, leur vision d'un monde auquel nous n'avons pas accès, leur monde. Un monde bien mieux informé que la presse.

Tous sont d'accord sur une chose. La France, comme d'autres pays européens, est au bord de l'affrontement communautaire, en état de siège permanent. Le « but tant souhaité » par les islamistes.

« On a des antennes dans le pays. On connaît les moyens des uns et des autres. Si Ghلام avait réussi à tuer quelques dizaines de Français dans une église à Villejuif cet été, c'était la fin. On ne contrôle plus rien à ce stade. » C'est ce que m'avait déjà dit un jour un commandant des stup au septième étage du « 36 », appelé en renfort pour travailler sur les ramifications des attentats de janvier 2015.

Depuis le 11 septembre 2001, quelque 400 Français et presque 2 000 citoyens européens sont morts victimes du terrorisme. Tout le long de sa campagne présidentielle, le président Macron a traîné des pieds pour se positionner face au terrorisme islamiste. Un an après son élection, il a rendu hommage au lieutenant-colonel Arnaud Beltrame avant de demander la clémence pour un lieutenant-colonel d'un autre genre : Alexandre Benalla. L'un s'est sacrifié pour sauver une femme face à la haine terroriste, l'autre, proche du président et aux multiples privilèges, bafoue son contrôle judiciaire et signe des contrats juteux avec des hommes de Poutine.

Un message pour le moins brouillé, envoyé aux militaires et au monde du renseignement... « Il donne le ton », m'ont fait remarquer les officiers de Levallois.

À la veille des élections européennes de 2019, au plus bas dans les sondages, Macron requinque sa cote de popularité en monopolisant les médias : douze heures d'affilée au Salon de l'agriculture, il monopolise les ondes avec des sessions de sept heures en direct à l'occasion du « grand débat national », en réponse au soulèvement des gilets jaunes. Interviews et tribunes enflammées publiées dans les grands journaux européens viennent couronner un début d'année agité.

Le président est en représentation théâtrale permanente, son exercice préféré. Sur la question du terrorisme, il va également jeter un os à ronger aux médias : sont réunis au Quai d'Orsay les directeurs des agences de renseignement européennes pour une séance de travail de 48 heures sous les ors de la République... Le tout ponctué de l'obligatoire discours présidentiel et l'annonce en grande pompe d'un « collège européen » des espions (4-5 mars 2019).

Mais le président repousse toujours à plus tard son grand discours sur la laïcité. Un sujet sensible, une frilosité qui se répercute et dégringole comme des dominos au sein des administrations françaises. Un sujet incendiaire qui a amené une douzaine de généraux droitistes au sommet de la hiérarchie militaire à piétiner leur droit de réserve et à accuser le président de « trahison à l'égard de la nation », dénonçant la signature par la France du pacte mondial des migrations, dit « de Marrakech ». « Vous ne pouvez pas décider seul d'effacer nos repères civilisationnels et nous priver de notre patrie charnelle. [...] Votre élection ne constitue pas un blanc-seing », lui ont-ils assené dans une lettre ouverte en janvier 2019. La révolution des gilets jaunes leur a emboîté le pas dans un style très différent.

L'islamisme radical et ses ramifications politiques constituent l'essentiel de la mission des services français et européens pour les années à venir. Le sujet est socialement et politiquement trop inflammable, surtout à l'approche d'échéances électorales. Mais l'islamisme n'est pas la seule



menace pour la France. Russes, Chinois, Américains avancent leurs pions dans l'ombre d'une rivalité économique sans pitié. Les Russes ont presque réussi à placer une « source » au cœur même du couple présidentiel. Les Américains ont eu une fenêtre grande ouverte sur les secrets français avec les acquisitions par la DGSI et Airbus de logiciels de traitement big data à la société Palantir(4), financée par la CIA.

Face à la menace terroriste et aux dangers venus d'ailleurs, les services français ont doublé leurs effectifs depuis dix ans. Les challenges et missions ont aussi doublé. Hatem, Pierre-Marie et leurs collègues sont les « petites mains », les exécutants d'une guerre invisible sans merci.



## **Principales divisions au sein de la DGSI**

### **Divisions thématiques**

T1, T2, T3, T4, T5 : Basques, Corses, islam radical, extrême gauche, extrême droite

### **Divisions analyse**

H2 : pays asiatiques (95 % des saisines concernent la Chine)

H3 : pays africains (Angola, Rwanda, Afrique du Sud, Soudan, Égypte)

Le reste de l'Afrique est pris en charge par les divisions T

H4 : Russie

### **Divisions surveillance et filature**

L1, L2, L3. Récemment L2 et L3 ont fusionné en S4, L1 est devenue S1.

### **Divisions contre-espionnage**

Les divisions K sont dédiées au contre-espionnage classique, à la prolifération nucléaire et ADM, et au contre-espionnage industriel.

## **Autres**

M : ressources humaines

R : interceptions communications + numérique + affaires  
réservées

J : judiciaire

Z : sécurité, habilitation, audit interne

## **1. Imad et les kalachnikovs**

### **Une journée presque ordinaire dans la vie de la DGSI**

Fin 2013, Hatem et des agents de la section T3(5) de la DGSI(6) se rendent au bureau d'exploitation vidéo dans les entrailles de « Levallois ». Ils sont là pour visionner les images d'un « islamo-délinquant » notoire surveillé, et filmé depuis quelques mois. Un de leurs dossiers prioritaires.

Il s'agit d'un dénommé « Pak Pak », trafiquant d'armes au nom de l'islam. D'origine pakistanaise, il organise des minicamps d'entraînement djihadistes sur des terrains vagues de grande banlieue ou dans les forêts avoisinantes, dans l'Essonne, d'où il est originaire. Visiblement Pak Pak est parano et fait attention aux allées et venues sur son palier. La caméra de surveillance installée face à sa porte d'appartement filme la présence d'un guetteur devant sa porte.

— D'entrée tu vois que le type a des choses à cacher. Il avait installé un vigile pakistanais sur le palier devant sa porte quasi en permanence. Les gens normaux ne font pas ça. Le vigile dormait parfois à même le sol, il ne bougeait pas. Je me demande quel pipeau il a raconté aux voisins ou qui étaient les voisins ? C'est vrai qu'il était au bout du couloir éloigné des escaliers, il y avait très peu de passage.

En ce mois de novembre 2013, une caméra a aussi été installée à l'intérieur de son appartement à Évry.

Rassemblés autour d'écrans moniteurs, les agents passent en revue et accélèrent les images de vidéosurveillance de l'appartement de Pak Pak. Soudain, en plein milieu du visionnage, un des agents s'écrie : « Mais c'est Djeballi ! »

Sur l'enregistrement vidéo on distingue clairement Imad Djeballi, beau-frère de Mohamed Merah et figure du salafisme toulousain, en train de discuter avec le trafiquant. « Putain, il a

gonflé depuis la dernière fois », lance Bastien, un autre agent du groupe.

Hatem est persuadé que Djeballi veut et se doit d'agir, venger Merah, porter un grand coup à la France, à la « citadelle des infidèles ». C'est sa motivation première.

— Ce type, Djeballi, est hyper déterminé. Il connaît du monde à Paris et en banlieue. Il se rend aux mêmes endroits que Mohamed Merah à Paris. Ils ont les mêmes plans. Merah a dû lui refiler ses contacts. Le fait qu'il rencontre un dealer d'armes en région parisienne multiplie le problème par deux pour nous. Ça devient un « melting-pot de savoir-faire » entre les deux bonshommes, l'un fournisseur et motivateur, l'autre exécutant gradé de la nébuleuse islamiste.

— À eux deux ils couvrent les sphères drogue, prison, salafistes, faux papiers, tout ! reprend Hatem. Un « melting-pot » sulfureux, un vrai problème pour nous... Djeballi est un mec dangereux. On ne s'attendait pas à le voir ici, en compagnie de notre cible, qui est déjà du « lourd ». On a maintenant un dossier parisien et un dossier toulousain. Cela devient immédiatement un dossier national. C'est chaud.

A posteriori, les agents de la DGSI vont s'apercevoir que ce n'est pas la première fois que les deux hommes se rencontrent à Paris. Une vérification de l'historique de géolocalisation des différents portables que les deux suspects utilisent dévoile d'autres « montées à Paris » de Djeballi pour rencontrer le trafiquant islamiste originaire d'une cité de l'Essonne. Les hommes des services vont apprendre que les deux objectifs donnent aussi dans le trafic de voitures et de faux billets.

Immédiatement, une équipe de Levallois est dépêchée à Toulouse. La surveillance d'Imad Djeballi et de son entourage proche est intensifiée. Les flics du contre-espionnage se doutent qu'il va bientôt remonter chercher des armes.

À Toulouse, Djeballi mène une vie paisible, sous les radars. Maison, famille, prières. Il ne se fait pas remarquer. Les seuls moments d'intérêt pour les hommes des services venus de Paris : ses passages au Kebab Café, situé boulevard

de Strasbourg, dans le centre-ville. Djeballi en a fait une officine annexe pour ses rendez-vous « islamistes ». En la surveillant, les policiers vont mettre à jour leur album photo de la sphère toulousaine.

En région parisienne, la surveillance de Pak Pak et de son frère Z. est accentuée. Il faut dire que leur pedigree a de quoi inquiéter les hommes des services secrets. Leurs fréquentations incluent le gotha de l'islamisme français, en particulier Antho Bolamba-Digbo, le fondateur de l'association Sanabil, dont ils sont particulièrement proches. Une association qui sera dissoute par Bernard Cazeneuve à l'automne 2016 et dont les avoirs seront gelés. Jugée en lien étroit avec de nombreux djihadistes, elle venait en aide aux détenus musulmans. Toutes les figures de la mouvance radicale française sont un jour passées par Sanabil : Sabri Essid, Forzane Alizza, Mehdi Nemmouche, les frères Clain, Amedy Coulibaly et bien d'autres.

Incarcérés plusieurs fois, Pak Pak et son frère ont fait l'objet de plus d'une vingtaine de procédures parmi lesquelles : extorsion, chantage, contrefaçons de luxe, usage de faux et trafics en tous genres. Ils utilisent une demi-douzaine de véhicules haut de gamme. Porsche Cayenne, Audi Q7, Renault Safrane, Citroën C4, VW et un utilitaire blanc. Tous les véhicules sont immédiatement « équipés » par les techniciens. Les policiers vont aussi installer une caméra dans une camionnette qui va filmer 24h/24 l'utilitaire blanc de Pak Pak garé sur un parking de la ZAC de Grigny. Cette surveillance ininterrompue va durer plusieurs jours.

Jusqu'au départ tant attendu par les policiers. La Citroën Picasso d'Imad Djeballi remonte l'autoroute A6 à vive allure direction Paris. Assise à ses côtés, une autre grande figure du djihadisme français, Quentin Lebrun, un converti parti depuis en Syrie. À leurs trousses, plusieurs véhicules et motos de filature de la DGSI. Certains sont positionnés en amont pour prendre le relais.

La voiture de Djeballi a bien évidemment été « équipée » par les hommes des services.

— Djeballi et les Toulousains avaient trouvé nos premières balises et les ont fait expertiser par des « Chinois », raconte Hatem qui était au volant d'une des voitures de filature.

— Des « Chinois » ?

— Ce sont des geeks asiatiques de la région de Toulouse, qui rendent aussi service au crime organisé. Djihadisme et banditisme ont des atomes crochus avec les « Chinois ». Des liens étroits.

Les islamistes passent régulièrement au peigne fin leurs voitures, à la recherche de matériel de surveillance. Ils sont paranos. D'après les sources chinoises qui fournissent les djihadistes, le matériel de géolocalisation repéré sur les véhicules utilisés par les « Toulousains » provient sans aucun doute du gouvernement français, des services. C'est ce qui ressort des écoutes, conversations et échanges de textos entre les Chinois et les salafistes toulousains. Djeballi et sa bande se savent maintenant étroitement surveillés.

Au domicile d'Abdelouahed el-Baghdadi, un proche de Djeballi, membre de leur groupe et mari de Souad Merah, les hommes des services vont retrouver un document éloquent, fixant les consignes de discrétion. Les règles de jeu du chat et de la souris. Il y est aussi écrit : « *Les gens se classent en trois catégories, un musulman moudjahid [...], un musulman ordinaire [...] et un ennemi de l'islam, à qui on ne montre pas ce que l'on fait, au contraire, on essaie de l'égarer. La guerre, c'est de la trahison et nous employons la guerre psychologique et la dissimulation à l'égard de l'ennemi.* »

— Les « barbus » de cette trempe sont tout sauf des abrutis, rajoute Hatem, alors en charge du dossier « armes-Lebrun-Djeballi ».

Cette fois, les techniciens de la DGSI ont mis le paquet. Les nouvelles balises sont incrustées et soudées dans les jantes de la Citroën Picasso de Djeballi, ainsi que sur celles de la Mercedes de Lebrun qui est restée à Toulouse. Les micros et caméras sont cousus dans les appuie-tête ou fondus dans le plastique des portières. À ce moment précis, personne ne sait

quel véhicule ils vont utiliser, les agents ont donc équipé les deux voitures.

« Le cheikh a dit que nous sommes des vrais terroristes », se vante Quentin Lebrun dans la voiture qui file vers Paris. Allusion au feu vert religieux qui lui a été délivré depuis une terre de djihad. Le feu vert d'un chef religieux est obligatoire avant de passer à l'acte. Il a visiblement été encouragé à monter une opération en France.

Les hommes de Levallois n'ont plus aucun doute. Ils savent que les deux djihadistes ont reçu la bénédiction d'un référent religieux en Syrie pour commettre des actes terroristes sur le sol français. Ils ne peuvent pas se permettre de lâcher et perdre de vue leurs cibles.

Quelques jours auparavant, en fouillant l'appartement de Lebrun en son absence, les policiers ont trouvé des éléments annonçant un important achat d'armes prévu en région parisienne. Ce voyage est certainement celui de la transaction censée se dérouler dans une ZAC située entre Grigny et la prison de Fleury-Mérogis dans le 9-1.

— Lebrun est malin : à Toulouse il gare toujours sa voiture sous un lampadaire près de la sortie de son immeuble. Certainement pour surveiller les allées et venues autour de son véhicule depuis sa fenêtre, pour éviter de se faire coller un mouchard. Mais nous, on peut aussi faire ça en plein jour. On gare une voiture en biais qui cache la roue avant du véhicule. Une deuxième voiture derrière, avec le coffre ouvert pour bloquer la vue opposée. Après on sort des tee-shirts et des cartons, et on fait semblant de marchander, de faire du trafic de cité, genre transaction banale. Pendant ce temps-là le technicien est sous la voiture ciblée en train d'équiper une des roues. Ça va très vite. Cinq, dix minutes, pas plus. On est très bons à ça... Ces mecs-là sont hyper méfiants, surtout quand ils se croient surveillés. Leurs voitures, leurs apparts, leurs caves, ils font attention à tout.

Sur son palier, Quentin Lebrun ira jusqu'à installer un brouilleur, des détecteurs de micros, et même un dispositif pour filmer l'intérieur et l'extérieur de l'appartement. Sur son

palier, le dispositif électronique fait ainsi face à celui des espions du renseignement intérieur.

— Il faut être patients avec ces mecs, attendre le moment propice. On a fini par prendre une « macro » photo de la serrure. La photo est ensuite agrandie au laboratoire technique qui nous indique quel type de clé correspond à cette serrure. Le labo dispose de toutes les clés possibles et imaginables. Le serrurier est revenu avec nous chez Lebrun avec la bonne clé à moitié finie et a terminé le travail sur place.

Il fallait rentrer. Une opération délicate tant le protocole est méticuleux. La seule règle : ne pas laisser de traces. Il faut dédier des agents à la surveillance de l'immeuble pendant l'opération qui s'effectue en l'absence de l'objectif. Sécuriser les lieux, surtout l'entrée de l'appartement. Serrure, tiroirs et tout objet manipulé sont pris en photo et inspectés en cas de présence d'un marquage ou d'un « témoin » qui peut alerter les suspects du passage des policiers. Un intensificateur de lumière, une torche IR, détecte la présence d'une source infrarouge caractéristique d'une alarme ou d'une caméra infrarouge. Les fenêtres sont obturées de façon à pouvoir travailler tranquillement en pleine lumière. Les techniciens présents s'assurent aussi que les lampes qui seront allumées ne sont pas piégées. Des photos de chaque pièce et objet touchés sont prises. Tout doit être remis à sa place initiale. Certains agents évitent même de porter du parfum.

Une fois l'appartement sécurisé, les éventuels brouilleurs et micros neutralisés, un agent de la division thématique dirige l'opération. Il est le « sachant », celui qui sait quelles informations ils cherchent. Toute l'opération doit se dérouler dans le silence absolu, l'appartement est censé être vide pour les voisins.

Ce jour-là, le protocole est mis de côté, Hatem et son équipe n'ont pas le temps de suivre les règles et de convoquer une équipe. Ils ont saisi une occasion – ils l'ont fait tellement de fois...

— On est rentrés « à la mexicaine » (comprendre : à l'arrache). Le serrurier et nous, en petit comité.



À l'intérieur, les policiers vont trouver carnets, clés USB, notes et les différents contacts des interlocuteurs parisiens de Djeballi et Lebrun. Ils vont aussi en profiter pour équiper l'appartement de micros et d'une caméra de surveillance avec vue sur le salon.

Le jour du départ vers Paris, le duo est cerné de tous les côtés, les agents sont prêts.

Sur l'autoroute, la Picasso des djihadistes ne dépasse jamais la limitation de vitesse. Petite surprise : un troisième homme apparaît à l'arrière du véhicule. Visiblement endormi sur la banquette arrière, il vient de se relever. Il est non identifié.

À mi-chemin, ils vont faire le plein d'essence sur une aire d'autoroute et payer avec une carte PCS (Prepaid Cash Services). Une carte prépayée rechargeable sans nom, achetée dans un PMU. Leurs portables sont éteints et ne bornent pas sur les émetteurs le long de la route.

Il n'y a aucune trace numérique de leur voyage qui a vraiment commencé après un détour par Montpellier. Certainement pour prendre le troisième homme. Les djihadistes parlent peu, le micro ambiant n'émet que le bruit sourd du moteur, à peine audible. Passé le péage de Fleury-en-Bière à 60 km de Paris, Djeballi a repéré un des motards qui a démarré et s'est positionné derrière eux.

« Regarde ce bâtard ! » Il hurle et tape du poing sur le tableau de bord. Les deux complices et leur mystérieux voyageur savent maintenant qu'ils sont suivis. Soudain, dans les écouteurs des policiers, du « son islamique » : des *anachids*. Djeballi et Lebrun ont monté le volume radio à fond et écoutent une lecture du Coran. Visiblement dans le but d'étouffer leur conversation. Dans son bolide de filature, Hatem hoche la tête, agacé. Les flics n'ont plus accès aux conversations de la voiture des djihadistes.

C'est le silence dans la voiture suiveuse de la DGSI. La déception se lit sur les visages des policiers. Djeballi et Lebrun sont imprévisibles. Hatem sait qu'ils n'abandonnent jamais. Ils sont arrogants avec un profond mépris pour la France. Se

sachant suivis, comment vont-ils maintenant pouvoir entrer en contact avec les fournisseurs ?

C'est le tribut des démocraties. Dans la plupart des cas, aucune intervention ne peut avoir lieu sans flagrant délit. Jouer au chat et à la souris. Narguer le flic parce qu'on sait jusqu'où on peut aller, ce sont les règles du jeu en Occident. Un jeu qui coûte cher en temps et en moyens.

Il n'y aura pas de transaction ce jour-là.

Arrivée à Paris, la Citroën Picasso des Toulousains quitte le boulevard périphérique à hauteur de la porte de Bagnolet et se dirige vers le restaurant Quick situé à quelques encablures de la rampe de sortie à Montreuil. Les trois djihadistes vont tranquillement avaler un sandwich avant de reprendre la route en sens inverse. Aucun coup de fil, aucune rencontre, la voiture d'Imad Djeballi est de nouveau sur la route. Ils ne prennent aucun risque. Et huit heures plus tard, ils sont revenus à leur point de départ dans le sud-ouest de la France.

Des moyens colossaux engagés sans résultat ce jour-là. Les policiers épuisés mettent fin à la filature. Hatem et son binôme, Seb, finiront dans un hôtel de Nice en route vers une autre affaire sur laquelle ils ont été dépêchés. Seule question : pourquoi les djihadistes ont-ils poussé jusqu'à Paris alors qu'ils avaient repéré leurs suiveurs à 150 km de la capitale ? Un tour d'essai ? Hatem n'en sait rien, sa pensée se voûte. Il est déjà passé à autre chose.

Dans les jours qui vont suivre, les caméras installées devant l'entrée d'immeuble du frère de Pak Pak et celle cachée dans une camionnette sur un parking de la ZAC de Grigny vont révéler ce qu'ils attendaient tous.

Djeballi et Lebrun sont remontés à Paris et ont pris contact avec Pak Pak et son frère. Dans la soirée, le petit groupe se rend rue Paul-Langevin, dans la ZAC de Grigny où est garée la camionnette blanche. Les policiers n'en croient pas leurs yeux. Pak Pak ouvre les portières arrière, monte dans le fourgon et en ressort avec des armes automatiques. Les Toulousains vont alors tester ces armes et des coups de feu vont retentir au loin. Il n'y a personne à des centaines de

mètres de leur périmètre. Les balles se perdent dans le brouillard nocturne de la banlieue parisienne. Mais la transaction n'aura pas lieu ce soir-là.

Le lendemain, revendeurs et acheteurs tournent pendant quelques heures en région parisienne et testent dans plusieurs magasins les faux billets qui vont servir de paiement. Des billets venus d'Italie, que les salafistes toulousains ont apportés avec eux. Les faux billets passent bien dans les différents commerces où ils sont écoulés. C'est bon.

Djeballi et Lebrun rentrent à Toulouse. Ils ont laissé un acompte, l'échange va pouvoir avoir lieu.

Ils vont s'y prendre à plusieurs reprises. Et toutes ces précautions laissent penser qu'ils se méfient du flag'. Une intervention avec armes et argent au même moment et au même endroit, c'est risqué...

Quelques jours plus tard, Djeballi et son complice remettent ça. C'est le troisième voyage en direction de Paris. L'ambiance dans leur voiture est à l'optimisme. Ils flottent sur un nuage spirituel nouveau. Ils donnent l'impression de ne pas se soucier des risques courus ou de finir en prison. C'est un challenge pour eux de « niquer les keufs ».

Cette fois la filature se passe bien. Les apprentis terroristes n'ont pas trouvé les nouvelles balises soudées dans les jantes ni repéré les suiveurs. Et les nouveaux émetteurs installés par les techniciens peuvent être activés à distance.

— On ne sait jamais avec ces paranos. Ils peuvent passer la voiture au détecteur ou utiliser un brouilleur. Heureusement, ils ne le font pas toujours. Nous on n'active les balises que si on les a perdus de vue, ou s'il y a trop de monde sur l'autoroute. On évite ainsi de se faire repérer une deuxième fois.

Huit heures plus tard, la rencontre entre djihadistes et fournisseurs d'armes a lieu. Aux aurores, juste après la première prière, sur un parking de la ZAC de Grigny.

Tout ce petit monde se retrouve devant la camionnette blanche garée là depuis plusieurs jours. Les policiers de la

DGSI surveillent et filment de loin. Impossible d'intervenir tant que les djihadistes ont des armes chargées à portée de la main. Le GAO(7) n'est pas là, et n'a même pas été mis en « préchauffe ». L'adrénaline coule à flots et la tension monte dans les rangs du dispositif policier improvisé, une demi-douzaine d'hommes. Il faut maintenant attendre que la transaction ait lieu.

Quentin Lebrun et le troisième homme non identifié sont les premiers à sortir de leur voiture pour aller à la rencontre des revendeurs.

Entretemps ces revendeurs venus accompagnés de Pak Pak, l'intermédiaire pakistanais, ont également été identifiés. Ils sont originaires des Balkans, ont de longs casiers judiciaires et sont recherchés en Allemagne.

Imad Djeballi, survêtement bleu et casquette de baseball rouge vissée sur le crâne, ouvre le coffre de sa Citroën Picasso et en extirpe la roue de secours qu'il va abandonner sur le parking. À sa place il va cacher le grand sac noir rempli d'armes automatiques que lui ont remis les « hommes de l'Est ». Les enquêteurs et flics d'intervention qui observent la scène en sont persuadés : ce sont bien les armes testées quelques jours plus tôt qui sont dans le même sac de sport noir. Personne ne s'est approché de la camionnette surveillée H24 depuis la dernière visite de Djeballi il y a quelques jours.

Une fois de plus l'adrénaline monte d'un cran du côté des policiers de la DGSI. L'ordre venu « d'en haut », pour utiliser le jargon professionnel, est d'arrêter Lebrun et Djeballi dès que le mot « armes » ou son équivalent est prononcé alors qu'ils sont à bord de leur véhicule.

La Citroën de Lebrun et Djeballi repart, le sac noir dans le coffre. Les revendeurs vont prendre une direction opposée quelques secondes plus tard. Tout est allé très vite. Toutes les formalités ont été préparées et effectuées en amont. La transaction est terminée.

À une centaine de mètres, Hatem et Seb quittent leur planque et s'apprêtent à regagner leur voiture. Soudain la berline des dealers balkaniques surgit de nulle part et accélère

droit sur eux sur le parking géant. Hatem regarde son partenaire. Un moment d'hésitation se lit sur son visage. La voiture fonce dangereusement sur les deux policiers sans ralentir. À quelques secondes d'un probable impact, ils plongent dans les buissons avoisinants pour éviter de se faire écraser. Les « types de l'Est » disparaissent au bout de la rue.

Avaient-ils vu les policiers ? Hatem ne le pense pas, ils ont fait attention à ne pas être dans leur champ de vision, même dans celui du rétroviseur.

Les hommes de la DGSI n'ont pas le temps de se poser la question. Les voitures relais ont déjà pris Djeballi et Lebrun en chasse, qui filent vers Toulouse. Hatem et son collègue doivent rattraper leur retard et se positionner en tête de la filature. De son côté, la berline des « mecs de l'Est » a disparu en banlieue. Les dealers d'armes sont laissés libres. Il n'y aura pas de poursuite. De toute manière les hommes de la DGSI savent où les trouver et les faux billets réapparaîtront bien quelque part.

— Une pure connerie, complète Hatem. On aurait dû arrêter Djeballi et Lebrun bien avant Toulouse, ainsi que les fournisseurs des Balkans.

800 km plus loin, les deux djihadistes vont se perdre dans la circulation toulousaine, puis tranquillement regagner leurs domiciles. Le temps de retrouver leur trace, le grand sac noir s'est volatilisé dans la nature. Ils n'ont jamais prononcé le mot « armes ». Hatem croit même que le micro placé à l'intérieur de la voiture a eu des ratés ou a tout simplement arrêté de fonctionner. Ils n'avaient techniquement pas le droit d'intervenir.

Quelques jours plus tard, le restaurant Quick à Colomiers, un fief de Lebrun près de Toulouse, sera braqué. Des hommes cagoulés, armes de poing, Serflex et talkies-walkies, vont s'emparer de la caisse du fast-food. Un butin de 16000 euros. La SRPJ de Toulouse est saisie de l'enquête. Hatem et ses hommes sont persuadés que c'est un coup pour financer la cause islamiste toulousaine.

21 février, 19h25. Texto interne de l'équipe de surveillance :

Imad est à l'aéroport de Barcelone avec femme et enfants en attente d'un vol pour Istanbul. Quentin n'est plus dans les radars non plus. Fin de mission de Paris.

Trois mois plus tard, en février 2014, Quentin Lebrun et Sabri Essid, le mentor et beau-frère de Merah, vont acheter une vingtaine de billets d'avion et de bus pour la Turquie. Par petits groupes, accompagnés de femmes et d'enfants, et d'autres membres de la sphère islamiste de Toulouse, ils vont réussir à s'écarter pour la Syrie au nez et à la barbe des services français censés les surveiller. Ils vont d'abord tranquillement effectuer le trajet jusqu'à Barcelone à bord d'un bus de la compagnie Eurolines avant de s'envoler pour Istanbul.

Un policier toulousain dépité dira plus tard : « Bon débarras, qu'ils aillent se faire sauter en Syrie. »

Les armes que Lebrun et Djeballi ont redescendues du 9-1 à Toulouse restent introuvables.

Les braqueurs du Quick seront finalement arrêtés en flagrant délit par la BRI de Toulouse après une longue série de vols à main armée en région toulousaine. Les enquêteurs découvrent chez eux une panoplie inquiétante en relation avec le monde djihadiste. L'un des malfaiteurs est également en possession d'argent liquide syrien. Sur son téléphone portable, des photos souvenirs de ses comparses et de leur bref séjour en Syrie en tenue de combattants, exhibant fièrement leur kalachnikov sur fond de drapeaux noirs.

Les policiers s'aperçoivent qu'un des braqueurs (Abu Gazawan Al Muhajir, de son nom de guerre) consulte en abondance des sites de propagande d'Al-Qaida et de Daech sur son ordinateur, qu'il est toujours ami de Mohamed Merah sur Facebook et conserve des photos de soldats d'Allah tenant une tête humaine coupée. Quant au chef du gang des braqueurs, il va afficher son prosélytisme religieux durant sa détention, vantant le courage de ses « frères talibans » auprès des autres détenus. Leur procès deviendra vite celui du terrorisme et de son financement.

Arrivé en Syrie depuis déjà quelques mois, Quentin Lebrun va poster en novembre 2014 une vidéo sur YouTube qui fera le

tour du monde, exhortant en français les musulmans à attaquer et tuer infidèles et apostats partout en France et par tous les moyens possibles. Mais aussi à quitter la France et rejoindre le califat, « son » État islamique qui s'est enraciné entre la Syrie et l'Irak. Avec des hommes de son unité, ils vont également brûler leurs passeports français face à la caméra. Une symbolique forte de leur rejet de la France.

Peu de temps après, c'est au tour de Sabri Essid de faire de la surenchère, toujours sur YouTube. Pour fêter les trois ans des attaques de son ami et beau-frère Mohamed Merah, il met en ligne la vidéo d'exécution d'un « espion au service d'Israël ».

Le bourreau du condamné n'est autre que son beau-fils Ryan, un écolier du Mirail âgé de 12 ans, avec une arme de poing gros calibre.

— *Ça te fait quoi de savoir que vous vous êtes fait chier pour rien à prévenir une vente d'armes à des islamistes toulousains ? Cela laisse l'impression que personne ne voulait vraiment les arrêter ?*

— Tout en haut c'est des peureux. Le chef, il n'a pas de couilles. Du temps des RG, on ne se prenait pas la tête. On rentrait chez les gens sans autorisation, on ne faisait pas de manières.

— Je sais pas moi... au pire on aurait initié un accident en leur rentrant dedans, créé une embrouille, déclenché une bagarre. On les aurait tapés sur l'autoroute, ou à une station de service... Les gendarmes seraient venus, contrôle d'identité, etc. Et ils auraient trouvé le sac dans le coffre. Mais jamais on n'aurait laissé repartir ces types à Toulouse, avec une voiture remplie d'armes. Quitte à manipuler le règlement. Toute cette histoire... (Long silence) quand j'y pense, on se sent responsables. Quand on voit la vidéo de Lebrun de Syrie qui nous nargue... Il était là, juste devant nous. Aujourd'hui ils sont tous dans la nature, les armes aussi. À part Djeballi qui est revenu de Syrie dans les conditions qu'on connaît(8).

L'affaire Imad Djeballi est la vitrine d'un des plus retentissants fiascos des services depuis longtemps. Son

rocambolesque retour de Syrie viendra corroborer les réflexions d'Hatem.

En septembre 2014, la place Beauvau annonce en grande pompe son arrestation à Orly en compagnie de deux autres djihadistes haut de gamme de retour de Syrie. Surprise, c'est depuis Montpellier que Djeballi appelle alors BFM TV pour demander comment faire pour se rendre... En direct, devant une opinion publique médusée !

La France entière découvre le manque de professionnalisme des policiers français des services et la porosité de nos frontières.

Attendus à Paris, les trois djihadistes sont tranquillement sortis sans être inquiétés de l'aéroport de Marseille, à l'autre bout de la France, avant de partir « manger un morceau » ! Personne ni à Levallois ni parmi les 17 agents envoyés les interpellés à Orly n'a eu l'idée de consulter la liste des passagers, de vérifier s'ils étaient bien à bord d'un vol pour Paris.

— *À écouter Bernard Cazeneuve après chaque incident terroriste, le ministre de l'Intérieur jongle avec les mots, ses hommes mènent toujours l'enquête et toujours a posteriori et tout va bien ?*

— La DGSI a été fragilisée avec Merah. Les carrières des directeurs sont en jeu. Ils font gaffe à leurs promotions. Dans le cas de Djeballi et la voiture remplie d'armes, personne ne va prendre de risques. Ils veulent être sûrs. S'ils ont leurs effectifs d'intervention, peut-être qu'ils bougent. Si le SD filature (sous-directeur) veut faire quelque chose, il faut que les autres SD (opérations spéciales, technique, etc.) soient tous d'accord. Le temps qu'ils se mettent d'accord... Dans l'urgence de notre métier, ce n'est pas du tout ce qu'il faut. En « haut », ils ne savent pas vraiment ce que c'est l'islam, ils ne le comprennent pas.

« Tu vois, j'ai vu des types se parler à eux-mêmes dans la salle d'ablutions d'une mosquée. Ça pue. D'autres qui embrassent un mec après la prière en lui disant : "On croyait



qu'on n'allait jamais te revoir." L'un est un fou furieux, l'autre revient du djihad. Tu sais tout de suite qui est pourri ou pas.

« On est de moins en moins à pouvoir faire ce travail de discernement. Il faut être avec eux, les connaître, connaître leurs codes, leur islam. On ne va pas tous les taper. On ne peut pas.

« On perd un temps fou sur des cibles qui ne sont pas prioritaires. Parce qu'un directeur l'a décidé ainsi. Il doit remplir ses quotas annuels, ça s'appelle mettre des "bâtons" au tableau, et il doit aussi toucher sa prime de fin d'année. Il fixe lui-même ses objectifs et les atteint.

« Ils vont aller te chercher un imam qui, il y a trois ans, a dit qu'Israël c'est "des porcs". Garde à vue, procédure, dossier clos, et ils vont pouvoir mettre leur bâton au tableau. Alors qu'aujourd'hui, le type en question est à peine visible, pas vraiment en France. D'autres, bien plus dangereux et insaisissables, mériteraient qu'on s'intéresse à eux. La DGSI, c'est un super beau bateau, c'est comme le *Charles-de-Gaulle*. Mais il navigue à l'étroit sur la Seine. Et souvent, il ne sert à rien.

À écouter Hatem, je me souviens d'une conversation chez Yves Bonnet (ancien patron de la DST) il y a quelques années. Après m'avoir montré non sans quelque fierté la maison de Guy de Maupassant au loin, il s'était arrêté, contemplatif, au milieu de son jardin normand. Un long silence suivit, avant de résumer ainsi le travail des services : "On a le droit de commettre toutes les turpitudes à condition de ne pas se faire prendre."

De son temps, il y avait eu un magistral coup d'éclat avec l'affaire Farewell et l'expulsion de France d'une cinquantaine d'agents du KGB et de leurs familles. Deux bus entiers remplis d'espions "communistes". Il avait fait filtrer l'affaire dans la presse et fait mousser les services français sur la scène internationale.

Bonnet prenait tout d'un coup trop de place, il fut remercié par Mitterrand. Juste avant les loupés de la DGSE à

Beyrouth<sup>(9)</sup>, et dans la foulée, le désastre plus connu du Rainbow Warrior.

Les politiques ont jeté en pâture aux médias des services secrets déjà aux abois. La logique administrative a fini le travail des politiques par une partie de chaises musicales. Et accouchant d'une course aux postes de direction sans précédent dans le monde du renseignement. Sans se soucier des conséquences désastreuses pour les hommes et les femmes sur le terrain.

Peu de choses ont changé depuis ce temps-là, il y a trente ans, y compris à l'étage hiérarchique inférieur.

La grande majorité dans le monde du renseignement estime que la sécurité du pays n'est pas le premier souci des politiques, quel que soit le pouvoir en place. Le reste préfère ne pas s'exprimer.

En rentrant chez moi, je réfléchissais à ce que venaient de me raconter mes sources. Elles sont persuadées que la confrontation avec "l'islam" est inévitable. À chaque rencontre, elles m'en disent un peu plus, me donnent plus de détails sur leurs opérations. Et nous ne sommes qu'au début de notre collaboration.

Ce soir-là, à la télévision passait un film d'action, *Shooter*, avec Mark Wahlberg. L'histoire vraie d'un tireur d'élite surdoué, victime d'une chasse à l'homme orchestrée par des forces politiques obscures. Une des dernières scènes est édifiante. Ned Beatty, dans le rôle d'un sénateur véreux, et Danny Glover, dans le rôle d'un colonel acquis aux forces du mal, arrivent en hélicoptère et attendent le héros, Mark Wahlberg, petite main trompée de leur pouvoir obscur. La scène se déroule sur un sommet enneigé, lieu choisi par le sénateur pour tendre un dernier piège au sniper d'élite. Le sénateur se lance alors dans une rhétorique d'une justice morale parallèle : « Il n'y a pas de sunnites ou de chiites. Il n'y a pas de démocrates ou de républicains. Il n'y a que ceux qui ont et ceux qui n'ont pas ! » Hollywood est sans aucun doute la plus belle machine de propagande à l'échelle globale. Une extraordinaire connivence entre les studios et les agences secrètes du gouvernement américain a toujours existé. Tout ce

qui n'est pas bon à dire publiquement finit inmanquablement dans le scénario d'une fiction hollywoodienne. Armée de consultants et de conseillers issus des services ou de la police, Hollywood n'est jamais très loin de la vérité, elle est même souvent prémonitoire, ayant toujours un temps d'avance sur l'histoire.

## 2. Le recruteur et ses élèves

Début 2011, la division opérationnelle de Sylvain se prépare à commencer l'année paisiblement. Le terrorisme n'a pas encore frappé, dans les proportions effrayantes qui vont suivre dans les mois qui viennent.

L'atmosphère au niveau -1 du 84 rue de Villiers à Levallois-Perret est joviale et détendue. On sirote son café dans l'open-space autour de la grande table style IKEA. On commente l'arrivée des Qataris au PSG et les titres qui vont s'empiler. Certains s'apprêtent à partir en surveillance dans les différents « hot spots » islamistes autour de la capitale (Torcy, Trappes, Les Mureaux, Gennevilliers, Grigny, Corbeil, etc.). D'autres bichonnent au téléphone leurs « indics » du côté de Montreuil ou de Saint-Denis. La routine.

Ce matin-là, une saisine atterrit sur le bureau du chef de l'unité L3(10) à la DCRI. Dans l'open-space, c'est la stupeur. Le texte va droit au but et décrit l'objectif :

« [...] Mohamed NIAZ vient en France pour former et organiser l'entraînement d'un groupe de combattants susceptibles de commettre des actions violentes sur notre territoire. Il agit sous l'autorité d'un émir avec lequel il est en contact direct. »

D'après les analystes de la section thématique T3, cet important personnage recherché par plusieurs services occidentaux doit atterrir à Roissy. Le service de coordination avec les services étrangers transmet cette demande spéciale venue de nos services alliés. L'homme est une cible prioritaire de recrutement pour la CIA, le MI6 et le BND allemand. Une source potentielle d'une haute importance. C'est un ingénieur en mécanique des fluides indien, également expert en circuits électroniques, hautement qualifié, dont le profil et la fiche technique mentionnent plusieurs groupes terroristes au Moyen-Orient et en Asie centrale. Il arrive en Europe avec

comme mission d'envoyer des Français en zone afghano-pakistanaise, terre fertile du djihad mondial.

C'est le branle-bas de combat à Levallois. Il faut le « loger », identifier ses contacts, ses éventuelles recrues et futurs combattants. Les seules informations dont disposent les agents français sont son nom, celui de sa femme, qui l'accompagne, ainsi qu'une adresse à Corneilles-en-Parisis, censée être son point de chute en France.

Une équipe de la division analytique T3 est dépêchée à Roissy : vrais-faux brassards de douaniers aux bras, ils attendent la descente d'avion de l'objectif. L'avion en provenance du sous-continent indien vient d'atterrir. C'est un petit homme à la barbe soignée accompagné de sa femme en niqab qui s'avance lentement en poussant son chariot de valises.

Il est immédiatement contrôlé par les faux douaniers, accompagnés des vrais douaniers de Roissy. Ses valises sont inspectées de fond en comble. Ses documents discrètement copiés et ses affaires répertoriées. La surveillance se poursuit à son domicile français du Val-d'Oise. La division technique L1(11) installe immédiatement deux caméras au domicile de Mohamed Niaz.

Une sur son palier qui filme la porte d'entrée est dissimulée dans le détecteur d'incendie qui pendouille au plafond. La caméra autonome est branchée sur l'alimentation du détecteur, il n'y a pas besoin de changer les piles. Une autre sur un lampadaire qui fait face à la sortie de l'immeuble. Également autonome et branchée sur le secteur qui alimente le lampadaire. Enfin, une dernière caméra est installée de profil, de façon à filmer les voitures qui viennent chercher Niaz et surtout à pouvoir récupérer leurs plaques d'immatriculation.

— Ne pas devoir changer les piles est un atout, tu évites de te faire repérer en haut d'un poteau ou à faire le faux électricien sur un escabeau dans les cages d'escalier. Ils sont hyper méfiants, ces mecs. On faisait des « tranches de vie ». Des plages d'observation de plusieurs heures. On n'a pas les moyens pour faire du H24. Mais on savait qui rentrait et sortait de chez lui. Et avec des éminences comme ce mec, très pieux

par ailleurs, ce ne pouvait être que des gens « importants ». Quand tu vis seul, ou avec tes frères de religion, ça rentre, ça sort. Avec lui, un homme marié, il n'y a que les membres de la famille ou des invités de marque qui te rendent visite. Et la femme reste dans son coin. S'ils font des réunions, les hommes sont entre eux, les femmes sont ailleurs, entre elles. Tous ceux qui travaillent sur l'islam radical connaissent les dizaines de codes, de subtilités et les règles de vie de l'islamiste religieux. Religieux tout court d'ailleurs. Très vite, on a doublé les moyens. Très vite on a commencé à cerner son entourage. D'entrée tu vois que le type n'est pas juste venu en France pour faire l'ingénieur. Comme il n'avait pas de voiture, on venait le chercher. Rapidement, on a identifié un certain nombre de personnes d'intérêt. On faisait du « classique ». Des dispositifs de surveillance physique. C'est six, sept agents, des véhicules, une moto. Et encore, parfois sept, c'est léger, surtout si le type bouge beaucoup, prend les transports en commun ou fait du « Paris ». Pour nous, c'est des évidences techniques. Tu es obligé d'avoir autant de monde, parce qu'il est hors de question qu'il puisse repérer un même visage ou un même véhicule resté trop longtemps derrière lui sans changer. Tu ne peux pas le perdre de vue. Tu es constamment sur le fil.

Très vite aussi les hommes de la DCRI vont identifier le bras droit de l'islamiste indien : un dénommé Saad Rajraji, un Franco-Marocain de 24 ans. Il est aussi « l'émir » du groupe. Ce dernier fait souvent le trajet entre son domicile de Stains et celui de l'éminence grise, Mohamed Niaz, dans le Val-d'Oise.

Les enquêteurs ont maintenant plusieurs objectifs dans le collimateur. Il se dessine un organigramme de la cellule dirigée par le gourou intégriste indien. Saad Rajraji est son lieutenant et le recruteur en chef de combattants à envoyer au Pakistan.

Rajraji est un assidu des réseaux sociaux dédiés à la guerre sainte. Il y consacre des heures, la plupart du temps la nuit. C'est en ligne sur la blogosphère islamiste qu'il jette ses hameçons, établit le dialogue, va à la rencontre des « clients » potentiels. Les différents dispositifs mis en place vont le suivre un peu partout en France à ses rendez-vous de recrutement, à Beausoleil près de Monaco, en Normandie, en Bretagne...

— On « assurait » ses rendez-vous. Une fois on l’a suivi jusqu’à Monaco en TGV. On l’a perdu sur la route de La Turbie. Il est rentré le soir même. Toujours en TGV. On n’a jamais su qui il avait vu. Il ne disait jamais rien au téléphone. Les conversations se bornaient à informer les interlocuteurs du lieu et de la date de la prise de contact. L’après-vente était faite oralement, en direct. Il leur vendait les *Mille et une Nuits*, la fraternité, il leur proposait de renforcer les frères qui combattaient déjà au nom d’Allah en Afghanistan et au Pakistan, mais aussi de venir s’entraîner avec leur groupe en région parisienne. Au début, on ne comprenait pas bien. Il n’y a aucune plus-value militaire à envoyer des mecs de banlieue en Afghanistan. Ce n’est pas pour eux. Tu le vois quand ils reviennent, ils sont amaigris, malades, les conditions sont dures là-bas et les mecs déchantent assez vite. Le but de ces groupuscules est que leurs soldats prêtent allégeance, reviennent endoctrinés et motivés pour affronter les *kouffars* (infidèles) chez eux, ici en Occident. Le seul intérêt est idéologique, internationaliser le djihad, comme ils l’ont fait en Syrie. Un jour on a couvert un rendez-vous entre le sergent recruteur Rajraji et Fritz-Joly Joachin, un proche des Kouachi. Fritz l’avait éconduit, en lui expliquant que son groupe (avec les frères Kouachi) était plus au point. Quelques mois plus tard, c’était le 7 janvier 2013 et l’attaque de *Charlie Hebdo*.

Les enquêteurs vont aussi enregistrer une conversation entre Niaz et Joachin.

Sur l’enregistrement, le Pakistanais propose à Fritz-Joly de l’aider à rejoindre la guerre sainte. La réponse de l’ami des frères Kouachi est prémonitoire. « Alors, tu veux toujours y aller là-bas ? – Non, vous êtes trop light pour nous. Nous, on prépare un gros truc ici en France, pour bientôt. »

À quelques mois des attentats de *Charlie Hebdo*, l’information « gros truc » de Fritz-Joly a bien été notée et remontée dans la hiérarchie. Aucune suite ne sera donnée à la menace explicite proférée par ce proche des Kouachi. Tout comme les SMS retrouvés sur le portable d’un détenu dans une prison de l’Eure, annonçant des attaques coordonnées de terrasses de café, quelques jours avant le « 13 novembre ».

Le volume d'informations explicites à traiter serait trop important...

Le coreligionnaire des frères Kouachi sera interpellé dans un bus à la frontière bulgare-turque le 7 janvier 2015, alors qu'il essayait de se rendre en Syrie avec son fils en bas âge.

— Fritz savait ce qui allait se passer et a détalé quelques jours avant le 7 janvier. Il avait pris un bus Francfort-Istanbul avec son fils de 4 ans. N'ayant pas de nouvelles de son fils, la mère a donné l'alerte et son nom clignotait rouge chez Interpol. Il a été contrôlé et arrêté dans un bus en Bulgarie à la frontière turque, en compagnie de membres de la cellule des Buttes-Chaumont et de recruteurs pour l'État islamique(12).



Fritz Joly-Joachin (à g.), inconnu et Rajraji (à dr.) à Pantin.  
Décembre 2014.

— *Quand vous entendez « un gros coup se prépare », ça remonte jusqu'à la hiérarchie ? Vous faites quoi ?*

— ... Rien, on est habitués. En France, et on l'a vu avec les gilets jaunes, la distance entre le citoyen et le pouvoir est plus grande qu'ailleurs. Chez nous c'est pareil.

Visiblement, du petit groupe qui se constitue progressivement autour des recruteurs, c'est un dénommé Larossi Abballa qui est le plus virulent et pressé de partir rejoindre des combattants en terre de djihad. Il supplie Rajraji de demander à leur émir et gourou indien de l'envoyer là-bas.

Début 2011, les entraînements physiques de préparation du groupe se multiplient. Ils ne se cachent pas : ils s'entraînent à la vue de tous dans les parcs publics de La Courneuve, Argenteuil et ailleurs en banlieue. Saute-mouton, reptations, roulés-boulés et football sont au programme. Les espions des services suivent tous ces rassemblements en plein air, planqués à bonne distance, environ 200 mètres. Le groupe terroriste est photographié et filmé sous tous les angles. Les agents antiterro



vont jusqu'à faire du jogging aux côtés du groupe, en survêtement, déguisés en simples sportifs de banlieue, croisant leurs cibles par hasard. À la fin de l'entraînement, Niaz est toujours reconduit seul à son domicile dans l'Opel Corsa de Sogut, un membre turc du groupe. Les autres traînent et se dispersent vers les gares RER ou sont déposés par Sogut revenu les chercher pour l'occasion. En attendant, ils prient souvent debout, sans tapis et à l'heure, « les ablutions rituelles se faisant avec de l'eau de pluie ramassée au sol ».

Les djihadistes vont aussi s'inscrire dans un club de boxe pieds-poings et kung-fu à Argenteuil. Bruno B., un « coach converti » à la barbe courte et bien taillée, va essayer de les former aux sports de combat. Ce n'est pas une réussite, la moitié des recrues ne sont pas en condition. Ils se rendront deux fois à la salle. Ils tapent bien le ballon de temps en temps, entre frères de religion, mais le niveau sportif reste très amateur. Seul Larossi Abballa, un grand gaillard taillé dans le roc et qui pratique assidûment la boxe, s'en sort bien.

Pour J.M., le chef de groupe des services, la dangerosité du groupuscule de Mohamed Niaz est élevée. Les agents ne comptent plus les heures de travail. Une surveillance en continu qui va se prolonger pendant seize semaines, week-ends y compris. Pour certains, cela va créer des tensions familiales, voire même des ruptures.

— On ne pouvait pas les lâcher, un jour ils sont même allés dans les sous-bois de Corneilles-en-Parisis s'entraîner à égorger des lapins qu'ils avaient achetés au marché. Ils étaient surmotivés et animés par la haine. L'homme chargé d'enseigner cette pratique a fait l'idiot pendant son interrogatoire : « Je me suis même fait peur en pensant que je pouvais enseigner le sacrifice d'animaux à des gens qui pouvaient utiliser cette technique pour égorger des êtres humains »... Mais on est en République, on n'a pas le droit de lui mettre des baffes parce qu'il nous prend pour des cons. Ces mecs-là étaient devenus une priorité.

À la fin d'un de ces week-ends sportifs dirigés par Niaz en personne, le groupe de djihadistes en herbe est réuni en cercle à la fin de l'entraînement. Rajraji distribue des boîtes

identiques à tout le monde, ce sont des téléphones portables achetés sous de fausses identités dans un boui-boui de téléphonie de Saint-Denis. Un réseau de téléphones dédié au groupe. Intraçable. Leur opération prend forme et leur parano s'installe. Mais la chance va sourire aux hommes des services.

Un des apprentis terroristes va faire une erreur qui à long terme va leur coûter cher. En arrivant au parc des Oiseaux à Choisy, lieu de l'entraînement, Larossi Abballa jette dans une poubelle une boîte d'emballage d'un téléphone de marque Samsung. Les agents ne perdent pas une miette de ses faits et gestes et le photographient sous tous les angles. Ils vont bien entendu récupérer la boîte vide et obtenir le numéro d'IMEI(13) du téléphone portable Samsung. Très vite ce numéro est passé au crible, la « flotte » des téléphones achetés par le groupe est identifiée grâce aux numéros de série successifs et tout le monde est immédiatement mis sur écoute.



Larossi Abballa jette sa boîte de téléphone.

Entraînement physique du groupe au parc des Oiseaux à Choisy-le-Roi.



— Et ils parlaient, et parlaient... Sans retenue. Ils croyaient être à l'abri, que personne ne pouvait écouter leurs nouveaux téléphones. À partir de ce moment-là, tout s'est accéléré.

— *Vous savez en temps réel ce qu'ils disent, pensent, préparent, et chacun de leurs mouvements ?*

— Malheureusement non. C'est tellement cloisonné chez nous, on n'avait même pas les transcriptions exactes des écoutes. C'est une autre division, « R », qui nous transmet des bribes d'information, la plupart du temps la date et le lieu de leurs rendez-vous, parfois un minirésumé de ce qui s'est dit. Et encore, souvent il fallait insister et leur demander. Les « R3 » ce sont des rats de laboratoire avec un casque sur la tête. Ils ne sortent presque jamais dehors. L'équipe R des Invalides s'occupe des dossiers nationaux, il y a à Mortier (la DGSE) des équipes qui font l'international et nos « grandes oreilles » sont dans le 91. Ils ont fait un effort par la suite, mais ce n'est pas simple de travailler comme ça. Sur ce cas précis, on a eu beaucoup plus d'infos que d'habitude, parfois en temps réel.

— *Mais vous pourriez être plus efficaces si vous saviez ce qui se trame, peut-être même éviter un drame en direct. C'est contre-productif d'attendre qu'une unité d'écoutes vous envoie des infos depuis un bureau aux Invalides. Ils ne connaissent pas les objectifs, ils ne les sentent pas, il y a des éléments comme le direct, la gestuelle, le ton, le look, qui en disent beaucoup plus qu'un rapport fait à retardement ?*

— Tu prêches à des convertis, tout a été cloisonné. C'est comme ça maintenant pour tout à Levallois. Là-haut, ils ont décidé de faire de l'antiterrorisme avec des méthodes de contre-espionnage datant de la guerre froide. C'est une culture différente. Ils n'ont jamais mis les pieds dans une cité, ne comprennent pas ce qu'ils disent, comment ils pensent, mais c'est comme ça. C'est affligeant d'appliquer ces mêmes méthodes obsolètes aux islamistes.

— *Personne chez vous ne le fait remarquer « là-haut », à la hiérarchie ?*

— ...

Les écoutes et SMS des différents téléphones du groupe regorgent toutefois d'informations. L'unité opérationnelle L3 apprend très vite qu'un départ pour le Pakistan et ses zones tribales est en préparation. Mohamed Niaz aurait choisi Zohab Ifzal, 22 ans, d'origine pakistanaise, et Charaf-Din Aberouz, un Marocain de 25 ans originaire des Mureaux.

Aberouz et son frère habitent le même immeuble qu'Abballa, dans la cité des Musiciens, aux Mureaux. Le « soldat » Larossi Abballa est furieux, il voulait partir à tout prix, c'est un autre qui a été choisi.

Ce sont les deux premiers combattants que Niaz veut envoyer à ses contacts au Pakistan. Visiblement des contacts haut de gamme auxquels aimeraient accéder la CIA, le MI6 et d'autres services étrangers à l'origine de la « saisine » : leur objectif est Mohamed Niaz.

Il fait encore nuit quand la voiture qui emmène les deux djihadistes quitte Les Mureaux pour Bruxelles. L'air est frisquet en ce mois d'hiver, la radio de la première voiture suiveuse grésille. Sans doute des batteries usées. Le dispositif de filature est en place et les agents se relaient mécaniquement en direction du nord de la France. Au dernier péage avant la frontière belge, Levallois en concertation avec les services belges va ordonner au dispositif de... s'arrêter, et de ne pas continuer sur le territoire belge ! L'équipe de filature n'a jamais su pourquoi. Ils l'ont pourtant fait tellement de fois par le passé sans demander la permission.

Les deux islamistes vont tranquillement prendre leur avion pour le Qatar. Pour ne pas attirer l'attention, ils ont choisi de décoller de Bruxelles sur un vol pour Doha avec correspondance pour Lahore. Faire diversion, brouiller les pistes. Avec les nombreux départs pour la Syrie, tous les vols au départ de la France vers les terres de djihad sont automatiquement contrôlés. Tel est le jeu de cache-cache avec les services. Les deux aspirants à la guerre sainte ne le savent pas encore, mais leur mentor Mohamed Niaz est sur les radars des services de plusieurs pays. Ses contacts sont peut-être une passerelle vers la direction d'Al-Qaida.

À peine arrivés au Pakistan, les deux hommes reçoivent des ordres précis : ils doivent se rendre à la station de bus de Bhatta Chowk (littéralement le « rond-point de Bhatta ») située en face de l'aéroport, pour être pris en charge par Tahir Sherzad, « facilitateur » pour le compte d'Al-Qaida et simple employé de poste dans la ville d'Abbottabad au nord d'Islamabad. Les deux hommes passent les douanes sans

encombre. Ils portent des jeans et l'un d'eux a une bouteille d'eau en plastique à la main. C'est le signe pour que leur hôte puisse les reconnaître. Ils se dirigent vers le lieu de rendez-vous, suivis discrètement par une demi-douzaine d'agents de l'ISI, les services secrets pakistanais.

L'ISI a pour ordre d'interpeller Charaf-Din Aberouz et Zohab Ifzal. Ce que les deux arrivants ne savent pas non plus c'est que l'homme de main pakistanais est également étroitement surveillé depuis quelques jours, depuis son départ d'Abbottabad pour aller chercher les deux « Français ».

À peine le contact physique entre Sherzad et les djihadistes européens établi, ils sont immédiatement arrêtés à la station de bus. Pratiquement au même moment, le 25 janvier 2011, les commandos pakistanais font irruption dans une maison à Abbottabad. Des coups de feu retentissent et un certain Omar Patek est arrêté en compagnie de sa femme alors qu'il se planquait au domicile d'une famille pakistanaise qui avait recueilli le couple.

Omar Patek est un terroriste indonésien recherché depuis longtemps. Il est l'artificier de l'attentat de Bali ayant fait plus de 200 morts et le cerveau de plusieurs attaques sur des églises indonésiennes le jour de Noël. Il est un membre émérite d'Al-Qaida et a déjà effectué plusieurs séjours au Waziristan dans les camps de la nébuleuse terroriste au début des années 2000. Patek a également déjà rencontré Ben Laden. Il est une des figures emblématiques du terrorisme asiatique.

Tahir Sherzad avouera plus tard aux services pakistanais qu'il devait emmener les deux « Français » à Abbottabad jusqu'à Patek, d'où ils devaient repartir avec lui dans les zones tribales sur les terres d'Al-Qaida.

Mais que fait tout ce beau monde à Abbottabad, la petite ville de garnison où se cache Oussama Ben Laden ?

À ce moment-là, les Américains s'intéressent et observent depuis leurs satellites celui qu'ils surnomment « le marcheur ». Un homme dont le visage est difficilement identifiable depuis l'espace et qui fait des promenades

quotidiennes dans la cour de la fameuse maison aux murs de 6 mètres de haut.

Le ministre indonésien de la Défense Purnomo va révéler que « Patek était à Abbottabad pour essayer de rencontrer Ben Laden ». Son collègue Ansyad Mbai, chef des services secrets indonésiens, annonce avec malice : « Patek a été utile aux Américains [...] Il a guidé les autorités jusqu'à Ben Laden. »



Vrai ou faux ? Omar Patek a-t-il craqué et identifié « le marcheur » lors de ses nombreux interrogatoires dans les bureaux de l'ISI à Lahore où il était détenu ? Ce qui est sûr, c'est que la CIA s'est vu refuser l'accès à Patek par le Pakistan jusqu'à son extradition de Lahore vers l'Indonésie.

Notre source à l'ISI ne démentira aucune de ces informations, avant d'ajouter qu'Omar Patek n'a jamais vu Ben Laden à ce moment-là, mais qu'il a bien « croisé » son messenger Al-Kuwaiti en ville. Une manière indirecte de dire que le contact a été établi entre les deux.

Depuis l'arrestation à Karachi de Khalid Cheikh Mohammed, qualifié de cerveau du 11 Septembre, Oussama Ben Laden refusait de rencontrer des membres d'Al-Qaida. Ben Laden n'a pas non plus esquissé la moindre volonté de s'enfuir à l'annonce de la capture d'Omar Patek, et ce à proximité de son bunker secret, à quelques encablures de chez lui.

— C'est mon avis personnel, mais il est clair que l'opération Gerónimo pour éliminer Ben Laden était en préparation. Ils avaient déjà coupé quelques arbres autour de la maison pour faciliter l'atterrissage des hélicoptères quand « nos objectifs » débarquent au Pakistan.

« Il est hors de question d'avoir une interférence quelle qu'elle soit autour de la priorité n° 1 des Américains. Il est hors de question que pour un soupçon ou un doute, Ben Laden

puisse disparaître dans la nature. Il fallait garder le statu quo autour de cette maison. Même si Obama n'a approuvé l'opération que la veille ou un truc comme ça. Ils ne pouvaient pas se permettre un possible contact entre la fameuse maison et Patek ou des échanges avec Al-Kuwaiti (le messenger de Ben Laden) avec quiconque de l'extérieur. À ce jour, personne ne sait qui et combien d'agents à l'ISI étaient au courant de la présence de Ben Laden à Abbottabad. À quelques semaines de l'opération, il régnait un climat de suspicion du côté américain. Tous ceux qui se dirigeaient vers Abbottabad et vers des "proches" de Ben Laden, artificiers indonésiens, employés de poste comme Sherzad, ont été ramassés en douceur en prévision de l'opération.

« Pour ce qui est de nos "Français", Aberouz et Ifzal : pareil, ils étaient presque comme du dommage collatéral sans le savoir. Mais visiblement, leur chef de cellule envoyé en France, Mohamed Niaz, connaissait du monde au Pakistan. On était proche des hautes sphères d'Al-Qaida. Niaz n'a jamais voulu identifier ses interlocuteurs pakistanais avec qui il communiquait régulièrement en langage codé depuis la France. C'est sans doute pour ça que les Américains nous ont envoyé la saisine, il pouvait être une passerelle vers plus haut. Et tout ce qui touche à Al-Qaida intéresse nos amis d'outre-Atlantique. Encore aujourd'hui : voir le Yémen et la confrontation à distance entre les Émirats, Al-Qaida et les Houthis soutenus par leur allié l'Iran.

Dans la nuit du 1<sup>er</sup> mai 2011, l'opération Gerónimo se déroule comme prévu. Ben Laden est tué dans son bunker par les Navy Seals américains et son corps exfiltré et transporté par un des hélicoptères Chinook envoyés à Abbottabad.

Les deux apprentis terroristes français passeront de sales moments dans les prisons pakistanaises durant plus de quatre mois.

Trois semaines après l'opération Gerónimo, ils seront finalement renvoyés en France pour faire face à la justice. À leur descente d'avion, ils seront accueillis par les services français. Après le traditionnel débriefing, le juge Trévidic les mettra en examen et en détention préventive.

— On ne les connaît pas bien, ils ont très vite disparu au Pakistan, ces deux-là, on les a très peu surveillés. D’après nos informations, cela ne s’est pas bien passé là-bas pour eux en détention...

D’après les policiers, l’idéologue du groupe Mohamed Niaz a senti le vent tourner. Les nouvelles ou plus exactement le manque de nouvelles depuis plusieurs mois de ses poulains envoyés au Pakistan le fait réfléchir. Il a en parallèle fait une demande de visa pour les États-Unis et fait des recherches pour trouver un emploi à l’étranger. Il reçoit d’ailleurs un contrat de travail d’une compagnie pétrolière en Algérie. Il est prêt à filer s’il le faut. À ses disciples en banlieue, il ne montre aucun signe d’inquiétude. Il les incite toujours à dresser des listes de policiers, des commissariats de leurs départements respectifs, et continue de collectionner une abondante littérature “Voilà trente-neuf ans que j’exerce ce métier : je pense que l’Europe est en très grand danger, on ne perçoit pas la montée de la colère et on ne voit pas venir l’affrontement entre communautés qui risque d’être brutal.”, comme cet ouvrage retrouvé chez lui : *Le stage en explosifs*, écrit par le chimiste d’Al-Qaida, qui explique comment recycler des produits chimiques communs, faciles à se procurer, pour créer des explosifs. Sur son ordinateur, une impressionnante collection de vidéos d’égorgements de soldats russes au Daghestan, ou des cours pratiques de ruses pour déjouer les surveillances policières.

Pendant l’absence des deux *envoyés spéciaux* de la cellule française au Pakistan, l’enquête en France s’accélère. Les services vont intercepter plusieurs communications particulièrement édifiantes, en particulier celles de Larossi Abballa, frustré de ne pas avoir été missionné en terre de djihad.

Quelques jours après le départ des deux membres de la filière djihadiste pour Lahore, il écrit à son supérieur Rajraji : “S’il vous plaît, laissez-moi y aller, SVP, SVP, SVP.” Il incite ses collègues à faire “du nettoyage de *kouffars*”, et à “commencer le taf”. Dans un de ses SMS il dira aussi : « J’ai soif de sang. Allah m’en est témoin ? » L’ambiance au sein du groupe est électrique. Dans un des échanges interceptés, Saad



Rajraji va jusqu'à suggérer de faire sauter *Charlie Hebdo*. Ce à quoi Larossi Abballa répond sèchement : « On va pas attendre d'être tous allés chez les frères et revenir chacun notre tour pour commencer. »

Les policiers aussi sentent que le vent tourne, et pas du bon côté. Ils décident d'agir. Début mai 2011 se tient au siège de la DGSJ à Levallois une réunion de coordination opérationnelle. Autour de la table sont représentées les différentes divisions qui ont participé à l'enquête. Le directeur de la division judiciaire annonce que la décision a été prise d'interpeller la filière djihadiste dans son ensemble. Une des raisons étant le fait que le Pakistan a prévenu les autorités judiciaires françaises qu'il renvoie les deux djihadistes français arrêtés en janvier. Il est inconcevable que les deux revenants puissent prévenir le reste du groupe, même depuis leur lieu de détention. Ce sont donc plusieurs objectifs en France et les deux détenus au Pakistan renvoyés vers Paris qui seront appréhendés. Il y a suffisamment d'éléments matériels pour pouvoir procéder à l'arrestation. Le juge antiterroriste Marc Trévidic se souvient très bien de ce cas de figure inhabituel : « Quand nous avons appris que les Pakistanais nous renvoyaient nos deux gars, il a bien fallu programmer les interpellations des autres. Alors oui, les Pakistanais nous ont avisés du retour et l'interpellation des autres coulait de source. »

— Il fallait faire dégringoler tout le monde. Il y avait suffisamment de recrues et plusieurs noms sur la liste d'attente partout en France. On avait fini de rigoler. En plus, on ne voulait pas perdre la main sur le dossier. Beaucoup de services étrangers, les Américains en tête, s'intéressaient à Mohamed Niaz et à ses contacts en haut lieu dans la sphère d'Al-Qaïda. Avec ses velléités de départ, il fallait le mettre de côté, et chez nous.

Dès la fin de la réunion se mettent en place des équipes de surveillance 24h/24 autour des neuf domiciles possibles. Les repérages opérationnels sont transmis au GAO qui doit faire la plupart des interpellations. Les écoutes sont « affinées », les entrées d'immeubles scrutées par des agents de la DGSJ. Il faut être sûr que chaque domicile sera « tapé » au même

moment et qu'aucun des hommes recherchés ne passe entre les mailles du filet et disparaisse dans la nature.

Vers 4 heures du matin, les hommes du GAO rejoignent les équipes de surveillance et préparent leur matériel. Vers 6 heures, l'opération d'interpellations multiples et simultanées est lancée. Des Mureaux à Stains, à Corneilles ou Paris, ce sont plusieurs portes d'appartement qui sautent et des hommes cagoulés qui s'engouffrent à l'intérieur en hurlant.

Deux objectifs sont interpellés dans la rue.

— Nous avons été obligés d'improviser, Yaya je crois, le petit gros, il était mineur. Il est sorti pour je ne sais quelle raison très tôt le matin. On l'a interpellé nous-mêmes dehors. Quand il nous a vus une fraction de seconde avant d'être appréhendé, il était livide. Il a fait un malaise vagal. Il était terrorisé. Il gisait là, par terre, en tremblant. On a été obligés d'appeler le SAMU.

En moins d'une heure tous les suspects sont interpellés. Dans les jours qui suivent ils sont mis un à un en examen par les juges antiterroristes Marc Trévidic et Nathalie Poux. Quelques jours plus tard c'est le tour des deux apprentis djihadistes de retour du Pakistan d'être interpellés à Roissy et mis en examen dans la foulée.

Aucun d'eux ne veut répondre, ou très peu, aux questions des policiers pendant les interrogatoires en garde à vue, ils minimisent leur envie de passer à l'acte.

— Ils avaient l'air d'avoir été briefés, de s'être passé le mot, ils se croyaient dans un film. Mais tous étaient choqués et sont redescendus d'un cran quand on leur a balancé les photos de surveillance : chez eux, dans la rue, dans les kebabs, au kung-fu, les prières en groupe. Je me souviens, un jour ils faisaient un entraînement sur un petit îlot entouré d'eau dans un parc de Villeneuve...

Sylvain se tourne vers son collègue :

— Saint-Georges. Villeneuve-Saint-Georges.

— Larossi jouait à l'instructeur de combat. Il n'était pas mauvais, c'était le seul à avoir des notions de combat. On

planquait de l'autre côté de l'eau et on les avait photographiés avec nos téléobjectifs. De vrais portraits, des jolis plans serrés de leur groupe de djihadistes effectués au ras du sol. Ils ne s'imaginaient pas qu'il y avait des crevards allongés dans la boue qui les prenaient en photo à 150 mètres, ou qu'il y avait des mecs à oreillettes en jogging à côté d'eux quand ils faisaient leur footing autour du lac. Ils ont halluciné quand ils ont vu les photos, ils n'avaient pas idée qu'ils avaient été surveillés de si près. Ça, c'est la réussite d'un travail collectif et réfléchi.

Deux ans et demi plus tard, en octobre 2013, les huit membres de la filière d'acheminement de combattants vers les zones tribales du Pakistan seront condamnés à des peines allant de deux à huit ans de prison.

Le tribunal a condamné Mohamed Niaz Abdul Raseed, l'idéologue et ingénieur indien, 34 ans à l'époque, à huit ans de prison et une interdiction définitive du territoire français. Il a prononcé une peine de cinq ans d'emprisonnement à l'encontre de Charaf-Din Aberouz et de Saad Rajraji, présentés par le procureur comme « les lieutenants » de Mohamed Niaz et « les émirs » de la filière. Le compagnon de voyage d'Aberouz, Zohab Iizal, n'a revanche été condamné qu'à trois ans et demi de prison dont dix-huit mois avec un sursis simple. Parmi les autres prévenus, Emirhan Deniz Sogut, d'origine turque, a été condamné à trois ans de prison dont un avec sursis et Rédouane Ghandi, à dix-huit mois avec sursis. Le Breton converti Yoan Glet a, lui, écopé d'une peine de dix-huit mois de prison assortie d'un mandat d'arrêt. Ce dernier a trouvé le moyen de s'enfuir au Gabon avant le procès... Enfin, Larossi Abballa, le plus virulent du groupe d'après les policiers, est condamné à trois ans de prison dont six mois avec sursis et d'une mise à l'épreuve de deux ans. Ce jugement va s'avérer comme une condamnation à mort pour un couple de policiers français et leur jeune enfant.

« La mécanique de cette filière est celle que l'on rencontre dans la plupart des dossiers de ces groupes constitués pour commettre le pire : la cristallisation se fait autour de la personnalité d'un individu qui, par son image, son érudition et sa faculté à convaincre, va entraîner les autres et, parce qu'il

est bien secondé, va arriver à ses fins », a résumé le procureur dans ses réquisitions.

Le procureur ne croyait pas si bien dire. Larossi Abballa, qui a écopé de trois ans dont six mois de sursis, est libéré dans la foulée. Le temps passé en prison correspond en effet à la durée de sa détention provisoire.

Plusieurs fois signalé pour prosélytisme et radicalisme par les renseignements des différentes maisons d'arrêt qu'il a fréquentées, il suit le cursus classique d'un jeune islamiste français. En prison, il bénéficie d'une certaine aura, convertit de nouveaux venus, parle de sa haine envers la police et les matons. Il précise même à un de ses gardiens : « Mon heure va bientôt arriver. » Sans préciser ce qu'il compte faire. À sa sortie il planifie dans le secret les meurtres de deux policiers à leur domicile.

Meurtres particulièrement odieux, Larossi Abballa poignarde dix fois Jean-Baptiste Salvaing, 42 ans, commandant de police aux Mureaux, et égorge sa compagne, Jessica Schneider, 36 ans, employée administrative au commissariat de Mantes-la-Jolie. Leur enfant de 3 ans sera retrouvé prostré à l'étage de la maison. On ne sait pas s'il a assisté à l'égorgement de sa mère.

Larossi ira jusqu'à enregistrer une vidéo diffusée sur l'application Facebook Live et balancer sans retenue les photos de ses victimes. Dans sa vidéo, l'assassin s'adresse à la « nation musulmane » (*l'oumma islamiya*) et multiplie les appels au meurtre : policiers, gardiens de prison, journalistes, députés et maires. Il a établi une liste précise mentionnant les noms de professions à cibler, de rappeurs, de flics ou de personnalités publiques.

Le juge Trévidic qui a instruit la filière de combattants le qualifie de « buté, dissimulateur, voulant faire le djihad ».

Le procureur Molins, saisi de l'affaire, précise qu'Abballa était suivi, fiché S dans une affaire d'un homme parti en Syrie et fait un copié-collé classique de ses précédentes interventions médiatiques après chaque attentat : « Les interceptions n'avaient pas mis à jour le moindre élément

permettant de déceler la préparation d'un passage à l'acte violent. »

Rien donc qui pouvait permettre une interpellation. Circulez, il n'y a rien à voir. Les policiers de la DGSI se souviennent de sa sortie de prison. Ils ont l'impression de n'avoir servi à rien. Abballa était plus motivé que jamais pour en découdre avec l'État français et les kouifars.

Pendant sa détention, il a eu le temps d'étendre son réseau de djihad, de passer des heures au téléphone avec d'autres noms de l'islamisme français et de convertir de nouveaux adeptes.

— Quand il est relâché, il est judiciairisé par la SDAT parce qu'il est en contact avec des mecs d'une filière syrienne et son nom apparaît dans une nouvelle enquête. Ils font donc des écoutes et des géolocalisations.

— *Le résultat ?*

— Le résultat de cette « philosophie » de suivi c'est des dizaines d'attentats et 235 morts en trois ans... Après le 13 novembre on a fait quoi réellement ? Riiiiiiien ! 135 morts. Après Magnanville et Abballa, on a fait des minutes de silence en France, on était tous émus, on leur a rendu hommage, mais qu'a-t-on fait réellement, de pragmatique, de manière opérationnelle ? Absolument rien. On a désossé nos services de renseignement, notre arsenal, et aujourd'hui on veut les remonter avec des bouts de ficelle, mais sans la base. La base c'est quoi ? C'est les « sachants ». On a viré tous les « sachants ». La mémoire des services, il n'y en a plus. On a recruté dernièrement 2 500 personnes, mais on leur a accroché 25 boulets aux pieds...

— Tu ne peux pas bosser si tu n'as pas la capacité de prendre des décisions en direct et d'être autonome. On surencadre tout le dispositif, en France, on met la charrue avant les bœufs. Ils essaient de recréer les RG au Renseignement territorial. Et plutôt que de parler *process*, mode de fonctionnement, comment organiser le travail en zones « sensibles », de techniques de surveillance et de filature, comment articuler les dispositifs, de quoi ils parlent ?

De sécurisation des locaux. Il faut que (parapluie administratif) tout ce qui est secret défense soit protégé. Aujourd'hui, SDAT, DGSI, RT communiquent vaguement, et même s'ils arrivent bon gré mal gré à se parler un peu, ça ne marche pas. Le *teamwork* en France, c'est de l'enfumage.

— *Après le 11 Septembre, les Américains ont créé le Homeland Security et nommé un directeur général du Renseignement. Ils avaient le même problème. Ils ont appris. Même si ce n'est toujours pas parfait, on pourrait s'en inspirer ?*

— Oui, il y a de vagues coordinateurs à l'Élysée. Nous avons besoin de gens qui vont chercher l'information partout, peu importe là où elle est, mais ils veulent surtout encadrer le dispositif de recueil de l'information. Si tu arrives avec l'info de l'année, ils vont réfléchir. Même si elle est opérationnelle, utile ou urgente, elle va prendre du temps à être traitée, parfois trop tard.

— *Comme le texto retrouvé lors d'une fouille de cellule qui annonçait le mitraillage des terrasses de café quelques jours avant le 13 novembre ?*

— Par exemple.

— En face on a des machines de guerre, des gens prêts à mourir du jour au lendemain pour leur cause. Tu n'as pas le temps de perdre du temps avec le *process* quand tu te bats pour les intérêts fondamentaux de la nation. Tu dois faire de l'antiterro et non du contre-espionnage. C'est notre problème numéro 1.

Son collègue renchérit dans la foulée :

— Tu ne peux pas dire à un mec qui regarde ses heures, si jamais il a besoin de se poser dans un café et que le café est à 8 euros, qu'il faut qu'il demande un justificatif. Il va perdre du temps, ce n'est pas opérationnel. Avec les différentes réformes, ils ont précarisé le métier. On n'a pas les coudées franches.

— *Avant la fusion ou le démantèlement de 2008, comme tu préfères, l'attaque de Magnanville (et le cas Larossi Abballa)*

*ne serait peut-être pas arrivée ?*

— Je ne pense pas que cela serait arrivé. Je pense qu'Abballa, à sa sortie de prison... il aurait eu une équipe au cul. Il le disait, en prison, qu'il voulait en découdre, il en voulait aux flics, c'était le plus vindicatif, le plus fêru en violence, mais aussi déjà condamné pour terrorisme, il ne faut pas l'oublier. On ne peut pas dire que le renseignement pénitentiaire n'a pas rapporté l'information. Plusieurs fois. C'était un des plus chauds de la mosquée, on l'a changé trois fois de prison je crois. Et on est incapables d'être derrière son cul à la sortie de prison ? On se met sur des radicalisés parce que leur famille a eu peur et a signalé une barbe naissante ou un converti tout frais, alors que, quand le type te dit qu'il va passer à l'acte, on le laisse tranquille... Mis à part un peu de géolocalisation et de la téléphonie où le type fait attention de ne rien dire. On va aller travailler le converti, mais pas le type bouillonnant, condamné, je répète, pour terrorisme. Je ne comprends pas...

— Il y a trop d'objectifs inscrits sur le tableau. La fiche S qu'on cite sans arrêt dans les médias est un outil de renseignement, ce n'est pas un outil de police, pas plus qu'un outil judiciaire. La fiche S n'est pas un élément probant en soi, elle révèle juste l'existence de soupçons... et s'il y a une merde, les commissaires sortent le « parapluie fiche S », ils sont couverts. Écoute ce que dit le procureur : « Il était suivi, on ne pensait pas qu'il allait faire ça... » Terminé.

— En ce moment il y a le débat sur les rapatriés de Syrie. Il faut savoir que dans la moitié des cas, ils ont été signalés par leur famille. Le résultat ?... Les familles se demandent pourquoi on les a laissés partir et réclament des comptes à l'État.

— *Après le 13 novembre Sarkozy a proposé un plan en cinq points, dont renforcer le renseignement pénitentiaire...*

— Mais il existe déjà, il existe déjà, c'est de la démagogie ! Et Guillaume Larrivé<sup>(14)</sup> voulait regrouper tous les radicaux ensemble en prison, c'est n'importe quoi.

— *Pasqua, lui, avant de partir, voulait rassembler tous les « terros » dans un camp en Guyane au milieu de la jungle, avec toutes sortes de bestioles et de moustiques en guise de barbelés dissuasif, une sorte de « camp Papillon » pour islamistes.*

— Et pourquoi pas... pourquoi pas ? On a affaire à des gens qui veulent faire péter nos proches pour ce qu'on est, pour ce qu'on représente. La Guyane, les moustiques, c'est la France, ce n'est pas Guantanamo à ce que je sache.

Lorsqu'un individu fait l'objet d'écoutes et est mis en examen par la Justice, seuls les services judiciaires sont habilités à en connaître le contenu. Secret de l'instruction, droits de la défense, etc. D'ailleurs devant la commission parlementaire, Patrick Calvar<sup>(15)</sup> évoque un « angle mort » et « un vrai problème que nous avons soulevé à plusieurs reprises ». Ce à quoi le député Pierre Lellouche aura une réplique très ironique : « Autrement dit, tout bon terroriste doit demander à être mis en examen. »

— *À ce propos, vous faisiez comment si vous vouliez savoir ce que se disent par exemple Rajraji, Abballa et l'idéologue indien ?*

— Tu n'as pas toute la story.

— T'as rien... rien.

— Et encore, sur cette enquête, on avait beaucoup d'analyses en direct par téléphone et les mecs (analystes) étaient sympas, ils se sont même déplacés une fois sur le terrain. Mais sinon, dès que c'est judiciaire, c'est mort.

— 235 morts, c'est le résultat de pratiques merdiques comme ça.

— *Parlons des saisies judiciaires lors des perquisitions (portables, ordinateurs, carnets, photos, etc.) qui pourraient être très utiles aux services de renseignement. Le code de procédure pénale empêche que ces objets puissent leur être remis parce que séparation des pouvoirs. Un exemple grossier : les Américains avec tout ce qu'ils ont emporté de chez Ben Laden ont remonté des dizaines de pistes. Bernard*



*Bajolet (directeur de la DGSE) a aussi soulevé cette problématique. Georges Fenech, président de la commission d'enquête sur le 13 novembre a promis de s'y intéresser. Et puis rien, rien ne figure dans ses propositions finales à ce sujet ?*

— Dès que c'est judiciarisé normalement c'est mort. Il faut faire ses emplettes avant.

— *Et vous les faites ?*

— Pas assez...

Tout en haut de la pyramide du renseignement, un patron légendaire qui préfère rester anonyme sera plus loquace que les hommes de terrain sur la question essentielle du suivi et du recueil de renseignements : « Juridiquement, pardonnez l'expression mais on se fait "démonter" par les avocats de la défense, violations des droits de la défense, etc. C'est judiciarisation à tout-va. Mais... s'il le faut, et si le dossier est compliqué, il n'est pas exclu de garder des copies de travail (avec l'accord du juge). »

Ce récent boss des services français en profite pour faire une parenthèse et introduit un facteur qui influe sur la volonté de se doter d'outils pour lutter contre la montée de la terreur en France, mais aussi pour mettre hors d'état de nuire des personnages signalés dangereux longtemps à l'avance : « Les outils dont on dispose doivent être adaptés au moment présent et renouvelés régulièrement. La survie du politique dans le domaine est un temps court basé sur sa réélection. La volonté politique aussi, elle est basée sur la future réélection. »

Visiblement la conversation avec Sylvain et son collègue et même les commentaires venus d'en haut finissent en cul-de-sac chaque fois qu'on pose des questions ayant un rapport avec d'éventuelles réformes, à la suite de séries d'attentats et de ratés. Une machine administrative trop lente et trop lourde à bouger. La terreur *made in Raqqa*, pratique elle le temps court. L'immédiat.

— *On pourrait repenser l'organisation police/gendarmerie ? Ce pourrait être utile. La gendarmerie dispose d'un outil exceptionnel : 25000 réservistes !*

— Les gendarmes veulent faire du renseignement, ils partent de loin. Écoute, rien que sur les deux premières problématiques que tu as citées, le partage avec le judiciaire de data et d'éléments saisis, on ferait un bond en avant de dix ans. Constitutionnellement, même si la technologie (des communications) avance beaucoup plus vite que les lois, ce serait un énorme progrès dans la prévention (d'attentats). La liste est longue.

— Et puis, dans le taf tu as aussi les bugs opérationnels, genre Merah. Ça, c'est amont que ça se passe, il faut que là ça donne le ton.

— *C'est-à-dire ?*

— Quatre collègues sont devant chez Merah, ils font genre : quatre potes ensemble machin bidule qui discutent... Quand il revient de son coup de fil à France 24, il les voit et il voit bien qu'ils ne sont pas du quartier. Sa cité, c'est deux petits immeubles. Les mecs dans le « soum(16) » disent : « Ça correspond à l'objectif. » La réponse est : « Non c'est pas lui, ça correspond pas. » Ils avaient pour ordre de l'interpeller.

— *Pourquoi ne l'interpellent-ils pas ?*

— Peur...

— Angoisse.

— *C'est une blague ?*

— Pourquoi veux-tu qu'on te raconte des blagues ?

— Il y avait une caméra de surveillance qui tournait, la vidéo a été détruite.

— *Quelqu'un a interrogé ces policiers ?*

— Il n'y a que nous qui avons vu passer la vidéo, c'est nulle part ça. Secret défense.

— *Personne ne les a interrogés ?*

— Non.

— Non... ben non. Ils ne peuvent pas les interroger puisqu'ils n'ont pas fait de rapport. Comment veux-tu que cette histoire sorte ?

— Quand il (Merah) revient chez lui, il se barricade et les cartonne dans l'escalier. Il ne fait pas ça parce que le RAID a fait du bruit et que le chien a aboyé. Il savait qu'ils étaient là. En rentrant chez lui, il fait un signe de la tête quand il passe devant les collègues, genre « je vous ai vus, on va se la donner là ».

— *Ils auraient donc pu l'arrêter plusieurs fois en amont ? Et « le siège » de 36 heures, avec Claude Guéant et ses points presse dans la rue tel un correspondant pour toutes les télés du monde... ?*

— C'est tragique.

— Ils ont tenu les Toulousains à l'écart pendant plusieurs jours. F., qui était chef de groupe à Toulouse, a immédiatement reconnu Merah quand il a vu les vidéos de sécurité. Les mecs de son équipe aussi. C'était trop tard.

Lors de son audition chez le juge Teissier chargé de l'enquête, Bernard Squarcini se souvient avoir mis en garde les autorités judiciaires contre les préjugés et les fausses pistes : « J'ai fait une note après le deuxième attentat sur les militaires de Montauban, demandant de s'intéresser à la piste islamiste. Le directeur régional de la DCRI demande à Madame la Procureure de Montauban saisie d'être associé à l'enquête. Ne voyant pas de piste politique, il leur est répondu que ce n'est pas nécessaire, et ce même après qu'il y a eu un rapprochement balistique (le même type d'arme a été utilisé). » Dans son livre<sup>(17)</sup> l'ancien grand patron et Étienne Pellot donnent d'autres éléments pour comprendre comment la mécanique s'est grippée. Les dysfonctionnements au sommet de l'appareil d'État vont s'accumuler.

Dès le lendemain de la tuerie de Montauban, Bernard Squarcini va également insister auprès de son numéro 2, Frédéric Veaux. Mais celui-ci aussi est catégorique et n'en démord pas : selon ses anciens collègues à la PJ... c'est l'extrême droite !

— *C'est fou que des gens comme la procureure ne comprennent pas le fonctionnement basique ni les ennemis basiques du terroriste islamiste (militaires, police, juif, USA,*

*Israël, France). Et c'est encore pire de savoir que le numéro 2 de la DCRI a aussi peu de discernement vu ses responsabilités. Les militaires en question rentrent d'Afghanistan où ils ont combattu des djihadistes. L'extrême droite est peuplée d'anciens militaires, le militaire français n'est pas une cible naturelle pour eux. Je veux bien qu'en 2012 on n'en soit qu'au stade embryonnaire du terrorisme nouvelle génération, mais c'est affligeant de savoir que des décisionnaires au plus haut niveau ne voient pas l'évident. Et on ne parle pas des gendarmes qui passent par hasard qui regardent la scène de l'école après avoir entendu les coups de feu et ne s'arrêtent pas... On parle de hauts fonctionnaires !*

— ... (pas de réponse)

Ce n'est qu'après la tuerie de l'école juive, le lundi 19 mars, que la DCRI est finalement co-saisie de l'enquête (partie analyse de la revendication), dans un rôle « d'appui » à la SDAT. C'est à ce moment seulement que les policiers de l'antenne locale de la DCRI ont enfin accès aux vidéos du tueur en scooter. Ils le reconnaissent immédiatement... à la démarche. Le lendemain, mardi 20 mars, un Bernard Squarcini inquiet s'invite dans une « réunion de travail » avec le procureur de Paris Olivier Christen et le directeur de la SDAT. Le procureur en est toujours à chercher des assassins d'extrême droite ! Pendant cette même réunion, les policiers toulousains vont apporter un élément qui fera pencher la balance en faveur de la théorie de Squarcini. Merah s'est rendu chez Yamaha pour demander comment désactiver la géolocalisation du scooter TMax qu'il vient de voler. C'est sur l'insistance de Squarcini que le procureur ira dîner avec le patron de la DCRI Toulouse et se fera expliquer le dossier. Le procureur de Paris va enfin judiciariser le dossier Merah. Ce qui veut dire que Mohamed Merah peut enfin être interpellé. « Dans des procédures de cette magnitude, il faut en convaincre des gens », dira l'ancien grand patron du renseignement.

Rivalités, ego, ignorance, lourdeur administrative ont fait perdre trois jours précieux à l'enquête et cet assassinat d'enfants en bas âge aurait peut-être pu être évité.

Parfois aussi le pire est évité par un concours de circonstances. Comme ce jour où les services lancés aux trousseaux d'un converti d'origine portugaise et fiché S particulièrement virulent vont tomber sur l'invraisemblable. Le dispositif de filature « s'articule normalement » dans Paris intra-muros. Les différents véhicules et motos se relaient derrière la voiture de leur cible. Ils vont suivre l'objectif jusqu'au domicile de sa mère, rue Saint-Honoré. Elle est la gardienne d'un immeuble qui fait pratiquement face à l'Élysée. Les vérifications d'usage sont faites dans l'urgence. La gardienne de l'immeuble a les clés des chambres de bonne aménagées sous les combles au dernier étage avec vue sur... la cour de l'Élysée.

— Imagine le scénario du pire avec un invité de marque sur le perron à une portée raisonnable de tir... Des bugs, il y en a tout le temps. Même à notre niveau. Comme le RT qui avait envoyé par erreur un texto au djihadiste qu'il avait mis sur écoute !!... Le type lui a répondu en se foutant de sa gueule. Parfois cela peut causer des dégâts importants.

Le débat sur les dysfonctionnements est vaste. Même si l'erreur humaine en fait partie, c'est le manque d'outils à disposition ou juste inappropriés au nouveau monde et à ses menaces qui sont au banc des accusés. Et aussi un leadership à l'ancienne, démodé et frileux. On sent un agacement certain chez les agents quand on aborde la problématique de la méthodologie et du juridique qui ne suit pas. Leurs visages se crispent, on tape du poing sur la table, on se lève pour respirer un grand coup. Ils aiment leur métier. C'est le moins qu'on puisse dire.

— Une des femmes qui voulaient faire péter des bonbonnes de gaz à Notre-Dame a réussi à poignarder quelqu'un de chez nous... Elle devait se marier avec notre objectif, Larossi Abballa, mais aussi avec son associé, Aberouz, et avec le type qui a tué le prêtre. Une vraie chaudière. Enfin bref, elle était promise à tout le monde. (*Rires*) Donc, on retrouve les trois femmes des bonbonnes, elles sortent de chez elles en uniforme niqab et se jettent sur un policier de la DGSJ en filature, et l'une d'elles le poignarde. Et personne ne dit rien... C'est une défaillance

grave. Notre gars s'est fait détroncher. Elle l'avait repéré et savait que c'était un flic !

— Surtout que son champ de vision est très réduit ! (Rires moqueurs)

— Si elle avait eu un calibre, le mec était mort.

— Je ne veux pas être mauvaise langue, mais ils ont été mauvais. Ils sont bidon.

— La DGSI, c'est le seul service qui reste, qui fait du terrain. La SDAT, ils font très bien leur boulot. Une fois que c'est la merde, que ça a pété, ils déroulent la pelote et font leur travail de PJ, mais ils ne font pas d'action préventive. Les RT... c'est relativement neuf, il faudra quelques attentats avant que cela ne fonctionne. Je le répète, avec le démantèlement (des services en 2008), il y a eu une énorme déperdition. Il faudra des années pour recréer un service performant.

— *Il y a peut-être des modes opératoires qu'on peut corriger plus rapidement plutôt que d'attendre des années ou des textes de loi qui n'arrivent pas, comme « la question des Famas » au Bataclan ?*

Visiblement la question de la passivité inexplicable des militaires le 13 novembre devant le Bataclan déchaîne immédiatement les passions chez les hommes du renseignement. Les militaires de l'opération Sentinelle présents ce soir-là vont refuser de prêter leur aide et à défaut leurs armes et leurs trousseaux d'urgences médicales aux policiers de la BAC arrivés les premiers sur les lieux.

Personne à ce jour ne sait avec certitude qui leur a donné cet ordre. Un sujet explosif pour les hommes de la DGSI. Le ton monte et notre conversation devient d'un coup désordonnée et part dans tous les sens :

— Je suis désolé, moi je lui dis : « Je vous réquisitionne votre arme. Tu ne veux pas y aller ? Tu me donnes ton arme ! »

— Moi, je le braque, je lui pique son calibre.

— Le taulier de la BAC qui y est allé malgré le refus des militaires, il a fait le job, lui. C'est un Corse. Si j'ai bien compris, on a pensé à lui pour reprendre la PP. Il mérite, ce serait le nouveau flic « le mieux informé de France ».

Lors de son audition devant des parlementaires choqués par les propos étonnants du général Bruno Le Ray<sup>(18)</sup> sommé de s'expliquer sur le refus d'assistance des militaires, ce dernier va se couvrir de ridicule et indirectement couvrir de ridicule les militaires français : « Il est impensable de mettre des soldats en danger dans l'espoir hypothétique de sauver d'autres personnes, [...] ils n'ont pas vocation à se jeter dans la gueule du loup s'ils ne sont pas assurés de disposer de chances raisonnables d'accomplir leur mission. »

— Il n'y a aucune explication à donner, des gens se font tuer à l'intérieur, il y a des morts dedans, dehors sur le trottoir...

— À quoi cela sert d'être beau dans ton uniforme de Golgoth si tu n'y vas pas ? Si tu n'y vas pas là, tu vas nulle part ! C'est pas la peine de faire « moi Régiment machin-para, à Bamako, tralala... » T'es là pourquoi !? Sécuriser le périmètre !? Faire des selfies avec les touristes ?

— Le gouverneur militaire Le Ray... il a fait carrière derrière son bureau, il ne sert à rien.

— Heureusement ça a changé depuis. Maintenant, dès qu'ils bougent, ils leur foncent dessus, ils les butent. Au Louvre, à Orly, à Nice, partout maintenant. Et c'est très bien comme ça.

— *À vous écouter parler de votre métier, c'est devenu un bureau des plaintes interminable.*

— Non, c'est la réalité.

Visionnaire, Patrick Calvar était assis tout en haut de la pyramide des services avant son remplacement par Laurent Nunez en 2017 (brièvement) puis par Nicolas Lerner. Il a une vue globale du monde du renseignement et de ce qui nous attend. Moins pessimiste sur l'état de nos forces de sécurité

intérieure, sa vision n'est toutefois pas très éloignée des hommes sur le terrain, avec une mise en garde :

« Les jeunes des services vivent très mal qu'on puisse laisser des familles imaginer que leurs proches sont morts à cause d'incompétents. Il faut s'interroger sur la capacité de résilience de la société. Et si vous créez un climat d'anxiété et de peur dans les services, c'est très dangereux : on peut être tenté par la fuite en avant ou l'abdication. [...]

« Vous verrez aussi que l'évolution en cours posera demain de nombreux problèmes démocratiques tant s'élargira le fossé, déjà grand, entre les élites politiques et les élites scientifiques. On ne comprend pas la vitesse à laquelle va le progrès. Nous aurons, un jour ou l'autre, un bras de fer avec les opérateurs et pas seulement les opérateurs américains – le principal réseau utilisé par les terroristes, Telegram, est russe.

“Voilà trente-neuf ans que j'exerce ce métier : je pense que l'Europe est en très grand danger, on ne perçoit pas la montée de la colère et on ne voit pas venir l'affrontement entre communautés qui risque d'être brutal.”

À noter que Bernard Squarcini avait insisté et fait état de la vulnérabilité du Bataclan dès 2010, à la suite d'un attentat dans le centre historique du Caire faisant 25 blessés et une victime française âgée de 17 ans. Les autorités égyptiennes arrêtent une Française d'origine albanaise et Farouk Ben Abbes, un Belge proche de Fabien Clain (la “voix” de l'État islamique). Ils seront relâchés faute d'éléments fournis par les services égyptiens, qui retrouvent aussi sur eux un projet d'attentat sur le Bataclan, et malgré la mise en garde en interne du patron de la DCRI estimant qu'ils représentaient une dangerosité extrêmement élevée.

Aujourd'hui Ben Abbes est libre et réside à Toulouse sous contrôle judiciaire.



### 3. Opération Ratafia<sup>(19)</sup> Valse avec le Mossad



Bombardements par la coalition de l'usine chimique de Barzah,  
les 13 et 14 avril 2018.

Un an avant les tueries de Mohamed Merah, le renseignement français se lance dans sa plus grande opération de renseignement depuis l'affaire Farewell, surnom de la taupe soviétique qui livra à la DST les secrets du KGB<sup>(20)</sup>.

Cette nouvelle opération conjointe avec le Mossad israélien est censée percer à jour le programme d'armes de destruction massive de Bachar al-Assad. Les printemps arabes n'ont pas encore eu lieu et l'ennemi numéro un d'Israël reste son voisin syrien et par procuration le Hezbollah et ses maîtres à Téhéran. La guerre en Syrie va révéler au grand jour les agendas stratégiques de chacun. C'est une des particularités du Moyen-Orient difficile à décrypter.



Quelque temps auparavant, un député libanais m'avait convié à la messe et aux festivités de Pâques dans sa circonscription de Qaa, une ville frontalière avec la Syrie. Ils étaient catholiques franciscains, ils célébraient Pâques à la manière orthodoxe de l'église grecque, parce que c'était... « plus joli » et moins austère. Lui était membre du Parti social nationaliste syrien, qui prône le rattachement du Liban à la

Grande Syrie. Il avait été élu avec les voix du Hezbollah que lui avait gracieusement offertes son ami le numéro 2 du parti chiite.

Le temps d'une messe pascalle à Qaa, d'un aller-retour à Homs en Syrie, d'un coup de fil du député à son ami chiite, et je me retrouvais dans une maison perchée dans les montagnes libanaises face au numéro 2 du Hezbollah Imad Moughniyah pour une interview exclusive. Entouré de molosses barbus, pistolet à la ceinture, et le portrait de Khomeini en arrière-plan.

Dans l'après-midi, le passage de la frontière s'était effectué dans les deux sens sans montrer nos passeports, le député ayant fait un signe de la main aux gardes-frontières syriens qui s'étaient approchés de sa Mercedes noire. Un privilège quand on est un ami de marque du régime Assad.

Syriens de toutes confessions, libanais chrétiens, chiites du Hezbollah et quelques druzes font bon ménage dans un périmètre de quelques kilomètres carrés. Il suffit d'avoir les codes d'accès et le mode d'emploi de cette mosaïque politique, si spécifique à la région. Cela fait des siècles que les populations se côtoient et vivent dans un calme relatif, instauré par la dictature des Assad.

C'est cette harmonie fragile et complexe qui va permettre l'élaboration de l'opération dite « Ratafia » à des milliers de kilomètres de là, sur le sol français.

David K., le responsable du Mossad à Paris, va tout d'abord demander audience à la DGSE puis au renseignement intérieur français, dirigé par Bernard Squarcini. David K. demande de l'aide aux services français pour « travailler » sur un haut fonctionnaire syrien, loin de Damas, et sur un terrain neutre pour éviter les soupçons. Évidemment, si les services français aident le Mossad, les résultats de l'opération seront partagés. Un sous-directeur de division prête main-forte aux Israéliens sur le sol français, en échange des informations hautement sensibles recueillies par ces derniers. Il en réfère directement au « Squalé(21) ».

— Le sous-directeur ? Un grand flic français, il a choisi notre unité parce qu'on était les meilleurs, me glisse Pierre-Marie un des agents français de l'opération Ratafia.

— Les Israéliens ont « approché » le Syrien méticuleusement. C'était un haut responsable de leur programme militaire d'armes chimiques et nucléaires. Ils ont mis des années à l'identifier, et ensuite à entrer en contact avec quelqu'un très haut placé du CERS syrien (Centre syrien d'étude et de recherche scientifique). Le Mossad a utilisé un homme d'affaires arabe qui travaille pour eux et qui l'a « tamponné » à Beyrouth. Le Libanais en question l'a appâté, en lui promettant de lui obtenir du matériel militaire en contournant l'embargo dont faisait objet le régime d'Assad. Il lui demande de faire des rapports sur les besoins militaires syriens et s'est proposé de l'aider à subvenir à ses besoins. L'homme d'affaires lui a tout de suite offert du cash et promis des tas d'avantages. Les Israéliens sont très forts à ce jeu ; ils ont une patience de cailloux. S'il faut attendre cinq ou dix ans, ils le font. Mais une fois la cible identifiée, elle leur échappe rarement.

La Syrie fait alors partie, depuis 2004, des pays répertoriés « axe du mal » et sponsors du terrorisme par les États-Unis, et elle subit un embargo américain.

En 2007, l'aviation israélienne a détruit un site (Barzah) qui abritait selon l'ONU un réacteur nucléaire. Néanmoins, par le biais de sociétés écrans et avec l'aide d'entreprises pharmaceutiques françaises et européennes, le programme secret d'armements chimiques d'Assad s'est poursuivi dans le plus grand secret. En 2012, la Syrie admet publiquement posséder un stock important d'armes chimiques destinées à défendre le pays en cas d'attaque venue de l'étranger. C'est ce programme complexe et secret qu'Israël essaie d'infiltrer quand le Mossad se manifeste à Paris pour demander de l'aide aux Français.

L'homme d'affaires arabe présente l'officiel syrien à ses patrons israéliens, à Paris. Ceux-ci ne vont pas perdre de temps et vont l'embarquer dans une formidable « légende ».

Ils tiennent enfin leur bonhomme et comptent le compromettre dans un pays « allié ».

Problème : la Syrie est également un pays allié de la France qui à l'époque forme les officiers syriens à la protection, à la filature et à la surveillance.

L'unité française en charge du dossier, issue des anciens RG, est dirigée par Pierre-Marie, un Corse, épaulé par Karima et Said, deux officiers parlant l'arabe, et suivie par une demi-douzaine d'autres agents avec un rôle bien précis.

Lors d'une première réunion entre Français et Israéliens, ces derniers décrivent le contexte de la légende pour mettre tout le monde « à niveau ». Ils ont convaincu « l'objectif » de collaborer avec eux sur les besoins syriens en promettant de lui obtenir les éléments manquants pour faire avancer le programme d'armement secret syrien et procurer du matériel auquel la Syrie n'a pas accès. Ils pensent ainsi pouvoir identifier petit à petit sites, méthodes et capacités offensives syriennes.

L'agent du Mossad et interlocuteur principal du Syrien s'appelle Aurélio(22). Il s'est installé à l'hôtel George V, avenue Montaigne. Aucune limite aux dépenses, rien n'est trop beau pour en mettre plein la vue à l'objectif syrien. Aurélio est censé être un homme d'affaires richissime. Il se présente comme suisse d'origine italienne et dirigeant une holding internationale avec des bureaux de Genève à l'Afrique du Sud. Il parle italien, anglais et arabe à la perfection. La spécialité de sa holding : trouver l'introuvable, l'interdit, et le livrer discrètement à ses clients, quelle que soit la quantité.

— Quand les Israéliens mettent une légende en place, tout est vérifiable. À Johannesburg, ils ont de vrais bureaux avec de vraies gens qui viennent pour faire semblant de travailler. Quand tu appelles, quelqu'un répond au téléphone. Officiellement ils font de l'import-export. En Suisse c'était pareil.

— Le Syrien s'appelle... Ne publie pas son vrai nom, ce n'est pas nécessaire pour raconter l'histoire. D'ailleurs on n'a plus jamais entendu parler de lui. Ils l'ont certainement pendu

à un croc de boucher ou décapité dans une cave en Syrie à cause d'un article qui en a trop dit. Aurélio (l'agent du Mossad) a vendu au gradé syrien l'idée qu'ils pouvaient s'entraider et au passage se faire du fric. Il voulait même l'aider à développer le business de bibelots de sa fiancée. Il le bichonnait, il était aux petits soins, il en faisait des tonnes. C'était une fiancée platonique. Il ne l'avait jamais niquée, c'était la fille d'un ministre. Dans ce type de pays tu fais le con avec la fille d'un ministre : pas besoin de trahir la nation, tu finis « à la cave » avec une batterie branchée sur tes oreilles. Donc, il y allait mollo.

Aurélio va alors faire croire à l'ingénieur syrien qu'il peut lui fournir ce qu'il veut à travers ses sociétés. Il va choyer sa cible.

Pendant ce temps, les officiers français sont censés s'occuper de la logistique dans l'Hexagone. Ils vont inscrire l'objectif dans une école de commerce en province, dirigée par un ami de la « maison », dans le but de lui faire obtenir un master en économie bidon. Une excellente raison pour l'éloigner de la Syrie quelque temps, de se lier d'amitié et de lui tirer les vers du nez petit à petit.

En France, rien n'est trop beau pour le Syrien. Voiture de luxe avec chauffeur, escapades en Champagne et ailleurs. Toujours dans des *Relais et Châteaux* de luxe. Un soir, deux escorts-girls attendent le fonctionnaire syrien dans sa chambre d'hôtel, mais celui-ci, trop timide et inhibé par la religion, va poliment refuser les plaisirs de la chair.

Mais il va effectuer ce qu'on lui demande sans rechigner. À chacun de ses rapports sur les installations et les programmes militaires syriens, les Israéliens le flattent, lui disent qu'il fait un super boulot, que son travail « d'analyse » est exceptionnel, et que tout le monde va se faire du fric. Invariablement, on lui fournit d'épaisses enveloppes de cash.

— Ils lui montraient aussi comment ramener le fric en Syrie. Mais ils ne lui donnaient jamais la totalité. Ils lui disaient : « Tu ne peux pas tout ramener dans ta petite valise cabine, cela se voit. On va te dire comment faire. On te donne 10000 euros maintenant (sur un paiement de 100 000 euros par

exemple) et le reste on le met sur ton compte en Suisse, tu le récupères plus tard. » Évidemment, le compte, la paperasse, le site et les mots de passe de la banque, tout était bidon. Ils savaient qu'il allait se faire choper à un moment, ou... en tout cas qu'il ne reverrait jamais le reste.

Un jour il voulait s'acheter un 4×4 BMW. Les Israéliens n'étaient pas d'accord, parce que ça se repère tout de suite. Ils lui ont dit : « Il faut que tu trouves une histoire : tes parents sont morts (ce qui était vrai), tu as hérité d'une maison et c'est avec ce fric que tu as pu te payer une voiture pareille. » Il était téléguidé.

À Levallois, au siège de la DGSI (ex-DCRI), l'opération n'a pas encore de nom et n'existe pas. Personne n'est au courant à part le grand patron Bernard Squarcini, le sous-directeur de recherche et l'unité d'espions assignée à la mission. Et encore, la plupart d'entre eux n'ont que des informations partielles pour éviter les fuites. Il est hors de question que les Syriens apprennent que les Français donnent un coup de main au Mossad, deux alliés théoriques... mais aussi ennemis.

Français et Israéliens vont travailler main dans la main. Au début. Les Français assurent « la sécurité autour du scénario » et Israël a besoin du feu vert et d'assistance pour pouvoir opérer sur le sol français.

La France est alors un pays au-dessus de tout soupçon pour le régime de Damas, qui laisse sans méfiance particulière un homme porteur de secrets stratégiques voyager librement et même parfaire ses connaissances économiques chez l'allié européen.

Pierre-Marie, chef de groupe des espions français, est désigné pour être le fidèle chauffeur d'Aurélio, mis à la disposition du Syrien pendant ses séjours en France. L'officier français doit en quelques jours s'inventer une vie, raconter des fables et mettre à l'aise l'invité du Moyen-Orient. L'agent de la DGSI va jouer le rôle d'un malheureux récupéré dans le caniveau par le gentil Aurélio qui l'a sauvé, embauché et qui a mis sa famille à l'abri. D'après sa légende, Aurélio est un Suisse volubile au grand cœur.

— Tous les bombardements, et ce dès le début de la guerre en Syrie, que ce soit par les Israéliens ou par nous, c'est sur la désignation de sites par ce gars-là. Mais c'était loin d'être une partie de plaisir de se farcir le Syrien tous les jours ! Notre chef de groupe était le chauffeur d'Aurélio, l'homme d'affaires bidon. Il trimballait tous les jours dans sa Mercedes noire un espion israélien et un traître syrien. Ce n'était pas ce qu'il y a de plus confortable... Toujours avec son Glock dans la voiture, il l'avait d'ailleurs signalé à l'Israélien : en cas d'emmerdes, le calibre était planqué dans un compartiment à portée de la main.

Mais entre les deux services, israélien et français, flotte une certaine méfiance. Chacun espionne l'autre autant que possible. Finalement, ils ne sont que des alliés de circonstance.

— Pendant les tout premiers dispositifs, on faisait la contre-filature. Aurélio nous a baladés dans Paris et il faisait des gestes bizarres avec son parapluie, comme s'il le pointait vers ce qui devait être photographié. Les gars du Mossad devaient être en hauteur en train de nous mitrailler. Ils travaillaient sur nous, et nous sur eux. Et le matin, on croisait Aurélio et ses gars comme si rien ne s'était passé.

La direction à Levallois demande à ses agents de rédiger des rapports sur chaque membre de l'équipe israélienne venue opérer sur le territoire français. Les agents vont bien fournir des photos, mais refusent de faire des rapports sur les hommes du Mossad avec qui ils collaborent au quotidien. Trop dangereux de risquer de voir des documents marqués au tampon rouge secret défense circuler pendant la durée de l'opération. Le chef de groupe propose de se limiter à un « debrief » quand tout sera terminé. Cela lui vaudra les remontrances de sa hiérarchie, qui plus tard l'accusera de travailler pour les Israéliens. En partie parce que le micro installé dans la voiture marchait une fois sur deux. Le chauffeur français sera accusé d'avoir coupé délibérément le micro pendant certains trajets. Ces accusations de proximité avec un service étranger vont même être rendues publiques en mars 2017 par le biais de l'interrogatoire de Bernard Squarcini sur une tout autre affaire : les cercles de jeu corses à Paris. C'est une enquête judiciaire qui vise le big boss suite à une

plainte d'un fonctionnaire qui avait fait l'objet d'écoutes et d'une investigation interne.

Rien n'est laissé au hasard par les Israéliens. La cible est trop importante. Tous les jours après avoir passé six à huit heures avec le Syrien, Aurélio, l'agent du Mossad, passe aussi quatre heures chez le profileur venu spécialement d'Israël. Une fonction essentielle dans les rouages des services israéliens entraînés à déceler la *taqiya* (la ruse) du Hamas et du Hezbollah. Installé dans des locaux du 6<sup>e</sup> arrondissement loués pour cette opération, le profileur du Mossad est une sorte de psychiatre de l'ennemi. C'est lui qui donne le ton de l'opération.

Après chaque séquence avec son objectif, l'Israélien raconte en détail sa journée, rapportant et récitant mot pour mot les paroles du Syrien. Le profileur analyse, et si la cible s'est montrée réticente sur quoi que ce soit, déprimée ou hésitante, le dispositif du lendemain est réorienté en temps réel.

— On ne va pas en faire un syndrome, mais en termes de professionnalisme, les Israéliens, c'est le top du top.

L'emprise psychologique sur le Syrien fonctionne à merveille. Aurélio lui présente plusieurs contacts, des intermédiaires et des éventuels fournisseurs. Bien évidemment ce sont tous des agents du Mossad ou des agents des services français qui lui promettent de s'occuper de tout. Le Syrien a l'impression de rendre service à Damas et ne se doute de rien. Mais sa motivation première reste financière.

Le haut fonctionnaire aimerait (entre autres) acquérir au nom de la Syrie des véhicules capables de transporter et de tirer des missiles vecteurs lourds à longue portée. Peu de pays ont cette capacité de frappe. Une fois de plus, la mystérieuse société d'Aurélio en Afrique du Sud va se porter candidate et lui venir en aide.

C'est une des hantises absolues de Tel-Aviv : voir ce type de matériel un jour livré au Hezbollah ou au Hamas. Les deux ennemis permanents de l'État juif sont collés à ses frontières au nord et au sud. Les agents français en rient encore :



— Tu parles, s'ils lui avaient vraiment livré les camions, tu peux être sûr qu'ils les auraient équipés de micros, GPS et d'un système d'autodestruction. Ils l'ont bien baladé.

À travers toutes les rencontres de « contacts potentiels » et un train de vie qui rend l'homme de Damas redevable, Français et Israéliens vont découvrir les sociétés écrans utilisées par les Syriens, ainsi que les sous-traitants, les intermédiaires, les fabricants français ou allemands et plusieurs Européens(23) qui fournissent la Syrie en produits chimiques et tirent profit de cette économie souterraine.

À chacune de ses visites prolongées en France, le Syrien est installé dans des hôtels « agréés DGSI », des hôtels « partenaires avec les services de sécurité intérieure », me diront les agents de l'opération Ratafia. Les chambres sont équipées de caméras, « sonorisées » et le staff est rodé à la discrétion. Le Syrien a ainsi fréquenté trois hôtels parisiens de luxe discrets (à Pigalle, Bourse et Montparnasse).

— Ils sont, nous sommes, obligés de le nier publiquement, mais les autres le font aussi. Les Chinois, les Israéliens. Regarde le célèbre palace fraîchement rénové du 6<sup>e</sup> arrondissement, c'est une propriété israélienne, c'est un nid d'espions. S'ils en ont besoin, du bar à une partie des chambres, c'est très bien « équipé ». Ils sont chez eux.

Détenteur d'informations sensibles, l'objectif syrien reçoit son passeport des mains du régime de Bachar al-Assad. Ses voyages en France sont soumis à autorisation de sa hiérarchie. La « légende » raconte que c'est la holding suisse d'Aurélio, via sa filiale sud-africaine, qui facilite ses voyages et réserve les chambres d'hôtel du Syrien. Impressionné, l'homme de Damas est sous le charme de la gentillesse et des bonnes manières d'Aurélio.

Ce sont en fait les services français qui prennent en charge la logistique, et ce depuis la délivrance du visa français à Damas jusqu'à Paris et la clé magnétique de sa chambre d'hôtel. C'est toujours Aurélio et son chauffeur français qui le déposent à sa résidence sécurisée à son arrivée en France.

Les espions français sont déjà sur place et, installés dans une chambre « équipée » au même étage, ils écoutent et observent chacun de ses gestes sur leurs écrans de contrôle. Ils vont aller de surprise en surprise avec l'ingénieur en chef un peu coincé. Une des premières choses qu'il fait en posant le pied à Paris est d'acheter une poupée gonflable dans un sex-shop où il a ses habitudes. Dans sa chambre, se croyant à l'abri des regards, le Syrien a coutume de maquiller et déguiser à sa convenance la dame en plastique avant de s'exciter dessus. Une des caméras placées dans la télévision face au lit filme et capture des gros plans de ses ébats des plus ubuesques.

Il arrive aussi que sa promise l'appelle de Syrie sur Skype, toujours au mauvais moment. Il passe alors au peigne sa moustache ébouriffée par ses luttes amoureuses avant de lui parler. Il est calme, redescend vite et ne laisse rien filtrer de ses expériences sexuelles à sa fiancée. Les agents français sont consternés, pourtant ils en ont vu passer... Sauf que cet homme est aussi un haut responsable du programme syrien d'armes de destruction massive.

— Tout est enregistré. Ça fait du taf pour le profileur... Le psy peut se faire une idée de son humeur (*rires*)... Tout ça, en plus des contacts en Syrie qu'on a pu récolter.

— Il s'achetait une poupée différente à chaque voyage... Bah, ouais, il faut bien varier, éclate de rire Mariam, une des femmes espions côté français.

La manipulation progresse, petit à petit le Syrien rédige des rapports de travail et livre sans le savoir les secrets des programmes d'armes chimiques et nucléaires d'Assad.

Sa confiance envers son entourage douillet franco-israélien est telle qu'il revient de Syrie les valises pleines d'artisanat local fabriqué par la coopérative de celle qu'il aime. Il veut l'impressionner et lui a promis de lui trouver des boutiques et un réseau de distribution en Europe. L'officiel syrien craque petit à petit et esquisse des projets pour une nouvelle vie, loin du Moukhabarat(24).

Les services français vont se charger d'entretenir ses rêves. L'entreprise en négoce d'une amie d'un des agents leur servira

de couverture. Ils vont emmener leur objectif dans une vraie société de distribution d'accessoires de luxe, qui a pignon sur rue, et lui faire miroiter un contrat juteux pour sa bien-aimée. Un moyen détourné de ferrer le Syrien et de le rendre dépendant, mais cette fois-ci tributaire des Français.

Les extraits des courriers entre la fausse entreprise *made in* DGSi et la société de la belle Syrienne sont tantôt édifiants, tantôt ridicules :

« Votre accueil à Paris nous a encouragés à plus coopérer avec votre société prestigieuse [...] »

Le baratin des Français a fonctionné à merveille et leur réponse ne se fait pas attendre :

« [...] Concernant votre société ANAM, pouvez-vous nous la présenter plus précisément, quelle est sa taille, où est-elle implantée, et qui sont les dirigeants ? [...] Nous avons besoin de mieux vous connaître afin de voir dans quelle mesure nous pourrions être amenés à travailler ensemble. »

Ben voyons...

Vont suivre des échanges aimables de catalogues illustrés et de descriptions de produits artisanaux syriens. Tout y passe : le savon fait main par des paysannes syriennes à base d'olive, de laurier et autres plantes sauvages. Puis on vante le talent des souffleurs de verre aux traditions millénaires qui fabriquent des chandeliers et autres bibelots décoratifs. Sans oublier une variété de textiles locaux, comme le damasco, un tissu fabriqué par des artisans de Damas. Serviettes, nappes, coussins, accessoires de bain et de hammam, la liste de produits proposée par la société syrienne est longue. Les services français vont leur promettre la lune. L'emprise psychologique sur le couple naissant est totale.

Les Israéliens ne sont pas en reste. Assis à l'arrière de la Mercedes avec son ami, Aurélio a le chic pour programmer de belles sorties. Au Crazy Horse et dans des restaurants réputés... Que du haut de gamme pour son hôte syrien, en permanence entouré du « dispo de filature ».

Rapidement, les Israéliens vont chercher à mettre fin à la liaison qu’ont réussi à établir les Français avec la fiancée du Syrien. En effet, les agents français traitent maintenant en direct avec elle par téléphone et par e-mails, lui faisant miroiter un succès international pour ses bibelots artisanaux. Un mini-bras de fer se développe alors entre services. Il est hors de question pour le chef de groupe français de faire le « chaouch » pour les Israéliens. Pour Pierre-Marie, il est impératif de ne pas laisser le contrôle des opérations aux hommes de Tel-Aviv. Surtout en France, chez eux. Sur leur terrain.

Contrairement aux Français, Aurélio et les agents du Mossad refuseront tous les cadeaux du Syrien et de sa belle. Dans la haute société arabe, refuser un cadeau est considéré comme un manque de politesse. Mais pour les Israéliens, il est inconcevable de conserver quoi que ce soit venant de l’ennemi. Les cadeaux venant du Syrien seront récupérés par les agents français.

— C’est des idéologues. Aurelio, les techniciens, leur chef d’équipe. Tout le monde. Ils étaient une dizaine. Ils ont tous fait les forces spéciales, les paras, à part leurs profiteurs. Ils ont tous été au combat. C’est des mecs... tu peux leur mettre un jarret de porc-choucroute dans l’assiette, ils s’en foutent du cacher, ils mangent. Ils sont en mission, c’est mécanique. Ce sont des machines. Il faut à tout prix entretenir l’arme de guerre. La seule règle du jeu c’est gagner. La religion c’est pour la sphère privée.

— *Et nous, on a des capacités comme ça ?*

— Non. Déjà, on n’a pas leur patience. Nous on pratique le temps court. On ne peut pas s’investir sur des années. On n’a ni le temps ni la culture. On sait à peu près monter une fausse boîte, mais pas comme eux, jusqu’en Afrique du Sud...

Les deux espions français sont quand même fiers de l’opération Ratafia, un des plus grands succès qualitatifs des services de ces dernières années. Une logistique parfaitement huilée. Tout s’est déroulé comme prévu, même avec les Israéliens sur le dos.

Nos entrevues nocturnes ne les gênent pas plus que ça. Sur la grande table de notre lieu de rendez-vous traînent cahiers de notes, vieux journaux, clés USB, et aussi une bouteille de cognac qu'on s'autorise passé une certaine heure et une fois la session achevée.

Mon interlocuteur referme le *Libé* du jour et le balance dans ma direction. À l'intérieur, une grande enquête du mois d'août 2018 révèle comment Zoran P., un indic des douanes et des services de renseignement, montait de gigantesques opérations de contrebande sur le sol français sans être inquiété (43 tonnes de café, 70 tonnes de cigarettes à la fois). Dans les tiroirs de P. Schmidt, son agent traitant, un haut gradé, les enquêteurs ont trouvé près d'un million d'euros en liquide et une très chic montre Chopard. « Un cadeau en toute amitié » pour le policier, dira le trafiquant serbe en garde à vue. Des documents classés secret défense ont été falsifiés, avant d'être transmis à la justice...

Même si les moyens du Mossad sont considérables et supérieurs à ceux des Français, personne des services israéliens n'oserait « piquer dans la caisse ». Tout à l'opposé d'une grande tradition dans l'administration française et chez les politiques. Les Israéliens n'ont pas le droit à l'erreur. Ils ne sont pas dans « la politique du bâton (du chiffre) et des primes de fin d'année comme chez nous », diront les agents français.

On a beau réformer, fusionner les services, les changer de nom, tout cloisonner, comme souvent ce sont des histoires d'argent et de jalousie pour masquer les errances de la hiérarchie qui vont déclencher une enquête au sein de la DGSI en marge de l'opération Ratafia. Avant d'en arriver des années plus tard jusqu'à Squarcini et son enquête interne où se mêlent salles de jeu corses et agents corrompus aux méthodes répréhensibles. À l'arrivée, plusieurs officiers se verront retirer leur habilitation secret défense, seront mutés ou poussés vers la sortie.

— Des tauliers se sont gavés sur cette opé. Certains ont fait des carrières entières dessus. C'était une des plus importantes opérations du Mossad et du contre-espionnage français. Le Mossad finançait tout, et en cash. Les hôtels, les bagnoles,

l'essence, les fausses cartes de visite, chaque détail de l'opération. C'est des frais incompressibles. Pendant trois ans, par tranches de plusieurs semaines quand le Syrien venait à Paris. En revanche, nous on n'était jamais en frais de mission et on continuait à être payés par la boîte. Je ne sais pas combien ils ont brûlé en tout. Beaucoup. Les Israéliens ont commencé par nous donner 150 euros par jour et par personne pour nos frais, à toute l'équipe, jusqu'à ce qu'un commissaire dise : « Oh non c'est trop, on va prendre cet argent et leur distribuer quand ils en ont besoin. » Ils se sont gavés.

Les espions français n'ont toujours pas digéré les pratiques de détournement d'argent de leur hiérarchie, qui par la suite a fait porter le chapeau aux hommes sur le terrain. La conversation s'anime, le ton monte d'un cran, chacun essaie de se souvenir des moindres détails. La pilule délation ne passe visiblement pas dans l'équipe.

— *Excusez-moi mais si on fait un calcul rapide : 150 euros par jour pour une douzaine d'agents, plusieurs semaines d'hôtel quatre étoiles, de George V, de Mercedes avec chauffeur, etc. Rien que le volet français se chiffre en millions pour les Israéliens. Et en liquide si j'entends bien ?*

— Eh bien oui, regarde le journal que je viens de te donner. On est fin 2018 et le PV d'audition dit qu'on a retrouvé près d'un million en cash dans le tiroir du fameux Schmidt, l'agent traitant de l'indic. Il porte bien son nom celui-là. C'est comme ça souvent malheureusement, et ils n'ont pas fini l'enquête.

— À la fin, la direction nous a accusés d'avoir été payés par les Israéliens. Évidemment que oui puisque chez nous ils ne voulaient pas que ça se sache, qu'il reste des traces. L'opération était secrète. Ça mouline dans les couloirs, et ça fait bien d'accuser à tort. Mais je les connais, je gardais tout, toutes les factures. Je suis comme les petits vieux, tout ce qu'on me donnait comme fraîche je notais tout sur les enveloppes de frais et à la fin de chaque journée je faisais des tableaux Excel au centime près sur mon Mac. Je leur ai tout filé, les tableaux Excel et les enveloppes.

— Dans l'administration, tu es calibré pour fonctionner comme ça. À l'époque des RG, il y avait des enveloppes, on

pouvait travailler... plus. On va dire ça comme ça.

— Si j'avais besoin de 2000 ou 3000 euros j'allais voir G. avec mon ticket et après je payais mes mecs avec... D'ailleurs je crois que c'est lui qui a embourbé pas mal, parce qu'il n'est toujours pas commandant...

— Lui et D. aussi...

— Le Syrien avait sa légende, on lui a obtenu son master d'économie bidon dans une école de commerce en province. Un magnifique faux diplôme. À Damas ils étaient contents. Il était nul en plus. Et à côté il faisait son trafic d'informations sensibles. Quand certains de chez nous allaient en province le surveiller à son école, ils faisaient passer ça en frais de mission pour la boîte et en plus ils prenaient le fric israélien pour la mission. Ils se faisaient payer deux fois !

— Après on nous a accusés d'être des traîtres payés, à la solde du Mossad. Ça a commencé avec le refus du chef de groupe de faire des rapports sur eux pendant la mission. Lui il voulait bien le faire après, on leur a tout de suite donné des photos de tout leur groupe prises à leur insu. Après c'était une histoire de vente à la DGSI de matériel israélien piégé, on aurait essayé de faciliter la vente. C'est tout le contraire. Ils se sont acharnés sur l'équipe et plus tard *Le Monde* n'a pas arrangé les choses en s'en prenant à Squarcini.

À écouter les espions raconter le making-of de « Ratafia », une des plus grandes opérations du renseignement français, celle-ci est un succès stratégique mais se termine en eau de boudin à Levallois. Ce n'est que trois ans plus tard qu'on apprendra le nom de l'opé et quelques bribes publiées dans la presse. Comme toujours les fuites sont initiées par des règlements de comptes internes, et couronnées par l'interrogatoire de Bernard Squarcini sur des écoutes prétendues illégales qu'il avait ordonnées sur un ancien officier des renseignements intérieurs.

Dans le cadre d'une information judiciaire visant Bernard Squarcini, l'ancien chef de la sécurité intérieure va déclarer : « Le service de sécurité de la DCRI m'a informé qu'une entreprise de matériel côtoyait de très près des personnels ex-

RG affectés aux missions de surveillance opérationnelle et qu'il s'agissait d'une tentative du Mossad ou de gens considérés comme très proches d'infiltrer le service. »

Frank A., l'officier en question, a été écarté de la DCRI sous le règne de Squarcini et a rebondi au service courses et jeux de la police judiciaire du 93. D'après les hommes de l'unité Ratafia, au moment de ces écoutes, le policier auditionnait les gangsters corses du cercle de jeu de l'avenue Wagram.

— Ce que raconte le Squalo aux juges, c'est un mélange de trois affaires pour se sortir le cul des ronces sur son histoire d'écoutes illégales de Frank, un policier qui avait auditionné une femme prête-nom du gang de la Brise de Mer dans l'affaire des cercles de jeu corses. Frank était en train de faire tomber le cercle de Wagram et ses gérants occultes. Squarcini voulait savoir ce que cette femme avait éventuellement dit aux flics. Il a mis Frank sur écoute. Et face aux juges il a fait le « Keyser Sôze(25) ». Il leur a raconté que Frank était soupçonné de collaborer avec les Israéliens, qu'il y avait eu une tentative de corruption sur notre équipe, d'achat par la DCRI de matériel piégé par le Mossad et que tout ça c'était classé secret défense. Et donc, il ne pouvait pas leur en dire plus sur ces écoutes. Circulez messieurs les juges, il n'y a rien à voir. La vente de matériel piégé israélien, on l'a fait capoter plutôt qu'autre chose. Frank n'a jamais fait partie de notre équipe et les dates ne correspondent pas. Ils ont viré Frank de la DCRI parce qu'il avait trop de contacts avec le milieu et les voyous. Après la fusion, on n'avait plus le droit de traiter nos sources. Donc les informateurs étaient traités par un service de tocards... Imagine les mecs en train de traiter des voyous, habillés en costard. La chemise rose, la cravate assortie, on aurait dit des types sortis de la série *Peaky Blinders*... Frank, il venait du 93, il avait grandi avec tous ces mecs-là, et du jour au lendemain on lui dit « tu ne traites plus les voyous ». Il leur a dit : « Écoutez c'est compliqué, ils me parlent, certains c'est quasiment des potes. » Ils l'ont mis sur écoute et ils ont vu qu'il continuait à les fréquenter, et ils l'ont viré. Tu ne peux pas les lâcher comme ça. Ce sont des relations que tu as mis plusieurs années à convaincre. Tu as créé des vrais liens. Tu ne



vas pas leur dire : « Mon service m'a demandé de ne plus vous parler. » Mais ça, ça se passe après la fusion. Squarcini mélange les histoires avec des écoutes sur le même mec, mais des années plus tard.

Une source à la direction de Levallois nous dira :

« Faux. Pierre-Marie et Sam se trompent de dates. On a mis le policier en question sur écoute bien après que le "Cercle" soit tombé. Cela n'a rien à voir avec le cercle de jeu et les prétendues collusions de Frank avec des voyous mais avec des agents approchés par le Mossad et faisant l'objet d'une enquête. C'est le patron de la DRPP, l'ancien n° 2 de la DCRI, R. Bailly(26), qui lui en voulait, en particulier parce que Bailly estimait qu'il collaborait avec les services algériens, notamment le consul du 93. C'est plutôt à lui et à la PP qu'il faut s'adresser concernant la mutation de Frank A. Son habilitation secret défense lui a été retirée. En ce qui concerne l'équipe Ratafia, c'était une drôle de bande... Il y en avait un qui donnait des cours d'auto-école rémunérés à ses heures perdues, un autre qui faisait des allers-retours en Tunisie ou en Algérie et faisait de la formation au tir au sein d'organismes plus ou moins officiels. Imaginez ce que pourrait proposer le Mossad comme activité rémunérée parallèle... »

— C'est vrai que Frank avait des méthodes « originales »(27) pour rester poli. Un jour il était chargé de changer les cartes mémoires des caméras qui surveillaient un objectif. Discrètement. Le problème c'est que ces enregistrements sont ensuite exploités par la division technique. Ils ont halluciné les techs. On voit la voiture de fonction de Frank s'engouffrer dans un parking accompagné de quelqu'un. La voiture ressort, on voit les passagers de face. Il est accompagné d'une belle blonde... Si je me souviens bien à forte poitrine et manteau de fourrure... Je rappelle ici qu'il est censé travailler en SD (secret défense).

L'enquête interne d'espions français retournés révélera qu'un intermédiaire français a bien essayé de vendre une caméra périscopique de surveillance de fabrication israélienne à la DCRI. Une caméra équipée d'une batterie longue durée

circulaire, censée être enterrée sous terre, invisible et activée lors de surveillances. Contre bien sûr une grosse commission.

Pierre-Marie, le chef d'équipe de « Ratafia » et un collègue du service technique auraient alors émis un avis défavorable, expliquant que la DCRI pouvait très facilement faire fabriquer le même matériel en France pour un tiers du prix demandé par l'intermédiaire. Tout le contraire, donc, de la version officielle mise en avant. Pierre-Marie a depuis été muté en province.

L'enquête de sécurité interne diligentée par la DCRI devenue DGSI sur la tentative du Mossad d'infiltrer les services français à l'occasion de l'opération Ratafia va également révéler d'autres faits troublants : un des officiers français a ainsi été vu fêtant le shabbat au domicile du patron du Mossad à Paris. Par la suite, il est repéré à Dubaï avant de poursuivre des vacances en famille... en Israël en compagnie d'agents du Mossad qu'il a rencontrés à Paris. Cela fait tache.

Un ancien de la DNAT(28), depuis affecté à un nouveau service, se souvient de ce voyage pour le moins embarrassant : « C'était un mec sulfureux, c'est vrai. Gentil comme tout, intelligent, marié à une médecin. Et d'un coup il pouvait péter un câble. Il aimait l'argent, le bling-bling. C'est vrai qu'il a déconné. Maintenant, on ne saura jamais le fin mot de l'histoire. »

Parallèlement, Bernard Squarcini, à l'origine de l'enquête sur l'infiltration du Mossad, a été vu à Paris en 2016 en compagnie du fameux boss du Mossad en France, depuis prié de faire ses bagages. Squarcini expliquera aux juges qu'il s'agissait d'une rencontre purement fortuite dans un café entre deux anciens patrons de services de renseignement...

Pour les espions français de « Ratafia » aujourd'hui sur le banc des accusés, ils sont les boucs émissaires de la rivalité franco-israélienne.

À la suite de la tempête diplomatico-médiatique déclenchée par l'assassinat fin 2010 de Mahmoud Abdel Raouf al-Mabhouh(29), présenté comme un cadre du Hamas responsable du trafic d'armes entre l'Iran et la bande de Gaza, les services français voient rouge. Les tueurs du Mossad

déguisés en joueurs de tennis ont été filmés par les caméras de sécurité entrant dans un hôtel de luxe à Dubaï. On les voit tranquillement prendre l'ascenseur sacs de sport et raquettes à la main. Quelques minutes plus tard, ils assassinent froidement le haut dignitaire palestinien dans sa chambre. Les images font le tour du monde. Et pour se rendre dans l'émirat du Golfe, les agents israéliens ont utilisé des passeports... français et européens !

L'enquête des services des Émirats va remonter jusqu'à un hôtel du 13<sup>e</sup> arrondissement à Paris où était installé le QG de l'opération.

Frédéric Veaux, le numéro 2 du renseignement français, va ainsi se rendre à Dubaï, « une main devant, une main derrière », pour s'excuser.

Vrais-faux passeports français et un QG opérationnel du Mossad installé en plein Paris : les services français ne vont guère apprécier.

— Chez nous ils se sont dit : « Ils nous ont baisé la gueule, dès qu'on peut on les baise. » L'histoire des passeports et du QG dans le 13<sup>e</sup>, c'est supervisé par David K., le même chef du Mossad à Paris qui supervisait l'opération Ratafia et avec qui on a collaboré. Il fallait s'en débarrasser. Notre hiérarchie a trouvé cette histoire d'infiltration, qui dans l'absolu ne peut se faire sans l'aval de leur chef. Ils l'ont donc prié de faire ses bagages. C'est mon interprétation perso, ayant vécu l'affaire de l'intérieur, mais je suis certain que j'ai raison. Sinon personne ne nous a infiltrés et on leur a surtout évité de surpayer pour la caméra périscopique israélienne qu'on aurait pu fabriquer nous-mêmes.

Début 2017, les juges d'instruction vont faire appel à l'IGPN, la police des polices, pour essayer d'éclaircir les accusations d'infiltration entre les deux services de renseignement, une commission rogatoire va également exiger d'entendre David K., l'ancien patron du Mossad à Paris, sur ses relations et sa rencontre avec Bernard Squarcini un an auparavant à Paris.

— *Et finalement qu'est devenu le Syrien dans tout ça ?*

— Il a fini par se rendre compte qu'il avait été piégé. Par le Mossad en plus, leur pire ennemi. Mais il n'avait plus le choix. Il était coincé, il avait pris du fric, beaucoup de fric et il avait livré des secrets. Ils le tenaient par les couilles.

— Il déprimait. Quand il a compris qu'il s'était compromis, il était livide, comme paralysé. On a eu peur pour lui, peur qu'il ne se suicide. Il savait ce qui l'attendait en Syrie s'ils l'apprenaient. Un jour, il a disparu, on ne sait pas ce qui lui est arrivé.

#### 4. L'homme de Raqqa

La voiture d'Anwar vient de nous déposer au bout du chemin de terre. À quelques centaines de mètres, ce qui ressemble à un pipeline qui relie la Syrie à la Turquie. C'est à cet endroit que plongent quatre conduits dans le sol, qui réapparaissent côté turc, 2 km plus loin. Le pipeline n'a pas l'air de fonctionner. Pas une âme qui vive autour de la petite zone grillagée. Nous sommes en janvier 2016, le vent est glacial. La région a connu une neige inhabituelle quelques jours plus tôt. La nuit est en train de tomber. Sur la butte naturelle près de l'installation pétrolière syrienne, on distingue le gigantesque drapeau noir de l'État islamique, monté sur un mât d'une trentaine de mètres de haut. La scène est surréaliste, nous restons figés le temps de réaliser que le chemin pour rentrer en Turquie passe justement par là. Mon compagnon Nick Quested, le producteur anglo-américain du film que nous réalisons(30), n'en mène pas large.

« *Go, go ! No good here !* » chuchote Anwar, notre chauffeur.

Un signe furtif de la main en guise d'au revoir et nous pressons le pas. Derrière nous, l'ami Anwar a déjà fait demi-tour et file vers Azaz sur la seule route qui n'a pas été minée par l'EI.

Droit devant nous sur la colline, à 1 km, nous discernons une habitation abandonnée, quasiment en ruines. C'est en Turquie, et c'est le point de rendez-vous avec Marwan, notre fixeur, qui nous attend de l'autre côté. Un des seuls endroits où le grillage est à terre et le passage possible sans attirer l'attention ni des islamistes de l'EI ni des services de sécurité turcs. Nous sommes loin de tout, dans un no man's land vallonné, pelé par le vent et sans végétation, où il est difficile de se dissimuler. Au loin, quelques champs d'oliviers tracés à la règle et les premières fermes visibles.

Kilis, la ville frontalière turque, et son homologue syrienne Azaz sont à une quinzaine de kilomètres à l'ouest. Marwan a intérêt à être là avec son Audi d'occasion noire.

Le cœur bat à cent à l'heure. Il ne faut pas traîner. Pour être franc, voir le drapeau noir qui s'éloigne à chaque pas nous rassure un peu. À ce stade, croiser les services turcs serait presque une bonne surprise. La journée agitée passée à Azaz défile comme un film dans nos têtes. Nous marchons vite. En haut de la colline nous apercevons l'Audi de Marwan et un point rouge lumineux côté conducteur. Probablement le bout de sa cigarette. Des Prestige, sa marque syrienne préférée.

Nous nous engouffrons dans la voiture en silence. L'Audi démarre. Direction Kilis où un rendez-vous important nous attend.



*Quelques heures auparavant à Azaz.*

Plusieurs séances de *chai* (thé) tout au long de la journée ont fini par délier les langues de nos hôtes, des sympathisants de l'Armée syrienne libre (ASL). Asaz a subi une incursion de Daech, vite repoussée par l'ASL. Depuis quelques semaines l'État islamique s'est replié dans les villages à une dizaine de kilomètres à l'est, en direction de Dabit. La ville a peu à peu repris une vie normale.

Anwar nous a d'abord présenté un réparateur de téléphones portables à qui Abdelhamid Abaaoud, le coordinateur des attaques du 13 novembre, avait confié son mobile pendant son court séjour ici. Tout se sait dans le petit monde des rebelles syriens. Tout le monde se connaît. Notre Marwan, côté turc, avait appelé Anwar, côté syrien, et celui-ci était venu nous chercher pour nous emmener chez le fameux réparateur. Je voulais absolument voir le téléphone d'Abaaoud. Ça, c'était au début. Les aléas de l'anglais du Moyen-Orient avaient déformé l'information qui nous avait été donnée. Abaaoud était en fait reparti depuis longtemps avec son portable, quand l'État islamique avait été chassé d'Azaz. Les soldats d'Allah

s'étaient fait virer à coups de lance-roquettes et de mortiers par la Brigade de la Tempête du Nord et avaient déguerpi en direction de Raqqa. Abaaoud avait par la suite regagné la France, en se fondant dans la vague de migrants de l'été 2015.

Le réparateur de téléphone déteste les islamistes et nous le fait comprendre en mimant avec ses mains d'un air dégoûté les barbes drues de leurs militants. Surtout ces étrangers venus envahir son pays et qui lui ont fait vivre l'enfer, traitant les habitants de sa ville comme un butin de conquête, comme des indigènes qu'il faut mater en les terrorisant. Il a pris le soin de télécharger les données téléphoniques de chaque islamiste qui entraînait dans sa boutique pour faire réparer leurs appareils abîmés par les combats de rue. Des images filmées du califat, cela peut se revendre un bon prix aux journalistes étrangers en Turquie, via un réseau de fixeurs et d'intermédiaires, les seuls à avoir un emploi stable en temps de guerre. Ce même réparateur syrien est en lien avec un ami du côté turc, à qui le journaliste français Étienne Huver a acheté la célèbre vidéo d'Abaaoud, un an avant les attaques à Paris. À l'époque personne ne connaissait le nom de ce type au volant d'un pick-up dernier cri traînant des cadavres au bout d'une corde et s'exprimant en français.

La guerre est un business, tout se vend. Les Syriens affamés par quatre ans de conflit proposent tout ce qu'ils ont à leur disposition pour une poignée de dollars, et au plus offrant. À vrai dire, pas grand-chose en ce début d'hiver.

N'ayant pas idée de ce qui allait se passer un an plus tard, le journaliste français n'avait pas tout pris. Dans l'ordinateur du réparateur sont restées des photos privées d'Abaaoud. Des Français ou des Belges en doudounes, cols fourrure, et des femmes nues. Qui sont-ils ? Des amis, ses contacts en France ? Seuls les services auraient pu remonter la piste.

Au troisième thé servi par la mère de notre hôte, ce dernier nous parle d'un collègue qui imprime et revend de vrais-faux passeports syriens. Des milliers de passeports vierges auraient été dérobés au gouvernorat de l'État syrien à Deir ez-Zor, ou à Homs. On ne sait jamais trop avec les Syriens. Ils ne disent jamais tout, et jamais tout de suite. Pour nous, filmer une

séquence « imprimerie » pour illustrer le tsunami de migrants qui déferle sur l'Europe, c'est du pain bénit. L'imprimeur habite à quelques ruelles de là. Il est méfiant, même si nous sommes accompagnés par son pote. Il nous faudra une autre séance de thé, assis autour d'une modeste table basse, avant d'installer un semblant de confiance.

« J'ai imprimé le passeport retrouvé à Paris, près du stade. Mais je ne savais pas. Je l'ai appris en regardant les informations sur Internet après les attentats, et je me suis souvenu du mec. Je ne suis pas sûr, mais je crois que j'ai mis son vrai nom, il n'était pas venu ici. Je pense qu'il était irakien.

— *Mais tu as imprimé combien de passeports ?*

— Des centaines, tous pour les migrants.

— *Les Syriens n'ont pas de passeports ?*

— J'en sais rien. Je ne pose pas de questions. Soit ils les ont perdus avec la guerre, soit ils veulent cacher leur vraie identité.

— *C'est-à-dire ?*

— Les types d'Islamic State, d'Al-Nosra, ils me donnent la photo et le nom. C'est un business, moi aussi je dois payer les passeports. C'est une chaîne. C'est pas moi qui les ai. Moi j'imprime, c'est tout. Souvent "les clients" ne viennent pas eux-mêmes, d'autres viennent à leur place avec l'argent et la photo.

— *Tu as une liste, des copies, les photos de tous les passeports que tu as faits ?*

— Chais pas... faut que je regarde. »

Tout se vend... et tout se paie en Syrie. Même les réponses aux questions que l'on pose. Nous nous sommes longuement regardés en silence avec Nick. Effarés à l'idée de ce que nous venions d'entendre. Il est vrai que quelques jours après les attentats de *Charlie Hebdo* et de l'Hyper Cacher, en février 2015, l'État islamique avait prévenu les Occidentaux par un communiqué peu commenté. Ils allaient « envahir l'Europe » pendant l'été avec 500000 migrants venus de Libye et de



Syrie. Parmi les vagues successives de réfugiés, ils allaient dissimuler leurs « soldats de l'Apocalypse », une sorte de cheval de Troie gigantesque au cœur de l'empire des infidèles et des *mourtadeen* (renégats).

Où sont passés les hommes qu'ils ont envoyés en Occident ? Combien sont-ils aujourd'hui ? Les services ont du pain sur la planche.

Au printemps 2017, il est désormais évident que Raqqa, la capitale emblématique de l'État islamique, va tomber au plus tard dans un an. Quand les Russes auront fini le sale boulot de « nettoyage à grande échelle » que les Occidentaux ne veulent pas faire. Ils se contentent d'envoyer quelques unités des forces spéciales éliminer ceux qui pourraient rentrer en Europe et poser un problème juridique.

Après les chutes de Mossoul et de l'emblématique Raqqa, le nombre de combattants qui viendront se réfugier en Europe, demander pardon ou se recycler en mode infiltré va gonfler exponentiellement.

D'après le D<sup>r</sup> Abuasi(31), qui étudie le mécanisme de radicalisation, beaucoup de ces faux réfugiés envoyés en Europe auraient pour ordre de se fondre dans la population et de rester assez longtemps sous les radars des autorités. Un à deux ans en moyenne, avant de recevoir des ordres de leurs mentors au Moyen-Orient.

À l'époque, peu ont relevé la gravité du communiqué de l'EI, annonçant froidement l'implantation de leurs exécutants en Europe, sous couvert de migrants. Les autorités n'ont pas pris la mise en garde au sérieux. Et les médias n'ont pas cru bon de s'y attarder. Le chiffre annoncé paraissait une vantardise.

Quelques mois plus tard, c'est une vague estimée à plus de 800 000 migrants selon les chiffres officiels de l'UNHCR(32), qui a déferlé sur l'Europe en l'espace d'un an. Le plan du Califat a fonctionné à merveille. Daech a réussi à pousser des centaines de milliers de réfugiés hors de Syrie, à implanter des soldats potentiels et à toucher des commissions pour chaque tête de bétail humain passé par leur trafic.

Avec Nick nous nous sommes demandé pourquoi les services occidentaux n'avaient pas voulu s'intéresser à cette liste de faux passeports cachée dans le disque dur de l'ordinateur de cet imprimeur de fortune. Des identités qu'ils peuvent retrouver en Europe. L'homme estime à la louche avoir imprimé entre 600 et 800 passeports à lui tout seul. « Certains des types qui viennent me voir changent de nom, veulent une nouvelle identité par la même occasion. » Selon lui, ils seraient trois ou quatre imprimeurs dans le nord de la Syrie ayant récupéré ainsi des appareils de fabrication officiels. Avec les Syriens on ne sait jamais tout.

Début 2017, alors que notre film est presque terminé, nos fixeurs mais aussi les logisticiens pour l'ASL retrouvent du côté d'Alep des ordinateurs abandonnés par Al-Nosra dans sa fuite. Dans les disques durs, les fiches de ses combattants : pays d'origine, noms d'origine, contacts familiaux en France, Belgique, Tunisie, Allemagne ou ailleurs, photos, grades, salaires et autres informations pertinentes. Les fixeurs syriens ont essayé de les vendre aux médias les plus offrants. Mais, la guerre touchant à sa fin, curieusement peu de rédacteurs en chef ont voulu investir dans ce type d'information. Pas plus, apparemment, que les services français dont les ressortissants dans la région d'Alep se comptent pourtant par centaines.

L'État islamique est militairement vaincu, l'intérêt médiatique s'est réorienté vers les « revenants » et les versions mobiles de Daech, sa version « d'après ».

Six mois après l'arrivée des premiers réfugiés en Europe, un de ces faux migrants se faisait sauter aux abords d'un Stade de France rempli comme un œuf, à l'occasion du match de football France-Allemagne, le 13 novembre 2013. Son faux passeport imprimé ici à Azaz a été retrouvé dans une voiture par la police et transmis à la scientifique. Cela faisait alors plus d'un an que cette imprimerie et d'autres fonctionnaient sans que personne vienne demander des explications.

Ces questions prendront plus de sens encore après l'épisode qui nous attend quelques heures plus tard à Kilis, de l'autre côté de la frontière, en Turquie.

Nous avons fini par acheter un passeport à l'imprimeur au nom de Sebastian Junger, le coréalisateur du film resté en Amérique. Un geste de défi de notre part, mais aussi de curiosité. Avant de venir, nous savions qu'il existait un trafic de passeports utilisé par les djihadistes. Cela nous semblait à la fois très abstrait et assez banal étant donné le contexte. Mais là, sous nos yeux, cela prenait une tout autre dimension.

J'avais déjà acheté plusieurs vrais-faux passeports en Bulgarie, directement à la police, pendant le conflit du Kosovo. Le seul moyen à l'époque pour contourner l'embargo et rentrer en Serbie. C'était même devenu un défi pour moi et cela avait fait sourire beaucoup de monde à Canal+. Les faux passeports rapportés étaient encadrés et exposés sur les murs de la rédaction. Je n'étais pas plus surpris que ça de retrouver les mêmes schémas de guerre quinze ans plus tard. Mais pas question de risquer de se faire prendre par les services turcs avec nos têtes sur de faux passeports syriens.

Co-nominé aux Oscars pour le documentaire *Restrepo*, sur la guerre en Afghanistan, Sebastian Junger n'avait pas pu venir en Syrie avec nous. Mais il nous avait donné une photo de lui, au cas où. Son passeport nous a coûté 1 200 dollars. À l'aéroport d'Istanbul nous l'avons testé sur la machine d'enregistrement avec un billet numérique sur un vol international. Tout était parfait. Après le scan numérique, l'identité de la personne sur le passeport s'est vu délivrer un siège numéroté sur le vol en direction du Caire ainsi que sa carte d'embarquement...



Nous venons de quitter ce qui ressemblait à une ferme abandonnée, à proximité d'un bout de grillage qui démarque la frontière. Pour briser le silence pesant dans la voiture, Marwan allume la radio.

La voiture file vers Kilis dans la nuit noire, sur un chemin goudronné qui longe la frontière. Nous avons un rendez-vous important avec un vendeur d'images filmées à Raqqa, la capitale de Daech. De la musique pop syrienne en fond sonore. Marwan est de bonne humeur. Cette frontière, il l'a traversée tellement de fois. Mais maintenant il a une famille en Turquie. Il ne tente le diable que si cela est vraiment nécessaire. Le commissariat central de Gaziantep où il habite le tient à l'œil.

Les Syriens ont vite compris qu'un des moyens les plus rapides de se faire du fric, c'est de vendre « du Daech ». L'homme a traversé la frontière il y a une semaine et essaie de monnayer un étonnant lot d'images rarissimes volées à Daech, avant de rentrer chez lui, dans le fief de l'État islamique.

En Turquie, tous ceux soupçonnés d'avoir des contacts avec l'État islamique risquent de graves ennuis avec le MIT, les services turcs. Officiellement... Le gouvernement d'Erdogan fait des efforts pour combattre l'État islamique. Officieusement, l'EI est son allié le plus précieux contre les milices kurdes qui combattent l'État islamique avec un certain succès. En attendant, les trois quarts des armes livrées aux forces islamistes sont passées et distribuées avec la bénédiction de la Turquie. C'est d'ailleurs le propos de notre film.

La veille (12 janvier 2016), un attentat suicide devant la basilique Sainte-Sophie à Istanbul a fait quinze morts. Des Allemands et un Péruvien. Erdogan a immédiatement accusé l'État islamique. Le lendemain, c'est une école primaire à Kilis qui sera touchée par deux missiles tirés par l'État islamique depuis la Syrie. Une fillette de 7 ans est dans un état grave. C'est dans ce climat tendu et les hurlements des sirènes que nous pénétrons dans cette ville frontalière.

D'après Marwan, le type qui nous a apporté les images est anxieux. L'homme a peur des check-points de l'armée sur la route. Il est planqué quelque part dans une de ces nouvelles

cités-dortoirs aux couleurs pastel, à la périphérie de Kilis. Il n'a pas de papiers turcs au statut de réfugié. Même pas des faux. Il a appelé plusieurs fois pour savoir où nous étions, essayant de deviner un éventuel guet-apens.

L'hôtel Olea est une grotesque bâtisse toute neuve recouverte de néons. C'est un des rares hôtels de la ville. Au rez-de-chaussée, un magasin de vêtements au nom exotique de Waikiki affiche des soldes record.

Nous nous sommes installés dans la chambre de Nick, au milieu des câbles et des caissons de matériel de tournage. Vers 20 heures, c'est Z., un autre fixeur syrien, qui arrive, visiblement envoyé en reconnaissance par l'homme de Raqqa.

Une nouvelle séance de thé et quelques amabilités plus tard, et nous apprenons que Z. travaille surtout avec les médias britanniques, Sky, BBC, le *Telegraph*. C'est sa part de marché. Avant la guerre, il était professeur en collège à Alep. Comme tout le monde, il a dû fuir sa ville tombée aux mains d'Al-Nosra. Aujourd'hui, il aide son ami venu de Raqqa.

Des images de la ville interdite, un filon que tous les deux essaient d'exploiter. Malheureusement pour eux, leur client habituel Sky News les a trahis. La chaîne anglaise a pris l'extrait d'une minute ou deux proposé comme échantillon des fameuses images et l'a diffusé dans la foulée, pour être la première. Sans rien payer à l'homme de Raqqa, ni verser la commission de Z., son fixeur anglophone.

Les médias aussi sont en guerre. Entre eux. C'est notre Syrien apeuré qui a fait les frais de la course à l'audimat. Visiblement le journaliste anglais dépêché en Turquie avait ses priorités. Pressé, il se devait de briller auprès de sa direction et n'a pas pris la peine de regarder la totalité des images : sept heures.

Dur métier que celui de journaliste depuis l'explosion d'Internet et de l'info gratuite. Sans modèle économique viable à l'horizon pour les médias d'information, c'est la course au *flashy*, il faut se faire sa place, faire des coups, ne pas se faire doubler et prendre des risques. Mais la

précipitation de la chaîne d'info anglaise va faire notre fortune, si on peut dire.

C'est un petit homme basané tremblant qui débarque dans notre chambre. Nous l'appellerons Nasser. Il pèse à peine 40 kg tout mouillé. Une barbe naissante d'adolescent. Le regard hagard, il se retourne sans cesse pour voir si tout est OK, si quelqu'un ne va pas surgir du placard. La chambre d'hôtel respire la tension. La barrière de la langue n'aide pas. C'est dans un anglais version Moyen-Orient avec l'accent qui va avec que la conversation avec notre interlocuteur se déroule.

Il a plusieurs gars « de l'autre côté de la frontière » qui filment la vie quotidienne avec leurs téléphones portables, prenant des risques qui peuvent leur coûter la vie. À Raqqa, le jugement serait sans appel, la mort et tout de suite. Pour espionnage au profit de l'ennemi suprême : les *kouffars* anglo-sionistes. Nasser a aussi été condamné à mort. Il était dans le même hôpital-prison que James Foley et le Français Nicolas Hénin<sup>(33)</sup>. Sa petite taille lui a permis de s'échapper par la minuscule fenêtre la veille de son égorgement. Il n'avait rien à perdre et son corps porte encore les marques de l'évasion.

Quand il le peut, Nasser le Syrien traverse la frontière à ses risques et périls pour essayer de revendre les images secrètes qu'il a collectées auprès de ses collaborateurs. Cela ne marche pas souvent. Il a plus de chances de revendre un bibelot archéologique vieux de trois mille ans pillé par les islamistes que des images de Raqqa à une chaîne britannique. Filmer Daech est compliqué, envoyer les images depuis Raqqa sans laisser de trace numérique aussi. Sortir du territoire du califat et se faire payer encore plus. Les quelques passages de frontière qui s'ouvrent se déplacent sans arrêt en fonction des nombreuses lignes de front. Ou bien ils sont tout simplement fermés par l'État islamique ou les Turcs, sans date de réouverture. Des agendas croisés qu'il faut suivre quasi quotidiennement.

Nasser nous parle d'une troisième force qui semble vouloir se mêler à ce jeu de Monopoly territorial dans la région : les milices kurdes. « Des gens civilisés », dit-il. Puis, de sa poche

intérieure, il sort un disque dur. Nous nous empressons de le brancher sur l'ordinateur. Nous regardons en silence. Choqués. Sept heures d'images glaçantes.

Des cours de terrorisme en direct. De fabrication d'engins explosifs, de missiles faits main et guidés par la chaleur. Point par point, chaque détail de l'assemblage est soigneusement expliqué dans le film de l'État islamique. On y voit des types assis comme dans une salle de classe. Un tableau noir et un « professeur » à la barbe grisonnante qui explique avec précision la confection de circuits électriques, de boîtiers de détonation à distance, comment modifier des capteurs électroniques. Les élèves, appliqués, prennent des notes. Visiblement, ils savent que les cours sont filmés. La production, son et images, est d'excellente qualité. Cela dure des heures, chaque modèle de fabrication d'engins explosifs est passé en revue. Le seul qui n'a pas le visage caché, c'est le prof. Il semble n'avoir nulle intention de rentrer chez lui. Il vient probablement d'Irak, nous dira Nasser.

L'expérience de l'invasion américaine a permis aux djihadistes irakiens d'approfondir leurs connaissances en la matière. Dix ans à faire sauter des cibles américaines ou chiites. Cela vous donne un certain savoir-faire.

Quelques-uns de ces cours filmés sont dispensés en russe avec parfois quelques bribes de français par-ci par-là. Apparemment par d'anciens militaires, ou d'anciens du conflit de Tchétchénie, eux aussi de redoutables experts en la matière. On ne peut s'empêcher alors de penser à la Russie de Poutine. Est-il venu en Syrie par intérêts économiques et géopolitiques, ou pour ralentir le retour en Russie de certains de ces combattants russophones ?

Le clou du film venu de Raqqa est une voiture guidée à distance. Un mannequin habillé à l'occidentale est assis au volant, bourré d'explosifs et de fils électriques. La démonstration qui suit nous glace le sang. La voiture prend aisément des virages, s'arrête, cela fonctionne à merveille. Nous avons même droit à quelques « essais tournés en direct ». Dans un des passages « live », on entend une voix : « Regarde ces putes d'Assad ! » Au loin, deux soldats du

régime syrien s'avancent le long d'une route et soudain : boum ! C'est l'explosion. On entend en fond sonore les congratulations, « Allah Akhbar », alors qu'une fumée s'élève de l'endroit où se trouvaient les deux soldats.

L'homme de Raqqa nous explique que ces vidéos sont destinées à être distribuées aux différentes unités sur les lignes de front en Irak et en Syrie, et à d'autres élèves dans les centres de formation aux quatre coins du califat. Mais aussi à ceux qui seront envoyés en « mission » en Europe ou aux États-Unis.

Nous sommes comme paralysés. C'est la deuxième fois de la journée que nous nous regardons interloqués avec Nick. Dans la chambre d'hôtel, c'est le silence. Le producteur sort une enveloppe en kraft scellée et la tend au fixeur du Syrien.

7 000 dollars. Le compte est bon.

« On doit y aller, la route est longue. Je dois le déposer à quatre heures d'ici, près de l'Euphrate. C'est là qu'il va passer la frontière et son pote l'attend en moto après le point de passage », nous signale le fixeur.

Les deux hommes se lèvent et disparaissent dans la nuit.

La première chose qui me vient à l'esprit c'est le degré de sophistication de l'armement de destruction dans les vidéos que nous venons de voir, l'organisation quasi militaire, une sorte d'académie de terrorisme de l'État islamique et les élèves écoutant religieusement leur mentor.

Des passeports pour voyager, les frontières passoirs de l'Europe, un savoir-faire de destruction sophistiqué. Cela ne présage rien de bon pour l'avenir.

Depuis Mohamed Merah, pionnier du djihad nouvelle génération, en l'espace de trois ans un semblant d'État appelé le Califat a vu le jour aux confins de l'Euphrate. Une armée aussi. Dans ces rangs, des milliers d'Occidentaux, dont un bon millier de francophones. Au moins. Exporter le djihad low cost en Occident, telle est la devise de l'État islamique et d'Al-Nosra, la franchise d'Al-Qaida en Syrie et en Irak. Frapper le plus souvent possible. Délaisser les grandes attaques



sophistiquées type 11 Septembre, difficiles à mettre en place. Multiplier les petites attaques. Le but est de terroriser les peuples occidentaux, de les pousser à l'affrontement<sup>(34)</sup>. Une idéologie lentement mise en place depuis des années.

Mumbai, Toulouse, Londres, Bali, San Bernardino, Toronto, Madrid, Boston, Nice, Bruxelles ou Paris. La théorie a été testée grandeur nature des dizaines de fois à travers le monde. Son auteur est le théoricien d'Al-Qaida, Abou Moussab al-Souri. Originaire d'Alep, le fondateur du djihad global publie en 2003 l'*Appel à la résistance islamique mondiale*, 1 600 pages. C'est le manuel du djihadiste 2.0 qui a inspiré les auteurs des attentats en France et à l'étranger. Plutôt que de frapper les États-Unis, Abou Moussab al-Souri préconise de viser l'Europe, paradis d'une jeunesse molle biberonnée à la « bien-pensance ». Il faut susciter une guerre civile en Europe, menée par les jeunes musulmans immigrés qui doivent se préparer à la « dislocation finale de l'Occident ».

À ce jour, personne ne sait réellement où se trouve Al-Souri. Capturé au Pakistan en 2005, il a été extradé vers la Syrie où il est recherché. On dit que Bachar al-Assad l'a relâché dans le but de gonfler les rangs islamistes et de maquiller l'insurrection populaire en guérilla djihadiste.

Marwan prétend qu'Al-Souri est toujours vivant. Il y a un peu plus d'un an, ils étaient ensemble en prison à Damas, avant que Marwan ne soit libéré in extremis, alors qu'il devait être transféré dans un camp de travail, signe d'une mort programmée. Son père avait trouvé les 20 000 dollars de pots-de-vin nécessaires pour payer des officiels et faire sortir son fiston.

Quelques jours avant notre arrivée à Azaz, le D<sup>r</sup> Mohd Abuasi et une de ses sources des services jordaniens, présent dans son bureau du centre d'études stratégiques du Moyen-Orient à Sofia, nous soutenaient mordicus la même chose. Visiblement contents d'eux-mêmes, les deux hommes m'ont mis au défi d'un ton moqueur de retrouver Abu Moussab al-Souri, que les Américains prétendent avoir éliminé dans une attaque de drone à l'automne 2014. L'homme des services

jordanien insistait sur le fait que Al-Souri figure toujours sur sa liste d'échange de prisonniers islamistes contre les militaires d'Assad. Nous sommes en 2017.

Quoi qu'il en soit, ses écrits, notamment son appel au djihad global, ont fait des milliers d'émules. D'autres ont repris son flambeau, comme l'Américain Al-Awlaki.

En France, cette idéologie a accouché de Merah, du 7 janvier et 13 novembre. Elle est théorisée différemment dans les deux camps rivaux : Al-Nosra et l'État islamique. Les deux organisations ont envoyé des « soldats » en Europe et ils exhortent les musulmans en Occident à agir sur place. Seul le choix des cibles diffère.

En Syrie, le schisme théologique et idéologique entre les deux camps s'est produit graduellement.

Je me souviens d'une conversation il y a une dizaine d'années avec un ancien militaire irakien de Saddam Hussein, un monologue plutôt. En 2004 j'étais captif en Irak des « résistants » islamiques, comme ils aimaient se définir face à l'envahisseur américain. Quelque part du côté de Latiyfia, en plein cœur du « triangle de la mort » sunnite au sud de Bagdad. Je n'ai jamais su où précisément, ayant été changé de lieu d'emprisonnement plusieurs fois.

C'était pendant une nuit blanche passée à écouter les chars Bradley patrouiller à quelques mètres de mon lieu de détention, une cimenterie abandonnée. Ce soir-là, ce colonel m'avait juré qu'ils allaient reprendre l'Irak, leur Irak. Il en était persuadé.

C'est en partie ce qui s'est produit. Ils se sont servis d'Al-Nosra, la franchise d'Al-Qaida au Levant, pour recruter et ensuite faire sécession. Ils n'ont jamais perdu de vue les intérêts sunnites en Irak, quitte à faire faire le sale boulot par des « pièces rapportées » de l'étranger, au nom de Dieu. L'incompétence aveugle et sectaire du Premier ministre chiite irakien Al-Maliki a précipité l'avènement de l'État islamique, une montée en puissance de la revanche sunnite ponctuée par le sermon d'Al-Baghdadi à Mossoul quelques années plus tard. À son apogée, le commandement et l'encadrement

administratif de l'État islamique sont essentiellement des Irakiens, ceux d'Al-Nosra essentiellement des Syriens.

D'anciennes unités d'Al-Nosra devenues Daech (EI) se sont multipliées en partie grâce aux combattants étrangers venus d'Europe ou d'Asie. L'État islamique a tout naturellement progressé vers l'est, en direction de l'Irak, avant d'être stoppé à l'entrée de Bagdad.

Al-Nosra est restée en Syrie. Au printemps 2016, il s'agit davantage d'une grande guérilla organisée ayant curieusement accès à des missiles américains TAO(35) et à des financements conséquents venus de la péninsule Arabique. Leurs cibles sont choisies méthodiquement, loin de la folie aveugle des combattants de Daech. Daech, victime de son succès et de ses promesses d'un monde meilleur auprès des jeunes qui l'ont rejoint, se voit obligé de subvenir aux besoins d'une dizaine de millions de personnes réparties entre la Syrie et l'Irak, sous la coupe d'une armée hétéroclite, composée pour moitié d'étrangers. 10 millions de figurants muets, interprètes d'un film catastrophe dont le scénario se déroule dans un monde imaginaire, dopé par une propagande digne d'Hollywood, et dont les premières victimes sont les populations syriennes placées sous tutelle.

L'expérience en Irak, en Tchétchénie ou en Afghanistan a accouché d'une sophistication opérationnelle difficile à contenir pour les services occidentaux, qui voient ce savoir-faire terroriste revenir chez eux comme un boomerang.

À l'ère d'Internet, la communication djihadiste est l'autre problème majeur des services de sécurité occidentaux. Elle est passée des cassettes de Ben Laden, discrètement déposées à la réception de la chaîne qatarie Al Jazeera, à *Inspire*, le magazine d'Al-Qaida dirigé par le prêcheur américain Al-Awlaki. Et enfin aux vidéos de propagande hyper sophistiquées du département média de l'État islamique, sans oublier le mensuel en ligne *Dabiq*. Un luxe médiatique qui fait et continue de faire rêver tant de jeunes encore aujourd'hui.

Mais au printemps 2016, l'utopie islamiste d'un État s'essouffle déjà. Les frappes aériennes russes ont fait des dégâts. Certains, face à la dure réalité du quotidien et à

l'incapacité de l'État islamique de fournir les services de base à sa population, commencent à déchanter et essaient de rebrousser chemin vers l'Europe avec femmes et enfants. Une justice aléatoire et barbare n'arrange pas la situation. Signe des temps, les salaires des combattants ont également subi une baisse de 50 % du jour au lendemain en janvier 2016. 400 dollars pour les étrangers, 200 pour les Syriens et les Irakiens. Le début de la fin.

Pour comprendre comment on en est arrivé là en un temps record, il faut revenir en arrière, et percevoir ce qui a favorisé cet essor *islamiste* explosif en France et ailleurs dans le monde, comment les recruteurs ont profité des dénominateurs communs puissants qui unissent les potentielles recrues de la guerre sainte. Il n'y a pas de loups solitaires, pas de cellules terroristes. Il y a des nébuleuses multifformes, changeantes, invisibles, sauf si on sait où regarder.

Merah et son entourage toulousain comme Sabri Essid ou Fabien Clain, alors toujours en Syrie, resteront à jamais des pionniers « stars » du djihad moderne.

Mais c'est un autre groupe qui illustre parfaitement le chemin parcouru en si peu de temps. Il a heureusement été démantelé à temps.

Jeudi 13 novembre 2013. Quelques heures avant les attaques terroristes qui feront 132 morts dans la nuit parisienne, le procureur de la République de Paris François Molins vient de clore l'instruction du dossier dit de « Cannes-Torcy ». Les réquisitions sont rendues. Une vingtaine de djihadistes, pour la moitié des convertis, sont mis en cause, avec quatre tentatives d'attentats à leur actif.

Avec Toulouse et Trappes, véritables *hubs* des apprentis djihadistes, un des hauts lieux de l'islamisme dit « radical » en France est Torcy dans le 7-7. Le journal *Le Monde* qualifiera cette cellule terroriste de « prémonitoire... et qui contient, en réalité, tous les ingrédients du scénario catastrophe du 13 novembre ».

## 5. Camping-car et Algeco

Le 19 septembre 2012, deux hommes cagoules descendent d'une voiture volée et quelques minutes plus tard lancent une grenade dans une épicerie juive de Sarcelles, dans la banlieue nord de Paris. Un homme noir et un Blanc, diront les victimes. La déflagration est puissante et disloque le plafond. Sur la vidéo de sécurité du magasin, une femme passe à quelques centimètres de la grenade qui vient d'atterrir. Heureusement pour elle, la grenade se bloque sous une rangée de Caddie et le souffle de l'explosion ne fait que des blessés. C'est clairement un acte terroriste antisémite.

— Après Merah, la montée en tension est immédiate chez nous, se souvient Yanis. C'était le branle-bas de combat, il n'y avait pas de place pour l'erreur.

Deux ans après les carnages à Toulouse et à Montauban, la DCRI est devenue la DGSI. En changeant d'initiales, Manuel Valls a voulu faire oublier le fiasco et faire table rase des ratés de cette affaire d'État, qui a entaché la réputation des services français. Leur big boss Bernard Squarcini a été remercié quelques jours après la victoire socialiste aux élections de 2012 et, dans la foulée, Patrick Calvar, ancien de la DGSE, l'a remplacé à la tête des services de renseignement intérieur. Bernard Cazeneuve en est leur tout nouveau ministre de l'Intérieur. Ces deux responsables de la sécurité nationale ne le savent pas encore, mais en trois ans ils vont subir une demi-douzaine d'attaques terroristes, qui feront près de 250 morts sur le sol français.

Face au ras-le-bol national et au sentiment d'insécurité générale, et au lendemain des attaques dans les rues de Paris, le gouvernement va décréter l'état d'urgence dans le pays. A posteriori, les forces de police vont multiplier les perquisitions et gardes à vue pour un maigre butin à l'arrivée. Le 13 novembre 2015 est un rappel taille XL que depuis Merah la

France est bien rentrée dans l'ère du terrorisme 2.0. Le terrorisme low cost.

Info de J qui vient de tomber. Le noiche s'allonge grave, c'est Bailly qui a jeté la grenade avec Sidney. Kevin les a amenés sur place au volant de l'Alfa. Ils n'ont rien dans le cul ces connards. Bonsoir à tous.

Un texto collectif envoyé par un des hommes de la DGSI à ses collègues qui mènent l'enquête sur l'attaque à Sarcelles.

« J » y désigne l'unité judiciaire des services français chargée de rassembler les éléments et de les transmettre à la justice. Visiblement le « noiche » (l'Asiatique), un des protagonistes de l'attaque de l'épicerie juive, s'est mis à table au cours de son interrogatoire.

C'est dans le climat tendu « post-Merah » que survient l'explosion au magasin cacher de Sarcelles.

Et ce sont les djihadistes eux-mêmes qui vont d'abord se faire remarquer et enfin se signaler tout seuls aux enquêteurs de Levallois.

Très vite après l'attaque de l'épicerie, ils vont descendre sur la Côte d'Azur, histoire de faire quelques baignades, braquages, prières au bord de l'eau et insulter les *kouffars* français dans la rue. Tous frais payés.

« Quelques jours de vacances... j'avais pas vu la mer depuis cinq ans », dira un des participants de cette escapade dans le sud.

Ce petit groupe de « frères » issus de Torcy va ainsi se retrouver du côté de Cannes, deux semaines après l'attaque de Sarcelles. Certains vont descendre en camping-car.

Le chef de la bande s'appelle Jérémy Bailly, un Français converti. C'est lui qui conduit le véhicule de récréation, c'est lui qui donne le ton au sein du groupe. Il est aussi le « financier » et l'organisateur du voyage.

— Une belle liasse, il y avait beaucoup de billets de 20 euros. [...] Bah, autant d'argent ça ne vient pas du travail, sachant qu'il ne travaillait pas, raconte un des membres du groupe.

Abdelmalik N'Gatte, un des « vacanciers » présents, va donner plus de détails aux enquêteurs :

— Parfois, il partait seul, on lui demandait ce qu'il allait faire, mais il ne disait rien. Et parfois il revenait avec des produits, chaussures, pantalon, et on ne savait pas comment il les avait pris. La première fois que je l'ai vu voler devant moi, c'était le jour où on est partis faire les courses et je l'ai vu prendre des aliments devant moi. Par la suite, j'ai appris qu'il avait fait des plus gros vols, c'est-à-dire des voitures. [...] Je pensais que c'était pour avoir de l'argent qu'il volait les voitures.

Bailly a des liasses de billets à disposition, il n'a pas besoin de voler sur place pour nourrir ses « frères » de religion. C'est par devoir de djihad qu'il pille « du Français » dès qu'il en a l'occasion. Aux policiers qui l'interrogent, un des compères de baignade de Bailly va leur expliquer que pour servir la cause de l'islam ce dernier s'autorisait à voler. Pour lui cela faisait partie d'une obligation religieuse à mener le djihad en terre de France : « Il m'a dit : “Non, c'est des mécréants, alors c'est pas du vol.” »

Des pratiques préconisées depuis longtemps par Anwar al-Awlaki, mentor des frères Kouachi et prédicateur américain star d'Al-Qaida : « Plutôt que de financer leur djihad de leur propre poche, les musulmans devraient le financer de la poche de leurs ennemis. » Le magazine *Rumiyah* de l'État islamique n'est pas en reste. Publié en français et en anglais pour ses lecteurs en Occident, il encourage régulièrement les musulmans à prendre le sang et les richesses des mécréants : à prélever la *ghanima* (« butin de guerre »), le *fay'e* (richesse acquise sans exercer la force) et l'*ihthab* (richesse acquise par la fraude et la tromperie).



Magazine *Rumiyah*  
sur le vol et le pillage  
des mécréants.

**The Blood and Wealth of the Harbi Kafir Is  
Permissible to Violate**

The default with regards to the blood and wealth of the harbi kuffar is that it does not have 'ismah. The scholars have an ijma' that the ruling of Allah concerning the harbi kuffar is that neither their blood nor their wealth has 'ismah. Rather, both their blood and wealth are permissible for the Muslims.

Pendant ces vacances improvisées dans le sud de la France, Bailly et son voisin de palier Kevin Phan vont trouver le temps de braquer des stations-service et deux voitures : l'Alfa Romeo qui va servir à l'attaque terroriste de Sarcelles et une Peugeot 206, plus passe-partout.

À peine arrivée près de Cannes, la bande va se baigner, prier et organiser des barbecues pour préparer le mariage d'Alix Seng, un Laotien converti. Puis un petit tour dans Cannes pour rencontrer Sidney, alias « frère Anas<sup>(36)</sup> », un islamiste qui fréquente aussi la mosquée de Torcy. Sidney est déjà à Cannes, en visite chez une de ses deux épouses de religion.

La rencontre entre frères se déroule dans le camping-car, à l'abri des regards. Sidney est chaud, il veut passer à l'acte et tout de suite. C'est le plus déterminé du lot. Il s'est d'ailleurs « pris la tête » avec l'imam de la mosquée de Torcy à propos de la Syrie : pas assez virulent à son goût. Bailly lui montre le pistolet et les munitions qu'il a amenés avec lui et qu'il planque dans le camping-car. À son tour, Sidney va se vanter d'avoir des « trucs », dont une grenade. Chacun essaie de frimer devant les autres.

Les « Torcy » vont aussi, à l'initiative de Bailly, rencontrer d'autres frères de la région niçoise, des individus particulièrement surveillés, que les services soupçonnent de vouloir préparer des attentats.

En public, le petit groupe venu du 7-7 insulte les passants, invective, passe du « son islamique » à fond et de manière



générale ils « se conduisent comme des *kaira* de cité qui se croient dans un jeu vidéo », dira un des policiers cannois. « C'était des énervés. » Ils vont se faire remarquer par leur attitude et leurs multiples provocations. Mais, contrôlés par la police, ils seront relâchés dans la nature.

Surprise, après exploitation par la police technique et scientifique, les empreintes génétiques trouvées sur la cuiller de la grenade lancée contre l'épicerie juive de Sarcelles correspondent à celles de Jérémie Félix Louis-Sidney, un islamiste qui traîne à Torcy. Il n'y a plus une minute à perdre. Il faut retrouver Sidney et la bande d'excités venus de la région parisienne.

Mais le petit groupe de « frères » est déjà loin. Certains sont remontés séparément en train, d'autres avec le camping-car. L'un d'eux dira même au cours de son audition qu'il a « quitté l'aventure », égratigné par le comportement agressif de ses amis. D'autres ont fini par s'ennuyer de prier une serviette autour de la taille sur les rochers en bord de mer sur la Côte d'Azur. La règle islamique veut qu'ils soient recouverts du genou au nombril. Pas très traditionnel.

Bailly est resté dans le Sud, prolongeant son séjour au soleil. Il va en profiter pour réaliser quelques braquages avant de remonter en région parisienne, histoire d'amortir les vacances de ses « frères ». Dans une conversation téléphonique interceptée, il va avouer à son père et a posteriori son modus operandi : « ... les braquages j'les ai fait tout seul dans le Sud... on est montés sur des braquages de pompes à essence, mais c'est toujours moi qu'y allais, tu vois. Oui j'y allais tout seul avec le pistolet à Anas, il m'attendait dans le camping-car. C'est moi qui y allais tout seul, toujours moi. C'est moi qui ai volé tous les ingrédients, tu vois pour faire les bombes, j'ai volé tout, on n'a rien acheté... »

À Levallois-Perret, la tension monte. C'est la DZSI (la direction zonale de Nice) qui a immédiatement sonné l'alerte et « saisi » la centrale après la découverte des empreintes génétiques du terroriste de Sarcelles.

À la DCRI, une réunion entre les divisions T3 (islam radical) et L3 (filatures, surveillance et opérations spéciales)

va avoir lieu ce soir-là. Ils ne peuvent pas risquer de laisser des types recherchés en vadrouille. Sidney et son complice non identifié se trouvent parmi eux.

Dans la foulée, le chef de la division « L3 » demande à ses chefs de groupe de rappeler leurs hommes rentrés chez eux. Le 28 septembre 2012 vers minuit, tous les policiers de la « L » reçoivent un SMS. Ils doivent se tenir prêts.

Ça pue. Le tôlier m'a appelé. Apparemment il y a un truc qui va tomber. Vous tiens au jus.

Un deuxième va suivre quelques minutes plus tard :

Branle-bas de combat. Attentifs au téléphone.

À 2 heures du matin, une quinzaine d'hommes de la DCRI est dépêchée vers Torcy et Sarcelles. Ils ont bien quelques noms, des infos venues de leurs fichiers et des collègues de Nice, mais aucun véhicule ni adresse ne permet de localiser les vacanciers islamistes. Il va falloir se débrouiller autrement.

Certains ont vu le camping-car revenir dans la nuit à Mériel, près de Sarcelles. Ils vont prévenir leurs collègues éparpillés du côté de Torcy ou de Vaires-sur-Marne. Toujours par texto :

Pour info le camping-car est revenu à l'adresse du propriétaire à Sarcelles avec un chauffeur non identifié. Balisage(37) du C5(38) uniquement entre 2h et 3h du matin. Lampadaires et vie nocturne.

Apparemment les jeunes se couchent tard à Sarcelles, c'est trop éclairé et les unités des services ne veulent pas se faire repérer.

— On vérifie s'ils ont des téléphones à leurs noms, leurs parents, d'après les infos du contrôle dans le 06. Tous les numéros de téléphone connus des différents protagonistes fichés de l'affaire sont immédiatement mis sur écoute, en urgence.

Étant un ignorant de la question, et soucieux des droits de vie privée, j'ose interrompre le récit et demande à un des policiers de la DCRI de m'expliquer comment se passe la mise sur écoute.

— T'appelles T (division terrorisme-islam radical), tu leur dis on est derrière tel mec et tu demandes qu'on te branche en

extrême urgence. Ils font les « réquises opérateur » et quelques heures plus tard... c'est bon. Et c'est R qui prend le relais. C'est les techniciens (la division R), ils nous tiennent au courant en direct. Ils ont un logiciel, et nous on a besoin de savoir où bornent nos objectifs, et tout de suite. T'es dans l'urgence là ! On est en administratif, on n'est pas dans le jud (judiciaire).

— On a fait des vérifications de domicile. Les premiers deux jours on n'arrive pas à mettre la main dessus. On est devant le domicile du père de Bailly, on a dispatché tout le monde aux différentes adresses qu'on nous a données. Mais il y a quelque chose qui ne va pas. On n'arrive pas à mettre la main sur eux. On a décidé de « sonder » la mosquée de Torcy, en accord avec la hiérarchie.

— *Il faut absolument que ceux que vous envoyez soient musulmans ?*

— C'est mieux, en tout cas il faut qu'ils sachent prier. Il n'y a pour le moment encore jamais eu de cours de prière à la DGSJ.

La salle de prière de la mosquée de Torcy est un Algeco installé sur un parking collé à un pont et face à un Lavomatic de voitures, sur une grande artère. Elle se remplit et se vide très vite à chaque prière. Tout le monde se connaît, et un étranger est vite repéré. La DCRI va constater que la mosquée est également équipée d'un brouilleur de téléphones portables. Impossible pour ses agents qui sont à l'intérieur de prévenir qu'une « cible » est en train de sortir, de donner sa description à celui qui prend le relais de filature. La fréquence radio de la police ne passe pas non plus. Il faut sortir pour appeler ou envoyer un texto ou une photo de l'objectif prise à l'intérieur en toute discrétion.

On ne sait jamais vraiment quand ou si une mosquée prêche la haine et accueille des éléments radicaux. À Torcy, l'imam Abdelali Bouhnik reste dans les clous et ne va jamais trop loin dans les prêches. Mais les agents dont l'islam est la spécialité et qui ont fréquenté cette mosquée estiment qu'en privé l'imam de Torcy tient le traditionnel double discours. Nous avons eu plusieurs débats religieux avec Yanis, tout le

long de l'écriture de ce livre. Souvent houleux. Pratiquant, mais discret. Par « déformation professionnelle », je l'ai souvent poussé dans ses retranchements. Je l'ai questionné sur tout, mis en cause toutes ces croyances anciennes qu'on n'ose pas remettre en question ni replacer dans leur contexte, j'ai abordé le problème de l'interprétation des textes ou de certaines traductions. Il a toujours vécu en paix avec sa foi et il est avant tout français. Les débats ont été édifiants. Ils sont un certain nombre d'agents comme Yanis, un cercle fermé de spécialistes « islam » à avoir prié dans à peu près tout ce que la France compte de mosquées qualifiées de salafistes par le gouvernement, c'est-à-dire plus d'une centaine. Et toujours dans des cadres opérationnels. Ils sont une encyclopédie vivante de l'islamisme français.

— Il en a fait des mosquées, Yanis, partout à Paris, dans le 9-3, en Belgique, beaucoup en Belgique. Un brouilleur, c'est louche. C'est délibéré. Ils sont méfiants, sinon ça va c'est propre, c'est chauffé, mais quand tu entres là-dedans à 5 heures du matin pour la première prière, qu'il y a trente mecs qui te regardent et ne te connaissent pas, t'as une boule au bide, confie l'officier de renseignement.

— Mec, tu penses à ton gosse, à ta famille. Tout se mélange. C'est difficile à expliquer, tu sais, tu le vois que c'est des types dangereux et imprévisibles. Ton gosse, c'est le seul truc qui fait que tu te concentres, pour éviter de te faire démasquer, complète son collègue.

Surtout que certains des islamistes recherchés à Torcy allaient prier armés. C'est ce que confirme Jérémy Bailly dans une des conversations enregistrées avec son père : « J'étais avec Alix Seng j'ai fait des allers-retours à la mosquée, parce que je savais qu'il y avait la DCRI. J'avais vu, après j'ai fait un passage par-derrière la mosquée, pour voir si y a toujours la police. J'ai vu qu'il y avait pas la police, je suis revenu à la mosquée prendre mon pistolet, je suis reparti à la maison [...] »

— On avait bien des géolocalisations à Torcy, mais rien de précis. Quand notre collègue arrive à la mosquée il n'y a que des *chibanis* (des anciens). Il est habillé normal, sans excès, il

ne fait pas le converti tout frais qui en fait des tonnes en djellaba et tout le tralala. Il fait la prière, ça va vite la prière du matin, en faisant attention à ce qu'il fait parce qu'on observe chacun de tes gestes. Si tu te trompes ils te disent : « Qu'est-ce que tu fais là ? Vas-y, casse-toi. » Tu peux aussi te faire défoncer. Il y a des mecs qui se sont fait défoncer dans plusieurs mosquées de banlieue à cause de ça justement. Ils se sont fait matraquer, on les a pris pour des flics.

— *Défoncer ? Mais Dieu n'est pas comme ça. Il est miséricordieux. Dans tout texte saint quel que soit le livre, il y a de la place pour l'ignorance, non ?*

— Oui, mais ces gens-là ils ne sont pas comme ça. C'est des « barbus méchants » (rires contenus de Rayan). Du coup il a une grosse pression. Une fois qu'il a fait ses deux prières, il s'est levé, a serré la main aux *chabanis*, les anciens. Il ne regardait personne. Il se fait tout petit et il se rassoit. Dans une position d'où il peut voir tout ce qui rentre. Et il voit arriver un mec, speed, capuche sur la tête. Il fait ses prières et relève la tête. C'est Bailly ! C'est lui. Notre dispositif est en place dehors. Mais il ne peut prévenir personne. Rien ne marche à cause du brouilleur. Ça traîne un peu, les gens discutent. Il est obligé de prendre un risque et décide de sortir avec Bailly au moment venu. Et il ne le lâche pas.

C'est visiblement un moment-clé de l'enquête, où tout bascule d'un coup.

Rayan revit ces instants avec une sorte de jouissance. Il pèse ses mots. Il aime son métier. Il est fier de ce qu'il fait. Pour lui, travailler pour les services, c'est d'utilité publique. Dans nos différentes conversations, on sent parfois de l'amertume vis-à-vis de certains « chefs » qui tirent un peu trop la couverture à eux, qui ne pensent qu'à gérer leur carrière, ou de flics pourris qui prennent leur corn dans de sales histoires de BTP. Du racket. Il avait comme l'impression d'assister à des scènes « sorties tout droit de la série *The Shield* ».

Mais dès qu'il retrouve le fil rouge de l'histoire, la passion revient. En force. Son visage reprend vie, son regard s'éclaire, le ton de sa voix retombe d'un cran, méthodique, linéaire.

La suite de l'histoire est racontée par un des deux enquêteurs présents.

— Rayan va suivre Bailly sous le petit pont qui jouxte la mosquée, à travers un dédale de bâtiments d'un rose gris pâle, délavés par la pluie. Dans ce quartier tout étranger est vite repéré. Il y a toujours quelqu'un dehors. Le jour se lève à peine sur Torcy. Il est persuadé que Bailly rentre enfin chez lui, chez son père. Cela fait deux jours que les policiers surveillent l'entrée de son immeuble. Il coupe à travers les espaces verts, fait mine de rentrer à son adresse officielle avant de changer soudain de direction. Bailly contourne alors le bloc d'immeubles où habite son père et redescend la rue qui mène à un bâtiment qui abrite des box souterrains. Il tape nerveusement le code du portail métallique et s'engouffre dans les sous-sols.

— Il devrait rentrer se coucher après la prière. Mais où il va ? On s'est dit, cela fait deux jours qu'on sait qu'il est à Torcy, il n'est pas rentré chez son père, on a quadrillé toutes les rues H24, et il n'est nulle part. On a vite compris. Il retournait dans ces sous-sols. Bailly avait récupéré un box dans cet immeuble, initialement squatté par des jeunes qu'il a virés. Avec ses complices djihadistes, il l'utilisait comme planque, comme un des QG du groupe où ils se retrouvaient, mais aussi comme logement. Les djihadistes se relayaient à l'intérieur de cette sorte de « garde-meubles-appartement » improvisé. Ils dormaient là, montaient la garde et surveillaient leur butin entreposé au milieu des matelas, canapés et Thermos de café. Kalachs, armes de poing, bombes Cocotte-Minute prête à l'emploi dont le détonateur avait été utilisé, vraisemblablement lors de tests préliminaires.

Les services, comme souvent, font venir le camion « aspirateur » de données (IMSI-catcher) devant l'immeuble. Le faux véhicule de livraisons va prélever à distance les coordonnées de tous les téléphones qu'utilisent les djihadistes, ainsi que leurs données sur les réseaux sociaux. Le logiciel aspire le contenu de tous les appareils numériques dans un rayon de 100 mètres autour du box de Bailly. La DCRI avait maintenant les coordonnées des membres du groupe, ainsi que leur planque.

L'enquête venait de faire un grand pas en avant.

Seul point d'interrogation : où était passé Jérémie Louis-Sidney, le complice de Sarcelles, toujours introuvable ?

Le soir même les hommes de la DCRI qui sont sur le terrain reçoivent un nouveau texto :

Info de J (division judiciaire) après meeting DCRI, SDAT, parquet.  
Relations tendues avec la SDAT, comme d'hab. On récupère 3 objectifs en plus de Bailly : Alix Seng, le proprio du camping-car et un certain Khaled qui aurait voyagé vers la Tunisie avec Sidney ou Bailly. « Tech » et géoloc en cours avant le départ programmé sur Cannes. BSR [bonne soirée]

Les écoutes ont permis d'apprendre que la bande de vacanciers et Bailly risquent de repartir vers le sud de la France pour le mariage d'Alix Seng. Il se serait trouvé une épouse via les sites de rencontre islamiques et aurait déjà payé la dot de 200 euros par virement, qu'il a d'ailleurs âprement négociée avec sa belle, une Tunisienne.

Plusieurs services de police vont finir par se croiser sur le terrain de l'enquête dans une cacophonie administrative difficile à cerner. Yanis reconnaît que la collaboration n'est pas toujours heureuse. Loin de là. Comme souvent, la lourdeur administrative policière est la source majeure de nombreux ratés. La relation hachée entre DCRI et SDAT est en première ligne. Des manquements qui parfois peuvent déboucher sur des couacs.

— Bah... la SDAT ils s'entendent pas avec « J » (division judiciaire DGSI) ! Ils sont bons les mecs à la SDAT. C'est la DCPJ, c'est une vraie PJ. Les « J » à la DGSI, c'est pas que c'est des mauvais, mais cela reste un système DGSI. C'est rigide. C'est beaucoup de jeunes, il y a un gros roulement. À la SDAT, ils nous prennent de haut. Regarde, par exemple, si nos collègues marocains ne nous donnent pas l'identité d'Hasna à Saint-Denis et qu'on ne retrouve pas Abaaoud, les mecs ils nous auraient fait un nouveau strike, type Bataclan. Les Marocains ont balancé l'adresse et les infos de la nana à la DGSI, qui n'y croyait pas trop, mais ils les ont aussi balancés à la SDAT. Et la SDAT envoie une équipe. Un de leurs gars retrouve l'immeuble. De plus, un des téléphones borne dans le secteur. Les mecs de la SDAT sentent qu'il se passe quelque chose. Ils sont meilleurs. Ils se disent, c'est "check", ils

avisent le RAID. Le RAID va à Levallois. Réunion DGSI-SDAT et ils décident de taper. À l'arrivée ils se sont fait Abaaoud. Par contre le premier témoin, la fille qui ramène Abaaoud du bois à Aubervilliers, ils l'ont plantée. Pas bien. La prochaine fois, les gens vont éviter de venir collaborer.

Depuis deux jours, Yanis et ses collègues travaillent leurs trois « objectifs prioritaires » : Alix Seng, Jérémy Bailly et Abdelmalik N'Gatte. C'est ainsi qu'en a décidé la réunion d'urgence à Levallois entre la DCRI et la SDAT. Chacun est reparti de son côté avec son cahier des charges.

— Il y a des jours où il ne se passe pas grand-chose. Limite soporifique, dit Yanis.

Des journées de surveillance physique, d'écoutes téléphoniques. Le « dispositif » accumule les informations. Mais perd beaucoup de temps aussi. Par exemple les comptes rendus de vérifications de domicile doivent être refaits « en PV » à chaque fois.

— On les a les informations, on sait depuis longtemps où le type habite. Pour que la procédure ne soit pas caduque, on doit refaire ces actes « en judiciaire ». Les policiers doivent retourner à l'adresse à la date exacte du PV. Vue de l'extérieur, cette perte de temps invraisemblable est assez incompréhensible. Pourquoi un simple compte rendu administratif ne peut-il pas être transformé en acte judiciaire sans retourner en arrière, refaire exactement les mêmes procédures alors qu'ils sont déjà passés à autre chose depuis longtemps ?

Bonsoir, RAS pour ce week-end, rien sur le départ dans le sud, sauf un RDV pour ramener un tapis de prière. Portable de l'objectif prêté à un pote qui s'est baladé dans le 92 et 93. Le pote lui ramène son téléphone actuellement. On se retrouve comme prévu demain à 8 heures sur le parking Norauto.

Pendant ces deux derniers jours creux, à peine va-t-on apprendre que le mariage programmé dans le Sud bat de l'aile. La fiancée rencontrée sur « islamunion.com » hésite. On se chahute à distance sur le montant de la dot, par téléphone.

Les jeunes islamistes se prêtent aussi leurs portables entre eux, pour brouiller les pistes, changer l'identité de l'utilisateur,



faire apparaître de nouvelles géolocalisations, de nouvelles adresses et points de chute. Les policiers le savent.

À ce moment précis, la quasi-totalité du groupe est identifiée. La plupart des membres ont été photographiés à la sortie de la mosquée, leur inévitable lieu de rencontre.

L'après-midi du 4 octobre, l'équipe de la DCRI à Torcy a positionné un « soum » devant l'immeuble des box souterrains. À l'arrière de la camionnette, une équipe de surveillance observe, filme et photographie toutes les entrées et sorties de l'immeuble où s'est engouffrée la tête brûlée de Torcy, Jérémy Bailly.

À ce moment, l'objectif numéro 1 reste Jérémie Louis-Sidney. Celui dont les empreintes ont été retrouvées sur la grenade de Sarcelles. Il faut tout vérifier, surtout qu'une ligne fixe vient d'appeler le portable utilisé par Bailly. Un numéro situé au 27 rue de Torcy à Vaires-sur-Marne. Ce numéro correspond aux parents de Malik N'Gatte, un des objectifs attribués à l'équipe de Yanis.

L'étau se resserre, tout converge vers Jérémy Bailly. Le délinquant islamiste et sa sphère ne peuvent que la mener à Jérémie Louis-Sidney.

Et Bailly s'impose comme un leader naturel. C'est lui qui va réquisitionner deux jeunes rencontrés dans la rue pour le suivre, et l'aider à faire exploser et calciner l'Alfa Romeo qui a servi à l'opération de Sarcelles. Il a visiblement peu d'expérience dans ce type d'exercice. Les deux jeunes vont ramener Bailly, brûlé et groggy, chez lui.

— On sentait qu'il y avait un truc qui n'allait pas avec Bailly. Tu le sais quand tu suis un mec, je savais qu'il y avait quelque chose d'anormal dans son comportement paranoïaque. Il y avait un côté violent chez lui, dans son regard. Je ne peux pas l'expliquer. C'est l'habitude. C'est des années d'expérience, tu sais.

Sur la radio le « soum » annonce qu'une Peugeot 206 sort des box, avec Bailly, « Sidney » et un troisième individu à bord qu'ils n'arrivent pas à identifier tout de suite. Les policiers s'aperçoivent que le véhicule est déclaré volé du côté

de Cannes. Le troisième individu s'appelle Sydney Descoups, dit « le Roux ». Un mauvais signe pour les hommes des services lancés à sa poursuite.

— C'était chaud. Les mecs de l'ETA, ils plaquaient leurs véhicules volés avec des doubles de vraies immatriculations. Ils faisaient attention à un millier de détails. Là, c'est le signe de mecs qui n'en ont rien à foutre, et calibrés en plus !

Jérémie Sidney, Sydney Descoups, Jérémy Bailly. Les noms des trois individus sont trop proches phonétiquement les uns des autres. Surtout quand on est dans l'urgence. Lors de leurs communications internes, par radio ou SMS, les policiers vont leur attribuer des noms de code opérationnels. Pour éviter la confusion. À partir de maintenant, ce sera « Sidney le Black » pour Jérémie Louis-Sidney, « le Rouquin » pour Sydney Descoups et Bailly. Alix Seng, lui, sera surnommé « le Noiche » par les enquêteurs de la division. À peine sortis du box, Sidney, Bailly et le Rouquin sont pris en filature.

— Le « soum » annonce la sortie de la 206 du box, et on est tout de suite derrière eux, le dispositif s'articule et on les prend en filature.

C'est une, deux, trois voitures et une moto qui prennent la 206 en chasse dans les rues de Torcy. La voiture volée et ses occupants se dirigent vers le carrefour de Pontault-Combault. Adile est dans le véhicule « tête de filature », Yanis est retardé à l'autre bout de la ville sur un autre objectif.

Bailly a un comportement étrange. Il descend de la voiture pour pisser au bord de la route, et hésite. Il s'accroupit derrière des buissons quelques secondes, regarde autour de lui, finit par changer d'avis et, l'air décidé, remonte dans la voiture. Les occupants de la 206 sont méfiants. Depuis Sarcelles, ils savent qu'il y a de grandes chances pour qu'ils soient surveillés. Au moins par précaution, ils veulent en être sûrs. Pourtant tout allait bien dans le Sud, ils étaient détendus, arrogants même, jusqu'à ce contrôle d'identité.

Le trio arrive au centre commercial de Pontault-Combault. Jérémy Bailly est le seul à sortir de la voiture. Il pénètre dans

l'immense galerie marchande. Les policiers le perdent de vue immédiatement.

Yanis, qui refermait la filature, vient rejoindre ses collègues.

— On s'est retrouvés devant l'entrée principale à jouer aux jeunes, se souvient avec un brin d'humour le limier de la DCRI. Yanis et Steph se sont proposés d'aller « le chercher » et ils ont repris la filature à pied. Ils ont repéré Bailly dans l'immense galerie marchande. Ils le connaissaient bien, avec sa démarche saccadée. Les agents ont pris la précaution de se changer à toute vitesse sur le parking. Nouvelles Nike et nouvelles vestes. Ils ont toujours un sac de rechange avec eux. Un réflexe, on ne sait jamais.

Sur les vidéos du QG de surveillance du centre commercial, où son attitude attire l'attention, Bailly a l'air tendu, se retourne sans cesse, le regard hagard. On dirait un type drogué, aux tics incontrôlés. Maillot blanc de l'OM, sac « banane » en bandoulière, baskets neuves. Le prototype du jeune de banlieue avec son « uniforme », la tenue prisée par excellence. Bailly s'attarde devant la bijouterie du centre. Un commerce décrit comme « juif » selon les listes d'objectifs retrouvées chez Bailly. Il fait des allers et retours devant la bijouterie et repart. L'homme des services qui le suit en profite pour faire quelques courses dans la boutique voisine, tout en l'observant du coin de l'œil.

— T'as deux mecs qui attendent dans une voiture volée et le troisième qui est parti faire des repérages d'une bijouterie juive dans un centre commercial sans faire d'achats... et pendant une demi-heure. On se dit : « On va aller au carton là... »

Les hommes de la DCRI pensent qu'ils l'ont échappé belle ce jour-là. Quelque chose a déconné. Bailly vivait et finançait ses opérations par des braquages et en vendant du haschich. Sur une de ses écoutes, il dit qu'il pense pouvoir éviter des peines de prison à ses « collègues » et avoue : « Ils vont les faire tourner pendant je sais pas combien de temps juste pour une cagoule. Autant que je dise que c'est à moi, qui ai déjà un

braquage sur le dos. Oui c'est à moi, j'ai une cagoule par ci, une cagoule par là... »

Dans une lettre à un de ses suiveurs, il est encore plus précis et jamais à court d'idées. Au moment où il rédige son plan d'attaque, les fast-foods de la région sont ses cibles préférées : « Pour tout ce qui est ramassé de l'argent je propose aussi qu'on vide les caisses de MacDonald en étant habillé en fo flic on pénètre dedans on demande le responsable et on fait ce qu'il faut c'est une manière de leur prendre ce qu'ils envoi à Israël (que ALLAH soubhanou wa ta alaa terasse les yaouds), si on se met un objectif de deux par semaine c'est du minimum 6 000 euros qui rentrent... »

Vers 17 heures, la DCRI est dessaisie du dossier. Yanis n'en croit pas ses oreilles ni les textos qui lui arrivent les uns après les autres sur son portable de service. C'est la BRI de Versailles qui est envoyée sur place pour prendre la relève. Ils se sont imposés auprès du parquet, ils veulent « Sidney le Black ». La DCRI décroche. La 206 disparaît dans la nature.

À 18 h 26, les hommes de la BRI se sont donné rendez-vous sur le parking du centre commercial BAY1, en face de l'hôtel Mister Bed, connu pour héberger des migrants albanais et kosovars. Ils ont une priorité : le terroriste de Sarcelles qui a lancé la grenade dans l'épicerie juive.

C'est une vingtaine de flics, au look de flics reconnaissable, qui sortent des voitures, se saluent, se serrent la main et se congratulent. Ils sont venus de Versailles dans l'Ouest parisien, et ils sont là pour « taper Sidney », et cela se voit. Ils font tache sur le parking, ils ne se fondent pas du tout dans le paysage humain de Torcy, et ne s'en cachent pas.

À une quinzaine de mètres de cette scène inhabituelle, Jérémy Bailly et un ami sont adossés au mur de l'hôtel et regardent la scène d'un air moqueur. Il ne comprend pas, mais il sait qu'ils ne sont pas venus l'interpeller, sinon ils auraient déjà leurs armes pointées sur lui. Il n'y aura pas d'échange de feu. Le règlement de comptes n'aura pas lieu. La collaboration entre services n'a pas fonctionné. La BRI ne sait pas que l'homme qui les observe n'est autre que le complice armé de Sidney dans l'attaque de Sarcelles.

Combien de temps encore Bailly va-t-il réussir à éviter les services de police ?

Son « frère » Sidney est déjà loin. Les policiers de la DCRI s'en doutaient un peu. Des conversations ont été interceptées. Il pourrait être en route vers Strasbourg, lieu de résidence de sa deuxième femme en religion. Les hommes de la BRI dépêchés à Torcy pour son interpellation l'ont perdu dans la confusion du transfert d'objectifs entre la DCRI et la BRI. Sidney a senti le coup, il est effectivement en route pour Strasbourg.

Yanis et ses collègues de la DCRI qui ont passé l'après-midi à filer les trois « frères » dans leurs virées de repérages n'en croient pas leurs oreilles. Les vannes adressées aux gros bras de la BRI fusent en interne.

Olivier, le chef de groupe, envoie un texto de rappel à l'ordre, la BRI a encore besoin d'eux :

Ce n'est pas drôle, un de nous a failli être envoyé à Strasbourg pour lever le doute sur le black.

Mais tout n'est pas perdu pour Yanis et ses collègues de la DCRI. Les rouages complexes de l'administration vont les remettre sur Jérémy Bailly, le meneur de la cellule terroriste. À croire que la BRI n'est intéressée que par le fait de ramener son trophée : Sidney, le Black lanceur de grenades.

Quelques heures plus tard, nouveau texto du chef de groupe à ses hommes restés sur place à Torcy :

La BRI ne veut pas de Bailly dans sa procédure. Chez nous, ils avaient envie de nous y remettre dès demain. Pour info, la voiture volée est de retour sur Torcy à 1h du matin. BRI toujours sur place dans l'attente de départ vers Strasbourg.

Les hommes des services avaient prévu le coup. Ils connaissent trop bien la gymnastique administrative policière, et ce n'est pas la première fois que la hiérarchie change d'avis en cours d'opération. Des collègues avaient déjà cassé la porte d'entrée de l'immeuble de ce « bâtard de Bailly » en prévision d'un serrage imminent. Pour ne pas voir une colonne de flics surarmés traîner devant l'immeuble, ne pas lui laisser de temps de réaction et faciliter la tâche au GAO, le groupe d'intervention de la DGSI : une sorte de mini-GIGN propre à Levallois.



Jérémie Louis-Sidney, le rappeur radicalise, s'est fait la malle. Il est probablement déjà arrivé à Strasbourg. Dans des échanges de textos internes à l'unité de surveillance, les hommes se félicitent de l'initiative de leurs collègues qui font gagner du temps au GAO en cassant la porte de Bailly : « Comme ça on rentre mieux », dit avec ironie un des commentaires du groupe. À Levallois, on tient au courant les hommes sur le terrain sur l'évolution d'une opération à plusieurs volets :

Sous contrôle BRI, incertitude sur le black... attente serrage par la SDAT dans peu de temps...

Il est évident que les leaders et quelques « lieutenants » des cellules de Torcy et de Cannes, sur lesquels les services ont des éléments judiciarisables, allaient être « dégringolés ». Ce sera chose faite au petit matin pour Sidney le black.

Texte interne du 6 octobre 2012 à 7 h 31 :

urgent. Jérémie Louis-Sidney abattu à Strasbourg au serrage. 1 blessé léger forces de l'ordre. Vu hier soir dans un cyber café. Les L3 de permanence vont à Torcy pour extraction vidéo avec L1 et identifier...

À Strasbourg, une colonne de la BRI (la SDAT en appui) se présente très tôt devant l'immeuble où le djihadiste a été repéré. Il s'est rasé la barbe et essaie de disparaître. La colonne d'assaut pénètre dans le bâtiment et gravit les escaliers en silence. Sidney se doute que ce n'est qu'une question de temps. L'unité d'intervention va alors faire face à la riposte nourrie de Sidney, surpris au domicile d'Inès, une de ses épouses de religion. Le terroriste a vidé le chargeur de son Magnum 357 sur les policiers d'élite qui avaient pénétré à l'intérieur de l'appartement. Un échange de tirs d'une violence inouïe, un policier est blessé, touché au casque.

Heureusement l'épouse et sa fillette de 6 ans étaient dans une autre pièce et s'en sont sorties indemnes. À la télévision la mère de l'épouse numéro 1 pleure et montre les photos de sa fille adolescente souriante, en tenue de danse classique. Mais

Sidney est passé par là, l'a convertie, lui a fait un enfant et l'a nommée épouse principale. Épouse d'un homme qui s'est déclaré tueur de juifs et qui avait pour habitude de rendre hommage à Mohamed Merah à la mosquée de Torcy.

Au même moment, en région parisienne, les hommes du GAO, l'unité d'intervention d'élite de la DGSI, sont embusqués tout autour du domicile de Jérémy Bailly à Torcy. Il habite chez son père.

Message sur les portables des hommes de la L3 sur place :

« J » (division judiciaire) DEMANDE À LA SURVEILLANCE DE SE PRÉPARER À SERRER OBJECTIFS. EN ATTENTE CONFIRMATION PARQUET,

Tout va aller très vite. La prière du matin terminée, Bailly sort de la salle de prière en préfabriqué près de chez lui et emprunte les allées qui serpentent entre les immeubles de la ville nouvelle. Il est immédiatement pris en chasse par Rayan et ses collègues, dès la sortie du parking de la mosquée. La rosée du matin s'évapore et le soleil perce les nuages au-dessus de Disneyland-Paris.

Sur lui, collé à son bas ventre, Bailly porte un calibre 22 mm long rifle. Il ne sait pas que son comparse Jérémie Louis-Sidney vient d'être abattu il y a quelques minutes, à 500 km de là. Il se sait surveillé, se retourne fréquemment mais n'a pas le temps de brandir son arme de poing. Sortis de nulle part, une dizaine d'hommes cagoulés du GAO l'interpellent et le plaquent au sol à quelques mètres de la porte d'entrée de son immeuble. Menotté, le cerveau de la cellule est d'abord conduit dans le hall d'entrée à l'abri des regards. Les policiers font alors irruption chez son père et procèdent à la traditionnelle perquisition de domicile. Vingt-cinq mille euros en liquide seront retrouvés au domicile des Bailly.

Dans les heures qui suivent, d'autres « objectifs » de la cellule bicéphale sont interpellés en coordination à Torcy et à Cannes : 11 mises en garde à vue au total. Parmi eux : un converti, le Cambodgien Alix Seng, et le Cannois Sydney Descoups un « fds » (français de souche). Deux personnages

avec leurs historiques, sur lesquels les services vont cibler la suite de l'enquête.

Nouveau texto récapitulatif aux hommes sur le terrain à Torcy :

« J » ET GAO À TORCY EN STANDBY.  
BAILLY INTERPELLÉ-GAO.  
DESCOUPS INTERPELLÉ-SDAT.  
L1 DÉCROCHE SON MATÉRIEL.



Mosquée de Torcy.

Trois hommes du groupe des « Cannois » vont toutefois réussir à partir pour la Syrie quelques jours avant le coup de filet<sup>(39)</sup>.

Le 10 octobre, trois nouvelles interpellations ont lieu dans les Alpes-Maritimes. Chez un des djihadistes, les policiers retrouvent une caméra Go-Pro, un scooter TMax et un Uzi, les fameux « outils de la terreur » utilisés par Mohamed Merah : l'idole absolue de Jérémie Louis-Sidney.



## 6. Djihadistes en herbe

Cette affaire va nous emmerder encore longtemps.

C'est ainsi qu'un texto interne DGSI résume la situation après la vague d'interpellations et la fusillade à Strasbourg.

Dans sa fameuse lettre adressée à ses troupes, Bailly expose la suite des opérations post-épicerie cachier de Sarcelles : bonbonnes de gaz, bombes Cocotte-Minute et cibles de choix : juges, policiers de la DGSI et directrice de prison.

Les hommes de la DGSI le savent : la cellule comporte beaucoup plus de membres que la douzaine qu'ils ont arrêtée. La lettre parle aussi d'une source au McDonald's qui leur refille des tuyaux, comme l'existence d'un faux coffre destiné aux braqueurs et ne contenant que 2 000 euros. Et comment s'emparer de la vraie recette de la journée. Ce projet va échouer lamentablement. L'un des participants de l'équipée censé apporter de l'essence pour le véhicule du braquage va oublier de se réveiller !

Plusieurs braquages ont déjà eu lieu dans la région. C'est dans cette direction que les policiers orientent l'enquête. Ils sont persuadés que les djihadistes en formation sont responsables pour une partie d'entre eux. Bien entendu pour financer la cause. Ils vont intensifier les surveillances sur le reste de la bande de Bailly, toujours en liberté.

Balises, géolocs, écoutes, les « teks » (techniciens écoutes) de la division R ont du pain sur la planche. À Torcy, les policiers vont tomber sur « un Black qui travaille à Tablapizza » à Noisiel et qui a fourni des éléments de logistique à la bande pour le hold-up du restaurant qui déjà eu lieu. Les responsables sont identifiés a posteriori. Petit à petit d'autres noms viennent s'ajouter au puzzle de la cellule Cannes-Torcy.

C'est le 18 janvier 2013 que le renseignement pénitentiaire tombe sur la fameuse lettre de Bailly adressée à Kevin Phan, l'exhortant à kidnapper un juge et à s'en prendre aux policiers de la DGSI. En conclusion, il inclut également une mini recette de fabrication de bombe artisanale. Tout ce qui est connecté à Kevin Phan est « traité en priorité ».

La redondance des informations venues des « teks » et les différentes géolocalisations reconstituent petit à petit ce qui reste de la cellule tentaculaire : une cinquantaine de profils sont inscrits au tableau.

Dans le collimateur des policiers, cinq noms se dégagent : Seif et Yassine Chebil, Selim Khelifa, Kevin Phan et Fayçal Khouani. Ce dernier était l'associé de Bailly dans la vente à la sauvette de cosmétiques.

La dangerosité du groupe étant établie, les rescapés de la première vague d'interpellations sont maintenant sous le microscope de la DGSI.

Les semaines passent et les policiers travaillent leur dossier pour le rendre judiciaire. Les auditions de ceux déjà interpellés et mis en examen se succèdent et leurs aveux aussi. Ce n'est plus qu'une question de jours.

Au cours d'un après-midi de surveillance physique, Selim Khelifa, qui a rendez-vous avec Kevin Phan dans la rue, va quasiment s'adosser à la voiture d'un des agents de la DGSI. Un de nos gars s'est retrouvé au bon endroit au bon moment. La vitre fumée de sa voiture côté passager était entrouverte. Il les entendait parler. Khelifa a confié à son collègue qu'on allait venir le chercher mais il s'en foutait tant qu'on « ne touchait pas à sa mère ».

Texte interne du 29 juin :

Pas mal de com entre Selim et Fayçal. Ils parlent de CD, clés USB, de skotch, de mp, de Youtube. Com entre Selim et xh (identité inconnue des services) qui se trouve sur Noisy-le-Grand pour qu'ils se voient à 21h30. 21h26 la Clio de Selim marque un arrêt 2-12 place Louis Aragon à Noisy-le-Grand.

Tek Seif (écoutes Seif-Edine Chebil). Résumé des événements de la nuit. Seif a emmené sa femme à l'hôpital. Bras cassé. Elle devait être auscultée par un homme. Seif n'a pas apprécié, dévoiler son bras d'après lui c'est de la nudité. Elle s'est présentée à l'hôpital en legging et léopard. Ça fait rêver... Des propos, il en ressort que la blessure est due à une clé de bras.

Texte interne du 1<sup>er</sup> juillet 2013 :

Selim a été avisé par la mère de Kevin de l'interpel de ce dernier.

Cet échantillon des messages internes montre que chaque geste, chaque mot des djihadistes en herbe est suivi et répertorié. On n'attend plus que la division J ait assez d'éléments pour procéder à l'interpellation.

Entre les deux textos, Kevin Phan est interpellé à son domicile. Dans les jours qui suivent le reste des cibles à Torcy tombera tôt le matin et partira en détention provisoire : Seif-Edine et Yassine Chebil, Selif Khelifa.

Une des dernières arrestations pour clore le dossier Cannes-Torcy sera menée par le GAO.

Plusieurs véhicules breaks et vans Volkswagen Transporter noirs aux vitres fumées surgissent en fin de matinée dans la zone pavillonnaire où réside la famille Khouani. Un cul-de-sac déjà rempli de voitures venues célébrer le mariage de Fayçal Khouani avec une « fille de Troyes ». Le dispo de surveillance planqué sur place depuis des heures déjà attend l'unité d'élite pour les guider.

Les hommes cagoulés munis de leurs fusils d'assaut G-36 s'agglutinent à la porte du pavillon. Le mariage est interrompu, et Fayçal emmené sans résistance. Non sans humour, les policiers referment le tentaculaire dossier Cannes-Torcy : « Dommage, il ne va pas consommer le mariage. »

Quatre ans plus tard, en 2017, le procès de la filière djihadiste de Cannes-Torcy s'est tenu devant la cour d'assises spéciale de Paris.

Les avocats des accusés prient la Cour de ne pas juger dans la « passion » des attentats qui secouent l'Europe.

De lourdes peines tombent pour le meneur, Jérémy Bailly, condamné à vingt-huit ans de réclusion. Dix-huit ans pour celui qui l'a dénoncé comme lanceur de la grenade à Sarcelles : Kevin Phan.

Des peines de quatorze à vingt ans de réclusion sont prononcées à l'encontre des trois « Cannois » partis en Syrie. Certains bénéficient de non-lieu, comme Seif Chebil (un

« terroriste » dira pourtant son père), ou sont déjà en liberté sous contrôle judiciaire, comme son frère Yassine. Ce dernier en profitera pour rejoindre la Syrie en décembre 2014 où il sera tué.

Rached Riahi, un « Cannois », a quitté la France pour la Syrie en octobre 2012. Il a rejoint Jabhat al-Nosra (Al-Qaida en Syrie) avant de rallier l'État islamique.

Cinq ans après les attaques de Merah, c'est le premier procès fleuve qui essaie de mettre au grand jour le modus operandi et le point de basculement d'une jeunesse française dans la radicalité djihadiste. De la vingtaine de jeunes au banc des accusés, la moitié sont des convertis issus d'horizons très différents. À l'audience, beaucoup d'entre eux ont insinué qu'ils ont « suivi les copains ». Un phénomène de mode pour certains. Kevin Phan quant à lui dira : « Quand j'allais à la mosquée c'était plus pour l'ambiance parce qu'il y avait beaucoup de jeunes », « pour passer un bon moment ». Pour conclure, il ajoutera : « Je ne suis plus musulman. »

## 7. Un jour ma mère m'a appelé...

— Nous étions rentrés d'une mission en Corse. À une époque, on y passait parfois une semaine par mois. La veille, on était encore planqués dans un gîte près de Bastia. On avait regardé la France se faire éliminer en quarts de finale (0-1)<sup>(40)</sup>, quand Varane s'est fait manger par Hummels sur un corner pourri. Peu importe. Le lendemain, on était à Paris. Mes collègues de la sous-direction L<sup>(41)</sup> étaient pour la plupart occupés à finir leur paperasse... Une journée « entre-deux », dont tout le monde a besoin pour se remettre les idées en place, reprendre le dessus sur la vie, apaiser les neurones.

Vers 18 heures Rayan roule vers l'appartement de sa maîtresse, « une collègue de bureau ». Il a décalé son retour à la maison de 24 heures. Sa femme le croit toujours en Corse. Il me raconte l'histoire un sourire en coin, rentrant dans des détails privés loin des sujets sur le renseignement.

Sur le coup, je me suis dit que le secret professionnel est un avantage non négligeable qu'ont certains policiers des services dès qu'il s'agit de faire des écarts dans leur vie de couple. Ils sont comme les joueurs de foot, soit rangés et sages comme des images, soit c'est un défilé de « poules » fascinées par la carte police et l'arme de service.

Il n'y a pas grand monde à cette heure-ci sur l'A86 à hauteur de Joinville, juste avant la bretelle qui rejoint l'A4. En plus il y a foot, la Coupe du Monde bat son plein. Son oreillette est greffée à son oreille, mais il n'entend plus rien. Trop fatigué. Trop fatigué pour écouter la radio qui retransmet un match de Coupe du Monde. Trop fatigué pour répondre au téléphone. Pourtant le portable de Rayan sonne et affiche le nom de sa mère. La voix de la maman est grave et affolée à la fois : « Tu peux venir tout de suite, c'est important ? C'est à propos de Kevin. C'est par rapport à ton travail, peut-être que tu connais quelqu'un qui pourrait aider ta sœur avec son fils. »

Rayan a une hésitation. La soirée chez sa maîtresse en tête à tête pour décompresser prend l'eau. Il trouve également « terriblement gênant » que sa mère lui parle de son travail au téléphone.

— On est tous un peu paranoïaques avec le téléphone, l'habilitation secret défense peut t'être retirée pour pas grand-chose, ces sujets sensibles je préfère les évoquer en live.

Kevin est un de ses neveux qu'il a croisés quelques fois lors d'une ou deux sorties de famille. Une fois en province au bord d'une piscine, une autre fois à un barbecue. Un garçon timide, poli et sportif. La première chose qui vient à l'esprit de l'agent des services c'est que cela doit être des histoires de « shit », de trafics... « une connerie comme ça ».

La mère de Rayan ne sait pas trop ce que fait son fils dans les services de police, tout juste sait-elle qu'il est souvent en mission et très souvent absent, ce qui n'arrange pas sa vie de famille, ni sa belle-fille.

À une époque révolue prépolice, on demandait aux gendarmes, seuls garants de la sécurité du pays, de rester célibataires pour qu'ils soient toujours disponibles. Il leur fallait une autorisation pour se marier, et des revenus suffisants épouse comprise pour élever une famille. Depuis, les dépositaires de l'ordre public se sont adaptés aux « coutumes » et réalités d'aujourd'hui.

Ce jour-là, la mère du policier est persuadée que son fils peut aider sa sœur.

Il n'a pas le choix, il prend la première sortie d'autoroute et fait demi-tour. Il fait encore jour quand il arrive devant le pavillon en pierre meulière de sa mère. Les deux femmes, l'air grave, l'attendent sur le perron.

Une fois à l'intérieur et tous assis dans le canapé, la mère sert le café d'usage. Les deux femmes se regardent, ne sachant pas par où commencer et posent leurs yeux remplis d'espoir sur l'officier des services secrets.

« C'est Kevin, commence par dire sa sœur au bord des larmes.

— On a trouvé une djellaba et un chapelet..., renchérit la mère du policier.

— Je suis rentrée dans sa chambre et il regardait des vidéos d'exécutions. Au début je croyais que c'était ses jeux vidéo, mais c'est leurs chants religieux... là, qui ont attiré mon attention. C'était leurs vidéos de propagande. J'en suis sûre. »

En l'espace de quelques secondes elle se repasse des images de son fils gravées dans sa mémoire et se rend compte que ces dernières semaines son comportement a changé. Il rentre de plus en plus tard de son petit boulot et passe des heures au téléphone avec certains amis du quartier « d'à côté », ceux de la grande barre qui jouxte leur zone pavillonnaire. Elle ne le voit plus du tout traîner avec ses potes de toujours. Ces derniers sont devenus « les autres ».

Au début, elle n'y a pas prêté attention. Des potes du foot, une pizza avec des anciens du lycée ou un ciné avec des jeunes filles, c'était la routine du fils. Avant de remarquer qu'au téléphone il commençait ou ponctuait ses phrases par des mots en arabe. Le doute s'installe alors.

Elle décide de fouiller la chambre de son fils. Elle y trouve Coran, chapelet, tapis de prière, djellaba...

— Tous les outils de base du muslim. J'ai les mêmes chez moi, me dit Rayan.

Mais pour sa sœur, effrayée, c'est une transformation qu'elle ne maîtrise pas, surtout « avec tout ce qu'on entend aux actualités ». Elle confronte son fils, qui se braque et bien évidemment n'apprécie guère qu'on fouille dans ses affaires. Il l'envoie balader. Le dialogue est rompu.

— C'était un gamin super. Tous dans la famille étions étonnés. Même moi qui l'avais peu vu. Il était issu d'un premier mariage, mais il adorait sa mère. Il était très bien élevé, et c'était la première fois qu'il lui manquait vraiment de respect. En tant que musulman, je l'ai fait remarquer à ma sœur. On ne manque pas de respect à sa mère comme ça. Tu ne hausses pas le ton sur ta mère.

La mère de Rayan va alors demander à son fils d'en savoir plus, et « d'aider sa sœur » à comprendre. Et... de le faire suivre.

— T'imagines que cela m'a mis dans l'embarras. Ramener le boulot chez soi en famille, c'est bizarre. Ça ne se fait pas. Mais je l'ai fait pour ma mère. J'ai appelé une collègue, qui a l'habitude de faire de la filature et de la surveillance. Je n'aurais eu besoin de personne pour faire ça, mais là, j'étais déstabilisé. Il me fallait quelqu'un, je ne voulais pas être tout seul.

Le policier ressort de la réunion de famille improvisée un peu secoué. Pas parce qu'il a à faire à un « converti » express comme il en voit tous les jours, mais parce qu'il s'apprête à mélanger travail et famille. Une drôle d'impression à laquelle il n'était pas préparé. Il appelle sa collègue et lui demande de poser une journée pour venir l'assister.

— Tu flippes. Il y a une note interne qui demande de faire la liste des « radicalisés » au sein des services... Je ne savais pas à qui d'autre j'aurais pu demander ça, à part ma copine. Le petit bossait dans un fast-food. On l'a suivi en voiture. Il avait une Clio d'occasion déglinguée. On l'a logé très vite dans une mosquée pourrie en banlieue nord. Il a sorti sa djellaba du coffre, l'a enfilée et est rentré dans la mosquée. Une mosquée qui est d'ailleurs particulièrement surveillée parce qu'il y a eu des soucis par le passé.

— *C'est-à-dire ?*

— Il y a déjà eu des individus interpellés là-bas pour association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste, et aussi les premiers départs en Syrie. Mais récemment pas grand-chose... Elle a été fermée pendant l'état d'urgence et a rouvert avec un nouvel imam, une nouvelle gérance et plusieurs caméras de surveillance. En fait les problèmes ne sont pas dans la mosquée même, mais il y a des petites poches de gens qui la fréquentent et qui sont plus hardcore que les autres. À la sortie de la mosquée, on a vu que Kevin n'est pas avec « la poche », il est avec la queue du peloton de la poche, c'est-à-dire les plus jeunes. L'antichambre des foireux. Il est avec les gens de son âge qui eux sont en



contact avec la poche. Et cela pose un problème. C'est toujours le même *set-up* (comprendre : organisation).

— *Ton neveu est donc dans le cercle élargi de la « poche de radicaux » ?*

— Ouais, et il n'y a pas trente-six solutions : il fallait le tamponner.

Les deux policiers vont alors suivre Kevin en voiture et l'aborder alors que celui-ci rentre d'un Five(42) avec ses potes barbus. Sur le parking de la petite résidence où vivent ses parents, ils voudraient lui parler. Kevin sait que son oncle est dans la police, sans plus de précisions, mais il se doute de quoi il s'agit. L'oncle musulman a une légitimité et une autorité qu'il ne peut négliger. Contraint et forcé, il doit faire face à cette confrontation. Pas de fichier police, pas de convocation, tout se passe en direct avec un officier du renseignement, qui est aussi un membre de la famille.

— *Tu aurais été chrétien ou juif, aurait-il accepté de te parler ?*

— Non. Regarde, les Israéliens quand ils en ont arrêté 56 de l'ultradroite, des ultras d'un club de foot. Le Beitar de Jérusalem. Ils les ont infiltrés et c'est dur là-bas. Il faut une certaine légitimité. Football et religion. Il faut maîtriser le sujet pour « travailler » dessus. C'est le problème qu'on a aujourd'hui. On n'arrive pas à détecter, on a un souci de sensibilité.

Penaud, Kevin suit les deux policiers dans un coin tranquille du McDo local pour un café d'explications. À son oncle, il dira qu'il ne voulait pas s'expliquer sur ses « penchants » religieux avec sa mère. Qu'il savait par avance comment elle aurait réagi. Rayan lui demande alors de réciter trois sourates « basiques », n'importe lesquelles.

— Il n'en connaissait même pas une. Même al-Fatiha, l'ouverture, il ne la connaissait pas. Il croyait avoir vu la lumière. J'ai compris qu'il avait plutôt fait allégeance à un groupe de potes et non pas à l'islam. Ils lui ont évidemment parlé de djihad. Ça ne parle que de ça dans le quartier. Les mecs du quartier le voient comme un combattant potentiel,

c'est un petit courageux. Ils ont tous des antécédents judiciaires, ils font tous du MMA(43) et se posent en défenseurs de l'islam qui est attaqué en Syrie et d'ailleurs... par on ne sait qui au juste. Bachar, les Américains, les Français, les chiites ? C'est une dérive identitaire avec des relents de victimisation. Je lui ai expliqué qu'il n'avait pas les outils religieux et spirituels pour aller refaire le monde avec ces mecs-là. C'est toujours la même chose, les plus fragiles psychologiquement tombent dans le panneau.

La sentence de l'oncle policier est sans appel. Comme souvent, Rayan fait dans la dérision et le constat froid. Quand je le lui fais remarquer, il me rappelle que cette problématique est son quotidien sept jours sur sept et que cela finit par l'habiter. Il connaît toutes leurs histoires par cœur, les voit venir et peut finir les phrases de ces jeunes qui sont la réplique d'un même moule.

— Il y a une telle masse de gens qui se sentent rejetés par la société que, dans cette masse, il y a un terreau fertile pour le populisme. Religieux en l'occurrence. Le terreau fertile c'est la misère, sociale, sentimentale. Tu peux récupérer n'importe qui, tous ceux qui sont en détresse. Les petits ils parlent de religion tout le temps. C'est toujours : les musulmans sont victimes de... Il y a une partie qui n'est pas fausse, mais il faut arrêter d'accentuer ça tout le temps, tout le temps. Il y a un côté victimisation, « regarde comment on est traités »... Les mecs dans les quartiers ils ne se sentent pas considérés, tout est « pourrave ». Ils travaillent leur sentiment d'abandon, de haine et à l'arrivée la vengeance.

« Je lui ai aussi dit que s'il avait envie de voyager, de vivre tout simplement, il n'a pas besoin d'avoir des emmerdes aux aéroports, de se retrouver dans un fichier police. Finalement, il s'est mis à lire des livres avec assiduité. Et pas ceux que toi et ton équipe de tournage avez achetés hier à Mantes-la-Jolie(44), écrits par un de ces savants autoproclamés douteux... (*Rires*) J'ai fait de mon mieux avec le petit. Tout le monde n'a pas eu cette chance-là. Ils n'ont pas tous eu accès à des repères dans leur famille ou à de la bonne lecture. Cela fait bizarre quand cela touche ta propre famille alors que c'est ton métier de tous les jours. C'est comme un boomerang psychologique.

(*Silence*) J'ai hésité à hacker son portable pour surveiller ses mouvements. C'est *space* quand c'est ta famille.

Le discours de Rayan fait penser à la théorie avancée en 2006 par le sociologue allemand Hans Magnus Enzensberger qui identifie au sein d'une société moderne "les perdants radicaux", des individus humiliés, en quête de boucs émissaires et avides de vengeance. Leur objectif est alors aussi bien de se sanctionner de leur propre échec que de punir la collectivité sociale qui en serait responsable.

Si on transpose cet univers mental post-11 Septembre en France, saupoudré de préceptes religieux d'un autre temps, les clients potentiels au djihad ressassent donc leurs échecs et se posent en "religieuse" en attaquant ce qui symbolise à leurs yeux leurs ennemis : les militaires occidentaux, des juifs, des chiites, des "croisés", les apostats des régimes arabes comme Bachar al-Assad ou l'Irakien Al-Maliki, fraîchement désignés comme coupables de leur oppression.

La liste d'ennemis ne fait que s'accroître avec le temps et gagner des territoires comme l'Afrique, l'Inde ou la Chine. Le djihad doit être global, avait préconisé Ben Laden.

Retour dans la famille de l'agent du renseignement. Kevin s'en est "sorti" pour l'instant. Il arbore un petit collier de barbe, ne parle plus de djihad, s'est rangé. "Il a même une petite copine tunisienne." Un cas rare dans son quartier et ailleurs en France.

En septembre 2016, un jeune Havrais va étrangler avec un lacet sa mère qui l'empêchait de partir en Syrie et la tuer. Des jeunes femmes vont tenter de faire exploser une voiture remplie de bonbonnes de gaz devant Notre-Dame, avant d'essayer de poignarder les forces de sécurité qui les avaient retrouvées.

La liste des faits divers islamistes s'allonge chaque jour et fait aujourd'hui partie du quotidien.

À la prison d'Osny (Val-d'Oise), des surveillants ont échappé à une tentative d'assassinat au sein même d'une unité de prévention de la radicalisation. Une fois de plus, c'est le tollé dans les médias. Les islamistes faisaient venir des

masseurs professionnels pour des séances de massage privées et s'adonnaient aux joies de l'escrime dans le cadre du programme de déradicalisation de la prison. C'est une faillite monumentale : les séances bien-être des islamistes étaient payées par les impôts des contribuables français. Sur les plateaux télé, on tombe des nues : les détenus avaient même des portables à disposition... À droite on pointe du doigt l'inaptitude gouvernementale, à gauche on est bien obligé de faire des effets d'annonce et de proposer des mesures énergiques pour sauver la face.

Un tout nouveau centre de prévention et de déradicalisation ouvre ses portes à Beaumont-en-Véron (Indre-et-Loire). Officiellement appelé centre de prévention, d'insertion et de citoyenneté (CPIC), il accueille une trentaine d'individus « à sauver » de la dérive islamiste. À la télé, cela ressemble à une jolie propriété bourgeoise de province dans un cadre verdoyant, avec salle de sport et salon de lecture. Un regroupement tous les matins devant le drapeau français est au programme pour les malades religieux.

Face à cette annonce, Rayan et ses collègues hochent la tête, désabusés.

Une « première mondiale », nous annonce-t-on fièrement dans le reportage.

Curieusement, il y a déjà plus d'une dizaine d'années, on a essayé ce type de « soins » en Arabie Saoudite, avec des résultats désastreux. En France, on est persuadé de faire mieux et d'être plus apte à comprendre les travers islamiques que les spécialistes de La Mecque. Les Français ont envie d'entendre un discours d'action, alors on le leur sert. Les politiques se succèdent devant les micros pour faire dans la surenchère de solutions inventées la veille.

Le dernier en date, Édouard Philippe. En février 2018 à Lille, il va présenter dans un grand discours un énième grand plan national sur la radicalisation et sa prévention. Devant un parterre de ministres solidaires, il va prendre acte de l'échec des centres de déradicalisation et rappeler la fermeture du centre de réinsertion de Pontourny resté vide depuis des mois faute de « clients », avant d'annoncer une soixantaine de

nouvelles démarches pour combattre le fléau. Avec des mesures de détection inédites, la formation « appropriée » de 25000 agents publics, des outils pédagogiques « permettant de se prémunir contre les théories complotistes », des inspecteurs et le contrôle des écoles hors contrat. Le Premier ministre va aussi se féliciter des nouvelles lois sur le renseignement intérieur et du fameux numéro vert nouvelle version, de la prise en charge de jeunes radicalisés et de leurs familles par un « réseau de cellules préfectorales ».

Originaire du quartier sensible de Grigny, dans l'Essonne, le député socialiste Malek Boutih voit surtout un problème dans certaines sociétés occidentales, aveuglées par leur souci de plaire à tout le monde et leur refus de regarder le problème en face :

« Il y a une chose que les militaires ou les services de renseignement ne peuvent pas faire : c'est s'occuper de nos enfants. C'est notre responsabilité à nous, les politiques, et à nous, les citoyens. Il nous faut des plafonds démocratiques. Cette idée que chaque individu a ses droits en démocratie est une faute. On ne peut se contenter du discours : "Moi je suis salafiste, je suis contre le terrorisme mais je suis aussi pour le port du voile ou de la burqa, pour que les filles n'aillent pas à l'école et deviennent des mères au foyer sans aucun droit à l'emploi." On ne peut pas se contenter de dire : "Ah, oui tu as le droit de le penser." Eh bien non. Au nom de ton droit de porter le voile, ce sont des millions de femmes qui ont été asservies par ce système. Au nom de ton droit, c'est l'intérêt général qui est mis en cause. Il faut sortir de cette frilosité et de cet attentisme du politique. C'est beaucoup plus profond que cela.

« Nous sommes face à des dérives culturelles dont les principaux coupables sont des élus. En contrepartie de voix électorales, on laisse s'installer une petite loi de ce territoire, sur la violence, sur la manière de se comporter. Par exemple, pendant le ramadan il faut fermer les cafés... Ce n'est jamais officiel, ce sont des petits coups de pression. On vient frapper à votre porte en vous disant : "Si tu veux être tranquille dans ce quartier, tu n'as pas intérêt à ouvrir pendant cette période." On vous menace si vous vendez du porc dans votre supérette.

Des menaces formelles, informelles. Et vous avez des élus qui ne disent rien parce qu'ils ont leur petit paquet de voix qui arrivent aux bonnes élections et au bon moment. Parce que c'est comme ça que cela se passe au bout du compte. La lâcheté des élus... voir les accords électoraux qu'on passe.

« C'est un système qui s'est mis en place un peu partout. Quand vous avez créé une brèche dans le modèle démocratique, la brèche va continuer à s'agrandir. Le pire, c'est que la grande majorité de ces populations sont otages de ce système qu'elles rejettent. Mais elles n'ont pas voix au chapitre. Celui qui va demander des cours de soutien scolaire pour son enfant a moins de chances de les obtenir que celui qui va demander une sortie "religieuse". La méthodologie des islamistes est un quadrillage du quartier, un réseau social mais humain. Vous avez une dame qui va vous dire : "J'ai vu tes filles, elles ne portent pas le voile." Le lundi, le mardi et le mercredi, à chaque fois qu'elle vous rencontre, avec le sourire et en vous disant bonjour. "C'est juste un conseil, c'est mieux pour l'image qu'elles donnent, on dit ceci d'elles..." C'est une pression permanente sur les femmes.

"Et pourquoi le voile ? Parce que le voile est marqueur territorial des islamistes. C'est une règle absolue partout dans le monde. Le voile ne peut pas se propager sans islamistes derrière. La religion est devenue la monnaie d'échange du dialogue politique."

Peu convaincu de la volonté d'agir de son propre gouvernement, le ministre de l'Intérieur Gérard Collomb va claquer la porte. Le 3 octobre 2018 et à l'occasion de la passation de pouvoirs sur le perron place Beauvau, il aura cette phrase prémonitoire explosive qui sonne comme un mauvais présage et une mise en garde : "Je suis allé dans tous ces quartiers. La situation est très dégradée. [...] Aujourd'hui, on vit côte à côte. Moi, je le dis toujours : je crains que demain on vive face à face."

Selon un rapport gouvernemental publié fin 2016 environ, 12000 personnes ont été ciblées sur l'ensemble du territoire en raison d'un présumé repli identitaire, d'une apologie du

terrorisme ou de leur hostilité aux institutions. Un bond de 70 % des signalements en six mois !

Fin 2018, le fameux fichier de signalement pour la prévention et la radicalisation à caractère terroriste (FSPRT) recense plus de 20 000 radicalisés en France dont 4 000 sont considérés comme cibles prioritaires ou dangereux.

Comment établit-on ces listes et quels sont les critères des signalements ? Le fameux numéro vert est le problème majeur pour les hommes des services. Pour la majorité d'entre eux, c'est un fourre-tout qui leur fait perdre du temps. On y mélange fiche S (fiche d'informations/surveillance) et fiche de radicalisation, surveillance et mandat de dépôt. Un « bâton merdeux » que la DGSI, débordée par les appels de proches inquiets, a refilé au RT (Renseignement territorial).

Pour les policiers, les rustines politiciennes d'après coup ne font que compliquer le problème. Un problème qu'on a longtemps ignoré et refusé d'approcher. Pendant des années on a traité les effets et pas les causes. Jusqu'à Mohamed Merah, suivi de près dans l'espace-temps Facebook par la naissance de l'État islamique et son appel d'offres d'aventures hollywoodiennes : *Scarface* en tapis volant. Avec la promesse d'un État fait sur mesure pour « les radicalisés ».

Les salafistes quiétistes ont profité des printemps arabes pour devenir salafistes politiques. Le djihad n'est que la mise en pratique de leur programme politique. La passerelle entre salafisme et djihad a toujours existé. Le vivier potentiel s'est élargi aux femmes et aux adolescents, des catégories de candidats à la radicalisation qui il y a dix ans n'apparaissaient pas sur les radars policiers.

Ceux qui ont auditionné des jeunes fichés S sont perplexes face à cette agitation gouvernementale de faire pour faire. Surtout ne pas avoir l'air de rester les bras ballants face au nombre croissant de profils à risques. L'un de ces flics, qui préfère garder l'anonymat, s'enflamme dès qu'on prononce le mot « radicalisation ». Il emploie même le terme de « soi-disant radicalisation ».

« Ils n'ont pas tous le même "niveau". Certains sont en détention provisoire, d'autres déjà condamnés. Certains sont incarcérés pour trois mois, six mois, d'autres pour dix-huit ans. Il ne peut pas y avoir de traitement collectif. Chaque cas est individuel. Tu ne peux pas mettre dans le même panier un mec qui a envoyé 200 balles à un pote qui depuis est en Syrie et un mec chez qui tu as retrouvé des plans de commissariats et des armes. L'un va finir dans la case logisticien, l'autre dans la case terroriste. Et on va vouloir les déradicaliser tous les deux. Il n'y a pas de formule magique. Avec certains cela va marcher, avec d'autres si tu ne les butes pas ce n'est même pas la peine d'essayer. Tu ne peux pas mettre ensemble un mec qui adhère au djihad armé, qui veut absolument en découdre avec les mécréants et qui ne cherche qu'à faire une connerie en sortant de prison, et un mec qui est en crise d'ado identitaire. »

Nicolas Sarkozy avait ouvert la boîte à idées et voulait aller encore plus loin. En pleine campagne de la primaire, il demande la création d'une peine de sûreté pour les terroristes qui, une fois leur peine purgée, ne pourront sortir de prison que sous des conditions bien définies : « Je demande qu'on vérifie [...] qu'ils n'ont plus ces idées folles dans la tête. » L'ancien chef d'État n'a pas précisé comment on allait vérifier.

Pareil pour les jeunes qui acceptent d'intégrer les nouvelles structures de déradicalisation. Ils ne pourront sortir que lorsque « leur cerveau sera remis à l'endroit », a-t-il expliqué. En Chine, le gouvernement ne fait pas de débats sur la question, il envoie simplement manu militari près d'un million d'Ouïgours musulmans, de fichés S chinois dans des camps de... « désintoxication intellectuelle » selon la terminologie officielle. Il faut leur « extraire » toutes ces « pensées toxiques » qu'on trouve dans l'islam, déprogrammer un logiciel d'un autre temps.

Il y a plus de dix ans déjà, à l'occasion d'une visite en Arabie Saoudite, j'avais rencontré Khalid al-Dakhil, professeur de sciences politiques à l'université du Roi-Saoud à Riyad. C'était l'année des premières élections de l'histoire du royaume. Observateur privilégié au cœur de la pensée wahhabite, il avait fait un constat sans appel et annonciateur :



« Le monde arabe est en pleine mutation. À l'échelle mondiale, l'isolement n'est plus possible. L'islam est à la croisée des chemins. Tout ça ce sont des pressions terribles sur les régimes arabes ! Ces élections sont un moyen d'atténuer cette pression. On n'a pas le choix, on doit réussir notre modernisation, sinon on deviendra des citoyens du monde de seconde classe. Économiquement, on sera dépassés. Ce processus entraînera avec certitude une réaction extrémiste d'une minorité. Depuis toujours dans l'histoire de l'humanité, à chaque schisme, à chaque période de réforme ou d'adaptation, y compris religieuse, il y a une frange qui refuse le changement et cela se traduit souvent par une poussée de violence. »

Le Pr Al-Dakhil ne croyait pas si bien dire, le prince héritier Ben Salman a pris le contrôle des leviers du pouvoir. Il aime se comparer à Margaret Thatcher et à sa dureté expéditive. Ben Salman a promis une pluie de réformes politiques et sociales profondes. Fait nouveau, pour leurs vœux de fin d'année 2016, plusieurs leaders de pays arabes ont à l'unisson appelé à « reformer l'islam ». Avec un temps de retard, Manuel Valls leur a emboîté le pas avec le handicap du non-musulman.

Aujourd'hui en France peu osent poser LA question théologique. Mais surtout, personne ne veut se poser la seule vraie question pratique à la problématique de la radicalisation qui revient invariablement après chaque drame terroriste : les mesures prises par les pouvoirs publics limitent-elles la capacité à recruter ou ont-elles l'effet inverse, contribuant à l'accentuer ?

## 8. Corsica Ferries

Le vol Orly-Ajaccio affiche complet. Comme d'habitude A. et J., deux jeunes agents de la très secrète SNRO, se présentent dans le cockpit de l'avion. Leur unité est la branche action des RG, qui sera avalée par la DGSI après la fusion des deux services. Peu de policiers en connaissent l'existence. Les jeunes espions tendent chacun leur *enveloppe de sécurité au* pilote. À l'intérieur : leurs calibres. Ils signent la note de transport et se dirigent vers leurs sièges. Les places réservées pour les unités de la sécurité intérieure sont toujours au premier ou deuxième rang de l'avion. Les chargeurs et munitions voyagent toujours en soute. C'est le protocole.

Comme tous les mois, ils partent relever leurs collègues déjà sur place. Pour A. et J., c'est un rituel depuis peu, pour d'autres descendre en Corse est une coutume qui dure déjà depuis plus de deux ans, à raison d'une semaine, parfois deux, par mois.

— Les armes sont inopérables, elles sont avec le commandant de bord. S'il y a un terroriste ou quiconque à bord qui part en couille, pardonne-moi l'expression mais il te reste ta bite et ton couteau pour le neutraliser. Et pourtant il y a autant de calibres que de flics dans l'avion « corse ». Sur un vol aussi court, tu n'as pas le temps de descendre en soute, retrouver ta valise et les chargeurs comme dans les films d'action américains. Tout le monde te voit monter en prioritaire, discuter avec le commandant, et en plus tu es escorté par les flics de la PAT. Tu es souvent cramé d'entrée. Il y en a toujours un là-dedans qui a des connexions avec les natios. Quoi qu'il arrive, à l'arrivée tu es carbonisé par l'environnement avant même d'avoir commencé. Tu ne peux pas bosser en milieu fermé en Corse. C'est plein d'informateurs, les gens te connaissent en tant que flic, tu ne peux pas faire l'agent secret sur une île comme ça...

À l'autre bout de la France, deux autres agents(45) viennent d'arriver à Marseille à bord de leur véhicule de service. Ils n'ont pas dormi depuis Paris et effectué les 850 km en moins de six heures en se relayant au volant.

Si la compagnie des ferries SNCM est en grève comme souvent, ils doivent alors pousser jusqu'à Toulon et embarquer leur véhicule sur un bateau de Corsica Ferries. Dans leur coffre de voiture, des sacoches avec plusieurs fausses plaques 2A et 2B de rechange.

— Quand on monte à bord du ferry, on a déjà *plaqué* les voitures en 2A ou 2B, selon le département où on travaille. Les collègues qu'on relève remontent les voitures qui ont déjà tourné trois, quatre semaines. En Corse, on doit souvent changer de voiture pour que cela ne soit pas toujours les mêmes modèles qui circulent dans un petit périmètre. On roulait aussi en bagnoles de loc, là on ne changeait pas les plaques. Les « locations », ça passe bien. Il nous est arrivé d'affréter des petits avions à hélice depuis Nice, quand on a beaucoup de caisses de matériel, parce que sur le ferry ça ne le fait pas, ça ne rentre pas dans les véhicules.

Au petit matin, le ferry arrive dans la baie d'Ajaccio. Les deux espions prennent leur petit déjeuner en bord de mer et se dirigent vers le gîte où se sont installés les collègues à relever avec les voitures à rapatrier. A. et J., arrivés en avion, sont déjà sur place.

Souvent situés à l'écart des zones urbaines, perchés sur une colline, les gîtes sont préférables aux hôtels. « C'est plus tranquille, il y a des jeunes... on connaît bien les lieux. » Les propriétaires des gîtes utilisés par les services sont soit des informateurs, soit des proches d'un des membres de l'unité.

Dans une des chambres qui sert de QG, on passe en revue les dernières consignes sur les différents objectifs à « travailler » sur l'ensemble de la Corse. Les « conspiratifs » corses, natios ou truands, font souvent partie d'une grille interconnectée.

La rotation des effectifs se fait très vite après le débriefing d'usage. Les uns repartent en ferry avec les voitures à

remonter sur Paris, les autres en avion.

Depuis la prise d'otages des vigneron non corses à Aléria en 1975, ce ne sont pas moins de 10000 attentats qui ont été commis en trente ans par le groupe nationaliste FLNC. C'est dans ce climat anxigène qu'opèrent plusieurs services de sécurité présents sur l'île.

— C'était nécessaire. À l'époque, il y avait beaucoup d'attentats, « les nuits bleues ». Le RAID était souvent là, la BRI d'Ajaccio, il y avait beaucoup de services qui bossaient sur ces mecs-là. C'est vrai que cela coûtait cher un tel déploiement. Aujourd'hui c'est les RT(46) qui ont repris les affaires en Corse. Nous on n'est plus là-bas. À la DGSI l'essentiel des missions se concentrent sur les filières djihadistes et le contre-espionnage. Au ministère, on considère la Corse plus comme de la subversion violente et de l'économie souterraine sous couvert de nationalisme. Cela a l'air de s'être calmé en apparence parce qu'on y met moins de moyens et paradoxalement il y a moins de friction.

Nous sommes fin octobre 2008. Cette semaine l'objectif principal s'appelle Sébastien Poilblan, un boxeur bien connu des services de police. D'après les policiers, Sébastien est soupçonné de tentative d'homicide parmi de nombreux délits, mais avant tout il a été répertorié comme quelqu'un d'acquis à la cause des nationalistes. C'est un proche de Pierre Paoli, une figure corse soupçonnée d'avoir dirigé le FLNC et qui a *in fine* été acquitté en juin 2018.

« Je ne sais pas qui est réellement Pierre Paoli : est-il celui qui se défend de toute action clandestine ou un membre du FLNC ? Je repartirai avec mes questions et mes doutes », a déclaré l'avocate générale Maryvonne Caillibotte à l'issue du procès.

D'après les hommes des services, il n'y a aucun doute depuis des années, Paoli serait bien le boss, et Sébastien Poilblan est répertorié comme un « poseur » potentiel de bombes. Il faut le loger et l'interpeller. Une source « interne » signale à la nouvelle équipe arrivée en Corse que Poilblan visite souvent son frère Gérard, propriétaire d'un centre de paintball à 10 km d'Ajaccio.

— Mais en Corse tu ne peux pas dédier H24 à quelqu'un, tu fais des « passages ». On avait plusieurs objectifs. S'il nous arrive d'en croiser un aux abords d'un Super U ou d'un Casino, on l'accroche et on fait une petite séquence de filature. Et puis il repart de son côté. C'est sans fin. On est là pour ça.

Les informations reçues sur l'objectif, soit par des informateurs soit issues d'écoutes téléphoniques, laissent penser que Poilblan serait prêt à « poser ».

La traque du « natio » commence par l'installation de caméras de surveillance sur les routes qu'il est censé fréquenter. Les agents Sid et Rico s'en chargent, parfois épaulés par A. La Corse est quadrillée par des caméras installées sur les points de passage stratégiques des différents objectifs. Les agents vont poser trois caméras dans la semaine dédiées à Poilblan.

Ces opérations se font la nuit. Ces policiers très spéciaux garent leurs véhicules à 1 ou 2 km de l'endroit choisi et enfilent leurs treillis qui pourraient les faire passer pour des chasseurs. Lunettes de vision nocturne sur les yeux, ils avancent lentement dans le silence du maquis en longeant la route. Ne pas se faire repérer, éviter les animaux sauvages, car l'alerte est vite donnée en Corse.

En haut d'une petite butte qui surplombe la route : un virage difficile en U. Sid s'arrête. C'est le bon endroit, les voitures doivent absolument ralentir, c'est parfait pour la qualité de l'image et pour repérer des détails. Il faut maintenant creuser une petite tranchée, enterrer et bâcher la batterie qui doit faire tourner la caméra au moins cinq, six jours. Seul le câble relié à la mini caméra zigzague entre les branches du buisson que Sid a choisi. Les tests de fonctionnement terminés, on reprend à pied la route du maquis jusqu'aux voitures. C'est un travail fastidieux.

— On se doute qu'il va poser, on n'en est jamais sûr. Il faut aussi de la chance. On ne voit jamais quand ils posent les bombinettes. Ce n'est que de la conjecture. On se met à leur place et on imagine quel trajet ils pourraient prendre. On recueille des éléments, des images d'une moto, d'un véhicule avec des particularités, parfois un visage s'il n'a pas de

cagoule, une plaque d'immatriculation... Après il faut recouper l'information, surveiller la maison où est garé ledit véhicule, confirmer l'identité et la présence de l'objectif. On a très rarement évité une explosion en amont. C'est surtout a posteriori qu'on intervient. Si un véhicule qu'on suspecte est passé devant la caméra un peu avant ou après une explosion, tout devient plus facile pour recueillir des éléments. Au bout d'un ou deux ans de Corse, on a tellement de data, des heures cartes mémoires à regarder et digérer, on commence à bien les connaître, on peut presque deviner ce qu'ils vont faire.

Quand le passage à l'acte semble imminent, il arrive que les hommes de Levallois balisent la voiture de l'objectif. La pose d'une balise peut parfois prendre une semaine. Il faut faire des repérages, s'approcher avec précaution, éviter de se faire « cramer » par des voisins ou des passants, sinon c'est mort.

— C'est souvent des chemins de terre qui mènent à une maison, il y a des chiens. Ce n'est pas comme les rues de Paris ou les parkings de cité en banlieue... On est plus exposés. Et ils sont tous enfouraillés, ils sont hyper méfiants et pas que de nous. Il y a tellement de règlements de comptes dans leur milieu. La sécurité est prioritaire pour nous.

— *Prévenir une attaque aux explosifs, c'est quasi impossible à moins de disposer d'écoutes très précises ? Et une interpellation en amont ne fait que retarder le processus.*

— Ils sont fatigants. Ils jouent tous les caïds, ils te parlent de chasse, tu ne sais pas vraiment ce qu'ils chassent. Ils te parlent de nationalisme, ils sont hyper dépendants de la métropole. Par contre comme il y a beaucoup de règlements de comptes entre eux, quand tu es en filature derrière eux et qu'ils ne te connaissent pas, ils pensent qu'on a recruté des gens de Marseille ou du milieu grenoblois pour les buter. Il y a des attitudes de flics qui peuvent ressembler à des attitudes de voyous. C'est des moments qui peuvent être dangereux pour nous. Regarde, ils ont essayé de se faire Guy, le fils du grand nationaliste Alain Orsoni sur fond de passation de marchés publics<sup>(47)</sup>. Heureusement qu'il circulait en voiture blindée. Et il a déjà été acquitté de deux assassinats, et son père s'est enfui

au Nicaragua. C'est ça la Corse, c'est Pipo et Mario, la moitié du village met des cagoules et après ils font leurs conférences de presse, FLNC Canal historique...

— Ou comme ce grand représentant du peuple, le maire de Guargualé, même pas 100 habitants. Il ne voulait pas d'Arabes chez lui, on a retrouvé 104000 euros et un 7,65 sur lui quand il s'est planté en moto(48). Des histoires comme ça, de banditisme sous couverture natio, il y en a à la pelle.

Cela fait plus de deux semaines que Sébastien Poilblan a disparu. Aucune trace du nationaliste sur les radars des différents services. Il est maintenant une priorité. J.M., le chef d'équipe qui à ses heures perdues fait des tours de magie pour ses collègues, avait jusqu'à présent ignoré l'information interne des visites fréquentes de Poilblan au paintball de son frère.

Rivalité policière ou ego mal placé font perdre du temps aux recherches. Au vu de l'urgence, le chef d'équipe décide finalement d'installer un dispositif sur la route de Carbuccia, une petite localité sur les hauteurs d'Ajaccio où le frère de Sébastien Poilblan tient son affaire de jeu de paintball.

Plusieurs « passages » ne donnent rien pendant plusieurs jours. Il faut dire que le paintball est difficile d'accès et difficile à surveiller. Depuis la territoriale 20 (« la route de Bastia »), il faut suivre une petite route étroite au milieu du maquis et bifurquer sur un chemin de terre pour les derniers 200 m avant d'y arriver. Tout comme son frère cadet, Gérard Poilblan est aussi un ancien boxeur et un « natio » notoire. Des drapeaux blancs à la tête de Maure, symbole de l'identité corse, sont accrochés un peu partout autour de la véranda du centre de paintball.

Finalement, en début d'après-midi, après plus d'une semaine de surveillance par séquences du paintball, Sébastien Poilblan apparaît au volant de sa voiture du côté de Cuttoli-Corticchiato, sur la T20, une deux-voies, entre Ajaccio et Bastia. Les policiers savent que le nationaliste est « calibré » et qu'il n'hésitera pas à tirer. Il a vite repéré la Skoda banalisée des services lancée à ses trousses. D'après les policiers eux-mêmes, la filature des jeunes pousses inexpérimentées du

service et envoyées en Corse est tout sauf discrète. Il sait que si ce sont des véhicules de police, ils sont plusieurs dans le dispo. Après tout il est en cavale après avoir tabassé et menacé un flic il y a un an. Soudain, à hauteur de Mezzana, il bifurque, sort de la nationale et entraîne les policiers dans une impasse qui longe l'école primaire de la commune.

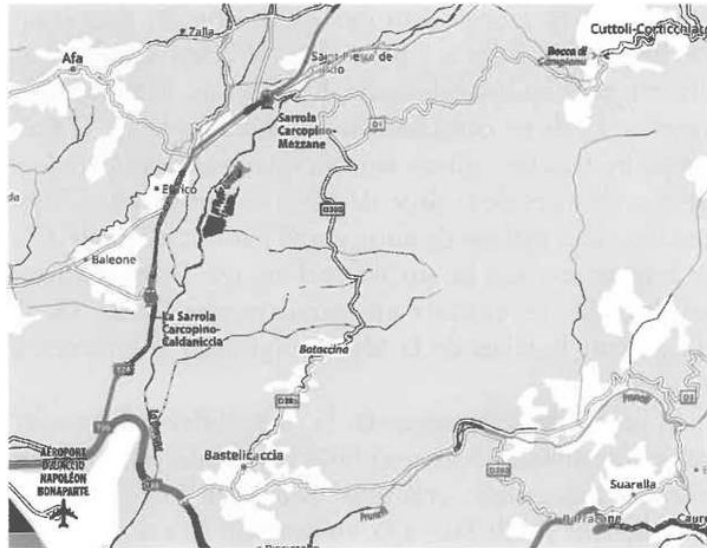
— L'équipe du dispo, c'était un groupe récent, des nouveaux. Il y a plusieurs erreurs possibles qui ont été faites. Peut-être que c'était des voitures qui étaient restées trop longtemps en Corse, peut-être qu'ils ont fait demi-tour derrière lui et il les a repérés dans le rétro. Ou bien ils étaient garés en bord de route. En tout cas, ils se sont fait repérer. Et ils ne connaissaient pas bien les lieux. C'était un endroit qu'on utilisait souvent quand on planquait lors de surveillances de la Brise de Mer(49) en particulier. C'était pas loin de la maison de notre grand patron, le Squalo. On se mettait souvent là, sur un parking qui longe la route, on attendait les voitures qui partaient vers Bastia. De là on prenait le relais de la filature qui avait commencé à Ajaccio.

À partir de ce moment-là, la suite diffère légèrement selon les versions. Arrivé au bout du cul-de-sac, Poilblan s'arrête, hésite, fait demi-tour. Il connaît bien les lieux. Maintenant il fait face à la voiture qui le suit. Il baisse sa vitre et ouvre le feu sur la Skoda des services. D'après les dépositions de Poilblan, c'est un groupe de policiers qui aurait ouvert le feu et il aurait pris peur, croyant à un guet-apens ou à un règlement de comptes, chose courante dans le milieu corse.

D'après les policiers, il leur aurait foncé dessus avec sa voiture, en essayant de s'échapper et en contournant une 206 garée à la hâte en travers de la route pour le ralentir.

— Rico... celui qui conduisait notre voiture de tête de filature, ressemble à un mangeur d'enfants, on est loin du stéréotype du policier. C'est vrai que c'est facile après coup pour Poilblan de raconter au juge qu'il a eu peur et qu'il a cru qu'on voulait le fumer.





Ce qui est sûr, c'est que la voiture de Poilblan fait face à celle des policiers. Le chemin est étroit. Un déluge de feu s'abat sur les hommes des services de la sécurité intérieure. Poilblan vide son Glock en direction de la Skoda, les balles traversent le pare-brise. Les policiers sont accroupis dans la voiture et arrivent péniblement à s'en extirper. Leurs collègues qui suivent à quelques mètres sautent de leur véhicule et se précipitent à pied pour les aider. A. est immobilisée à terre et ne peut relever la tête protégée par une des voitures. Elle a tout juste eu le temps de sortir son arme mais son champ de vision est réduit. Une demi-douzaine de policiers font feu en direction du « natio ». Pas une balle n'atteindra Poilblan qui soudain redémarre en trombe, accélère et disparaît sur la T20.

— On l'a perdu ce jour-là, il a disparu. Un passant et ses enfants ont eu leur voiture touchée par une de nos balles. Le chef de service a sauté. Un super flic, pourtant. Il a couvert ses mecs comme un vrai taulier. La Corse, c'est spécial. On ne peut pas dire qu'on se réjouissait à l'idée d'y aller. Quand tu y penses, je ne sais pas si on a fait évoluer les mentalités en étant sur leur dos pendant des années. Et je ne devrais pas dire ça, mais la rivalité entre nous (services) n'arrangeait pas les choses...

Un long silence amusé s'ensuit, puis son collègue reprend :

— Un jour je monte dans l'avion d'Ajaccio et voilà que se présentent Roger Marion(50) et sa maîtresse, une journaliste de France 3. J'avais la place du milieu. Il me demande de

m'asseoir côté couloir et les deux s'installent côte à côte. Il ne m'a pas reconnu, c'était tellement cloisonné chez nous. On était sur le même palier à Levallois, mais on n'avait pas le droit d'aller de son côté à la SDAT(51). Il a passé tout le voyage à commenter à sa belle colombe les PV et le dossier de la procédure Colonna qu'il avait dans sa sacoche. On nous a quand même demandé de filocher la dame. J'ai pris une chambre d'hôtel à côté de la sienne. Officiellement Marion voulait avoir des informations sur un rendez-vous qu'elle devait avoir avec un des types de Colonna, officieusement il voulait surtout savoir si elle le trompait avec un autre journaliste corse qui lui avait filé le tuyau pour le fameux rendez-vous avec Colonna. Bref, je n'écoutais pas aux murs mais la dame dormait seule, son fameux rendez-vous n'a rien donné...

— Je me souviens très bien, je suis monté à la bergerie avec Pascal. On avait l'info sur Colonna six mois avant tout le monde. Il n'était pas là les fois où nous sommes passés, mais c'était sa bergerie. On le savait, il y avait tous les éléments. Et puis Marion a balancé à France 3 qu'il y avait des gens de chez nous qui tournaient du côté de Propriano. On a été obligé de plier les gaules et de rentrer vite à Paris. C'est comme s'il disait à la population : « Il y a des flics sur zone, méfiez-vous. » Pas très solidaire le Marion. Du coup, quand il descendait en Corse, on nous a demandé de le filocher. On faisait des rapports sur lui, sur ses éventuels contacts avec le réseau qui protégeait Colonna.

— *Qui c'est « on » ?*

— Un requin aux dents longues, notre grand patron. Tu peux comprendre qu'il puisse être agacé qu'on fasse capoter nos opérations.

— Un jour, un gars de chez nous, paix à son âme, s'est pris la tête avec notre ancien chef de service qui lui avait retiré des voitures. Du coup il a été voir le RAID avec notre info sur Colonna et la bergerie... D'ailleurs il était avec eux le jour de l'interpel'... C'était comme ça aussi, notre boulot en Corse. On devait composer avec un service rival qui nous mettait des bâtons dans les roues. Et des ego mal placés.

Après six mois de cavale, et sans l'intervention des services de sécurité, Sébastien Poilblan se rendra de son propre chef dans un commissariat d'Ajaccio et continuera d'invoquer la légitime défense face à des poursuivants qu'il ne connaissait pas. Le parquet réclamera deux ans ferme.

— La différence entre les *islamos* et les Corses : les *islamos* tu as envie de te les faire, les Corses c'est comme être pion au collège avec des mauvais garçons. Ils sont soûlants. Il vaut mieux y aller en vacances.

## **9. Trappes, la cellule souche**

Comme avec Merah à Toulouse, Nemmouche à Marseille, ou les attentats de janvier 2015, le procureur Molins n'aura pas grand monde à mettre en examen après les attaques de novembre 2013. Contrairement aux services belges qui ont arrêté un bon nombre de terroristes liés aux attentats de Bruxelles et de Paris, les principaux suspects des attaques en France ont tous été abattus lors des interventions des forces de police.

Jusqu'à l'extradition d'Abdeslam de sa prison belge vers Paris, le seul mis en examen en France dans l'enquête sur les attentats du 13 novembre est Jawad Bendaoud, également appelé avec légèreté « le logeur de Daech ». Jawad avait hébergé dans son squat de Saint-Denis les terroristes en cavale depuis plus de quatre jours.

Peu après l'assaut à Saint-Denis sur la planque d'Abaaoud et de ses complices, Jawad est devant les caméras de télévision, racontant avec beaucoup de décontraction à qui veut l'entendre qu'on lui a demandé de « rendre service », qu'il ne savait pas à qui il prêtait « son » appartement, et « qu'il n'était pas au courant que c'était des terroristes ». La vidéo fait le tour du web et ses explications pour le moins approximatives susciteront nombre de caricatures et de railleries sur les réseaux sociaux du monde entier. À son procès en janvier 2018, le détenu un brin crâneur remettra même une couche de provoc' : « Mais franchement, vous pensez vraiment que je serais rentré à la maison comme je l'ai fait... Un petit joint, un film, un sandwich escalope-Boursin, alors que je venais de serrer la main de quelqu'un qui venait de tuer 130 personnes ? » « Le logeur de Daech » sera relaxé par la juge Isabelle Prévost-Desprez.

La mairie de Saint-Denis, qui s'était portée partie civile, a vivement critiqué cette relaxe qui « renvoie dehors un

délinquant multirécidiviste dont les pitreries ne doivent pas masquer la réelle dangerosité ».

Son amie Hayet, à qui Jawad avait demandé de se mettre en pyjama pour regarder des films, se souvient que le logeur était revenu énervé ce soir-là au logement conspiratif et lui avait dit qu'ils devaient en fait aller dormir ailleurs. Des gars de Belgique devaient arriver et s'installer là quelques jours...

Jawad joue l'idiot du village en espérant que les policiers vont le croire sur parole. Mais Jawad a un pedigree qui va refaire surface dans les médias et ne pas plaider en sa faveur. Et qui va soulever le problème du laxisme de la justice française.

Un CV bien fourni. Il a tué son « meilleur ami » David, un gamin de 16 ans, à coups de hachoir pour une sale histoire de portable dans cette même rue du Corbillon où a eu lieu l'assaut du RAID. Il est condamné à huit ans de prison en 2008 pour le meurtre de son "ami". Il cumule aussi treize peines pour des faits antérieurs à sa condamnation. Toute la panoplie du délinquant : stupéfiants, détention d'armes aggravée en réunion, faux et usage de faux, conduite en état d'ivresse et sous l'emprise de stupéfiants, violences conjugales, violences aggravées en réunion, etc. Finalement, Jawad sort de prison en septembre 2013. Puis il est condamné à six mois d'emprisonnement le 1<sup>er</sup> mars 2014 pour violence aggravée avec armes, à Saint-Denis (93). À peine un mois plus tard, il retourne en prison pour détention de stupéfiants, appel anonyme, faux, et recel. Le 25 janvier 2015, il écope de dix mois de détention, toujours pour dégradation aggravée en réunion et détention d'armes aggravée en réunion dans la ville d'Aubervilliers. Enfin, en août 2015, il est condamné de nouveau pour violences conjugales à une mesure "alternative" à la prison.

Devant les caméras de télévision, son amie Hayet va tenter d'innocenter Jawad et expliquer aux médias qu'il "n'était pas dans la religion" et que c'est un garçon tranquille. Les habitants de la rue du Corbillon se souviennent d'un autre Jawad, l'homme de main de son entreprise de marchand de sommeil aux interventions musclées.

Mais la réalité est bien plus complexe. Jawad est incarcéré successivement dans quatre établissements pénitentiaires. Dans le dernier, entre 2010 et 2013, à la prison du Val-de-Reuil dans l'Eure, il va croiser la route d'un certain Kaci Ouarab, lui-même condamné également en 2008 à neuf ans de prison "pour association de malfaiteurs en lien avec une entreprise terroriste". Kaci Ouarab est un des lieutenants de Safé Bourada (logistique attentats, multirécidiviste), le chef de la cellule dite de Trappes. Leur groupe, Ansar al-Fath (les partisans de la victoire), avait pour vocation de former idéologiquement les cerveaux des jeunes de banlieue. Le groupe, démantelé une première fois en 2005, planifiait des attentats dans le métro parisien, à l'aéroport d'Orly et carrément de faire sauter la DST, l'ancêtre de la DGSI.

À la prison du Val-de-Reuil, le logeur de Daech va également sympathiser avec deux autres délinquants récidivistes aux penchants djihadistes prononcés : Mongi R. et Djaoued L. Un an avant l'assaut du RAID à Saint-Denis, les services de renseignement pénitentiaire vont repérer un groupe Facebook d'anciens détenus vantant les mérites du terrorisme et postant des vidéos d'entraînement de djihadistes quelque part au Moyen-Orient. Parmi les participants de ce groupe fermé : Jawad le logeur de Daech et d'anciens détenus du Val-de-Reuil comme son compère Djaoued L. avec qui il n'a pas rompu la liaison une fois en liberté...

Jawad n'a jamais cessé d'être en contact avec des djihadistes, c'est ce sur quoi il pourrait s'expliquer face aux enquêteurs qui essaient de remonter différentes pistes.

Lundi 16 novembre 2015 en début de soirée, j'ai mon premier rendez-vous avec deux agents de la DGSI sur le parking du McDonald's de Saint-Denis. À quelques encablures de là, la planque d'Abaaoud. Une pure coïncidence.

Ils arrivent tour à tour au volant de leurs voitures. Souriants, ils n'ont pas l'air stressés alors que le pays est sous le choc des attentats qui ont eu lieu trois jours plus tôt. Nous traversons le parking du McDo qui fait face à un immeuble d'assurances flambant neuf.

— *Mais vous n'êtes pas en train de travailler là, il y a encore des types dans la nature*

— On a fini. J'ai fait une réunion de crise à 16 heures et voilà, nous sommes venus te retrouver, on ne nous a pas donné d'objectifs à cribler. Vendredi soir, on était tous chez nous.

— *Vous êtes en train de me dire qu'au soir des attentats les plus meurtriers de l'histoire de ce pays, la DGSI, c'est-à-dire ceux qui sont censés s'occuper de la sécurité intérieure de ce pays, n'est pas concernée ?*

— D'autres services sont sur le coup.

— *» Pas d'objectifs à cribler » veut donc dire que depuis trois jours la DGSI n'est pas sur le terrain ?*

— Cela veut dire qu'on ne nous a pas donné de cibles. Les 14,15,16 novembre la DGSI n'avait aucun objectif. Les collègues ont pris leurs propres initiatives et activé tous leurs contacts et ressources, tout ça à titre perso.

Impassible, Bernard Squarcini me dira : « Leur unité était l'arme au pied... »

— Écoutez, l'après-attentat correspond à un échec, mais il y a une urgence : c'est le judiciaire. Et seul le parquet distribue en termes d'enquêtes les priorités à accomplir. Effectivement, les services de renseignement vont comme on dit dans les mauvais polars « secouer leurs indices » pour essayer de voir s'il y a eu des failles dans la remontée d'information sur des situations précises. En aucun cas, vous ne pouvez polluer l'enquête en cours, cela pourrait vous être reproché. Les services sont là pour remonter ce qu'il y a à remonter, mais les politiques sont là pour donner les instructions.

J'avoue que je suis un peu interloqué par les réponses. Nous montons à l'étage du « McDo » pour être tranquilles. Le restaurant est vide. Sur les écrans de télévision accrochés au mur défilent les images du Bataclan et les photos des terroristes. Le vrai-faux passeport syrien de l'un d'entre eux a été retrouvé aux abords du Stade de France. L'un des agents me tend une feuille.

— Ça, c'est à J+1.

C'est un diagramme du groupe terroriste, leurs associations, numéros de téléphone utilisés et autres informations pertinentes, comme leurs allées et venues entre l'Angleterre, la Belgique et d'autres pays d'Europe les jours qui précèdent les attentats. Très peu par l'Eurostar, apparemment un des terroristes voyage discret et a embarqué sur le ferry à Douvres. À la vue de cette feuille, on imagine assez facilement un cercle djihadiste beaucoup plus large que les 11 personnes citées en boucle sur les chaînes de télévision. Mais à J+4, les djihadistes manquants se sont malheureusement évaporés dans la nature.

Quelqu'un a la fréquence BRI pour savoir ce qui se passe au Bataclan ?

Ki a des infos sur place ?

J'espère qu'on va nous laisser les défoncer.

Un jour, on aura un vrai commissaire qui ne passe pas son CAP de pâtisserie au George V(52).

C'est la teneur des messages échangés sur le groupe fermé de l'unité opérationnelle le 13 novembre.

L'un des deux agents spéciaux me tend son portable et me montre les textos échangés entre collègues le soir des attentats. Ils sont bien chez eux au chaud, alors que dans les rues de la capitale un commando est en train de tuer et de blesser des centaines de personnes.

— *Vous n'avez pas peur de perdre du temps ou leur trace, si vous êtes mis à l'écart comme ça ?*

— T'inquiète. Regarde, là où Abaaoud a laissé la voiture à Montreuil... cette adresse, on l'a déjà surveillée plusieurs fois. Il y a déjà quelques années(53). C'est toujours les mêmes circuits. Il y a toujours un dénominateur commun. À part les jeunes qui sont partis en Syrie et se sont djihadisés en deux mois, on retrouve souvent les mêmes noms et les mêmes entités pour tirer les ficelles au départ.

Mon interlocuteur n'a pas forcément tort. Un petit groupe de francophones faisait partie du noyau dur des services secrets de l'État islamique, ou bureau des « opérations extérieures ». Ce sont eux qui préparent les attentats



médiatiques en Europe et dans les pays arabes. Ce bureau est l'idée d'un Franco-Algérien qui a déjà combattu en Afghanistan et en Tchétchénie : Abdelnasser Benyoucef. Une idée adoubée par « l'émir des croyants » en personne : Abou Baqr al-Baghdadi. Au-dessus de Benyoucef, le calife va placer son homme de confiance : le Belge Oussama Atar, plus connu sous son nom de guerre d'Abou Ahmed al-Iraki. Il a eu l'avantage d'avoir fréquenté le fameux camp Bucea au même moment qu'Al-Baghdadi. Il y a aussi le Français Boubaker al-Hakim, connu dès ses débuts avec la filière des Buttes-Chaumont, les frères Kouachi, le tueur de Villejuif Sid Ghlam. Il est suspecté par la DGSE d'avoir été à la tête de la cellule de Venders en Belgique. Lui aussi était un combattant d'Al-Qaida en Mésopotamie sous les ordres de Zarqaoui.

Ce noyau dur des chefs des « opérations extérieures » s'était installé dans un ancien immeuble du Moukhabarat syrien à Raqqa, le palais de l'Hospitalité. Les passants y voyaient des voitures et des 4×4 noirs aux vitres fumées rentrer et sortir, des hommes cagoulés à leur bord. Rien ne filtrait ou très peu du siège des services secrets de l'État islamique. Quelque temps plus tard, ce noyau d'hommes a fait des petits : les Abaaoud, les Kouachi et consorts. Ils ont planifié et fait exécuter bon nombre des attaques en Europe et en Tunisie. Leur porte-parole jusqu'à son élimination en 2019, c'est Fabien Clain, le djihadiste toulousain proche de Mohamed Merah. Il est la voix et le propagandiste sur les ondes de la radio de Daech. C'est lui qui officiellement revendique les attentats du 13 novembre 2013 au nom de l'État islamique.

« On retrouve toujours les mêmes, un jour ou l'autre, il y a toujours un lien avec le passé », me répètent les différents agents des services.

Entre 2016 et 2017, la demi-douzaine de cadres du bureau des « opérations extérieures » de Daech vont tous rendre l'âme sous les frappes américaines. En ce qui concerne les francophones, ce sera sur demande des services français.

Six mois plus tard, après les attentats à Bruxelles, nous allons apprendre que le groupe du 13 novembre mais aussi la

cellule démantelée à Venders en Belgique comptaient dans leurs rangs des « soldats » originaires de... Trappes. Je ressors de cette réunion ubuesque au « McDo » la tête pleine de questions.

Quel est l'intérêt de jouer au chat et à la souris pendant des années avec les mêmes, sans vrais résultats, laissant le phénomène se répandre pour en arriver à l'irréparable ? C'est comme si les autorités étaient résignées face à ce fléau. Quelques-uns sont mis à l'écart de la société, en vase clos, en prison. Pendant leur incarcération, leur carnet d'adresses s'étoffe de nouvelles recrues et de contacts. Ils ressortent gonflés à bloc, intouchables.

— *On peut donc craindre le pire pour les 500 djihadistes que le gouvernement a décidé de rapatrier de Syrie en 2019(54) ? Même si les peines seront un peu plus lourdes que celles pour les condamnés « made in France ».*

— Macron a toujours esquivé les questions liées à l'islam. Ces 200,300 types vont être des stars en prison. Avec un savoir-faire non négligeable. Et comme la prison est un incubateur de radicalisme, les rapatrier c'est comme donner une surdose de vitamines à l'islamisme français.

Sur les plateaux télé les différents membres du gouvernement défilent pour défendre la décision. La ministre de la Justice Nicole Belloubet parle de femmes et d'enfants, Marc Fesneau justifie la décision par le besoin de les « avoir à l'œil », enfin Christophe Castaner promet de les « judiciariser » à leur descente d'avion... Il n'y a guère que le président Macron face au tollé soulevé dans l'opinion et à l'aube d'élections européennes qui a fait marche arrière et du bout des lèvres a annoncé qu'il n'y avait pas encore de programme de retour pour djihadistes.

— Ah ben si c'est pour les judiciariser comme Larossi Abballa, et tous les autres... Abballa sort libre en préventive et va égorger une famille de collègues devant leur gosse de 3 ans, Coulibaly pareil, il sort à la fin de sa préventive et va taper l'Hyper Cacher. Tous. Nice, l'égorgeur du prêtre libéré contre l'avis du parquet, même Mehdi Nemmouche : multiples condamnations et incarcéré cinq ans au total. Il rentre en

prison, il est sportif et sympa, il ressort radicalisé. En 2012 il fait deux ans en Syrie comme geôlier et bourreau de Daech, un petit tour en Asie et le revoilà en Europe au printemps 2014. Deux mois plus tard, il tape le musée juif à Bruxelles. Et tu crois que dans le lot des revenants, il n'y a que des gentils qui faisaient le ménage et la compta chez les émirs ? C'est tragique qu'au Quai d'Orsay, il n'y ait pas un seul diplomate qui pourrait négocier avec le méchant Assad pour qu'ils soient jugés et fassent leur peine dans le pays où ils ont commis des crimes, ne serait-ce que pour association de malfaiteurs dans un but... terroriste ? Daech, c'est une association de malfaiteurs, non ? L'Irak a décidé de garder ceux qui ont commis des crimes chez eux.

Les djihadistes seraient intouchables ? À l'image d'un Jawad narguant ouvertement les forces de police devant les caméras de télévision.

Mais il n'a rien à voir « avec tout ça », c'est sa copine qui le dit.

Jawad le « logeur de Daech » sera relaxé.

En attendant, les agents de la DGSI sont repartis dégoûtés du McDo, mais sereins. Le petit jeu va pouvoir recommencer. Comme toujours. « En face » ils sont de plus en plus nombreux. Les hommes des services vont devoir procéder à des arrestations et attendre le *la* des politiques et de la hiérarchie. Le cercle vicieux d'une société qui n'a pas encore les clés du problème. « C'est toujours les mêmes racines », se rassurent-ils.

Au cours d'une longue conversation un après-midi de mai 2017 avec Bernard Squarcini, l'ancien patron de la DCRI fort de ses trente-trois ans de renseignement, avait évoqué une anecdote édifiante venant attester la thèse de ses hommes sur le terrain et des lendemains sanglants.

« Déjà en 1995, Bensaïd qui est l'émir, costume trois-pièces, qu'on arrête dans le 16<sup>e</sup> à 20 h 55 avant d'arrêter le lendemain le réseau qui a commis les attentats(55), nous dit : "Vous m'avez arrêté parce que je traversais en dehors des clous..." Il tente le coup. Puis, lorsqu'il monte dans les locaux

de ce qui était à l'époque la 6<sup>e</sup> DCPJ, il nie, dit qu'il ne comprend pas pourquoi il est là. Les enquêteurs lui montrent l'album photo des identités judiciaires réalisé sur le RER Saint-Michel... Je vous passe les détails, et il dit : "OK, moi j'ai perdu mais d'autres vont venir. Parce qu'ici vos femmes porteront le hijab. On mettra six mois, six ans, dix ans, mais ici on est chez nous." Le type, il part pour perpète, il est confondu et froidement il vous dit "moi j'ai perdu mais d'autres vont venir". Face à cette détermination, vous comprenez que vous n'êtes plus dans une guerre d'État à État. Vous êtes sur du fanatisme religieux. Vous ne pouvez pas lutter. Vous pouvez freiner, on pourra ralentir... Cela se passe en 1995. Aujourd'hui, en 2017, la métastase a gagné l'Afrique noire, toute la côte méditerranéenne en face, les pays nordiques, en France nous sommes très touchés. Donc cela veut dire qu'ils ont fait d'énormes progrès en termes de reconquête du territoire. Je veux parler de leur vision du califat et de l'empire ottoman nouveau. Donc on y est. Nous sommes face à des gens très déterminés, fanatiques. »

En France, des anciens du GSPC (Groupe salafiste pour la prédication et le combat), du GIA, les anciens des années de sang en Algérie vont se retrouver et se réinventer à Trappes. Faire des petits, voir plus grand et se muer au fil du temps en Al-Qaida (AQMI) et plus tard fournir le plus grand nombre de combattants originaires d'une ville française à l'État islamique.

En février 2019, l'attribution des marchés pour la prise en charge hors prison de « revenants », condamnés et prévenus pour terrorisme est tombée. C'est l'association Artemis qui a hérité de la tâche. Parmi les remèdes proposés : un suivi psychologique, une aide au retour à l'emploi, de la thérapie par l'art et des sorties culturelles.

## 10. La guerre sainte du bois de Boulogne

Y a-t-il des traits d'union, même anodins à première vue, entre Jawad Bendaoud le « logeur de Daech », ses « connaissances » venues de Belgique pour tuer à Paris en novembre 2015 et la cellule de Trappes démantelée une première fois il y a déjà plus de dix ans ?

Les traits d'union établis s'appellent Kaci Ouarab et la ville de Trappes. On l'a dit, Jawad et Ouarab se sont rencontrés à la prison du Val-de-Reuil. En 2014, dans un rapport à leur direction, les agents du renseignement de la prison s'inquiètent que des photos de détenus écroués pour terrorisme circulent sur Facebook et soient utilisées par des « comptes faisant l'apologie du terrorisme ». En particulier des clichés de Jawad en compagnie du vétéran Kaci Ouarab, un proche de la lignée Safé Bourada et du très médiatisé soldat de Dieu Khaled Kelkal, abattu par la gendarmerie à la suite de l'attentat du RER Saint-Michel en 1995.

— Mais regarde les types de Toulouse, ils allaient en Belgique, comme ce converti qui allait acheter des livres religieux à Molenbeek, les mecs de Trappes étaient proches de Sharia4Belgium. Pareil. Ils se côtoient depuis des années. Je me souviens, après la première vague d'interpellations à Trappes...

L'officier fait une pause, et reprend :

— Tu coupes des têtes et ça repousse. Le neveu de Fouad Aissa, l'un des financiers d'Ansar al-Fath, s'est rendu dans le quartier de Saerbeek à Bruxelles pour y acquérir un parking souterrain. À quelques mètres de là où on a retrouvé Salah Abdeslam.

Dans un des appartements perquisitionnés à Venders en 2015, alors que la cellule terroriste s'apprête à attaquer des commissariats, les policiers belges vont faire une étonnante découverte. Des photos d'identité d'Abdelhamid Abaaoud et

de six autres djihadistes de... Trappes ! Photos destinées à de faux papiers.

— Si on faisait un diagramme sur une feuille de papier, il y a toujours un trait, même indirect, entre eux.

Certains disparaissent, de nouveaux arrivent, mais il y a toujours ce trait de crayon qui les relie. Dans la grande majorité des cas.

— Écoute, juste pour forcer le trait : Larossi Abballa, l'assassin du couple de nos collègues policiers à Magnanville, a passé depuis sa prison près de 200 coups de fil à Jérémie Bailly, le cerveau de la cellule Cannes-Torcy. Pourtant, à première vue, ce sont deux dossiers distincts.

À écouter les policiers des services, on ne peut que constater que Zacarias Moussaoui, Richard Reid, les frères Kouachi et les types de Trappes ont un dénominateur commun : Djamel Beghal, l'envoyé d'Al-Qaida en Europe, missionné pour faire sauter l'ambassade des États-Unis à Paris. Des dénominateurs communs qui reviennent sans cesse. Des liens qui mêlent des histoires d'amitié, des relations de quartier ou tissées en prison et des rapprochements d'opportunité. Et, récemment, souvent à la faveur de séjours en Syrie.

Avant qu'ils ne soient vaporisés par des drones américains, les émirs étrangers (les cadres) des services secrets de l'État islamique sont presque tous des anciens d'Afghanistan, de Bosnie et du GIA.

« Ce sont toujours les mêmes noms qui reviennent », m'avaient prévenu les espions de la DGSI. « Et Trappes est l'une des premières cellules précurseurs du djihad moderne. C'est la cellule souche. Tous les ingrédients y sont réunis. Il n'y a pas de hasard. Aujourd'hui près d'une centaine de jeunes sont partis de Trappes en Syrie. Peut-être plus. C'est énorme pour une ville de 30 000 habitants. Avec Toulouse, Trappes est un des hauts lieux du djihad français. »

Romain Caillet connaît bien Trappes, même s'il n'aime pas l'admettre. Les surveillances et les filatures de police pendant

des années montrent qu'il est proche des salafistes trappistes depuis toujours. Des attaches fortes.

Des dizaines de fois les hommes de la DGSI l'ont pris en filature au domicile de sa mère à Nogent-sur-Marne et l'ont suivi à ses nombreux rendez-vous avec Antho Bolamba-Digbo (alias « Bilal »), un proche des frères Clain, Sabri Essid, de Nemmouche et Coulibaly, et fondateur de la sulfureuse association Sanabil qui vient en aide aux détenus musulmans, de ceux condamnés pour terrorisme en particulier.

Converti et fiché S, Romain Caillet s'était installé à Beyrouth. Consultant et universitaire controversé, il est renvoyé du Liban après cinq ans pour sa « proximité avec des organisations terroristes », selon la Sûreté de l'État. De retour en France, l'universitaire déchu intervient comme spécialiste du djihad moderne sur BFM TV. La médiatisation du salafiste quiétiste, comme il aime se définir, se termine mal. Suite à un article de *L'Obs* révélant son passé, la chaîne info va rompre les liens avec son consultant, soupçonné de « positions ambiguës ».

Posé, regard à la fois méfiant et pétillant, Romain Caillet a une vision d'*insider* de la mouvance de Trappes. Il explique l'importance de la grande ville dortoir par sa longue histoire et ses liens étroits avec le GIA et le GSPC algériens : « Safé Bourada, le chef de la cellule, a trouvé à Trappes un terreau et un public réceptif à son discours djihadiste. Nombre d'anciens du maquis algérien sont installés là et ont transmis leur "savoir" aux plus jeunes. Au départ, Trappes n'est pas plus djihadiste qu'une autre ville nouvelle. C'est l'élément GSPC algérien présent depuis les années 90 qui a favorisé le développement et la transmission d'idées djihadistes aux jeunes générations. Le djihadisme n'est pas une idée nouvelle. Il est juste arrivé en Europe d'une manière plus que visible avec la guerre en Bosnie. »

Député PS de l'Essonne, Malek Boutih n'a pas la langue dans sa poche dès qu'il s'agit de terrorisme. Sur la question du djihad moderne, il est beaucoup plus direct. Il vient de mettre les pieds dans le plat à l'occasion d'une de ses interventions au JT de France 2, s'en prenant au laxisme républicain de ses

collègues politiques. Trappes et Toulouse sont effectivement les capitales historiques du djihad français, mais pour lui la gangrène salafiste s'est propagée à plusieurs centaines de quartiers « sensibles » en France. À des centaines de jeunes à Trappes, à des dizaines de milliers en France.

Le parlementaire me donne rendez-vous à l'hôtel de la Questure qui abrite les bureaux des députés socialistes, place du Palais-Bourbon. L'ancien champion de SOS Racisme et du vivre ensemble tire la sonnette d'alarme et tient à ce qu'on comprenne bien ce qui nous attend. Il sait que j'écris un livre avec l'aide de policiers des services qui sont aux premières lignes de la problématique. D'une certaine manière, il essaie de leur envoyer un message par personne interposée.

« En France une génération entière est en train de basculer dans la radicalité et la violence, pas la même que le salafisme mais une qui conteste la démocratie. On le voit avec le grand mouvement social qui essaie de se faire entendre. La violence pénètre tous les secteurs de la société. Et le radicalisme islamiste, comme une maladie, est le révélateur d'une maladie beaucoup plus profonde. À Molenbeek, à Trappes et ailleurs a émergé le gangstéro-islamisme. Nous avons des jeunes qui ont commencé à se construire une identité dans la délinquance et trouvé dans l'islamisme une manière accélérée de grandir. C'est un peu comme si on leur reconnaissait un rôle. Même le grand banditisme fait partie du système, il a ses règles, mais les islamistes sont en marge de ce système. Ils construisent leur propre système. Les gangsters n'ont pas d'ambition politique, les jeunes salafistes ou plus exactement ceux qui pensent pour eux : si. Ce n'est pas parce que les jeunes soldats ont des looks à la mode et qu'ils ont une manière de maîtriser le langage qu'il ne faut pas les prendre au sérieux et ne pas voir un vrai danger structurel pour notre société.

« Le salafisme est une idéologie totalitaire qui petit à petit par la violence et la pression met l'islam à genoux, et ceci partout dans le monde. Ils transforment les combats populaires, comme la cause palestinienne qui n'est aujourd'hui qu'un combat religieux. Il n'est plus question d'un État palestinien mais d'une guerre de religion. Idem avec les printemps arabes. En France, par le biais des prédicateurs, ils



utilisent un milieu très perméable à la radicalité : des quartiers en difficulté et des petits voyous. Après le djihadisme d'Afghanistan, d'Irak, voilà venir le djihadisme du ghetto. Comme à une certaine époque les chemises brunes fascistes, un lumpenprolétariat de gens prêts à passer à l'acte et porteurs d'une violence extrême.

“Le modèle du vivre ensemble, côte à côte en harmonie est un modèle qui a fait son temps. De fait, à un moment donné une communauté voudra prendre le pas sur l'autre. Certaines sont assoiffées de désirs de revanche. Et la réponse sécuritaire du politique, comme on le voit, est dépassée.”

2004. Anis fait partie de la prestigieuse et secrète unité d'élite du renseignement français : la SNRO (Section nationale de recherche opérationnelle). Une unité parallèle à la DST, avant la refonte en DCRI-DGSI. Il a été recruté pour ses qualités d'infiltration dans les milieux urbains (les cités sensibles) et son expérience acquise pendant son passage à la BAC en banlieue parisienne. C'est un membre de l'unité spécialisée sur l'islam radical.

Il parle vite, les anecdotes se succèdent, parfois dans le désordre. Avec un sens du détail et une précision propres aux hommes des services.

— On m'a jeté dans le grand bain. Comme ça. Pas le temps de s'adapter ni de prendre ses repères. J'ai découvert Safé Bourada, un type hyper charismatique, un orateur hors du commun.

Les policiers ne laissent rien au hasard. Une source est en position dans la mosquée. Aux abords de la salle de prière, ils observent et photographient attentivement le va-et-vient, les groupes de fidèles qui se forment, et surtout qui s'associe avec qui. Ils répertorient soigneusement les affinités qui se créent autour du point de convergence qu'est la mosquée de Trappes. Aujourd'hui ils ont ciblé Stéphane Hadoux qu'ils soupçonnent d'être l'un des financiers du groupe d'après les écoutes et les informations fournies par une de leurs sources de Trappes : Bob Ali, qui gravite malgré lui autour des “J'ai acheté des dessous pour te faire plaisir, tu ne me regardes même pas, t'es

pas un homme, t'es vraiment un tocard, etc., etc.” financières de la nébuleuse de fanatiques.

— Il y a des sources généralistes que tu places un peu partout pour prendre la température et d'autres que tu envoies sur des cibles précises. Ce qu'il y a de plus précieux, le “Samir l'inter” d'un service de renseignement, c'est la liste des sources. À cette époque on était bien plus efficaces qu'aujourd'hui. On récoltait des “J'étais mal à l'aise. En tant que musulman je me sentais presque coupable, j'allais être mal vu à cause de ces connards. Dans l'unité il y a deux types de mecs, ceux qui font la part des choses et ceux qui ont encore du chemin à faire, qui restent méfiants. Aujourd'hui, c'est comme en 40, on fait des listes de ceux qui pourraient être radicalisés chez nous. Avec le temps, le climat s'est tendu en France. La hiérarchie ne veut pas d'histoires. On est venu me demander des infos sur des membres de ma famille que je ne connais pas...”, on les suivait, on faisait notre petit travail préparatoire sur eux, et un jour on les tamponne et on les confronte. On leur fait comprendre “qu'on sait”...

Convoquées en secret ou accostées dans la rue, les sources potentielles sont d'abord sondées sans pression, puis mises face à leurs réalités : “Tu as des ennuis a, b, c, ? Avec ta femme vous attendez un logement de la mairie depuis six ans ? On peut t'aider...”

L'officier soupire et évoque la boule au ventre qu'il ressent chaque fois qu'il rentre “observer” dans une mosquée sensible.

— Pour les sources, c'est dix fois pire et plus compliqué, ils flippent vraiment.

Être une source, un indic, dans leur monde peut se révéler dangereux.

— Ils te zigouillent... c'est tout. C'est des malades sans pitié, sans états d'âme.

Le salon à palabres à ciel ouvert autour de la mosquée s'achève, les « frères » se dispersent lentement. C'est le présumé financier Stéphane Hadoux qui est finalement pris en filature ce jour.

Ce jour de 2005 il part en voiture de chez lui à Montargis et se dirige vers la mosquée de Trappes pour la prière de la mi-journée. Comme d'habitude et ce depuis quelques semaines déjà, le dispositif de surveillance de la mosquée est en place. Les policiers attendent la sortie de la prière. Le personnage d'Hadoux les intrigue, tout comme une douzaine d'individus qu'ils ont identifiés comme appartenant au groupe Ansar al-Fath (évoqué plus haut). La mosquée de Trappes est leur point de ralliement.

Ansar al-Fath a pour agenda de financer « la cause », embrigader et éduquer des jeunes ainsi que de trouver des filons pour envoyer des combattants en Irak, où viennent d'arriver 120000 troupes américaines. « [...] préparer et aider les moudjahidin à faire le djihad ». C'est en tout cas ainsi que se définit l'organisation dans son manifeste retrouvé par la police.

Le chef spirituel d'Ansar al-Fath est sans contestation Safé Bourada, sorti de prison il y a plus d'un an, après sept ans passés en détention pour son rôle de recruteur dans les attentats du RER B en 1995. D'après les enquêteurs, il a beaucoup de charisme. Un « Tariq Ramadan+ » à la tchatche bien huilée, aiment à dire les policiers qui l'ont traqué. Un ensorceleur.

Aux abords de la mosquée, les policiers observent et photographient attentivement le va-et-vient, les groupes de fidèles qui se forment, et surtout qui s'associe avec qui. Aujourd'hui ils ont ciblé Stéphane Hadoux qu'ils soupçonnent d'être un des financiers du groupe d'après les écoutes et les informations fournies par une de leurs sources de Trappes, Bob Ali(56). Finalement Hadoux est pris en filature aux abords de la mosquée.

— Après les coutumiers *salaamalek* à la sortie de la prière, il monte dans sa 405 break en compagnie d'un de ses compères et se dirige vers Argenteuil. C'était une filature « compliquée » parce que ces mecs sont à 2 de tension, ils écoutent leurs chants religieux, roulent pépère. Nous sommes sept ce jour-là, répartis en trois voitures et un motard. Les deux « piétons » sont pris en charge par les voitures et un

« soum » en queue de filature. Le GIC(57) écoute leurs conversations et notre référent nous informe de ce qui se passe dans la voiture.

Arrivée à Argenteuil, la paire de salafistes s'arrête devant un box de location. Un des agents saute du soum et « matérialise » la nature des échanges avec son appareil photo. Dans le jargon policier, cela veut dire que les deux hommes sont entourés de cartons de parfums Azzaro, les reniflent, les classent. C'est leur business pour faire rentrer du liquide.

— C'était un grand vendeur de parfums Azzaro pour la cause, payer les études des uns et des autres en Égypte. Même si pour les puristes, le parfum n'est pas halal car il contient de l'alcool. C'était un des financiers du groupe. D'ailleurs c'est pour cela qu'on a appelé ce dossier Azzaro. C'est quelqu'un qui s'est fait interpellé plusieurs fois, la dernière fois en mars 2016 pour ses liens, plus exactement les liens de sa femme avec celle d'Amedy Coulibaly, la fameuse Hayat Boumeddiene, une des stars de Daech, qui a fini à la tête de l'unité des femmes de l'État islamique.

Cette même épouse Hadoux est également la sœur d'un des responsables des attentats de 1995. Leurs histoires de femmes, c'est presque un vase clos.

« On retrouve toujours les mêmes », me disaient les hommes et les femmes de la DGSI. Ils se souviennent de chacun des centaines de personnages et de noms qu'ils ont vu défiler, et de chaque enquête.

— Ancien braqueur, Hadoux est connu et reconnu des services de police, assigné à résidence, et dix ans plus tard en 2016, il continuait de vendre ses parfums pour la cause. C'est comme ces portes tournantes, tu crois qu'il rentre dans l'immeuble et en fait il ressort sur le trottoir. Parano et imprévisible.

D'autres recrues de Bourada comme Nicolas Hardy, le gardien d'immeuble de la Madeleine à Évreux, avaient un business de limousines. Chaque sou compte pour financer « la cause ». C'est à cette période qu'une nébuleuse francilienne se dessine pour la première fois. Des personnages d'horizons

aussi différents que Ruddy Terranova, l'ancien para, « Bilal » Bolamba-Digbo, de l'association d'aide aux détenus musulmans Sanabil, ou « l'universitaire » Romain Caillet. Ils se côtoient en région parisienne. Des petits groupes se forment par affinités et devoir.

— Aujourd'hui, on s'aperçoit que parmi ceux qui sont passés en prison, les plus malins vont essayer de ne pas commettre les mêmes erreurs. On voit de plus en plus ces gens-là agir dans l'économie souterraine liée à la contrefaçon. Parce que c'est difficilement punissable, que les peines sont légères et que cela intéresse très peu les magistrats, on est loin des circuits classiques. Par exemple les frères Kouachi, Coulibaly, préféreraient le trafic de cigarettes ou les vêtements de sport. Ils essaient de passer sous les radars classiques et de grappiller de l'argent sans attirer l'attention des services.

Pendant des mois les enquêteurs vont suivre les différents membres d'Ansar al-Fath et établir avec précision les rouages de l'organisation. Recruteurs, théologiens autoproclamés, bouchers, braqueurs, tout le monde joue sa partition à la perfection, mais les enquêteurs n'ont toujours rien à « judiciariser ». Il faut prendre son mal en patience, aller « au boulot » tous les jours. Parfois dormir sur des matelas dans des appartements truffés de matériel de surveillance, quelques bouteilles de Coca et des boîtes de biscuits posés par terre. On est loin du glamour qu'on voit dans les séries américaines.

Les enquêteurs surveillent les chat rooms sur le web, écoutent, identifient les différents domiciles et points de chute, plaques de voitures, les épouses et les affiliations de centaines de personnes. Leurs « sources » assistent aux prières, passent en revue des dizaines de photos et de vidéos, participent activement aux forums islamistes sur le Net et identifient les hommes qui se cachent derrière les pseudos utilisés. Ils notent soigneusement et rapportent les propos alarmistes des djihadistes, collectionnent les numéros de portables. Les prêches sont enregistrés et résumés. Des centaines d'heures de surveillance et des effectifs conséquents sont déployés. D'innombrables rapports des différentes « taupes » placées en immersion par les services sont archivés. Une vie sans horaires qui épuise les familles.

— J'allais chercher ma gosse à l'école dans le 6<sup>e</sup>, une petite blonde aux yeux clairs. Cela faisait tache. J'arrivais en djellaba avec une grosse barbe et des Nike dernier cri. Les autres parents te dévisagent mais ne disent rien. Tu ne peux pas dire ce que tu fais. Si on te pose des questions, on applique la règle du « besoin d'en connaître ». On se limite à ministère de l'Intérieur ou police nationale mais pas plus. Le plus dur c'est quand tu rentres chez toi. Ça use à la longue. Ça pèse. Les femmes elles ne disent rien, ne savent pas tout, mais dans l'absolu elles n'ont pas signé pour ça au départ.

Petit à petit l'organigramme de la nébuleuse salafiste de Trappes prend forme. Les services identifient les meneurs, les élèves studieux, les virulents, et même ceux qui pourraient décrocher. Chacun a un rôle bien défini. Les policiers vont même découvrir un voyage éclair des têtes pensantes à Istanbul courant 2004, où des contacts des Trappistes ont proposé de former leurs recrues dans des camps et de les acheminer vers les zones de combats. En avril 2005, une réunion à Damas entre Trappistes et un membre d'Al-Qaïda va finaliser le contrat de recrutement. Les entraînements se feraient à Tripoli, au Liban. Abou Hafs (nom de guerre), un expert en explosifs, a reconnu l'un de ses « élèves » sur photographie : il a décrit jusqu'aux vêtements que portait Kaci Ouarab, un jeune comptable de Trappes, membre d'Ansar al-Fath et futur codétenu de Jawad le logeur de Daech...

— Tu n'es pas constamment derrière eux. Tu les connais bien les mecs. Boulot-maison, maison-mosquée. Quand tu y penses, ils ont des vies hyper chiantes. Tu te dis que tu ne fais pas ça pendant des années. Et d'un coup ils disparaissent au Moyen-Orient. C'est une enquête de fond. À partir d'un certain moment tu n'assures que les rendez-vous importants, les nouveaux contacts, grâce aux écoutes et grâce aux sources. Les sources... C'est ce qu'on a le plus perdu avec la fusion, on n'a plus grand-chose à leur offrir. On n'est plus dans les quartiers. On n'est plus en contact avec personne. On fait comment aujourd'hui ? Si un gardien d'immeuble ou un associatif appelle : « Ouais, je vous ai donné des infos la dernière fois, vous ne pouvez pas me faire péter un PV ? Est-ce que vous pouvez me dépanner sur ce truc-là ? » On va lui

dire : « On n'a pas les moyens de le faire monsieur. » Comment tu fais pour fidéliser les gens, leur donner envie de travailler avec toi, quand tu n'as rien à leur proposer ? Si ton quartier est convenablement tenu et qu'un mec cherche une arme... même avec des Albanais... tu as bien un toxico, enfin peu importe, quelqu'un va t'informer que quelqu'un cherche une arme. Ça c'est des micro signaux faibles. « Ouais il y a un Tunisien qui cherche »... Tu as un point de départ, tu peux commencer à travailler, à dégrossir.

« Marseille, c'est le boxon. C'est nos partenaires algériens, marocains et tunisiens qui font le boulot, on n'y met quasiment plus les pieds, parce que Marseille c'est le bled. Nos quartiers sensibles, c'est pareil, on n'y met plus les pieds. Aujourd'hui c'est l'anarchie. On n'est pas derrière tout un tas de gens, parce que l'endroit où ces gens vivent, on ne peut pas y travailler. On est un service de renseignement sans renseignements. Il y a toujours le numéro vert, tu n'as pas besoin de te déplacer. Plus besoin d'aller à la mosquée, à la maison des associations, etc. Tu restes derrière ton téléphone et tu remplis un tableau. Tu n'as plus besoin de les former à l'islam radical, filature, traitement de sources, prise de photo opérationnelle, conduite de sécurité, etc., etc. T'as besoin de les former à rien du tout. Tu leur mets un casque sur la tête. C'est du renseignement 3.0. Tu vas chercher l'équipe municipale de la mairie de Massy, ils peuvent remplir ces missions. Et c'est gratuit. On ne te demande plus de réfléchir et Dieu sait si on a des agents capables. On te demande de faire des tableaux et de monter des statistiques.

Un long monologue qui respire le désarroi. Mon interlocuteur se plonge une fois de plus dans ses pensées, le regard soudain fatigué et cisailé par la déception. S'ensuit un dialogue bouche-trou où personne ne sait comment reprendre le fil de la narration sur la cellule de Trappes.

— Écoute, tu sais qu'à un moment donné ces types, ils vont passer à l'acte. Donc, tu veux juste réunir suffisamment d'informations sur leur organisation pour pouvoir la démanteler quand l'unité judiciaire aura estimé qu'elle a suffisamment d'éléments matériels. Après, il y a des différences entre les juges d'instruction. Trévidic par exemple

était compétent de l'avis de tout le monde. Il connaît bien ses dossiers, tu ne peux pas lui faire à l'envers. Bruguière lui, il voulait juste faire du chiffre.

« C'est un métier génial, ça va au-delà du jeu du chat et de la souris. C'est un jeu d'échecs, des équations à résoudre. Tu dois composer avec des mecs qui se méfient de tout et en permanence, des surexcités, mais tu dois aussi composer avec ta propre administration.

« Parfois, on rigolait bien aussi. Avec les écoutes administratives, tu rentres dans la vie cachée des gens. Il y avait un objectif à Trappes, Moh H... Chez lui il se faisait pourrir par sa femme : "J'ai acheté des dessous pour te faire plaisir, tu ne me regardes même pas, t'es pas un homme, t'es vraiment un tocard, etc., etc." Elle était bien en chair, on imaginait la scène... On était loin de la charia avec eux.

Les écoutes révèlent la vraie nature des machos islamistes.

— Le mec c'était un gros barbu, il faisait le méchant dans la rue et sa femme portait "l'intégrale". C'est marrant l'image que les gens ont de ces femmes. Pourtant elle lui parlait comme si c'était une grosse merde...

Un autre personnage que les services vont particulièrement surveiller est Mohamed Benyamina, l'un des premiers à être recrutés par Safé Bourada et qui, d'après les services, s'était hissé au rang de numéro 2 de la cellule. Il est un référent religieux.

Safé Bourada s'absente souvent pendant de longues périodes. Il part apprendre la langue arabe au Caire pendant plusieurs mois. Il prend son temps pour cimenter son groupe. C'est donc Benyamina et ses lieutenants qui dirigent la manœuvre quand il n'est pas là. Ils commencent par des entraînements sportifs sur la base de plein air à Saint-Quentin-en-Yvelines.

Très vite des caméras de surveillance vont être placées face à la boucherie VHS, dont il est le gérant, dans le quartier des Merisiers. VHS est l'autre point de ralliement important des djihadistes de Trappes. À deux pas du commissariat. Un des appartements réquisitionnés par les enquêteurs aura également



une vue imprenable sur l'arrière-boutique et un renvoi d'images de la caméra installée à l'entrée de la boucherie.

Les binômes vont se relayer pendant des semaines dans l'appartement. Les policiers ne laissent rien au hasard. Une caméra est même installée à l'intérieur d'un véhicule utilitaire et filme en permanence une des rares cabines téléphoniques encore en service à Trappes et que les djihadistes ont l'habitude d'utiliser. Les meneurs de la cellule se savent surveillés, Benyamina en particulier.

Un jour celui-ci va sortir de la boucherie, se diriger d'un air déterminé vers sa voiture, s'accroupir en dessous et extirper la balise qu'avaient placée les services près de la roue. Benyamina va se tourner vers la caméra la balise à la main, lever le bras et la montrer aux policiers.

— Ouais, il nous l'a montrée. Ça arrive.

À l'intérieur de l'appartement de surveillance, les policiers regardent la scène sur leur écran. Ils sont désabusés.

— À Trappes il y avait tellement d'objectifs que parfois on était renforcés par des collègues qui travaillaient les Corses ou les Basques. Ils n'étaient pas habitués à cet environnement. Cela nous a amenés à commettre quelques petites erreurs. Dans ce cas précis, soit quelqu'un nous a vus placer l'émetteur, soit la parano l'avait guidé jusqu'à lui.

« Je me souviens, y en avait un, J.-P., qui venait d'arriver chez nous. Il se croyait dans un film, il avait mis le calot islamique blanc sur la tête et se baladait dans la cité comme s'il était chez lui, jusqu'au jour où les types sont venus le voir et ont fait les présentations religieuses... Il a déguerpi sans répondre, la tête inclinée sur le côté comme un fou furieux. C'est tout ce qu'il avait trouvé pour éviter le clash. On n'a rien compris. On s'en foutait, mais bon, c'est pas terrible pour notre image. On a aussi passé beaucoup de temps à manger des fruits du marché dans la rue ou des kebabs, à s'intégrer à la vie du quartier. Comme des blédards.

« Mais Benyamina c'était devenu chaud. Il se savait surveillé.

Au printemps 2005, l'enquête s'accélère. La cellule grossit et les candidats au djihad se font de plus en plus nombreux. Dans les jours qui suivent, un des informateurs comprend qu'une vidéo est arrivée d'Algérie. Une sorte de film de propagande qui visiblement enflamme les soldats du groupe de Trappes. Certains membres du cercle élargi viennent de loin pour la visionner. De Mantes-la-Jolie, Dreux, Montargis.

C'est un dénommé "Samir l'inter" (l'international) qui dispense les cours de djihad, et cette vidéo est son outil de persuasion de prédilection, la touche finale aux discours bouillonnants de ce recruteur. Il organise plusieurs rassemblements par semaine, la plupart du temps chez sa mère ou dans un local où se pressent jusqu'à soixante jeunes venus de tout l'Ouest parisien. À certaines de ses réunions, il fait même venir des "stars" qui font rêver les djihadistes en herbe, comme celui qui répond à la kounya d'Abou Khattab, un Hollandais qui a hébergé l'assassin en cavale du cinéaste hollandais Théo Van Gogh. Un geste qui visiblement vaut au fameux logeur du tueur une haute estime à Trappes. Dans l'esprit des jeunes des quartiers, Abou Khattab, là devant eux, en chair et en os, est un personnage qui relève de la mythologie. Il fait partie des héros qui ont contribué à venger l'honneur de l'islam.

D'après les écoutes qui s'accumulent, Samir l'inter met les bouchées doubles ; fort de son aura de prédicateur, il essaie d'envoyer du monde en Irak. Ses prières officielles, il les dispense dans la mosquée, square des Communes. Trappes et Toulouse sont les deux villes françaises qui vont fournir le plus grand nombre de combattants à l'État islamique.

Les enquêteurs ont beaucoup de mal à mettre la main sur cette fameuse vidéo qui fait tant jaser sans se faire repérer. Elle reste introuvable sur le Net ; les djihadistes la savourent entre eux. Leur source a peur de se montrer inquisitrice. L'informateur va finalement réussir à en obtenir une copie. Roc(58) se souvient encore de cette matinée où avec ses collègues ils ont appuyé sur "play".

— On était une dizaine à regarder la vidéo sur un ordinateur au bureau. C'était dégueulasse. Ça commence avec

leurs chants entraînants, un peu comme dans la vidéo de Merah. Une voix détaille les opérations qui sont filmées, des animations et des cartes à l'appui. La première opération est une attaque d'une 505 blindée, un convoyeur de fonds. Ils montrent les billets d'euros récupérés, un pauvre type se traîne par terre, ils le font exploser vivant à la grenade. Des barbares. Après, c'est une embuscade de l'armée algérienne. Un détachement important patrouille sur une route de montagne, ils descendent lentement sur une route sinueuse. Et soudain, c'est le déluge de feu de toutes parts. Ils sont pris au piège. Les djihadistes vont récupérer leurs armes et munitions et les exhiber fièrement. Au début du film, ils te montrent la carte de l'embuscade, la topographie du terrain. Une voix raconte comment ils vont s'y prendre. Un mec explique le plan au tableau noir. C'est bien fait au montage. À la fin ils découpent la tête d'un des gardes communaux qu'ils ont poursuivi et attrapé dans un champ. Les « communaux » c'est des flics ruraux. C'est eux qui ont payé le plus lourd tribut en Algérie. Et là, sur leur vidéo tu vois le mec qui égorge un pauvre père de famille en marcel. Un barbu hurle « *Nach, nach* », ça veut dire « Coupe, coupe ! » Un autre tranche la gorge du pauvre type encore vivant avec un couteau. Et puis... ils montrent sa carte d'identité.

« En islam, tu ne touches pas à un cadavre. C'est une horreur. T'as envie de gerber. C'est violent. On s'est regardés, on avait tous la haine.

Un silence pesant envahit la pièce où s'est réunie la dizaine d'agents des services pour regarder la vidéo de propagande. Les regards se croisent, interloqués, choqués. Certains gesticulent nerveusement.

Hatem me racontera un jour : « J'étais mal à l'aise. En tant que musulman je me sentais presque coupable, j'allais être mal vu à cause de ces connards. Dans l'unité il y a deux types de mecs, ceux qui font la part des choses et ceux qui ont encore du chemin à faire, qui restent méfiants. Aujourd'hui, c'est comme en 40, on fait des listes de ceux qui pourraient être radicalisés chez nous. Avec le temps, le climat s'est tendu en France. La hiérarchie ne veut pas d'histoires. On est venu me

demander des infos sur des membres de ma famille que je ne connais pas...”

— En tout cas, cette vidéo qui circule à Trappes, que “Samir l’inter” montrait aux mêmes, posait problème. Le consensus dans le groupe c’est que tout le monde voulait les allumer. C’était unanime, il fallait les raser de la surface de la Terre. Mais on est en France...

— Il n’y a pas à raisonner avec ces gens-là. C’est des merdes. Les salafistes estiment qu’ils détiennent le “haqq” (la vérité). Pour eux, toi et moi, nous ne sommes que des sparring-partners de leur vie.

— *Donc, techniquement ils ont besoin de nous ?*

— Ils ont besoin de mécréants, d’apostats, pour exister. Sinon il n’y aurait personne sur qui déverser leur haine.

Plus loin dans la conversation Hatem va me confier qu’il est de son devoir de leur parler, de se mêler à eux dans leurs mosquées, même si c’est un effort qu’il hésite à chaque fois de faire.

— Je dois les étudier, faire mes ablutions à leurs côtés, au moins leur ressembler, je dois avoir un temps d’avance. D’abord pour éviter la cata, ces connards sont illuminés et imprévisibles. Et c’est mon travail. J’aime mon pays. Et eux veulent installer le chaos.

Un soupçon d’émotion dans la voix, il continue :

— Parfois, c’est dur quand tu rentres chez toi. Ta femme te pourrit la vie, les enfants ne comprennent pas. Et toi tu es loin dans ton esprit. C’est addictif. Tu continues.

Je ne sais pas trop où il veut en venir. Après un long silence, il lâche :

— Je te raconterai un jour.

Les mois passent et la liste des objectifs remplit le tableau de l’unité chargée de la cellule de Trappes. Des centaines de noms, d’associations, de sous-groupes, d’informations s’empilent. Les hommes des services s’habituent presque à eux. Ils vivent avec eux. En rentrant chez eux le soir, les

salafistes sont présents dans leurs têtes, ils revoient en boucle les photos accrochées aux murs de leur bureau. La carte du réseau.

En couchant les enfants, souvent, un détail opérationnel de la veille leur revient. Ils le notent dans un coin de leur tête. Ils ne laissent rien au hasard tant que ce n'est pas fini. Mécaniquement. Ils sont entraînés pour ça. Au fil de nos rendez-vous, des détails leur reviennent. Tout est dans leur disque dur cérébral.

Au mois de juillet 2005, un événement inattendu va mettre un coup d'accélérateur à l'enquête. Kamel, un transsexuel, fait le tapin aux abords du bois de Boulogne. Trois hommes vont l'agresser avec un pistolet 11,43. La victime va raconter les violences et les sévices subis aux policiers. Après l'avoir roué de coups, les agresseurs venus de Trappes vont lui subtiliser son argent, sa carte bancaire et même lui faire la morale : « Tu brûleras en enfer ! »

Les trois agresseurs sont interpellés quelques jours plus tard et conduits au commissariat par la BAC du bois de Boulogne. Apparemment ce n'est pas la première fois que les trois salafistes rackettent des prostituées pour financer « la cause ». La source des services, Bob Ali, confirmera plus tard que le butin des braquages est destiné à la cellule trappiste.

Pendant leur garde à vue, les agresseurs vont nier tout lien avec l'islamisme radical, mais plusieurs milliers d'euros, de fausses pièces d'identité et des documents les reliant à la mouvance islamiste sont saisis lors de perquisitions à leur domicile. En fait ils font partie de la « section appropriation des biens » d'Ansar al-Fath, dirigée par un certain Djamel Badaoui. Ils faisaient déjà l'objet d'une attention particulière de la part des services de renseignement français, sans qu'on en connaisse le mode opératoire.

À Trappes l'annonce de leur interpellation va se répandre dans les cités comme une traînée de poudre. Les membres d'Ansar al-Fath vont se faire discrets et disparaître un à un. Les réunions enflammées de théologie se font rares, les rendez-vous dans l'arrière-boutique de Mohamed Benyamina, le second de Safé Bourada, stoppent net.

— Il fallait les péter. On ne pouvait plus attendre. Avec cette opé on pratiquait le temps long. Plus dans le renseignement, moins dans l'antiterro. Mais il fallait faire vite avant que les mecs ne disparaissent. Ils s'étaient mis en sommeil, nous on avait besoin d'aveux. Certains d'entre eux se sont rendus au Liban, ils ont appris à se servir d'explosifs, ils ont rencontré des gens d'Al-Qaida. C'était des types extrêmement dangereux. On ne pouvait plus attendre. On avait suivi l'un d'eux jusqu'au Liban, POLI(59) avait travaillé avec nos partenaires là-bas et Trévidic a fini par y aller interroger des « formateurs » en détention qui les avaient accueillis.

Mohamed Benyamina, le numéro 2 et cheikh adjoint de l'organisation, prend l'avion et se volatilise en Algérie. Le chef de groupe de Hatem appelle immédiatement la hiérarchie et l'officier de liaison, qui, lui, appelle ses collègues algériens. Le message est bien reçu à Alger.

Le 9 septembre 2005, alors qu'il s'apprête à rentrer vers Paris avec son épouse, Benyamina est arrêté à l'aéroport d'Oran par les services algériens.

— Bah ouais, il avait un couloir VIP de l'aéroport à la cave. C'était trop bien. Il a tout bien raconté. Il y avait les noms, les cibles, il a raconté les méthodes d'embrigadement, comment il a organisé de jeunes musulmans à la mosquée de Trappes afin de les envoyer en Irak ou leur faire faire des conneries chez nous en France... On avait tout.

Hatem sourit, il a visiblement un excellent souvenir de ce moment qui a débloqué la situation.

— La cave en Algérie, elle est... pas mal !

La famille de Benyamina restera sans nouvelles de lui pendant plusieurs mois, avant de porter plainte contre l'État français.

Cinq ans plus tard, Benyamina sera jugé en Algérie, le même jour que Boulgheithi, le conseiller commercial d'Oussama Ben Laden.

Au cours de l'audience, l'accusé rejette toute accusation, affirmant qu'il « n'est pas terroriste », mais il avoue connaître

la cellule de Trappes. « Je ne me suis pas engagé avec eux quand j'ai constaté qu'ils étaient radicaux », dira-t-il au juge. Il s'en sort plutôt bien, le parquet général ayant requis la prison à perpétuité à son encontre, il n'écopera que de trois ans de prison ferme pour « appartenance et création d'un groupe terroriste qui activait à l'étranger ».

À Paris, c'est le branle-bas de combat. La cellule de Trappes doit être interpellée d'après les informations toutes fraîches fournies par Mohamed Benyamina lors de son arrestation à Oran.

— On a un tableau au mur et le chef de groupe islam, un commandant, répartit les dispositifs sur les objectifs. Nous sommes une trentaine, renforcés par les collègues des groupes corse et basque. Notre commissaire appelle alors le RAID. La veille nous avons déjà refait toutes les vérifications. Tout le monde va alors se mettre sur les objectifs et les surveiller H24 avant l'interpellation. On les suit partout, il faut être sûr qu'ils sont à leur domicile le lendemain quand on arrive.

— *Et si l'un d'eux décide de prendre le train par exemple ?*

— Eh bien on l'interpelle nous-mêmes à la gare ou... là où il se trouve.



Le lendemain, 26 septembre, à l'aube, c'est une cinquantaine de policiers de l'unité d'élite d'intervention du RAID, cagoules sur la tête, qui se retrouve face au magasin de meubles Crozatier sur la N 10 à Trappes. Ils sont accompagnés par les hommes du renseignement censés leur indiquer les objectifs « à taper ».

Il y a bien quelques agents supplémentaires venus du siège en renfort qui se sont trompés de lieu de rendez-vous. Ils sont déjà devant les immeubles. Quelques minutes plus tard, ce sont huit petites équipes d'intervention qui avancent en file indienne et en silence le long des barres d'immeubles. Dans

les rues de Trappes, il n'y a quasiment personne. Les seuls passants s'écartent du chemin des policiers sans rien dire. Chaque équipe se dirige vers son objectif respectif.

Devant l'entrée de chaque immeuble, chaque groupe d'intervention a les mêmes gestes. On vérifie son matériel, on tape le code de l'immeuble ou on utilise la clé de la Poste. Les policiers du renseignement enfilent à leur tour leur cagoule et pénètrent en premier dans l'immeuble, suivis par les hommes armés du RAID.

La colonne gravit les étages jusqu'à la porte de l'objectif. L'homme des services indique la porte d'un geste de la main et s'écarte pour laisser la place à l'équipe d'intervention, bien mieux équipée à affronter une éventuelle riposte par balles.

À 5h45, après deux ans d'enquête, des portes sont défoncées et neuf djihadistes sont interpellés.

Leur cellule avait pour cibles le siège de la DST, l'aéroport d'Orly et une station de métro parisien.



## 11. Moscow blues

### Texte de la saisine :

Mission : Selon une cote 2 au contact de l'intermédiaire, nous apprenons que la remise de l'acompte aura lieu demain dans la journée et qu'un rendez-vous est envisagé avec l'employé de l'ambassade. Une cote 2 recrutée dans l'environnement familial de l'intermédiaire nous a remis une photographie récente de ce dernier. Votre mission : consiste à pouvoir identifier l'ambassade concernée, matérialiser le contact effectué entre l'intermédiaire et l'employé de l'ambassade et identifier le lieu du rendez-vous et assurer celui-ci. Un compte rendu détaillé de votre surveillance vous sera demandé. À l'issue de l'opération celui-ci devra permettre à terme l'interpellation de l'intermédiaire ainsi que l'expulsion de l'employé de l'ambassade.

Instruction d'ordre opérationnel. La sous-direction H vous demande de récupérer un minimum d'informations, adresses, points de chute, plaques permettant l'identification du personnel de l'ambassade ou des tierces personnes complices des faits. Elle vous demande de matérialiser les différents contacts transactionnels par la réalisation de clichés photographiques attestant les diverses actions. Cela nous permettra de placer des traceurs sans prendre de risques. Il vous sera également demandé de rendre compte des éléments obtenus par votre équipe opérationnelle lors du déroulement de votre mission afin que la division H4 puisse vous orienter en *temps réel* en fonction des informations qu'elle aura obtenues par le biais de ses cotes 8 (écoutes).

Fin 2014, les hommes de la sous-direction H4, le service contre-espionnage en charge de la Russie, font passer une saisine brûlante au chef de groupe des L3, l'unité de soutien de surveillance physique. Une autre est envoyée aux R, qui s'occupent de l'interception des communications. Les différentes unités découvrent chacune leur mission. Différents prestataires de services pour différentes missions sur un même objectif. Très peu de vases communicants entre les différentes unités, c'est l'héritage DST et la tradition du contre-espionnage.

Ce matin, le groupe L3 est réuni dans les open-spaces qui abritent les sous-divisions de soutiens opérationnels, situées dans les sous-sols de la DGSI, leurs "bureaux". Plusieurs tables arrondies au look industriel, des écrans d'ordinateur et des distributeurs de café composent l'essentiel de la déco au

sous-sol. La vingtaine d'agents du L3 relisent la saisine. Elle est très précise : un agent russe est sur le point de recruter un ingénieur français occupant une position stratégique au sein d'un des plus grands groupes industriels militaires français.

C'est presque devenu de la routine, du "classique" pour les agents en charge de la Russie... Depuis l'arrivée de Vladimir Poutine au Kremlin, les services russes ont graduellement augmenté le volume de leurs activités en France. Une vaste offensive d'espionnage industriel, la France étant l'une des cibles prioritaires de leurs services. Tout comme de ceux de la Chine, avec leurs cyberattaques très agressives et son immeuble d'interception de communications situé à Chevilly-Larue en banlieue sud parisienne. Officiellement, d'après l'ambassade chinoise, il s'agit de logements de fonction ! Une installation unique en Europe pour le compte de l'APL-3, le troisième département de l'état-major de l'Armée populaire de libération (service de renseignements extérieurs chinois).

Trois immenses paraboles sont posées sur le toit d'une annexe de l'ambassade chinoise pour du renseignement passif, mais néanmoins très utile lors de négociations de juteux contrats. Une mini NSA, version Pékin.



Chevilly-Larue,  
annexe  
de l'ambassade  
de Chine.

— Les Chinois sont plus vicelards. Ils repèrent des Français qui veulent faire fructifier et développer leurs brevets, les tamponnent, par exemple dans des cours gratuits bidon de chinois qu'ils montent en province, et les invitent à Pékin ou Shanghai. Une fois sur place, ils les forcent à littéralement

balancer leur brevet. Ils mettent la pression. Tant de Français se sont fait voler leur idée là-bas, après ils viennent chialer, et nous on ne peut rien faire. Les Chinois ne sont pas aussi trahi que les Russes. Ils sont moins efficaces aussi. On en a identifié et photographié beaucoup parmi la centaine qui est ici. Ils arrivent en Europe, presque toujours par Amsterdam ou Francfort, des villes comme ça. Et nous on les récupère ici à la gare routière de Bagnole à côté d'Auchan. C'est comme les djihadistes, ils aiment le bus... Mais on hésite à les expulser, tant qu'ils agitent la carotte du gros contrat sous notre nez.

Les "cibles" des Russes sont le plus souvent approchées par l'intermédiaire de connaissances communes, une technique traditionnelle, héritée du bon vieux KGB. Les dirigeants d'entreprise ou les fonctionnaires approchés ne sont jamais des PDG ou des généraux, mais juste en dessous, souvent ceux qui sont programmés pour progresser dans la hiérarchie de leur pyramide, et plus accessibles.

Les Russes prennent leur temps, ils ne sont pas pressés. Ils travaillent l'humain, ils posent des bases relationnelles solides, c'est un jeu d'échecs mental. Pour l'ingénieur français qui a fait l'objet de la saisine citée plus haut, c'est pareil. Ils l'ont travaillé au corps.

— Ils ont fait des passages réguliers à Levallois et, du trottoir d'en face, devant notre immeuble, ils ont fait leur "Et qui vous dit que ce qu'il y a dans l'enveloppe n'est pas un leurre, qu'ils n'aient pas mis un magazine ou des papiers quelconques pour voir comment on réagit ? Il faut quatre, cinq "enveloppes" avant de penser à interpeller ou tamponner. Qui vous dit que l'opération n'est pas coordonnée par nos analystes avec les Américains ou les Britanniques ? Et que nos alliés théoriques ont peut-être un tout autre agenda dont on doit tenir compte ? Qui vous dit qu'une équipe de chez nous ne s'est pas rendue chez le Russe ou le Français, a photographié les documents et les a remis dans l'enveloppe ? Il y a tellement de possibilités pour ce qui se passe après. Il y a une série de règles à suivre pour un service de contre-espionnage. Si on se précipite, on aura peut-être perdu deux ans de boulot." avec leur petite valise. Et siphonné tous les numéros de téléphones perso et de travail de l'immeuble, les e-

mails... Leur FSVTS, un service de coopération militaro-technique, un service d'appui logistique du GRU, a une base de données assez détaillée sur nous. On avait déjà assuré un premier rendez-vous entre l'ingénieur français du militaire et le Russe. La rencontre devait se faire à Notre-Dame, je crois. On a vu le Russe sortir du métro, ouvrir son ordi et croiser les données du "catch" avec leurs données prélevées à Levallois, voir s'il y avait des gens de chez nous aux abords. Il y avait... Et là, il nous a fait la misère. Il a passé la journée à faire les parfumeries, les boutiques, à aller au cinéma, ils nous a baladés toute la journée. Ou alors, s'ils voient des numéros de Levallois s'afficher, ils se cassent. Et c'est fini. C'est comme ça que tu te fais lever des dispos. Sans même avoir été vu. Cette fois-ci on était prévenus, tout le monde avait enlevé sa batterie de téléphone. On était sur le qui-vive. »

Vers midi, la dizaine d'agents de l'unité opérationnelle est sur le pied de guerre. Ils guettent le départ de l'agent russe de son ambassade.

Christophe fait des tours de Vélip autour de l'imposant bunker, rue Gérard-Philipe. Il est *raccord* avec le quartier : polo pastel du Stade Français, écharpe blanche autour du cou et une bouteille d'eau minérale en soutien. Le soum est garé le long du stade de la Muette. Les autres véhicules et la moto disposés boulevard Lannes dans le 16<sup>e</sup> arrondissement, de manière à ne rater aucune sortie de voiture.

Le dispo filature est en place, le jeu du chat et de la souris peut commencer. La grosse berline corps diplomatique sort finalement deux heures plus tard. L'agent russe est assis sur le siège passager avant. La berline diplomatique avale l'avenue Georges-Mandel jusqu'au Trocadéro, traverse la Seine au niveau de la Concorde et s'engage sur le boulevard Saint-Germain. Après avoir traversé Paris à vive allure sans faire de détours particuliers, l'espion russe est déposé par son chauffeur devant l'église Saint-Sulpice. Les premiers suiveurs sautent de leur véhicule pour reprendre la filature à pied.

Le Russe va alors effectuer ce que dans le jargon d'espion on appelle un « parcours de sécurité », pour vérifier s'il n'est pas suivi. Il a ses habitudes dans le quartier.

Quelques rues étroites plus bas, il traverse le boulevard Saint-Germain, emprunte la rue de Buci avant de s'arrêter pour discuter avec une connaissance dans une boutique de la rue Dauphine. Les espions, qui entretiennent leurs relations, achètent souvent des bibelots ou glissent un petit billet aux commerçants du quartier enclins à leur rendre service un jour ou l'autre. Soit pour qu'ils jouent un rôle soit simplement pour qu'ils leur racontent les ragots des derniers jours, pour établir une proximité. Les services étrangers des pays dits « puissants » paient souvent les gardiens des immeubles où ils ont installé des planques ou des lieux de rendez-vous. Ils utilisent des taxis et VTC attitrés qui viennent les « arracher » au cas où l'agent a un doute sur une filature à pied.

— Ils sont bien formés pour te cramer. Ils sont « physio », ils savent que si jamais on est sur leur cul, on est plusieurs. Ils te reniflent, surtout s'ils partent faire un rendez-vous conspiratif. S'ils ne peuvent se payer le luxe de le reporter, il y a, ils ont, des techniques pour nous semer. [...] Une fois on s'est fait avoir par une ancienne d'un groupe d'extrême gauche du côté de Ménilmontant. Hélyette Bess. Elle venait de sortir de prison, 80 balais... Elle nous a niqués, la vieille. En une demi-heure, même pas, elle a éclaté tout le dispo. Elle connaissait toutes nos méthodes. J'avais jamais vu ça.

— Tiens, au fait la SDAT m'a demandé de faire le lièvre pour un de leurs exercices.

— Ah, j'ai un excellent scénario pour toi, il est bien ficelé...

L'agent russe sait exactement où il va, il passe les grilles du passage Dauphine, cela fait vingt minutes qu'il emprunte de toutes petites rues beaucoup plus faciles à observer qu'une artère bondée de monde.

Il va tranquillement s'installer dans l'unique salon de thé bio au milieu du vieux passage aux pavés tordus d'un autre temps. Une sorte de cour intérieure aux allures de carte postale du vieux Paris. Un groupe de touristes et leur guide s'arrêtent au milieu du passage. Il faut toujours faire attention, dévisager et mémoriser tout le monde.

Le dispo de filature a cette fois-ci tout prévu. Ils vont tranquillement l'attendre à chacune des deux sorties. Le Russe a l'air de prendre son temps et de flâner cet après-midi. Seuls lui et son interlocuteur français connaissent l'heure et le lieu du rendez-vous. L'espion de Moscou va passer une bonne heure devant une tasse de thé à scruter la grisaille dehors, pour enfin payer et prendre l'autre sortie du passage. Il est immédiatement repris en filature dans la rue Mazarine.

En milieu de semaine, certaines ruelles de Saint-Germain-des-Prés sont vides et toute silhouette derrière soi est facilement repérable.

— Le dispo anticipait, on n'avait pas le choix, on avait quelqu'un au bout de chaque rue. Parfois deux. Il y en a qui ont même changé de tenue en cours de route et le reprenaient plus loin.

L'homme de Moscou traverse la rue de Seine, remonte la rue de Furstenberg avant de tourner à droite rue de l'Abbaye, en direction de l'église abbatiale de Saint-Germain-des-Prés.

Deux agents de Levallois sont déjà dans la cour de l'église. Christophe et Laurence jouent au faux couple d'amoureux qui découvre et s'imprègne de l'édifice millénaire, la nécropole royale des rois mérovingiens, perle historique du Quartier latin.

Un autre agent observe la place derrière les vitres du magasin Vuitton.

Le couple d'espions vient à peine d'entrer à l'intérieur de l'église que l'ingénieur français apparaît et s'engouffre au pas de course dans l'édifice. Les tourtereaux ont déjà pris place au dernier rang des chaises empaillées. Près de la sortie au cas où.

La suite est digne des films d'espionnage. Le Russe arrive à son tour, presse le pas, traverse la petite place devant l'église et va s'asseoir au premier rang sur les bancs en vieux chêne près de la nef. À ses côtés : sa « cible ». L'ingénieur français lui remet une enveloppe. Les deux hommes ne s'éternisent pas sur le lieu de leur rendez-vous.

Une poignée de main et, quelques minutes plus tard, ils ont disparu chacun de leur côté, l'un en taxi, l'autre a sauté dans le premier bus qui passait.

Le dispo est levé. Les deux objectifs ont été photo mitraillés par le faux couple de touristes en même temps que les déambulateurs en pierre du XII<sup>e</sup> siècle. Quelques dizaines de photos vont se joindre au rapport. L'opération, qui a duré près de six heures, est terminée.

— *Et c'est tout ?*

— Oui, on a identifié les personnages et établi le contact. Parfois c'est chiant. Un jour, la filature d'une femme nous a menés jusqu'à un rendez-vous galant avec un ex-président de la République... en dehors de l'Élysée...

— ...

— C'est tout ce que je peux dire, je n'étais pas dessus, mais c'était des gens de chez nous qui avaient cette mission.

— *La division des « enquêtes réservées » ? Quelle année ?*

— ...

— *Vous savez ce qu'il y a dans l'enveloppe du Russe ?*

— Non. Nous c'est terminé. On passe la main. Ça part chez les analystes, ou peut-être qu'à un moment donné la DRM(60) récupère le Français. On n'en sait rien. C'est le principe du cloisonnement du contre-espionnage. Avec les Russes ou les Chinois, c'est évident qu'il faut travailler le temps long. Ce qui est sûr, c'est que pour les affaires de terro, ça marche pas. Les djihadistes sont dans l'immédiat, ils sont imprévisibles, il faut être réactif, et tout de suite.

Ancien grand patron des services de sécurité intérieure, Bernard Squarcini répond de façon indirecte sur cette affaire et précise les raisons de l'idéologie du cloisonnement hiérarchisé au sein de la DGSI :

« Les hommes de terrain n'ont évidemment pas tous les éléments. Ils ont des chefs de division, des sous-directeurs chargés de la coordination entre les différentes unités.

Imaginez que quelqu'un de chez nous se fasse choper... Il ne peut rien balancer parce que, justement, il ne sait pas tout.

“Et qui vous dit que ce qu'il y a dans l'enveloppe n'est pas un leurre, qu'ils n'aient pas mis un magazine ou des papiers quelconques pour voir comment on réagit ? Il faut quatre, cinq “enveloppes” avant de penser à interpellier ou tamponner. Qui vous dit que l'opération n'est pas coordonnée par nos analystes avec les Américains ou les Britanniques ? Et que nos alliés théoriques ont peut-être un tout autre agenda dont on doit tenir compte ? Qui vous dit qu'une équipe de chez nous ne s'est pas rendue chez le Russe ou le Français, a photographié les documents et les a remis dans l'enveloppe ? Il y a tellement de possibilités pour ce qui se passe après. Il y a une série de règles à suivre pour un service de contre-espionnage. Si on se précipite, on aura peut-être perdu deux ans de boulot.”

Ces dernières années, l'agressivité de l'espionnage russe a amené les présidents Hollande et Macron à inviter au départ ou carrément à expulser certains éléments du corps diplomatique russe jugés indésirables en France. Une manière de signaler à ce dernier la fin de la passivité des services français.

Hormis l'affaire Skripal<sup>(61)</sup> et l'indignation internationale accompagnée des expulsions simultanées d'une centaine d'espions russes par une trentaine de pays occidentaux, le président Macron est le premier chef d'État à signer personnellement un ordre de renvoi en avril 2018 d'un agent du GRU<sup>(62)</sup>, une première depuis Mitterrand et la fameuse affaire Farewell en 1983.

Le coup de l'échange de l'enveloppe est une vieille tradition qui semble perdurer. On est loin d'informations vendues par un agent cupide de Levallois et rémunéré en bitcoins quelque part dans le cyberspace. Ou tout simplement une clé USB ou une carte mémoire laissée sous une pile de pulls dans un grand magasin. Certains espions n'ont pas dû voir le *Jackie Brown* de Tarantino et la fameuse scène d'échange de sacoche d'argent dans le *mail*.





En janvier 2018, une opération de la DGSI prend en flagrant délit un “attaché commercial” de l’ambassade russe recevant une enveloppe d’un employé du ministère des Affaires étrangères contenant des documents confidentiels. Cette fois les services français sont intervenus. Un coup monté de la division H4 de la DGSI. Sous couvert d’unité de la BAC, ils procèdent à l’interpellation des deux hommes dans une rue chic de la capitale et jouent les policiers qui croient surprendre un trafic de drogue. Le Russe sait très bien pourquoi ils sont là, mais tente quand même de faire valoir son immunité diplomatique. Le diplomate français semble gêné, mais c’est lui qui au préalable avait dénoncé à la DGSI Alexei Guenadevitch O. et ses tentatives de tamponnage de personnalités françaises. Dans la foulée, le président Macron signe l’ordre de renvoi de l’espion russe. Ce n’est pas la première fois que des “tamponnés” se précipitent par patriotisme ou par peur à Levallois.

Avec l’affaire Benalla et ses « contrats de sécurité » avec des oligarques proches de Poutine, la dangerosité d’interférence d’origine russe a pris une tout autre dimension.

Les premiers signes de la nouvelle vague d’espionnage russe version bulldozer apparaissent en 2014 avec le colonel Iliouchine, un agent fougueux qui « tamponnait » tout ce qu’il pouvait. Hauts gradés, conseillers, journalistes spécialisés et même un proche du président Hollande. Les hommes de la DGSI (ex-DCRI) l’ont eu dans le viseur pendant des mois. Un journaliste français s’était également présenté effrayé aux H4 de Levallois après avoir reçu une offre de rémunération du colonel. Les H4 savaient déjà à peu près tout de l’espion venu du froid et avaient laissé faire, pour voir. Déjeuners haut de gamme, offres de rémunération collaboratives... le colonel avait varié ses cibles, avant d’être prié de faire ses bagages dans la plus grande discrétion.

Devant la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale qui se tient à huis clos en février 2017, Patrick Calvar, alors patron de la DGSI, admettra que la possibilité d'ingérence de la Russie dans l'élection présidentielle française est... élevée.

## **12. Attaque chimique**

### **L'opération Arcole n'a jamais eu lieu**

L'été 2016 verra une nouvelle attaque terroriste d'envergure endeuiller et plonger la France dans la division politique. Adieu l'unité nationale décrétée post-Charlie.

Un camion de 19 tonnes loué pour l'occasion et conduit par un Tunisien, Mohamed Lahouaiej-Bouhlel, va faucher 84 vies le 14 Juillet à Nice. À la télévision on a immédiatement droit aux traditionnelles interviews des voisins et de la famille qui ne comprennent pas comment le terroriste, bisexuel et amateur de salsa, a pu passer à l'acte.

Finalement, l'agence de presse de l'État islamique, Amaq, va revendiquer l'attentat en fanfare et en annoncer d'autres. Les enquêteurs vont aussi trouver une collection de vidéos de décapitations sur l'ordinateur du tueur, datant de janvier 2016, ainsi que bon nombre de textos plus que compromettants. Rapatriés à Levallois, les différents gardés à vue après l'attentat se lâchent également : Mohamed leur parlait de Daech avec beaucoup d'affection.

Dans l'opinion publique, c'est la consternation, et l'exaspération vis-à-vis du pouvoir. Le premier politique à dégainer est Georges Fenech, des Républicains, président de la commission d'enquête parlementaire du « 13 novembre ». Il va traiter le gouvernement « d'autiste » incapable d'écouter les conseils de la commission et de réformer les services. Au lendemain de l'attentat à Nice, il lance sur i-Télé : « Ne me parlez plus d'unité nationale ! »

À la cérémonie de recueillement sur la promenade des Anglais à Nice, en hommage aux victimes de l'attentat du 14 Juillet, le Premier ministre Manuel Valls essuie des sifflets et quelques cris demandant sa « démission ». Des insultes jamais entendues lors d'un deuil national.

Les politologues des plateaux télé vont expliquer cette hostilité d'une partie de la foule par le fait que des élus du parti Les Républicains avaient été les premiers à mettre en cause des proches du Front national désireux de s'en prendre aussi bien à Manuel Valls qu'à Christian Estrosi, président de la région PACA. Ce serait donc une sorte de réaction frontiste à ces accusations ! C'est une ambiance garderie dans les rangs politiques français.

Nous sommes bien loin de l'exaspération du peuple et de ses craintes.

Devant les micros, les nerfs sont à vif et le doigt est pointé vers l'adversaire politique.

Résultat comptable : l'exécutif sort très affaibli de l'attaque à Nice. Seulement 33 % des Français (IFOP) affirment désormais faire confiance à François Hollande et au gouvernement Valls pour lutter contre le terrorisme.

Fait très inhabituel, le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian, respecté à droite comme à gauche, va se fendre d'une petite phrase à la sortie d'un conseil de crise à l'Élysée et dire que « le moment viendra où il faudra dire ce qui a été fait depuis plusieurs années pour assurer la sécurité de la France, et ce qui a été défait », avant l'alternance.

Cette remise en question de la fusion des services donnant naissance à la DCRI en 2008 revient sans cesse sur le tapis. On balance des grands mots : maillage territorial disparu, rivalités internes...

Une opération « antiterro » des services passée inaperçue il y a quelques années pourrait peut-être nous éclairer sur cette petite phrase lâchée par Le Drian dans la cour de l'Élysée. En interne, elle sera appelée l'opération Arcole, du nom d'une fameuse bataille cristallisée sur le port du même nom et qui vit Bonaparte victorieux sur l'armée autrichienne. L'histoire d'une attaque terroriste qui, si elle avait réussi, aurait largement dépassé en nombre de victimes tout ce qu'on a pu connaître ou imaginer jusqu'à aujourd'hui. Un effroyable carnage orchestré depuis l'Arabie Saoudite.

Nous sommes à quelques mois de la fusion RG-DST et les équipes des deux services sont déjà quasiment installées à Levallois-Perret. Frédéric et ses collègues du renseignement viennent de rencontrer leur source, Hibou, dans un bar de Barbés.

Le « cheikh » d'une opération terroriste d'envergure visant la France serait arrivé au Maroc depuis l'Arabie Saoudite et est installé dans un cinq étoiles depuis quelques jours. Il se fait appeler Abou Alaa. C'est tout ce qu'ils apprennent pour l'instant et ils renvoient Hibou glaner plus d'informations.

Religieux autoproclamé, opérant dans une mosquée surveillée de la région parisienne, Hibou est de tous les coups, quels qu'ils soient, pour se faire du fric. C'est un businessman et un malin. Il a déjà soutiré aux services des papiers pour des membres de sa famille et il exige maintenant une voiture de location pour pouvoir circuler où bon lui semble. Il va falloir « équiper » le véhicule. Les policiers doivent pouvoir vérifier ses dires et suivre ses déplacements. C'est celui qui détient l'information qui est en position de force. Même chez les sources. Et Hibou le sait.

— C'est pas qu'on n'avait pas confiance en lui. On est obligés de vérifier. Il n'est pas flic. Ce n'est pas un collègue. Tout ce qu'il dit, on le prend au conditionnel. C'est la raison pour laquelle on a immédiatement balisé sa voiture. On commence par faire des repérages. Il habitait dans une cité pourrie du 9-3. D'abord on observe les va-et-vient. Est-ce qu'à 2 heures du matin, c'est le genre de quartier où il y a encore du monde dans la rue ? Parce qu'on doit baliser quasi sous ses fenêtres, etc. On doit déterminer à quelle tranche horaire on va faire l'opération. Un balisage solide, ce n'est pas banal.

Il faut accrocher la balise et les accus avec des aimants puissants à l'intérieur de la partie moteur, pour qu'on ne puisse pas la voir. Il faut également vérifier que l'émetteur fonctionne. Avant de baliser la voiture de l'objectif, les policiers effectuent un balisage test sur une voiture identique. C'est un travail minutieux en amont déjà.

— On n'a pas le choix. Il faut que cela dure le moins de temps possible. Des fois tu poses des balises à l'arrache, ça

de 30 secondes et ça marche un certain temps. Mais si tu veux faire ça d'une manière plus pérenne, t'es obligé de passer par là. Pour ne plus avoir à changer les batteries qu'une fois tous les quinze jours. Le mec, il fait ses courses à Carrefour, tac-tac on change les piles dans le parking du sous-sol et c'est reparti... On posait des balises GPS-GSM qui émettaient en 3G. Très vite on est passés au 4G. Maintenant c'est immédiat. On a besoin de savoir où le type se trouve à tout moment. Ça sert à ça.

Au-delà du côté technique, les policiers du renseignement doivent composer avec les éléments extérieurs, les passants, les curieux, dans un environnement souvent hostile. Une opération qui nécessite sept à dix policiers. Plusieurs périmètres de sécurité sont établis autour des techniciens qui sont en train de travailler sur la voiture. Tous sont reliés par radio. Tout le monde entend tout le monde « en live ». Ils ne peuvent pas se permettre de laisser Hibou s'approcher, ils sont obligés de le ralentir au cas où. Parfois, une sortie imprévue de l'objectif vers sa voiture les force à improviser.

— Tu fais ce que tu dois faire. Tu fais la racaille s'il le faut. Ceux qui ont une tête de « white » et de flic, qui ne reviendront plus dans le quartier, ils sortent le brassard et c'est : « Bonjour monsieur, contrôle d'identité. » Comme une BAC moyenne. Et tu fais un vrai contrôle d'identité, mais tu fais aussi 1, 2, 3, pierres d'un coup pendant que tu y es. Si jamais tu n'avais pas son nom exact ou sa date de naissance, maintenant tu l'as ! Tu vois qui est avec lui, s'il a un quelque chose sur lui. Ça te permet de te « rapprocher » au sens large de ce mec. De mieux le connaître. Et tu ne déclines jamais ta véritable identité. Tu ne peux pas dans le renseignement.

— *Et si deux mômes du quartier s'approchent à vélo et voient un type sous la voiture de l'objectif des outils à la main ?*

— Ça n'arrive jamais ça ! Si, ça peut arriver ! Si c'est le cas, c'est que ceux qui sont « en rideau » n'ont pas fait leur boulot. Non, il y a des mecs en amont qui vont les bloquer. D'une manière ou d'une autre, ils n'approcheront pas.

— *C'est-à-dire ?*

— Un collègue attrape un des petits, l'autre collègue attrape l'autre. Tu cries, t'inventes ce que tu veux : « Je m'en fous, appelle ton frère, je vais le défoncer ton frère ! Il est où Karim ? Tu vas dire à Karim qu'on est là, qu'il doit 10000 euros et on va le défoncer ce fils de pute, tu m'as compris ?! Va lui passer le message. Casse-toi petit con ! » Les petits vont aller voir les grands et leur dire qu'il y a des mecs un peu chauds, qui cherchent un Karim qu'ils ne connaissent pas... On a gagné deux, trois minutes. Tu parles mal aux petits, mais c'est ça aussi ton boulot. Il y a la surveillance, mais la grande partie du boulot c'est d'improviser. Tu dois prendre différentes personnalités. Tu te changes, tu te fais des looks. On en avait un, il était fort. Tu le mets dans Paris intramuros. Il avait une tenue verte « traîne-lattes », il se couchait par terre avec un gobelet, et il prenait de l'argent ce con. Il avait un look crado. Sur ses dispositifs, il prenait de la thune ! Après il payait sa tournée... Un groupe, il faut que ce soit hétéroclite. Des gens adaptables. Si t'as un « dispo » avec des Russes au George V, tu te débrouilles. Tu commandes ton verre au bar, et il faut que tu sois à l'aise dans un environnement de frime. De la même manière, si tu dois aller à Gennevilliers dans une cité pourrie, t'y vas.

Frédéric se lance dans un long monologue de souvenirs de guerre. Épinay, les putes du 18<sup>e</sup>... tout y passe. Même notre petit tour au Val Fourré dans le cadre d'un documentaire pour National Geographic que nous réalisons en 2017.

« Tu as bien vu quand vous êtes arrivés sur la grande place face à la mairie. Tout le monde vous a regardés. Et ils vous ont suivis, toi et ton producteur anglais. Des mecs du café ont fait un signe à d'autres, et les autres vous ont suivis jusque dans le supermarché en face pour voir ce que vous foutiez là. Vous faisiez tache, pas du tout dans votre élément. Le Val Fourré, c'est un quartier muslim clos sous un dôme fermé.

« Notre travail ne fonctionne qu'avec des mecs qui ont ce côté intuitif. On te projette constamment dans un environnement différent. Si maintenant je te demande de bosser rue de Picardie dans le 3, tu dois être à l'aise avec les bobos. Tu n'as pas la même attitude dans le Marais, qu'aux Francs-Moisins dans le 9-3. Les codes sont différents, le parler

est... c'est deux français différents. Ils ne parlent pas la même langue dans les quartiers, même si le dictionnaire est le même. Ça c'est les deux extrêmes. C'est une nouvelle France.

« L'autre jour j'ai ramené mon collègue et ami de Roissy à Saint-Nom-la-Bretèche, 60 km. On a traversé Paris et trois départements. On avait l'impression d'avoir traversé dix pays différents. Et les gens de ces "pays" ne se côtoient pas, ne se connaissent pas. Nous on s'adapte.

« Les 200 qui sont arrivés à la DGSI en septembre 2017 et ceux de l'année suivante, tu peux pas les lâcher dans le grand bain. Il leur faut du temps, mais aussi de l'expérience. C'est là notre problème, il ne reste plus beaucoup de "sachants" à la SI.

« Si jamais un mec te regarde de travers, tu ne peux pas le laisser comme ça dans le doute, il ne faut jamais laisser ce doute. Tu coupes ta radio, t'appelles ta femme, tu vas acheter un pack de lait à Franprix, t'achètes une puce de téléphonie à la boutique du coin, t'insultes le vendeur, et le mec tu ne le calcules pas. Tu perds ta journée s'il le faut. Tu te fais passer pour un cassos s'il le faut. T'en as rien à foutre d'être ridicule. Tu ne peux pas le laisser s'imaginer quoi que ce soit.

« Ce mec-là... un jour, deux jours, une semaine après, c'est celui qui peut t'entuber, parce qu'il ne te connaît pas et qu'il a un doute.

« Tu es obligé de faire un travail préparatoire pour toute opé spéciale. Un balisage, c'est pareil. Ce n'est pas anodin. Si tu déconnes c'est comme ça que tu crames un dossier, c'est comme ça que tu crames tes collègues, c'est comme ça que tu crames tes objectifs. Et c'est comme ça que tu deviens médiocre.

« La source... tu es obligé de vérifier ce qu'il dit, d'assurer les rendez-vous, voir s'il voit bien ceux qu'il dit qu'il voit, et dans la mesure du possible, prendre des photos. Tu dois prendre le dessus sur lui. Parce que lui, il croit qu'il te manipule. C'est lui qui a l'information et il sait que tu es à la recherche d'informations.

« Si tu n'as pas d'informations, tu es aveugle, t'as rien, t'es une merde.



Les hommes des services vont suivre Hibou un certain temps. Ils n'ont pas besoin d'être collés à lui. Ils ont l'ordinateur dans la voiture et chaque équipe de filature voit sa position sur l'écran. Ils sont souvent trois à quatre feux rouges derrière lui. Si Hibou se pose dans une mosquée : "On jette quelqu'un dans la mosquée, un extra-communautaire(63) comme on les appelle, et on voit ce qui se passe, s'il nous dit tout, ou juste une partie. On le sait tout de suite. Encore une fois, une source n'est pas un collègue, souvent les sources gardent une partie de la vérité pour elles dans le but de préserver quelqu'un."

Pendant des semaines, l'enquête préliminaire avance au ralenti. Les policiers suivent Hibou qui fait de multiples allers-retours en Espagne pour ses affaires personnelles, à bord de sa voiture de location fournie par les services. Il descend souvent à Malaga. Les policiers n'ont jamais su ce qu'il y faisait. Ils laissent faire. La source connaît aussi du monde dans le sud de la France. Par deux fois, ils vont quand même "Il paraît que la France doit célébrer à la fin de cette année (ils sont mieux informés que moi !) le centenaire de la laïcité. Ils ont donc choisi cette date pour punir la France ; les cibles sont définies. Ils ont une carte du métro et du RER avec un chronométrage précis entre les stations, ils ont un plan du Stade de France avec les issues de secours et le sens de circulation des rues d'environ. Ils veulent aussi paralyser la circulation sur le périph, ils ont une carte dans ce sens. Et puis le top, ils ont une vidéo sur Sarko, sa femme, ses enfants et son cabinet d'avocat, il est vraiment leur cible. Cependant la France doit recevoir sous peu une menace de défi signée par Ansar Al Qaida. Le groupe pour la Tunisie doit agir au nom du soutien aux opprimés. En ce qui me concerne, je dois partir pour l'Irak ou le Pakistan (qu'en penses-tu ?). D'autres personnes doivent arriver ici, donc je ne peux pas rentrer maintenant..." et fouiller la voiture, sans rien y trouver. Mais la source a pu décharger quelque part en route. Ils suspectent des stupéfiants, en tout cas de la contrebande.

Les rencontres entre l'agent traitant et Hibou s'effectuent toujours en public dans différentes brasseries parisiennes. Hibou est à l'essai. Ce sont ses premiers pas de "Je reviens au

chimique, ils sont décidés à l'utiliser en Angleterre et aux USA, ce n'est plus qu'une question de temps..." dans le monde islamiste. Il va d'abord initier les hommes des services au mode de communication des "Alors quand est-ce qu'ils viennent ?", selon le terme administratif employé à cette époque par les policiers. Il les emmène dans un cybercafé de Barbés. Pour faire passer des messages ou dialoguer en direct entre l'Europe et la zone Syrie/Irak/Pakistan/ Afghanistan, les activistes utilisent le site "Corned Beef". Il faut se créer un identifiant et accéder à la session "scandale". Les dialogues observés ressemblent à une suite de signes incompréhensibles. Frédéric se souvient d'une de ces sessions où il a découvert un monde obscur quelque part dans le cyberspace entre l'Europe et le Moyen-Orient.

"Hibou va nous expliquer que ces signes correspondent à des syllabes traduites de l'arabe et retranscrites sur un clavier d'ordinateur classique dans une police d'écriture de type Wingdings (accessible sur Word). Cette forme de codage, simple mais efficace, demande de la pratique. Avec un peu d'entraînement, Hibou parvenait à suivre certaines conversations. Selon lui, les ordres en provenance des responsables d'Al-Qaida à l'époque étaient transmis de cette manière. La difficulté est d'identifier, au sein de centaines de connexions simultanées, celles qui présentent un intérêt car les correspondants changent régulièrement d'identifiants. Ceux se terminant par 99 seraient, selon Hibou, les islamistes les plus actifs. On a finalement appris à s'en servir. Le problème, c'est qu'avec le temps les applications changent souvent, et se multiplient. Il faut suivre en permanence."

Au début de sa collaboration avec les services, la source va multiplier les infos en tous genres avant de tomber sur le groupe dirigé depuis l'Arabie Saoudite. Les frères vont tout d'abord demander à Hibou de convoier 15 000 euros de Grande-Bretagne en Syrie, à un certain Abou Moussab. Un instant les services vont croire que le destinataire n'est autre qu'Abou Moussab al-Suri, le célèbre théologien d'Al-Qaida. Hibou ne verra jamais le destinataire. L'argent servait à payer les passeurs pour les combattants se rendant en Irak. Puis ce sera un certain "Slim", avec qui il fera des repérages pour

enlever une personnalité importante devant l'ambassade d'Arabie Saoudite.

Nous sommes quelques mois après les émeutes de Clichy-sous-Bois qui ont embrasé la France. Pour la première fois on entend le mot “djihad” dans la bouche d'adolescents issus de quartiers répertoriés comme sensibles par le gouvernement. Sarkozy à l'époque avait balayé le jihad des quartiers d'un revers de la main et m'avait prévenu : « Les mots sont graves. [...] Ceux qui appellent à ça auront affaire à la police et à la justice. »

Finalement, au début de 2006, des émissaires du mystérieux Abou Moussab vont accueillir Hibou à Djeddah. D'Arabie Saoudite, il va envoyer des messages inquiétants à ses agents traitants en France :

« Il y a du beau monde ici. Deux personnes saoudiennes qui s'occupent uniquement de l'Irak, un Tunisien, deux Algériens, un Marocain et un émissaire de Zawahiri<sup>(64)</sup>. Tout d'abord, concernant la Tunisie<sup>(65)</sup>, le projet est dirigé par Zawahiri. Il y a trois kamikazes prêts, ils doivent prêter serment et faire acte d'allégeance dans la ville de Médine. [...] Au cas où l'opération ne se fait pas en Tunisie, une action doit se faire le 16 ou le 17 en Europe, la décision n'est pas encore prise concernant le pays (France, Italie ou Allemagne). [...]

“Il paraît que la France doit célébrer à la fin de cette année (ils sont mieux informés que moi !) le centenaire de la laïcité. Ils ont donc choisi cette date pour punir la France ; les cibles sont définies. Ils ont une carte du métro et du RER avec un chronométrage précis entre les stations, ils ont un plan du Stade de France avec les issues de secours et le sens de circulation des rues d'environ. Ils veulent aussi paralyser la circulation sur le périph, ils ont une carte dans ce sens. Et puis le top, ils ont une vidéo sur Sarko, sa femme, ses enfants et son cabinet d'avocat, il est vraiment leur cible. Cependant la France doit recevoir sous peu une menace de défi signée par Ansar Al Qaida. Le groupe pour la Tunisie doit agir au nom du soutien aux opprimés. En ce qui me concerne, je dois partir pour l'Irak ou le Pakistan (qu'en penses-tu ?). D'autres

personnes doivent arriver ici, donc je ne peux pas rentrer maintenant...”

Quelques jours plus tard, nouveau message de la péninsule Arabique. Les informations se font de plus en plus précises :

« Comme je te l’ai déjà dit, je suis parti à l’intérieur du pays. Nous avons franchi les barrages sans être inquiétés et des fois avec la complicité des policiers. Deux groupes d’une dizaine de personnes s’entraînent à l’explosif et aux manèges d’armes. Ils m’ont dit que la formation dure de 30 à 40 jours...

« Concernant la Tunisie, j’ai fait la connaissance d’un jeune de 23 ans, Karim. Il m’a dit qu’il vient de Montfermeil ; c’est un des trois kamikazes qui doivent frapper la Tunisie ; mais je n’ai pas rencontré les deux autres.

« Si l’opération n’a pas lieu le 17 en Tunisie, une action doit se faire en Europe (Espagne, Italie, France [pas sûr]).

« Par ailleurs, une équipe est déjà en place pour frapper l’Angleterre, le signal partira de l’Irak. Des voix au sein de la direction demandent l’utilisation du chimique en Europe, après l’avoir testé en Irak...

« Cependant un courant algérien au sein du groupe veut absolument frapper la France à l’occasion du centenaire de la laïcité. Parmi les cibles définies, il y a aussi l’aéroport et ils hésitent entre les stations RER, boulevard Mortier (dont ils ont un film) et un centre administratif... Si l’opération démarre, je serai en contact en France avec le commando.

« Concernant ici, ça bouillit [*sic*] ; des tenues orange de prisonniers sont confectionnées pour habiller ceux qu’ils vont enlever afin de faire libérer les prisonniers de Guantanamo. De plus, ils préparent l’enlèvement de personnalités saoudiennes pour libérer les prisonniers d’ici. Ils m’ont informé que des pourparlers sont en cours à ce sujet entre les autorités religieuses et le royaume de ce pays et qu’ils ont donné un délai au nouveau roi pour intervenir...

“Je reviens au chimique, ils sont décidés à l’utiliser en Angleterre et aux USA, ce n’est plus qu’une question de

temps...”

— Hibou était une source de la DRPP(66). On l’a récupéré au “Mercato”. On le prenait au sérieux. Ses contacts au Moyen-Orient étaient au plus haut niveau. Il n’avait pas peur d’aller en Afghanistan, en Irak ou en Arabie Saoudite, de se jeter dans la gueule du loup. Dans cette affaire, Hibou gardait jalousement l’identité de son contact en Belgique. Plus tard, on a compris que c’était un membre de sa famille, un oncle, un truc comme ça.

Les témoignages de Hibou sont édifiants. Il y a dix ans, le terrorisme moderne si médiatisé aujourd’hui prenait déjà forme au Moyen-Orient, en pleine guerre d’Irak. Des combattants européens et locaux confectionnaient déjà des tenues orange en référence aux prisonniers musulmans de Guantanamo et préparaient des opérations en Europe et dans des pays cibles du Moyen-Orient. Ils n’attendaient qu’une bonne raison pour passer à la vitesse supérieure. L’intervention en Libye et celle avortée en Syrie, le printemps arabe vont être les déclencheurs de ce nouveau djihad 3.0.

Une histoire revient sans cesse dans mon esprit, prémonitoire et avérée exacte. Marwan, un de mes geôliers en Irak et colonel dans l’armée de Saddam vaincue, m’avait prévenu un soir : “Tu verras, on reprendra l’Irak un jour.”

Huit ans plus tard on retrouvait dans une maison à la périphérie de Tall Rifaat en Syrie le manifeste et plan de marche de l’État islamique imaginé pendant l’occupation américaine. L’auteur en est un ancien colonel des services de Saddam Hussein : Samir Abd Muhammad al-Khlifawi, plus connu sous le pseudonyme de Haji Bakr. L’État islamique contrôlait alors presque la moitié de l’Irak.

De retour en France, la préparation de l’opération s’accélère. Le contact de Hibou en Belgique va lui remettre dans un bar de Barbés deux passeports vierges et 10000 euros pour trouver un appartement et une voiture en région parisienne. Prétextant une vérification rapide des documents, Hibou se précipite vers la voiture des policiers garée discrètement à quelques mètres. Les hommes de la future DCRI vont en quelques secondes photographier les documents

posés sur leurs genoux. Ces passeports sont censés être utilisés pour faire rentrer les « Saoudiens » dans l'espace Schengen, et les faire remonter vers Paris.

Les numéros sont vérifiés dans le fichier national : les passeports vierges sont issus d'un vol à main armée avec prise d'otages à la sous-préfecture de Carpentras quelques semaines plus tôt. Il ne manque plus que d'y apposer les photos et les noms de ceux qui doivent venir en France. Mais les policiers ne sont pas sûrs que les photos qui seront fournies à Hibou sont celles qui finiront sur les passeports. Il leur faut les passeports « finis ».

Pour l'instant, ils n'ont toujours pas les identités exactes des terroristes qui attendent quelque part en Arabie Saoudite. Pas plus que les identités des intermédiaires venus de Belgique pour acheter les vrais-faux documents. Tout juste auront-ils le temps de photographier leurs visages à la sortie du bar.

Seule information viable : les opérationnels qui doivent arriver en France avec les faux passeports sont des Maghrébins qui s'entraînent dans les camps djihadistes de la péninsule Arabique depuis un certain temps.

D'après Hibou, le meilleur spécialiste en contrefaçons de passeports se trouve dans le 11<sup>e</sup> arrondissement, près du cimetière du Père Lachaise. Pour les permis de conduire et cartes Vitale, ce sont des « artisans » éparpillés entre Pantin et Barbés. Les policiers vont alors « assurer » plusieurs rendez-vous dans le nord parisien, dans différents « ateliers » de faux papiers.

Le 9 juin 2006, Hibou a rendez-vous à la grande mosquée de Paris avec le faussaire et Karim, un des logisticiens envoyés par la cellule de Bruxelles. Les passeports finis sont remis à Karim sans que Hibou puisse les photographier. Après la prière de 14 heures, les trois hommes vont s'éclipser par une porte de secours et disparaître à bord d'une Mercedes immatriculée dans le 75 au nom de Driss El Hillali, un Marocain titulaire d'une carte de séjour. Les policiers n'ont pour l'instant que les numéros des vrais-faux passeports qui seront utilisés.

Finalement, Hibou va se retrouver au centre des opérations du groupe terroriste. Il est très proche d'un des logisticiens domicilié à Molenbeek, un quartier de Bruxelles de triste réputation. Les autres sont logés entre Rotterdam et Bruxelles. Les logisticiens vont maintenant demander à Hibou « le multicartes » de leur trouver des permis de conduire français. Ordres du cheikh saoudien depuis son hôtel cinq étoiles au Maroc. Les faux permis de conduire doivent servir aux « gens d'Arabie Saoudite ». Il s'agit de l'artificier et des opérationnels. Depuis la péninsule Arabique, ils sont censés aller recevoir le feu vert au Maroc et arriver en France au dernier moment.

Trois semaines plus tard, Karim revient à Paris en compagnie d'un homme identifié comme Mohamed Bouziane, alias « Kader ». Il lui remet une des photos et l'identité d'un des terroristes censés venir en France. D'après les services, il s'agit d'un dénommé Abdelkader Chelloufi, un Algérien, né le 25 février 1985 à Oran. La photo du deuxième attendra. Les policiers ne savent pas si Chelloufi a déjà un des faux passeports imprimé à son nom. Pour l'instant, il ne s'agit que de lui procurer un faux permis de conduire.

Chaque opération est effectuée poussivement. D'abord les passeports, ensuite les permis. Chaque rendez-vous prend plusieurs jours à se matérialiser. D'après Hibou, c'est le style de ce groupe. Dirigés depuis Bruxelles par un homme d'un certain âge, les jeunes sous ses ordres apprennent la patience et la méfiance.

Les policiers ne connaîtront jamais la véritable identité des hommes en Arabie Saoudite. Le rythme de l'enquête est trop lent à leur goût, mais petit à petit ils compilent les visages et le timing des terroristes. Dans un des comptes rendus avec la source, on peut lire :

### III SOMME REMISE

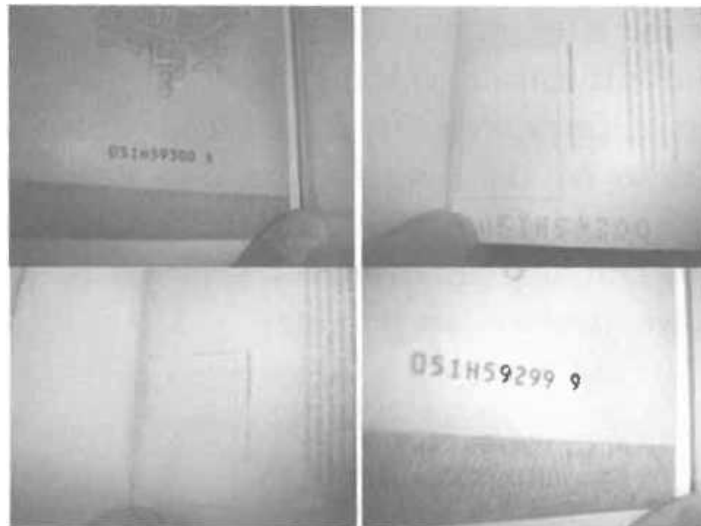
Néant

Hibou n° 27

Hibou n'a jamais reçu de contrepartie en liquide.

L'arrivée du groupe d'activistes sur Paris, prévue initialement en début d'année, a été repoussée sans autres précisions. Cependant, Hibou nous informe qu'un de ses contacts est en possession de deux passeports français vierges destinés à fournir de fausses identités aux deux membres du groupe qui doit venir à Paris. Hibou a réussi à se procurer ces deux passeports à l'insu de son contact et nous les remet quelques instants afin que nous puissions les photographier. Ces passeports doivent ensuite être remis à un faussaire chargé de les compléter. Hibou ignore si son contact possède déjà les photographies qui y seront apposées. Il tentera de nous fournir à nouveau les passeports dès qu'ils seront établis.

Les numéros relevés sur les deux passeports vierges sont les suivants : 05IH59300 X et 05IH59299 9.



Passeports achetés par Hibou.

Mais les « logisticiens belges » ne savent pas toujours que la source des services joue à un double jeu dangereux. Il travaille pour la cause, mais surtout troque des informations avec les services. Et en bon businessman, Hibou va demander une fois de plus aux policiers de lui donner un coup de main. Il veut reprendre la gérance d'une mosquée qu'il a dans son viseur.

— Il y a beaucoup d'argent dans les mosquées. Les oboles, les donateurs, des États étrangers. Le gérant tient la caisse. Il est une sorte d'imam remplaçant, de numéro 2. Hibou connaît vaguement le Coran. Il se disait religieux, portait la barbe,



mais il voulait absolument se positionner pour mettre la main sur le pognon. Il a même créé une association musulmane pour concurrencer l'UOIF. Il nous disait qu'il n'était pas d'accord avec les leaders musulmans de France. Il trouvait les dirigeants de l'UOIF mous, pas assez barbus à son goût.

« Il a essayé de nous manipuler plus d'une fois, nous racontant que des mecs étaient venus à cette fameuse mosquée avec des armes, menacer l'imam. On a vérifié. En fait, il voulait qu'on écarte certains types, qu'on fasse le sale boulot pour lui, afin qu'il ait la voie libre et qu'il puisse se positionner comme le numéro 2, le gérant financier.

« Après, il nous a raconté que sa femme était malade, qu'il voulait mettre sa famille à l'abri. Hibou ne faisait confiance qu'à sa voiture de location et ses voyages en Espagne. Nous, on fermait les yeux. En islam, ta rétribution, il n'y a que Dieu qui peut te la donner.

« C'est pas un imam, c'est surtout un connard. C'est un mec qui a toujours navigué dans le grand banditisme, et maintenant dans l'antiterro. Ce n'est pas vraiment conciliable avec la piété. Fais attention, on ne peut pas tout raconter, sinon il se fait fumer ou égorger. C'est le chef de groupe qui le gère en direct. Quinze ans d'antiterro. Un des meilleurs policiers que j'ai connus. Mais lui, il ne te parlera jamais. Il s'est fait virer à cause de ce dossier. Dans le rens', on ne te demande jamais de résultats. Tu n'es jamais pressé. Le plus souvent, c'est comme la Loire, un long fleuve qui coule lentement. C'est un travail de longue haleine.

— Vers la fin on a changé d'agent traitant, un mec pas franc du collier, et on nous demandait des résultats, et vite. Donc on a mis la pression sur Hibou : "Alors quand est-ce qu'ils viennent ?" Du coup, Hibou a été répertorié comme ingérable et il ne voulait plus collaborer avec le nouveau. Hibou, c'était aussi un vicelard. Il était parano, comme tous ces mecs. Il nous disait : "J'ai repéré votre gars à la mosquée, un grand Noir, il priait pas trop bien." Il tentait des coups de bluff, comme ça. Ce jour-là, on le surveillait.

« On avait un grand Noir chez nous, c'est vrai. Il était top, Mamadou. Il rentrait dans les mosquées en costume flashy et

brillant, la radio allumée... Un sapeur ! Il sentait bon le oud... Il nous envoyait des messages depuis l'intérieur. Il était, comment dire... un peu farfelu. Un jour il a perdu sa carte de police sur une opé en Corse. Tu parles, les natios, ils avaient la photo d'un Black des services sur leurs murs. La Corse, pour lui, c'était terminé. Il avait aussi plusieurs femmes, je crois. Après il s'est fait virer de la police, il mettait de l'essence dans sa voiture personnelle à la pompe réservée pour le service et d'autres conneries. Mais bon, il était bien en surveillance de mosquées.

La question de la gestion des sources dérange mon interlocuteur. Sujet sensible. La voix change, le ton monte, la passion du métier ressort. Ses pensées partent dans tous les sens. J'ai même droit à un exemple récent pour illustrer la dysfonctionnalité administrative actuelle.

En juillet 2016, une vaste opération de la DGSI à Argenteuil accouche d'une vingtaine d'interpellations et d'une seule garde à vue. L'homme est rapidement relâché.

— Souviens-toi, je t'ai dit la semaine dernière qu'ils étaient sur une opération "Corned Beef". Mes collègues me disent l'informateur c'est X. Dès que j'ai entendu le nom de la source je leur ai dit que c'était de la merde, un mytho... Je leur ai dit de laisser tomber. 160 bonshommes, H24, pendant plusieurs jours, week-ends compris ! Un mec, un seul, et il n'y avait rien chez lui... Regarde !

Il me montre les textos de ses collègues à la DGSI qui ont participé à l'opération :

T'avais raison, mdr

— La lose ! Tu vois ce que c'est la lose !

Les hommes des services débordent de passion quand ils parlent de leur métier. Il faut souvent les reprendre et les remettre sur les rails.

La parenthèse du raté récent d'Argenteuil refermée, nous revenons à notre sujet.

Les "Belges" ont demandé à leur homme à tout faire de Paris de leur trouver et de louer un appartement d'où partirait

le commando le jour J. Ainsi qu'un box pour entreposer du "matériel". Une aubaine pour les policiers. Une fois de plus, Hibou va se tourner vers son agent traitant.

Les policiers vont alors s'adresser à « un contact » de l'office HLM et réquisitionner deux appartements. Frédéric n'en dira pas plus sur les méthodes des services, à part le fait qu'avant la « fusion » RG-DST, tout était plus facile pour obtenir des moyens pour les besoins d'une opération. Maintenant, tout est plus « cadré ».

— Tu as un appart vide qui va bientôt être attribué. On allait, on se servait. Si besoin, on s'installait aussi chez les gens. En général des vieux, trop contents de voir débarquer la police. Parfois je me sens honteux. On leur disait qu'on allait leur nettoyer leur cage d'escalier. Ils étaient contents, ils croyaient qu'on était les stup's, qu'on allait les débarrasser des dealers. Une fois qu'on avait terminé on se cassait et on les laissait à leur sort. Dans notre cas ici, on a pris deux apparts adjacents à Colombes. On avait un budget, on a payé normalement. Un appart pour nous, et un pour les « Belges ». Le leur, on l'a équipé de micros et de caméras.

Fin 2006, une prise de contact importante est prévue à la mosquée de la rue Myrha, dans le 18<sup>e</sup> à Paris, avec Hibou. Une mosquée hostile-et très compliquée à surveiller, dont l'imam intégriste et fondateur du FIS avait été assassiné à l'intérieur même de la salle de prière après un violent échange de coups de feu. Zola avait fait de cette rue étroite le décor de *L'Assommoir*, son roman sur la misère et l'alcoolisme ouvriers. Aujourd'hui les bobos remplacent lentement dealers et islamistes.

Frédéric se colle à la surveillance du rendez-vous et suit à distance Hibou depuis la bouche de métro Château-Rouge. Karim, « l'inconnu et chef de la cellule de Bruxelles » ainsi qu'un troisième homme sont à Paris pour visiter l'appartement que leur a dégotté Hibou à Colombes. La source aura la bonne idée de ne pas les suivre jusqu'en banlieue et va disparaître de son côté.

— Cela a failli mal se terminer. Je me suis fait contrôler par la BAC devant la mosquée rue Myrha. Une activité police

à cet endroit et tu as mille regards sur toi, que des mecs qui arrivent pour prier, et pas les meilleurs. Il n'y a pas de place pour l'erreur. Les collègues voient un « arabisant » habillé raccord avec l'environnement et ils contrôlent... Pour rien, une ressemblance, un vol qui a eu lieu à deux rues... Ils finissent par voir ton arme de service pendant que tu leur chuchotes que tu es en opé et qu'il ne faut pas qu'ils déconnent. Sans parler de la perte de précieuses secondes. Parce que tu ne peux pas perdre l'objectif, identifier son ou ses interlocuteurs. Non, c'était chaud. Ils n'ont rien dit, ils ont fait « on est appelés ailleurs »...

Les trois hommes venus de Belgique ne viendront à Colombes qu'une seule fois.

Pour les policiers, c'est le grand jour. Les « Belges » ne vont pas traîner longtemps sur place. Dans l'appartement voisin, les policiers écoutent et observent chacun de leurs mouvements sur leur écrans. Pas grand-chose à se mettre sous la dent. Et pour cause. À leur sortie, Karim, que les policiers ont depuis affectueusement surnommé « œil de snake », montre du doigt une des voitures de police. Les hommes des services sont repérés.

— Les collègues ont déconné, ça a failli mal se passer. Ça va très vite. La plupart des voitures de police sont des modèles facilement identifiables. Et nos gars tournaient intempestivement devant l'immeuble. Des fois, il y en a qui ne sont pas très fins, ni dans leur conduite, ni dans leur comportement. Nos collègues se sont convaincus que leur véhicule allait passer pour une bagnole des stup, qui était là pour le trafic... Entre parenthèses, depuis peu on a commencé à changer, on fait dans le véhicule étranger. On a eu chaud. On marche sur des œufs avec des mecs aussi méfiants. Ça nous a mis une claque psychologique, ça nous a réveillés. Tu n'as pas le droit à l'erreur.

Le groupe venu de Bruxelles doit repartir vers la Belgique. Les policiers français ont anticipé et loué des véhicules. Les trois logisticiens du groupe terroriste prennent la route vers le nord. Un convoi de voitures suiveuses à leurs trousse. Aucun matériel police sur eux : les policiers français ne sont pas

censés opérer à l'étranger. Pour communiquer, pas de radio mais des portables achetés pour l'occasion.

Arrivés à Bruxelles, les trois terroristes partent dans trois directions différentes. Une partie du dispositif policier se dirige vers Rotterdam. Les autres restent à Bruxelles.

— On avait du fric, on était sans armes, les Belges n'étaient pas au courant qu'on bossait chez eux. On était en mode clandestins, en mode DGSE. On ne voulait pas que les Belges déglignent une partie des mecs et nous, ça nous perce le dossier. Ces types-là voulaient nous foutre sur la gueule en France, la Belgique n'était qu'une terre d'asile pour eux.

Frédéric et Karima restent à Bruxelles derrière Karim et son chef. Leurs informateurs sur place confirment les informations venues de Paris. Le groupe prépare une attaque chimique d'envergure à Paris et a déjà stocké des quantités impressionnantes de poison ainsi que des détonateurs qu'ils se sont vraisemblablement procurés en Europe de l'Est. Il faut vite retrouver la planque !

— Le groupe s'est séparé à Molenbeek ou dans le quartier d'à côté. Un quartier « rebeu », des librairies muslim, du halal partout, du boxon dans les mosquées... C'est très communautaire, et on te le fait savoir. On ne connaissait pas bien, on n'avait pas de repères. Mais en termes de pression, c'était génial. On était obligés de les coller. On est restés deux jours.

La piste Karim et le logisticien en chef, à l'identité toujours inconnue, mène les deux policiers français jusqu'à Charleroi et un local de garde-meubles, tout près du stade de football de la ville. C'est dans un de ces box que sont entreposés les poisons chimiques et détonateurs que la cellule s'est procurés petit à petit en attendant l'artificier saoudien et son technicien. Les policiers ne connaîtront jamais non plus l'identité de ceux qui ont servi de coursier, d'acheteur, de chauffeur ou simplement de prête-nom. Un deuxième cercle de « petites mains » qui ont contribué à amasser un butin impressionnant.

Officiellement, les forces de sécurité françaises ne peuvent pas intervenir en Belgique. Les Belges n'aiment pas ça. Les policiers vont donc attendre le transport de l'arsenal vers Paris dans les jours qui vont suivre avant d'interpeller les terroristes.

— On voulait faire du flagrant délit. On n'allait rien faire là-bas. On n'avait même pas besoin du box exact. On allait juste suivre les convois vers la France. Hibou leur avait loué un box sur Montreuil pour planquer leurs bidons et leurs produits. On avait déjà les doubles des clés.

L'attaque chimique qui est programmée peut potentiellement faire des milliers de morts. Sans précédent en France.

Après plus d'un an d'enquête, les services français s'apprêtent enfin à faire « dégringoler » la cellule belge des facilitateurs.

C'est un des plus gros budgets jamais alloués pour une opération. Au ministère de l'Intérieur on suit l'enquête de très près. Le RAID a déjà repéré les lieux ainsi que les abords de l'appartement de Colombes et se tient prêt. Les services techniques ont confirmé la présence de produits chimiques et de composants explosifs.

Les quantités de produits entreposés en Belgique sont effrayantes. Les terroristes ont prévu sept à huit voyages pour tout acheminer à Paris. La tension monte. On ne sait si de telles quantités sont destinées à une seule attaque ou à plusieurs attaques coordonnées. La décision est prise d'interpeller les terroristes à l'arrivée du deuxième des huit voyages prévus, après inspection du contenu du premier arrivage.

Premier des huit voyages programmés par la cellule de Belgique : les services ont leur source infiltrée dans l'équipe. Hibou roule avec eux dans l'utilitaire pour les guider. Ils ne connaissent pas Paris.

Tout autour du local de location de box, un impressionnant dispositif policier attend le véhicule des terroristes.

— Le Kangoo était bien rabaissé, la cargaison était visiblement très lourde.

Au milieu de la nuit, une camionnette passe lentement devant les policiers planqués autour de l'immeuble qui abrite les box.

Le chef de groupe, visiblement tendu, va presque faire capoter l'opération. Les écrans de contrôle sont noirs. Il descend au sous-sol vérifier que les caméras à détecteur de mouvement installées à l'intérieur fonctionnent correctement. Il avait oublié qu'un seul mouvement suffit pour qu'elles s'enclenchent. À quelques secondes près, il aurait pu se retrouver seul nez à nez avec les terroristes.

Trois hommes sortent du Kangoo et déchargent la cargaison. Hibou, un type fiché dont le numéro de portable a borné à Trappes quelques heures auparavant et le chauffeur venu de Belgique.

Une heure plus tard le Kangoo repart avec tous ses occupants.

Les hommes des services se précipitent au sous-sol, ouvrent un premier box et tombent sur un véhicule vide. Panique passagère.

Le deuxième box sera le bon. Les policiers découvrent des caisses de poudre, des flacons et bidons soigneusement rangés, des composants électroniques, des détonateurs. Un impressionnant stock d'éléments prêts à être assemblés en armes chimiques au potentiel dévastateur.

C'est bon. L'interpellation peut avoir lieu. La deuxième livraison est prévue dans 48 heures.

Le lendemain, coup de théâtre ! Les ordres venus d'en haut sont catégoriques. Il faut effacer toutes les traces papillaires de la source. Faire en sorte qu'on ne puisse pas remonter à Hibou dans les PV et la paperasse administrative. Pendant des heures, les policiers vont s'attacher à faire disparaître minutieusement toute trace génétique sur les nombreux bidons, cartons et serrures du box. La police scientifique ne doit pas trouver de traces de leur indic...

Les agents secrets qui ont travaillé ce « dossier » depuis plus d'un an ne comprennent pas.

Le lendemain matin, le périmètre des box est sécurisé par un cordon. Frédéric et ses collègues voient arriver des hommes en tenue NRBC (nucléaire-radiologique-biologique-chimique) sans qu'ils soient au courant. Les NRBC ne trouvent rien, toutes les traces ayant été effacées par leurs propres collègues. Ils vident le box et embarquent tout.

Un immense gâchis, des dizaines d'hommes et des milliers d'heures de travail.

La direction a mis le couvercle sur l'affaire. Les preuves de participation d'Hibou sont effacées, les produits sont saisis et les terroristes laissés libres dans la nature. Une quantité de produits chimiques sept fois plus importante que celle « interceptée » est toujours planquée du côté de Charleroi en Belgique.

— Le problème de la hiérarchie, c'est que la source avait participé au transport des produits jusque dans le box et bien plus.

— Lors de l'interpellation, la source aurait été présente. Hibou est partie prenante du dossier. C'est lui qui coordonne. C'est lui qui a trouvé le box, c'est lui qui emmène les mecs jusqu'au box à Montreuil. Les autres, ils ne connaissent pas la topo de Paris.

— *Votre source n'avait pas le choix, mais surtout il fallait quand même que vous sachiez où, quand et par qui ces produits allaient arriver, non ?*

— Tu parles avec ta logique de journaliste et ta logique de citoyen, tu ne réagis pas en tant que carriériste, de mec qui prend des primes de fin d'année. La hiérarchie, elle voit ça comme de la proximité avec une source, source qui a poussé à être partie prenante d'un acte à caractère terroriste.

Face à mon étonnement, Frédéric continue son récit. Calme, il hoche la tête, une énorme déception se lit sur son visage. Les traits se crispent.



— Ceux qui ont décrété que ça pouvait juridiquement leur péter à la gueule attendaient leur future nomination au sein de la future DCRI. Parce que quelques semaines plus tard, on s'appelle DCRI. Il y a des postes doublons. Il faut repositionner les gens dans l'organigramme, mutualiser, créer des postes nouveaux. À la fin, à la DCRI il y a 160 commissaires ! Dix pour cent des commissaires de France...

— *Comment ça, peur de leur péter à la gueule ?*

— Ils ont estimé qu'ils avaient été trop loin avec la source. Ils ont pris peur d'une éventuelle explosion de...

— *Comme quoi ?*

— Ça peut exploser comme des chefs qui se font virer. Trouve-moi un dossier où on a donné autant de latitude à des terro pour nous péter la gueule. Les Américains, le FBI le font. Nous, on fait pas.

— *Louer une voiture à la taupe, un appart, etc. en échange d'informations qui peuvent sauver des vies, c'est le but du jeu non ? Même si c'est un jeu dangereux ?*

— Il y avait eu une histoire peu de temps avant en Corse, où on avait « donné des moyens », voire un peu plus, à une source, et le chef de service a été viré. Et ça à ce moment-là, en haut, ils l'ont en tête.

Frédéric fait référence à l'affaire Antoine Nivaggioni, une taupe des services en Corse, qui recevait de multiples faveurs de la part des agents du renseignement par le biais d'un brigadier-major. Il bénéficiait de protections diverses, d'alertes d'écoutes, jusqu'à des places pour le concert de Johnny Hallyday.

À la suite de cette affaire, le patron des RG en Corse, Éric Battesti, s'est retrouvé « attaché de sécurité » à l'ambassade de France à Londres. Ce qui pour Frédéric revient à se faire virer. Des remaniements au sein de la police, mais aucune enquête interne n'a vu le jour.

— C'est toujours une question de chefs. Ils ne voulaient pas prendre le risque de voir la place qui leur était promise

dans la nouvelle DCRI leur filer sous le nez. Ils ont préféré tout casser. Il faut savoir qu'on avait la photo de la plupart des gens impliqués dans cette affaire, mais on n'avait pas leur vraie identité. Il aurait fallu les interpeller, les auditionner pour savoir qui ils étaient, etc. En effaçant les traces et en ne procédant pas aux interpellations, *de facto* on laissait ces gens dans la nature.

« On a préféré contribuer aux futures nominations des grands patrons de la DCRI, on a laissé libres des gens qui voulaient nous mettre sur la gueule sur le territoire national. En sachant que dans le box à Charleroi, il y avait huit fois la quantité trouvée à Montreuil...

« À la SDAT, on leur a fait une note blanche comme quoi on leur signalait des va-et-vient dans un box. C'est une note qui ne dit pas qu'on est impliqués, c'est juste une information. Ils sont allés chercher les produits et les détonateurs, pas de traces. On leur a même passé un coup de fil genre dénonciation anonyme. C'est comme si cette enquête de plus d'un an n'avait jamais existé. Le ministre de l'époque, MAM(67), a validé le silence. Elle pense avoir évité un "scandale". T'assumes ou t'assumes pas. Le RAID devait interpeller les mecs. À l'arrivée rien.

— *C'est impossible ce comportement aujourd'hui ?*

— Avec tous les attentats qu'on a eu rien que cette année, on se fait taper dans tous les sens... On s'en fout de savoir si untel va apparaître dans le dossier, le jeu en vaut la chandelle. Limite, c'est tant mieux. Qu'est-ce qu'on en a à foutre de savoir si une de nos sources a participé ou pas ? À l'époque, le plus important c'était la carrière de tous ces chefs. Tout le monde était aux aguets, on était déjà tous dans le même immeuble, on attendait la fusion de l'été 2008.

Bernard Squarcini ne se souvient pas de l'opération Arcole : "Je n'ai pas eu connaissance de cette opération. C'était avant que je n'arrive."

Une source à Levallois prétend le contraire : "Bien sûr que si ! Nous venions d'emménager à Levallois. Squarcini faisait des points réguliers avec Bouchité, le directeur central des RG

à l'époque. Le jeudi ils se réunissaient autour de la ministre. Bien sûr qu'ils évoquaient une des plus importantes opérations de l'époque."

L'orfèvre du renseignement chargé par le président Sarkozy de mettre la fusion sur les rails n'est autre Bernard Squarcini, alors directeur de la DST et ancien directeur adjoint des RG. Pour lui, la fusion fait sens, sur le papier tout du moins. Il admet volontiers que les résultats ne seront pas forcément immédiats mais pour lui c'était la bonne décision à prendre après les tentatives de fusion infructueuses balayées d'un revers de la main par Jacques Chirac une dizaine d'années auparavant.

— Il a fallu rapprocher deux cultures différentes et complémentaires forgées au sein de la DST et des RG. C'est la guerre froide qui forge la culture DST : un service de contre-espionnage secret, rigoureux, centralisé, doté d'une capacité judiciaire qui s'ouvrira sur le terrorisme sponsorisé par les États. Les RG, c'est un profil très différent : déjouer les complots politiques, avoir un regard sur les populations immigrées à l'issue de la décolonisation, un maillage territorial doté de supports opérationnels réactifs. La menace est globale, polymorphe et évolutive...

Sur le papier, c'est une équation parfaite. En pratique, dans cette équation on a oublié d'inclure le facteur humain, lui aussi imprévisible, polymorphe et évolutif. Voulant mettre la main sur les services, un outil politique non négligeable, Manuel Valls a changé le nom de la DCRI en DGSI, sans transformations majeures. Tout juste a-t-il admis que la disparition des RG s'est faite avec « une certaine brutalité vis-à-vis d'une partie importante de leurs agents ».

— Sarko voulait défoncer les RG. Sa haine des RG datait des petits carnets d'Yves Bertrand.

À écouter Frédéric m'expliquer l'organigramme de la DCRI-DGSI et la manière dont la fusion s'est effectuée, ce que j'entends, c'est que le politique est venu « mettre son nez dans le structurel et pas pour les bonnes raisons ». Selon lui, on a perdu des années et des éléments qui auraient permis de limiter le nombre d'attentats. Il en est persuadé. Ses autres

collègues du renseignement interrogés sont tous, sans exception, du même avis. Le fait que la gauche arrive au pouvoir en 2012 n'a strictement rien changé. Les services de renseignement ont été gravement affaiblis par la décision de liquider les RG et la marginalisation de la gendarmerie qui a à charge la moitié de la population.

— Ce qu'ils ont réussi à faire en huit ans de gauche-droite, c'est casser vingt, trente ans de travail. Le Drian a raison quand il met en doute la fusion. D'abord il en a marre de se déployer avec l'opération Sentinelle, les militaires que tu vois dans la rue et qui s'emmerdent. C'est comme ça qu'il le ressent. À l'époque la DGSE avait comme interlocuteurs la DST et les RG, aujourd'hui il y a une vague passerelle avec la DGSI, et avec le RT : rien. Les RG avaient pour vocation de lutter contre le terro, le RT aujourd'hui s'occupe de la radicalisation. Et c'est un concept très subjectif, c'est au gré des interprétations, et elles ne sont pas toujours avisées. Au départ, les RT avaient à charge l'extrême gauche, l'extrême droite et l'économie souterraine. Avec le nombre d'attentats, la DGSI a explosé sous les signalisations de radicalisés et les têtes pensantes (au gouvernement) ont délégué la radicalisation au RT. Un bâton merdeux. Faire des tableaux et des statistiques avec des mecs qui se sont arrêtés de boire du Coca parce que ça contient 0,001 % d'alcool ? Est-ce que cela fait partie de la lutte antiterroriste ? Je ne crois pas. Ce n'est pas un danger immédiat. Ce n'est pas un travail pour les services. Les femmes qui règlent leurs comptes avec leur mari, avec des procédures de divorce... « Mon mari se laisse pousser la barbe, il ne me touche plus, je ne suis plus assez pieuse pour lui. » Et dans le climat actuel, les tribunaux suivent. La femme obtient son divorce. C'est la mode. Personne ne s'intéresse au petit employé municipal parcs et jardins propre sur lui qui carotte un peu d'engrais chaque jour jusqu'à constituer un stock imposant... Ça nous est arrivé, ça, par exemple. Quand on appelle le numéro vert pour signaler le « radicalisé », on a un petit condensé de l'esprit de délation d'il y a soixante ans. De toute manière on n'a pas les effectifs pour. C'est essentiellement un problème de théologie et de société.

Frédéric a continué, énumérant les exemples, les listes des personnes estampillées radicalisées à l'appui, avec la raison et la source du signalement. Nous avons continué à rouler. Il voulait me montrer un endroit où s'est déroulée une de leurs opérations. Sortis de l'autoroute A13, nous avons pris la bretelle en direction des Mureaux, dans les Yvelines, un quartier catégorie « sensible ». Arrivés au pied de l'immeuble de Larossi Abballa, le tueur du couple de policiers, un type nous a insultés. Visiblement rouler au pas n'a pas plu. Frédéric a fini par s'égarer dans ses pensées.

Dans les jours qui ont suivi l'assassinat du couple de policiers devant leur enfant de 3 ans, l'égorgement d'un prêtre dans une église en Normandie, l'attentat de Nice, le gouvernement a pris trois mesures qui existaient déjà : le prolongement de l'état d'urgence, le renforcement du dispositif militaire et de nouveaux bombardements en Syrie et en Irak.

Le Premier ministre Manuel Valls a surenchéri en solo en affirmant au *Monde* être « favorable à ce que, pour une période à déterminer, il ne puisse plus y avoir de financement de l'étranger pour la construction des mosquées ». Un pavé dans la mare de son propre ministère de l'Intérieur étant donné que le gouvernement avait déjà refusé un amendement des Républicains contre le financement étranger des mosquées.

La discordance s'installe à chaque poussée de terrorisme. À chaque fois, l'agenda politique passe devant et le « structurel police » dont parlent Frédéric et ses collègues n'évolue que lentement et sous la pression médiatique après chaque attentat.

« Les politiques obéissent à des règles de survie et de réélection, constate avec fatalisme Bernard Squarcini. Le temps politique n'est pas le même que le temps technique des services qui, lui, s'inscrit dans la durée et la mémoire. »

Nombreux sont les bras de fer perdus d'avance par le monde politique face aux « special interests » comme disent les Américains, une version XL du clientélisme.

Dans la foulée de cette conversation et sans les nommer, l'ancien patron du renseignement français fait allusion à un problème qui lui tient particulièrement à cœur : les profiteurs du marché halal, porte-monnaie caché du radicalisme. Un clientélisme financier et un marché intouchables pour les politiques, frileux de déstabiliser le statu quo.

Cacophonie politique mais aussi cascade d'aberrations administratives, comme en novembre 2015, quand le GIGN basé à quelques rues du Bataclan dans la caserne des Célestins était prêt à intervenir. Il n'a pas été autorisé parce que l'attaque se situait en zone police... Difficile d'aller expliquer aux familles des victimes de telles subtilités administratives.

En attendant, l'opération Arcole a été abandonnée et étouffée pour les raisons évoquées plus haut. Une enquête de plus d'un an, mobilisant des dizaines d'hommes du renseignement.

— *Et le stock chimique resté à Charleroi (huit fois ce qui a été trouvé à Montreuil) ?*

— Je ne sais. On nous a mis sur la touche. Les Belges n'étaient pas au courant, personne ne les a mis au courant. Les « terro » ont sans doute dû le bouger depuis... En tout cas personne n'est intervenu là-bas.

Les djihadistes du groupe de Bruxelles qui planifiait une attaque chimique d'une envergure sans précédent sur le sol français se savent surveillés depuis le raid sur leur planque à Montreuil. Ils ont aussi abandonné leur box de Charleroi. Ils sont toujours libres, quelque part entre l'Europe et le Moyen-Orient.

À propos du traitement de la source Hibou ainsi que de la faire disparaître du dossier, la hiérarchie se défend et invoque le cas par cas. Au huitième étage à Levallois, on m'avouera que les largesses avec les sources sont une pratique acceptable si le besoin en vaut la peine. Tout comme c'est le cas et « également de coutume à Mortier » me précisera-t-on. Comme ce collaborateur qui a accepté une mission à haut risque, infiltrer les réseaux islamistes en Syrie, et s'est vu aidé sur un plan financier et personnel en France, et ce pendant

plusieurs années. Jusqu'à payer ses impôts... En ce qui concerne Hibou, dans la colonne 3 des comptes rendus de contact avec ses agents traitants (« les sommes remises »), c'est toujours le même mot qui revient : néant. Hibou a eu droit à d'autres faveurs que financières.

Quelques étages plus bas, chez les opérationnels de terrain qui connaissent l'opération Arcole, on n'a toujours pas digéré les agendas personnels de la hiérarchie qui sont passés avant les intérêts opérationnels et ceux de la France.

— Arcole tombait mal. À quelques jours de la fusion et de la distribution des nouveaux postes, personnes ne voulait se faire épingler avec un trou dans un dossier. Tout devait être lisse. Par la suite ils ont resserré les boulons avec les sources au détriment des résultats. Certains ont quand même trouvé le moyen de tirer leur épingle du jeu, comme

Frank A([68](#)). Il gérait une source, un Égyptien. Il a réussi à monter une coproduction DGSI-DGSE. Il leur a vendu l'idée de racheter un cybercafé en face de l'institut Fajr, au Caire, un centre d'enseignement salafiste et d'étude de la langue arabe. Une école coranique où traînaient tous les « Français » comme Fabien Clain, Abdelkader Merah et ceux de Torcy. L'idée c'était d'avoir des caméras et des micros partout, et de pirater les ordi. Sur le papier c'était trop beau. Il a dépensé 50 000 euros et la source a fini par ouvrir un snack dans son bled à 200 km du Caire au bord d'une route poussiéreuse. Il n'y avait personne. À la direction, ils n'ont pas apprécié.

### 13. Le buisson d'Abaaoud...



Routes empruntées par Abaaoud en 2014-2015.

Décembre 2014. Une vague de réfugiés principalement syriens, afghans et africains se presse aux portes de l'Europe. Certains ont pour objectif l'île grecque de Lesbos, située à 2 km des côtes turques. D'autres ayant échoué en Turquie préfèrent la terre ferme et éviter une traversée en mer périlleuse, ils s'agglutinent à la frontière bulgare. Tout est question de fric. C'est le seul talisman qui régit le passage des réfugiés. Des passeurs turcs sur les plages qui font face à Lesbos aux gardes-frontières et douaniers corrompus côtés turc et bulgare. Chaque dollar est bon à prendre.

L'Union européenne s'en est remise à la Turquie pour endiguer la vague humaine. L'équation se résout aussi au sommet de la pyramide du pouvoir et des plus hautes sphères politiques. Erdogan compte se faire payer pour contrôler les passeurs et dignitaires malveillants côté turc. Boïko Borissov, le Premier ministre bulgare, n'est pas en reste. Tout le monde veut sa part du gâteau européen pour faire un effort. En 2018, l'UE a déjà versé 6 milliards d'euros à la Turquie pour réguler le flux de réfugiés. Un chantage dont la monnaie d'échange est des êtres humains en quête d'une vie meilleure. La grande majorité sont des hommes seuls, des migrants économiques. Nous sommes très loin des premiers reportages diffusés en



Occident montrant des femmes et des enfants épuisés par la guerre venus chercher une vie sans bombardements.

D'après le HCR, en 2016 les migrants européens étaient à 73 % des hommes seuls. Ce chiffre a peu varié les années suivantes. Toujours en 2016, sur 1,6 million de demandeurs d'asile dans le monde, 1,3 million a choisi l'Europe. Vingt pour cent viennent de Syrie et 13 % d'Afghanistan, deux pays en guerre civile (chiffres OCDE).

Face à ces statistiques qui jouent en faveur des partis populistes européens, l'État islamique a tiré son épingle du jeu. N'avaient-ils pas annoncé dès 2014 que le chaos qu'ils allaient créer en Syrie inonderait l'Europe avec un million de réfugiés, mais aussi avec leurs soldats de Dieu infiltrés ? Les résultats sont au-delà de leurs espérances.

Un de ces combattants d'Allah va mettre à profit la stratégie de l'EI élaborée quelque part entre Raqqa et Deir ez-Zor par les dirigeants de Daech. Il s'est fait un nom au sein des services secrets de l'État islamique, plus exactement du service des opérations extérieures, du « service des attentats ». Il s'appelle Adelhamid Abaaoud, tristement connu pour être le chef opérationnel des attaques du 13 novembre, celle de Bruxelles quatre mois plus tard et pour avoir piloté la cellule de Venders démantelée le 15 janvier 2015. Pour cette dernière, une opération d'envergure : 250 policiers d'élite, 13 djihadistes interpellés et deux autres abattus. Trois événements funestes dont il avait la charge.

Au printemps 2015, il fera même la couverture de *Dabiq*, le magazine en ligne de l'État islamique, appelant à abuser de la faiblesse des institutions européennes et de l'appel de l'Allemagne à l'immigration. Dans l'interview donnée à *Dabiq*, Abaaoud se vante d'avoir déjoué avec une facilité déconcertante les obstacles placés sur sa route, qu'il s'agisse de frontières ou de services de renseignement occidentaux.

Le mot d'ordre des services de Daech au printemps 2015 : « suivre les réfugiés », se mêler à la masse pour rejoindre l'Europe. C'est ce qu'a fait Abaaoud à cette période, en se rendant plusieurs fois en Belgique depuis la Syrie.

Il apparaît pour la première fois sur les radars des services dans une vidéo le montrant au volant d'un pick-up, s'exprimant en français et traînant derrière lui une douzaine de corps d'« apostats » et de civils vers une fosse d'enterrement commune quelque part en Syrie. En 2014, il fait deux allers-retours en Belgique depuis la Syrie pour planifier les attentats en Europe mais aussi pour enlever son petit frère de 13 ans à la sortie de l'école et l'emmener en terre de djihad. Toujours sous le nez des autorités qui les laissent sans souci aucun prendre l'avion à Cologne.

En décembre 2014, un nouveau voyage. Abaaoud se mêle au flot de réfugiés en Turquie et tente de passer en Bulgarie. Il est identifié par les caméras de sécurité de la frontière côté européen, côté bulgare. Les images fournies par nos sources bulgares le montrent tentant de traverser la rivière qui sépare les deux pays, mais n'y parvient pas. Le courant était-il trop rapide, savait-il nager ? Il fait demi-tour et se dirige vers Athènes.

Plusieurs services occidentaux sont maintenant à ses trousses et envoient des équipes sur place. La CIA, la DGSE. Il est confondu par des recoupements de ses appels à la cellule de Venders, deux adresses sont identifiées à Athènes.

Mais il est trop tard. Le 15 janvier, la cellule de Venders est démantelée en Belgique. Abaaoud sait que ce n'est plus qu'une question d'heures avant qu'ils n'arrivent sur lui. Il disparaît dans le désordre tumultueux qu'est la capitale grecque.

La CIA et la DGSE voulaient le buter. Bien sûr, ils ne peuvent pas le dire. Ils l'ont raté. Ce n'est que deux jours plus tard que les policiers grecs débarquent aux deux adresses. Il n'y est plus. Il est déjà reparti vers la Syrie.

Sur place la police arrête deux hommes, un trafiquant de migrants algérien vivant en Grèce, acquis à la cause islamiste, et Walid Hamam, un Français originaire de Trappes (Yvelines). Selon le Pentagone, Walid Hamam était chargé d'organiser des attaques suicides pour le compte de l'organisation État islamique. Muni d'un faux passeport syrien au nom de Mohamed, il sera également relâché dans la nature

après un bref interrogatoire. Lui aussi ne va pas tramer sur place, il rejoint Abaaoud à Raqqa au siège de l'Amniyat(69), et la division des opérations extérieures de l'EI.

À Raqqa, les deux hommes sont sous les ordres d'Abdelnasser Benyoucef(70), un Algérien ayant grandi en France, lui-même sous les ordres du Français Boubaker el-Hakim, cerveau des filières des Buttes-Chaumont. Deux vétérans du djihad afghan et irakien. Pour Abaaoud, gagner l'Europe n'est que partie remise. Il reprendra la route en octobre par l'île grecque de Lesbos avec d'autres djihadistes. Direction Bruxelles et Paris.

13 novembre 2015. Les attaques terroristes à Paris et Saint-Denis font 130 morts. Ce sont les attentats terroristes les plus meurtriers en Europe depuis ceux de Madrid en 2004.

Abaaoud dépose sa Seat de location à Montreuil et prend tranquillement le métro avec son complice Chakib Akrouh. Les deux hommes descendent à Nation et se fondent dans la foule, admirant leur œuvre sur les écrans de télévision des cafés.

22 heures. Les chaînes info ont interrompu leurs programmes habituels et essaient de transmettre en direct des lieux des drames. K. et son unité L à la DGSi sont mis en alerte. Ils n'ont pas d'ordre précis pour le moment. Ils doivent attendre près du téléphone que la hiérarchie leur définisse un objectif. Les agents s'échangent des textos sur leur groupe fermé. Ils regardent médusés la télévision. Chacun se demande ce qui va se passer.

Pendant ce temps les enquêteurs qui sont sur place retrouvent un téléphone Samsung blanc dans une poubelle près du Bataclan. C'est celui utilisé par Foued Mohamed-Aggad, un des terroristes du Bataclan. Depuis ce téléphone, plusieurs textos ont été envoyés vers un numéro belge localisé à une adresse dans la banlieue de Bruxelles. Un logisticien du commando.

— À ce moment, on n'a pas trop d'infos. Chez nous ils appellent tout le monde, les Marocains, les Belges, les

Algériens, les Américains. Les Marocains se doutent quand même un peu qu’Abaaoud est dans le coup.

Quasiment au même moment les Américains interceptent une conversation provenant de l’adresse belge abritant le logisticien vers une correspondante en France. Celle-ci a déjà été identifiée comme la cousine d’Abaaoud par les services marocains. Les Marocains communiquent la fiche d’Hasna à la DGSI. L’étau se resserre. Les informations convergent. Elle est immédiatement mise sur écoute. Le 15 novembre elle reçoit un appel d’un téléphone qui borne à Aubervilliers où elle va se rendre en compagnie d’une amie. Les hommes du L3 (écoutes et filature) ne vont plus la lâcher. Néanmoins, la rivalité, les réunions SDAT-DGSI ralentissent le processus.

Un fonctionnaire de la DGSI me dira à propos de la SDAT :

— Tu les trimalles là où on travaille en administratif et c’est eux qui écrivent la procédure... C’est comme ça que ça marche.



Le lendemain, à la surprise générale, vers 18 heures les policiers de la SDAT voient arriver dans leurs bureaux à Levallois une témoin clé : « Sonia ». C’est la presse qui lui a trouvé ce nom d’emprunt. Sonia et son mari hébergent Hasna, la cousine d’Abaaoud. Les deux femmes ont rendu visite au djihadiste la veille, devant un talus en bordure de l’A86 à Aubervilliers, à sa planque...

Abaaoud menace Sonia, se vante de ses exploits, en annonce d’autres du côté de La Défense. La mère de famille n’a pas d’autre choix que de se retrouver face aux policiers de la SDAT à Levallois. Affolée, elle raconte son invraisemblable rencontre aux policiers, qui ont du mal à la croire au début. C’est trop gros, « ça sent le guet-apens ». Mais le recoupement avec les écoutes américaines, les informations marocaines et le détail des baskets orange portées Abaaoud raconté par Sonia finissent par les convaincre.

— On n’a aucune info au début, contrairement aux mecs de la SDAT qui communiquent en interne plus que nous. Nous c’est : l’unité est mobilisée, et à un moment tu reçois un message : « C’est parti, rendez-vous dans l’Est parisien. » Chez nous les analystes, ils ont les infos des Marocains, de Sonia, nous sur le terrain on n’a pas encore toutes les informations sur Abaaoud. Ça vient petit à petit.

« On arrive au point de rendez-vous. On est une vingtaine de chez nous. Abaaoud s’est caché dans son buisson sous le RER et l’autoroute. Il y a je ne sais combien d’hommes de différents services autour. Il faut être discret, le mec est parano. La SDAT ils ont un véhicule équipé d’une caméra qui balaie le buisson, et d’autres cams dans le périmètre. La DGSI est “en appui” tout autour. Mais comme c’est judiciairisé, c’est eux qui ont la main.

Un collègue précise alors :

— Je suis sûr que Calvar descendait au -2, où nous avons une salle “administratives” (*rires*). On peut prendre possession à distance de toutes les caméras du réseau parisien (toutes les caméras de sécurité de Paris et de banlieue). Il suivait ce qu’il pouvait des opérations, de la filature, sans en faire part officiellement à la SDAT. C’est normal, tu as envie de savoir qui est le salopard qui nous a attaqués.

Les hommes de la DGSI vont passer 48 heures, sans rentrer chez eux, à se relayer devant et aux alentours du buisson d’Abaaoud, rue des Bergeries à Aubervilliers. Deux jours à planquer dans des véhicules de toutes sortes, dans des buissons, à jouer aux passants pressés qui rentrent chez eux capuches et casquettes sur la tête. Toujours à une distance respectable, changeant régulièrement de position.

— Tu es là dans ta voiture, tu regardes les messages passer sur ton téléphone et la radio. On avait peur que ça aille en Belgique. À Levallois ils avaient négocié avec les Belges pour qu’on puisse passer et continuer chez eux s’il le fallait. Et s’il part à pied... S’il te reconnaît, et s’approche de toi, il peut avoir une ceinture sur lui, ou son complice. Bon, tu as la jurisprudence Merah maintenant, tu peux lui tirer dessus, mais

c'est chaud. À la SDAT ils étaient en panique. Tu penses à plein de choses à la fois, sans perdre de vue ton objectif.

« Surtout qu'il n'y a pas beaucoup d'endroits où vraiment se cacher. Quelques véhicules des services sont positionnés sur le parking de la société Loomis qui fait face à la planque. À droite une rue vide qui longe le parking jusqu'à un rond-point au loin. La rue qui fait face : vide. Un immense entrepôt tout neuf sans porte d'un côté, un parking de voitures de l'autre. Aucun passage à pied à moins d'avoir une bonne raison. À gauche, un grand espace de bitume qui se perd vers des entrepôts au loin. Il a fallu sécuriser le haut du talus de l'autre côté du RER, au cas où Abaaoud essaierait de s'enfuir en traversant les voies. Des hommes sont postés partout.

— *Pourquoi vous ne l'interpellez pas ? Vous avez des caméras thermiques, vous pouvez voir la silhouette enfouie dans la végétation, non ? N'y a-t-il pas un moyen de le neutraliser et d'aller le chercher ?*

— On ne sait pas combien ils sont, s'il y en a d'autres dans la nature, d'autres attaques de prévenues, s'il y a un QG. La Sonia a mentionné La Défense. Il faut le suivre. Il peut nous mener à plus... On n'a pas le choix, mais on aimerait bien se le faire, oui. C'est des moments stressants, mais c'est tellement une grosse merde ce type que tu ne peux te permettre des ratés. On communique sur WhatsApp, on se parle pour rester unis. À la direction, ils font des réunions. C'est le stress partout.

— *Sur WhatsApp ?*

— Toujours ! Chaque jour, à chaque opé, on crée un groupe WhatsApp pour le groupe. La hiérarchie, ils n'aiment pas ça, et c'est interdit. Mais on le fait quand même. Ils veulent que toutes les communications se fassent par radio, c'est enregistré. Ils savent ce qui se passe. Mais pour nous, WhatsApp c'est plus pratique. On a accès aux photos, aux dates et heures du message, tu sais mieux ce qui se passe... C'est mieux pour les briefings, ça va plus vite. Et à la fin on efface tout.

— *Cela arrive-t-il que vous gardiez certains éléments ?*

— Cela peut arriver.

— *Comme des photos ou des écoutes entre Benalla et son collègue Crase, qui parlent de leurs contrats russes ?*

— ... Les écoutes ce n'est pas nous, c'est un autre service.

— *Des collègues d'un autre service et des écoutes dites "vider leurs chargeurs". Ce n'est pas judiciairisé et donc ce n'est pas officiel ?...*

— J'aimerais voir la saisine... si il y en a une. (*Rires*) La logique voudrait de regarder du côté des militaires (DRM). Ils ont quelques antécédents avec Benalla et la Macronie. C'est juste un avis personnel en ce jour.

Les heures se suivent, interminables, à observer des buissons abîmés par l'hiver et la pollution de l'A86 qui passe juste au-dessus. De temps en temps, un passage du RER B qui fait vibrer les poitrines casse la monotonie. Les policiers ont installé des micros directionnels qui pointent vers les talus où se cache l'émir de Daech, dans un amalgame de buissons adossés au terre-plein qui soutient la voie ferrée. Ils écoutent Abaaoud.

— Il semblait stressé. Il ne disait rien, mais tu l'entendais rien qu'à sa respiration. Il était là, dans la boue collante.

Le 17 novembre 2015 à 22 heures, c'est le branle-bas de combat. Hasna Ait Boulahcen est venue chercher son cousin Abaaoud et son complice Chakib Akrouh en taxi clandestin pour les exfiltrer vers un appartement à Saint-Denis. Elle a été suivie depuis son domicile chez Sonia. La nouvelle planque n'est pas très loin, à 3 km environ mais les services doivent en être sûrs. Et cela même s'ils ont une petite idée de l'adresse d'arrivée grâce au témoin de dernière minute. Ils ne connaissent pas Sonia et la possibilité d'un guet-apens n'est pas à exclure. Elle sera d'ailleurs placée en garde à vue dès le 18 novembre, avant d'être relâchée.

À Aubervilliers, le dispo SDAT (entouré par les hommes de la DGSI) s'apprête à lever le camp. Les premiers véhicules de filature sont déjà partis et ont pris position le long d'une route probable et dans une zone où la voiture d'Abaaoud

pourrait passer. Ils savent qu'il va regarder derrière lui, ils ne peuvent se permettre de rester derrière lui ou d'être "détronchés" dans le rétroviseur. Ne serait-ce que quelques secondes. Si c'est le cas, le véhicule suiveur doit très vite dévier ou s'arrêter.

C'est une vingtaine de voitures et de motos qui avancent comme un essaim d'abeilles, se plaçant sur les différents passages possibles du taxi clandestin pris en filature.

— On se positionne en amont. Dès que le véhicule passe devant nous, c'est annoncé à la radio : "Il passe", et si possible on se repositionne un peu plus loin en amont. Et ainsi de suite jusqu'à l'arrivée. C'est la SDAT qui mène le bal, la DGSI est en appui en quelque sorte. On l'a bien vu, il est passé deux fois devant moi. Abaaoud était affalé à l'arrière, se faisant tout petit, Hasna s'agitait devant au téléphone. Visiblement ils se faisaient guider jusqu'à la nouvelle planque par Jawad le logeur(71).

— *Vous roulez dans quel type de véhicules ?*

— Des Mercedes, des BMW, Seat. Moi j'avais une Audi A6. Des véhicules étrangers en général. Ça fait moins police.

C'est Chakib Akrouh, sac de sport à la main, qui sort le premier du buisson. Il est suivi une bonne minute plus tard par Abdelhamid Abaaoud. Les deux hommes et Hasna s'engouffrent dans le taxi clandestin. La voiture s'engage dans la rue des Bergeries, passe sous l'A86, traverse la cité des Francs-Moisins, et remonte vers le centre de Saint-Denis le long de la rue Danielle-Casanova. En respectant la limitation de vitesse. Il n'y a pas grand monde sur la route à cette heure-ci. Le trio Abaaoud-Akrouh-Hasna est finalement déposé près de la rue du Corbillon où les djihadistes ont loué un appartement de fortune.

C'est un "fonctionnaire arabisant" de la SDAT qui va réussir à pénétrer dans l'immeuble. Il va lentement gravir les trois étages, écouter aux portes et repérer l'appartement où se cachent Abaaoud et son complice. L'opération est périlleuse. Il est seul dans une cage d'escalier qui peut cacher et où il peut croiser les terroristes armés et sur les nerfs. Mais identifier



l'appartement est essentiel, l'homme des services pourra ainsi guider la colonne d'assaut qui va intervenir.

— À Saint-Denis, tu es obligé d'envoyer un « arabisant ». Il n'y a pas de Blancs là-bas, ils se feraient repérer direct. Les agents « fds » (français de souche) restent en retrait. Ils retransmettent par radio ce qu'on leur dit sur WhatsApp.

Un débriefing non-officiel SDAT-DGSI aura lieu au KFC (Kentucky Fried Chicken) de la rue piétonnière Gabriel-Péri. Pendant ce temps à Levallois flotte un moment de confusion, les réunions et coups de fil en haut lieu se succèdent. Qui doit intervenir ? Le RAID, la BRI ?

— Nous on avait terminé, notre dispo restait sur place « en deuxième rang ». Le RAID allait intervenir. On s'est même fait contrôler par la BAC dans notre voiture. Ils voient un basané un peu fatigué stationnant dans une Audi neuve... Ils étaient étonnés de voir des collègues armés avachis dans une berline allemande. On leur a dit de ne pas trop traîner dans le quartier.

« Ça a duré des heures. On entendait la guerre des services à la radio. Une fois c'était la BRI qui venait, puis c'était le RAID. On a même entendu parler du GAO pour l'intervention. Pas longtemps. Ils veulent tous leurs médailles... La BRI, ils ont pleuré après. Ils ont eu moins de médailles que le RAID.

— *Pourtant depuis Merah, le RAID soulève des interrogations. Ils se font régulièrement épinglez par la presse et ils ont une tendance à “vider leurs chargeurs” à chacune de leurs interventions. À Saint-Denis 1500 balles ont été tirées par les hommes du RAID contre 11 pour les terroristes. Ces derniers ne disposaient pas d'armes automatiques.*

— Le RAID, c'est politique. C'est la vitrine. La PP veut avoir le contrôle. La BRI ou la SDAT a finalement arrêté Jawad après son interview à BFM et nous on est restés jusqu'au petit matin. J'étais épuisé et en même temps tu n'as pas sommeil. Tu es sous pression depuis si longtemps que tu n'as plus de repères dans le temps, tu ne sais plus l'heure qu'il est.

Deux jours plus tard, l'ensemble des unités de la DGSI sont convoquées par leur hiérarchie dans l'amphithéâtre au niveau -1 à Levallois-Perret pour une mise en garde inhabituelle. Des techniciens vont tout passer au peigne fin afin de détecter d'éventuels micros, mouchards et autres moyens d'enregistrement. La direction ne veut aucune trace de cette réunion.

— Ils ont fait venir les mecs de Boullay-les-Troux (spécialistes écoutes, numérique) avant la réunion pour nettoyer l'amphi. Avant de parler à tes agents, chez nous. Alors qu'une fois que tu as passé le portique à l'entrée, c'est censé être sécurisé. Ils étaient paranos. Tous les directeurs étaient présents. Au début, ils ont fait les gentils : "félicitations", "bravo", etc. Après on nous a demandé de ne pas parler à la presse ou aux éventuels copains des autres services. Genre : « Fermez vos gueules. » Avec plus ou moins de menaces, « on peut vous mettre sous surveillance »...

— *Pourquoi ?*

— Sécurité, suite de l'enquête, ne pas laisser filtrer les éventuels ratés...

— Tous ceux qui ont travaillé sur le Bataclan et Abaaoud, on les a mis sur des missions qui n'avaient plus rien à voir avec l'enquête. Des collègues se sont retrouvés le lendemain à surveiller des diplomates nord-coréens.

— *C'est comme ça que se termine votre « enquête attentats du 13 novembre » ?*

— On en riait, on est passés du « couscous aux nems » !

- 
- 1 *Merah, l'itinéraire secret*, Nouveau Monde éditions, 2015.
- 2 Soupe traditionnelle de rupture de jeûne chez les musulmans.
- 3 Pour protéger leur identité leurs noms ont été changés. Ils prennent la parole à tour de rôle sans être toujours identifiés. Dans nos conversations, les propos de l'auteur apparaissent en italique.
- 4 Palantir porte bien son nom. C'est une « pierre de vision » permettant d'observer des lieux lointains dans *Le Seigneur des anneaux* de Tolkien.
- 5 T3 : section Terrorisme 3 (islam radical).
- 6 Rappel : par commodité, nous désignerons parfois sous le terme de « DGSI » aussi bien le service connu comme DCRI (2008-2014) que la DGSI elle-même.
- 7 Groupe d'appui opérationnel. L'unité d'intervention style GIGN de la DGSI.
- 8 Début 2019, Sabri Essid aurait été tué en Syrie, victime de rivalités internes à l'EI. Imad Djeballi a été condamné en France à quinze ans de réclusion pour récidive et association de malfaiteurs terroriste. Quentin Lebrun, capturé par les forces kurdes, devait être rapatrié en France en 2019.
- 9 Les bombardements ratés contre le Hezbollah en représailles aux attentats du Drakkar.
- 10 L3 : surveillance et filature.
- 11 Dirigée à l'époque par Paul-Antoine Tomi.
- 12 Cheikh Diakhaby (déjà condamné en 2006 pour être illégalement entré combattre en Irak), Fehimé Aksoy et Imané Chanaa, sœur de Younès Chanaa, recruteur pour le compte de l'État islamique.
- 13 L'IMEI est un numéro permettant d'identifier de manière unique un appareil mobile.
- 14 Député et président de la commission parlementaire sur le 13 novembre.
- 15 Directeur de la DGSI entre 2014 et 2017.
- 16 Soum (pour sous-marin) : véhicule de surveillance de type utilitaire.
- 17 Renseignements français : nouveaux enjeux (Ellipses, 2013).
- 18 Gouverneur militaire de Paris.
- 19 Le ratafia de champagne résulte d'un astucieux mélange d'eau-de-vie de champagne et de jus de raisin à la sortie du pressoir. En référence à la collaboration entre les services français et israéliens.
- 20 Voir Jacky Debain et Raymond Nart, *L'affaire Farewell vue de l'intérieur*, Nouveau Monde, 2013.
- 21 Surnom de Bernard Squarcini.
- 22 Le nom a été changé.
- 23 Sociétés identifiées par l'enquête : Syronics, Organization for Engineering Industries, Industrial Solutions, Mechanical Construction Factory. Source : rapport de l'US Treasury Department, New York Times.
- 24 Service secret syrien.
- 25 Personnage du film *Usual Suspects*.
- 26 Directeur de la DRPP (2009-2017), une direction de renseignement spécifique à Paris et sa banlieue ; une « DGSI parisienne » spécialisée dans le contre-terrorisme avec des effectifs représentant environ un quart de ceux de la DGSI (1000 fonctionnaires).
- 27 Voir l'opération commune DGSI-DGSE menée par Frank de l'achat d'un restaurant en Égypte, censé faire face à une fameuse université coranique fréquentée par les Français (voir chap. 12).
- 28 DNAT : Division nationale antiterroriste.
- 29 Pour un récit détaillé, voir Yvonnick Denoël, *Les guerres secrètes du Mossad*, Nouveau Monde éditions, 2012.
- 30 *Hell on Earth : The Fall of Syria and Rise of ISIS*, National Geographic, 2017

- [31](#) D<sup>r</sup> Mohd Abuasi, directeur de l'Institut d'études stratégiques du Moyen-Orient à Vienne et Sofia.
- [32](#) L'Agence des Nations unies pour les réfugiés.
- [33](#) Le journaliste français Nicolas Hénin a été otage des djihadistes en Syrie pendant sept mois entre juin 2013 et octobre 2014 avec le reporter américain James Foley, qui a été décapité. L'exécution a été diffusée sur les réseaux sociaux.
- [34](#) Une première attaque conforte la théorie de l'affrontement : elle s'est déroulée en Nouvelle-Zélande le 15 mars 2019. Attaque terroriste au fusil-mitrailleur sur deux bâtiments musulmans, à Christchurch, revendiquée par un Australien extrémiste de droite. Bilan : 50 morts.
- [35](#) Opération Timber Sycamore de la CIA, censée armer les rebelles anti-Assad et qui a tourné au fiasco total. La plupart des armes ont fini dans les mains de l'EI et d'Al-Qaida au Levant. Opération interrompue en 2017.
- [36](#) Anas : nom d'emprunt ou « kounya » de Jérémie Louis-Sidney, correspond au nom du commandant de la cavalerie du Prophète.
- [37](#) Balisage : les services installent un émetteur sur le véhicule pour pouvoir le localiser à tout instant.
- [38](#) Camping-car.
- [39](#) Deux reviendront un an et demi plus tard et seront interpellés (Abdelkader Tliba et Ibrahim Boudina), le troisième gravira les échelons de la hiérarchie d'al-Nosra puis de l'État islamique en Syrie : Rached Riahi.
- [40](#) Coupe du Monde 2014 au Brésil.
- [41](#) Division filature et surveillance de la DGSJ.
- [42](#) Partie de football à cinq.
- [43](#) Mixed Martial Arts, anciennement *free fight* ou combat libre.
- [44](#) Taqî ad-Dîn Ahmad ibn Taymiyya, théologien salafiste du XIII<sup>e</sup> siècle (à déconseiller selon mon interlocuteur).
- [45](#) Abdel A. et Rico (noms changés).
- [46](#) Renseignement Territorial, créé sous le gouvernement Valls, un service censé reconstituer les anciens RG suite aux multiples fiascos des services depuis la fusion, et remailler efficacement le territoire.
- [47](#) Le 13 septembre 2018.
- [48](#) 29 août 2016.
- [49](#) Gang criminel corse qui doit son nom à un bar du vieux port de Bastia.
- [50](#) Roger Marion est à l'époque patron de l'antiterrorisme (SDAT).
- [51](#) SDAT : ex-DNAT, 6<sup>e</sup> DCPJ (appellations successives), service judiciaire voué à la lutte contre le terrorisme.
- [52](#) Allusion à l'affaire du commissaire Le Goff, surnommé le « commissaire pâtissier ».
- [53](#) Voir chapitre 12.
- [54](#) Un premier groupe de djihadistes d'environ 130 personnes environ (femmes et enfants inclus) suivi de deux autres groupes pour un total d'environ 500 personnes.
- [55](#) L'attentat du RER B à Saint-Michel le 25 juillet 1995 a coûté la vie à 8 personnes et a fait 117 blessés.
- [56](#) Le nom a été changé.
- [57](#) Groupement interministériel de contrôle, le centre d'écoutes clandestines. Le centre principal est situé aux Invalides et dépend du Premier ministre.
- [58](#) Le prénom a été changé.
- [59](#) Officier de liaison internationale, Liban.
- [60](#) Direction du renseignement militaire.

61 Sergueï Skripal, un agent double du GRU, trahit les Russes au profit des Britanniques. Il est empoisonné avec sa fille dans une petite ville du sud de l'Angleterre. Les services russes sont mis en cause. Les deux agents opérationnels identifiés aux faux noms à consonance bulgare (Rouslan Boshirov et Alexandre Petrov) sont sommés de s'expliquer et nient tout à la télévision russe.

62 GRU : nom soviétique du service de renseignement militaire extérieur russe aujourd'hui appelé unité militaire 45-807.

63 Jargon pour désigner les policiers des services d'origine maghrébine ou d'Afrique noire.

64 Ayman al-Zawahiri a remplacé Oussama ben Laden à la tête d'AL Qaida.

65 Attentat à la voiture piégée contre un Premier ministre israélien en visite officielle.

66 Direction du Renseignement de la préfecture de police de Paris.

67 Michèle Alliot-Marie.

68 Voir chapitre 3.

69 Service de renseignement de l'organisation État islamique.

70 Abdelnasser Benyoucef, Boubaker el-Hakim et le commandement et chef suprême des services secrets de Daech Abou Mohamed al-Adnani ont depuis été éliminés par les frappes américaines (2018).

71 Pendant le trajet, une autre conversation sera également enregistrée entre Abaaoud et un logisticien en Belgique (un dénommé Mohamed B. ayant combattu en Syrie et candidat à l'attentat suicide).